

صكزا من الاحل

● MODESTES PROPOSITIONS POUR SORTIR DE LA CRISE... — Pages 17 à 20

LE MONDE

diplomatique

N° 503 - 43^e année

FÉVRIER 1996

Appel
à nos lecteurs

(Pages I à IV)

36 pages - 22 F
Abonnements : voir tarif page 24
Abo. France : 750 F
Abo. Europe : 800 F
Abo. Afrique : 900 F
Abo. Asie : 1000 F
Abo. Amérique : 1100 F
Abo. Australie : 1200 F
Abo. Japon : 1300 F
Abo. Russie : 1400 F
Abo. Turquie : 1500 F
Abo. Arabie : 1600 F
Abo. Israël : 1700 F
Abo. Inde : 1800 F
Abo. Chine : 1900 F
Abo. Corée : 2000 F
Abo. Thaïlande : 2100 F
Abo. Indonésie : 2200 F
Abo. Malaisie : 2300 F
Abo. Singapour : 2400 F
Abo. Brunei : 2500 F
Abo. Philippines : 2600 F
Abo. Viêt Nam : 2700 F
Abo. Laos : 2800 F
Abo. Cambodge : 2900 F
Abo. Myanmar : 3000 F
Abo. Birmanie : 3100 F
Abo. Népal : 3200 F
Abo. Bangladesh : 3300 F
Abo. Pakistan : 3400 F
Abo. Afghanistan : 3500 F
Abo. Iran : 3600 F
Abo. Irak : 3700 F
Abo. Arabie Saoudite : 3800 F
Abo. Émirats Arabes Unis : 3900 F
Abo. Oman : 4000 F
Abo. Qatar : 4100 F
Abo. Bahreïn : 4200 F
Abo. Koweït : 4300 F
Abo. Israël : 4400 F
Abo. Jordanie : 4500 F
Abo. Liban : 4600 F
Abo. Syrie : 4700 F
Abo. Turquie : 4800 F
Abo. Grèce : 4900 F
Abo. Italie : 5000 F
Abo. France : 5100 F
Abo. Espagne : 5200 F
Abo. Portugal : 5300 F
Abo. Royaume-Uni : 5400 F
Abo. Irlande : 5500 F
Abo. Pays-Bas : 5600 F
Abo. Belgique : 5700 F
Abo. Allemagne : 5800 F
Abo. Autriche : 5900 F
Abo. Suisse : 6000 F
Abo. Espagne : 6100 F
Abo. France : 6200 F
Abo. Italie : 6300 F
Abo. Allemagne : 6400 F
Abo. Belgique : 6500 F
Abo. Pays-Bas : 6600 F
Abo. Royaume-Uni : 6700 F
Abo. Irlande : 6800 F
Abo. Espagne : 6900 F
Abo. France : 7000 F
Abo. Italie : 7100 F
Abo. Allemagne : 7200 F
Abo. Belgique : 7300 F
Abo. Pays-Bas : 7400 F
Abo. Royaume-Uni : 7500 F
Abo. Irlande : 7600 F
Abo. Espagne : 7700 F
Abo. France : 7800 F
Abo. Italie : 7900 F
Abo. Allemagne : 8000 F
Abo. Belgique : 8100 F
Abo. Pays-Bas : 8200 F
Abo. Royaume-Uni : 8300 F
Abo. Irlande : 8400 F
Abo. Espagne : 8500 F
Abo. France : 8600 F
Abo. Italie : 8700 F
Abo. Allemagne : 8800 F
Abo. Belgique : 8900 F
Abo. Pays-Bas : 9000 F
Abo. Royaume-Uni : 9100 F
Abo. Irlande : 9200 F
Abo. Espagne : 9300 F
Abo. France : 9400 F
Abo. Italie : 9500 F
Abo. Allemagne : 9600 F
Abo. Belgique : 9700 F
Abo. Pays-Bas : 9800 F
Abo. Royaume-Uni : 9900 F
Abo. Irlande : 10000 F

Publication mensuelle - 15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

Médias en danger

Par IGNACIO RAMONET

UNE enquête récente révèle que la confiance des Français dans les médias s'est effondrée (1). En un an, le nombre de ceux qui acceptent la manière dont la presse rapporte les événements est passé de 56 % à 45 %, une baisse de onze points ! Et à l'égard de la télévision la chute - de 60 % à 45 % - est de quinze points ! Une défiance, qu'aurait sans doute confirmée les écroulements médiatiques lors de la mort de François Mitterrand, ainsi que les révélations diffusées (et, pour certaines, lamentablement censurées) à cette occasion.

Une telle suspicion n'est pas saine en démocratie. En premier lieu, parce qu'elle met en cause la fonction civique de l'information qui consiste à orienter l'opinion des citoyens, ce qui en définitive influence le suffrage populaire. D'autre part, cette méfiance éloigne de nombreuses personnes de la presse écrite aggravant la crise de celle-ci. Aux États-Unis, par exemple, sept des dix principaux journaux - parmi lesquels *The New York Times*, *The Washington Post*, *The Los Angeles Times* et *The Wall Street Journal* - ont vu leurs ventes baisser au cours de l'année passée. Au Royaume-Uni, même phénomène : *Today*, un quotidien populaire dont le tirage dépassait les 500 000 exemplaires, vient de fermer.

En France, ces dernières semaines, on aura également vu la disparition d'un quotidien, *InfoMatin*, et la prise de contrôle d'un autre, *Libération* (fondé avec la caution de Jean-Paul Sartre en 1973), par le groupe industriel Charbonnet (2). En octobre dernier, s'alliant à Alcatel, le groupe Havas, propriétaire d'un ensemble d'agences de publicité, s'était déjà emparé de plusieurs journaux importants (*L'Express*, *Le Point*, *Courrier international*).

A l'heure des autoroutes de l'information, le secteur qui connaît la plus forte expansion économique est celui de la communication. Il attire inévitablement à lui les investissements massifs des mastodontes de l'industrie et de la banque. Partout, des groupes d'envergure planétaire ne cessent de s'étendre. Les concentrations se multiplient, comme celles qu'on a récemment pu observer aux États-Unis, où le réseau de télévision ABC a fusionné avec Disney, CBS avec Westinghouse, NBC avec General Electric, et CNN avec Time-Warner. Un nouvel ordre économico-communicationnel s'installe peu à peu ;

il laisse de moins en moins de place à une presse indépendante et véritablement libre.

Dans ce nouveau système médiatique, l'information est considérée comme une simple marchandise dont la valeur oscille en fonction de l'offre et de la demande. Grâce aux nouvelles technologies, la transmission de l'information peut se faire en temps réel. Cette immédiateté est souvent présentée comme une valeur en soi. Le tout de suite est proposé à la place du véritable ou de l'authentique. À l'instar de la télévision qui offre aux téléspectateurs la promesse de les « faire assister à l'événement en direct », les médias érigent en trompe-l'œil des paramètres dépourvus de rapport avec l'objet même de l'information. La vérité et le mensonge, qui restent des critères fondamentaux du métier d'informateur, deviennent ainsi négligeables. Et les dérapages se répètent sans que nul sache comment les éviter.

LA collusion entre les puissances industrielles et financières, d'une part, et les médias, d'autre part, réduit fortement la crédibilité de ces derniers. Car, bien souvent, les organes d'information évitent d'évoquer les liens de participation croisée qui les attachent à tel ou tel groupe. Alors que l'affairisme et la corruption se répandent, les révélations (ou les occultations) concernant tel investisseur dépendent parfois de l'existence ou non de liens de dépendance à son égard.

Par le biais de la publicité, ces puissances, parfois les principaux annonceurs, exercent également sur les médias, influençant même sensiblement leur contenu. La recherche effrénée de publicité place de nombreux médias en situation de dépendance par rapport aux annonceurs qui deviennent en quelque sorte les propriétaires clandestins de nombreux titres. Pour séduire ces annonceurs et constituer un bon support de publicité, des publications ont vu venir à modifier leur apparence, leur maquette, en allant le plus souvent dans le sens de la trivialité.

Les citoyens ont l'impression que, au sein des journaux, trois postes pilotent



JEAN BÉLON. — « Le Lecteur et le géant » (1993)

désormais le navire : le marketing, la publicité et la maquette. Cette dernière imposant un cadre contraignant, qui devient une prison pour les rédactions, lesquelles un peu partout ont tout simplement démissionné. Les journalistes sont aujourd'hui prolétaires, taxés, transformés en forçats de la dépêche. Quelques vedettes sont là, sur l'écran de télévision surtout, uniquement pour donner le change.

La presse, qui, historiquement, a été construite contre le pouvoir politique, tend de plus en plus à s'identifier à lui. La connivence entre les deux atteint parfois des dimensions scandaleuses. D'autant que les médias sont devenus un pouvoir plus important que le pouvoir politique, et qu'ils tardent à développer un sens critique à l'égard d'eux-mêmes. Ils s'érigent en maîtres du jeu (les gouvernements sont aujourd'hui responsables non devant le peuple ou les Assemblées, mais devant les médias et les instituts de sondages) ; un jeu dont les règles sont désormais fixées par les puissances de l'argent.

Tout cela contribue à développer chez les citoyens le sentiment que de nombreux journaux ne remplissent plus leur rôle de contre-pouvoir, que l'esprit démocratique régresse. Et qu'il faut de nouveau se mobiliser pour défendre la liberté d'expression et l'indépendance de la presse (lire à cet égard, pages I à IV, l'« Appel à nos lecteurs »).

(1) *Le Monde*, 24 janvier 1995.
(2) *Le Monde*, qui a vu en 1995 sa diffusion augmenter, reste l'un des rares quotidiens européens majoritairement détenus par ses actionnaires : la Société des rédacteurs possédant, à elle seule, 34,28 % du capital de l'entreprise.

UNE INSOUTENABLE DEMANDE DE PAIX

Fausse éclaircie en Algérie

Plus de deux mois après la victoire de M. Liamine Zeroual à l'élection présidentielle du 16 novembre 1995, la situation politique paraît toujours bloquée en Algérie. Le changement de premier ministre et le remaniement du gouvernement sont très loin de répondre à la formidable demande de paix exprimée par la population. Et la reprise en main du FLN par le régime n'augure pas d'une volonté sincère de dialogue politique avec l'opposition. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la violence, mystérieusement stoppée dans les quinze jours qui avaient précédé le scrutin, ait repris de plus belle. Assassins, voitures piégées, opérations « musclées » de maintien de l'ordre, confirment que la victoire militaire à laquelle aspire le pouvoir est loin d'être acquise. Une nouvelle fois, l'indispensable réconciliation nationale, qui, seule, évitera à la société la poursuite de la guerre civile, pourrait être manquée.

Par SALIMA GHEZALI *

DEPUIS qu'elle est entrée dans une phase de turbulences, à la suite des émeutes d'octobre 1988, l'Algérie a emprunté, à petites doses, quelques aspects à toutes les guerres et à tous les conflits qui secouent la planète. On y trouve un mélange explosif : effondrement du modèle socialiste, ascension fulgurante d'un islamisme radical, émergence du multipartisme et aspiration à la démocratie. Tous ces ingrédients se sont accumulés - sur fond de confusion politique et du militaire, de défense de l'Etat et des privilèges, inextricablement liés à la rente pétrolière et à la corruption - pour exacerber les violences et empêcher l'émergence de toute solution véritable.

Pourtant, depuis le 16 novembre 1995, date de l'élection présidentielle, * Directrice de publication de l'hebdomadaire *La Nation*, Alger.

le discours sur l'Algérie, qu'il soit tenu dans le pays lui-même ou à l'étranger, a changé. La dénonciation spectaculaire des violences attribuées aux groupes armés islamistes a laissé place à un ronronnement aussi unanime qu'ébahi devant la capacité du régime à mobiliser les foules pour se faire plébisciter. A la décharge de tous ceux qui ont applaudi à la « légitimité » et à la « normalisation », il faut reconnaître que rarement un pouvoir à ce point impopulaire aura réussi de façon aussi spectaculaire à s'imposer comme la seule solution de rechange à la violence et au chaos.

Pourtant, le scrutin du 16 novembre 1995 n'a même pas débouché sur les prémices de concrétisation des promesses électorales du candidat Liamine Zeroual : paix, sécurité, réconciliation nationale.

(Lire la suite page 12.)

En vente dans les kiosques le 12 février :

CONFLITS FIN DE SIÈCLE

Manière de voir, n° 29

100 pages, 45 F



CENTRE D'ETUDES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES

Formation spécialisée pour dirigeants

MARS - JUILLET 1996

Cycle de relations internationales approfondies

2 soirs par semaine, 1 samedi matin par mois
+ dîners-débats

Formation sanctionnée par
un diplôme de 3^e cycle

Renseignements :

à l'ECOLE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES
Établissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899

54, avenue Marceau, 75008 PARIS
Tél. : (1) 47-20-57-47

DANS CE NUMERO :

Jardin d'idées

« La presse, qui, historiquement, s'est construite contre le pouvoir politique, tend de plus en plus à s'identifier à lui », écrit Ignacio Ramonet. Tout cela contribue à développer chez les citoyens le sentiment que de nombreux journaux ne remplissent plus leur rôle.

RISQUE

Le risque est grand de voir se généraliser, pour le plus grand profit des démagogues de tout poil, les sentiments et les expressions d'impuissance face à des situations d'apparence inextricable, ou figées sous le poids d'un périlleux consensus. C'est ainsi que la politique américaine se résume à des simulacres (page 3), que les crises des banlieues ne sont jamais attaquées au fond (pages 8 et 9), que

des expériences aussi capitales que la guerre d'Espagne sont reniées sans vergogne (pages 26 à 28).

RÉCIFS

De fait, le poids du passé - récent ou ancien - rend souvent délicate l'esquisse de solutions, surtout quand trébuche la volonté politique d'en finir. A preuve la tregédie algérienne (pages 1, 12 et 13), les erreances de la Russie (page 10), les répressions sociales en Amérique latine (page 16), les récits explosifs laissés par l'apartheid en Afrique du Sud (pages 14 et 15), l'évolution incertaine de la Nouvelle-Calédonie (pages 6 et 7).

SORTIE DU CHAOS

Tourbillons de signaux, que symbolise Internet (pages 24 et 25), tourbillons de migrants dans une humanité sans domicile fixe (pages 22 et 23), tourbillons de capitaux... Il n'est pourtant pas vrai que rien ne peut être opposé à l'omnivora déraison. Car il s'agit de mouvements de devises, d'échanges commerciaux, de législation fiscale, de réglementation monétaire, les idées ne manquent pas de sortie du chaos (pages 17 à 20).

Lire le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 503 - 22,00 F



L'Australie, fragile paradis

Derrière une solide façade, l'Australie s'interroge. Sur son identité : malgré l'égalité proclamée, les Blancs ne conservent-ils pas leur prépondérance ? Sur la cohérence de sa société : à part la passion du sport, qu'est-ce qui unit ses citoyens, originaires de quelque deux cents pays ? Sur sa fameuse qualité de vie : chômage, pauvreté, alcoolisme et drogue ne troublent-ils pas désormais la quiétude des Australiens, notamment les plus jeunes chez qui le taux de suicide est le troisième au monde ? Sur son rôle d'intermédiaire entre l'Occident et l'Asie : les tensions qui grandissent entre la Chine et ses voisins lui permettent-elles de l'assumer ? Si elle persiste à éviter les débats de fond, l'Australie risque d'y laisser son âme.

Par notre envoyée spéciale FLORENCE BEAUGÉ *

Un peu plus d'un million de personnes envient chaque année, à travers le monde, d'aller s'installer en Australie et entament des démarches en ce sens. En 1995, seules quatre-vingt-trois mille seront parvenues à leur but contre quatre-vingt-sept mille en 1994. Le nombre de ceux qui rêvent de cette île-continent qui flotte « down under » (là-bas en dessous) dans l'hémisphère Sud n'a pas vraiment varié au cours de ces dix dernières années. Le nombre des élus, lui, évolue au fil des ans suivant les besoins du pays et aussi, sans que ce soit clairement avoué, suivant l'état d'esprit de la population australienne. Si l'économie se porte bien, si le taux de chômage reste bas, le gouvernement fédéral entrouvre les vannes de l'immigration. Si l'inverse se produit et qu'une certaine mauvaise humeur se manifeste, comme c'est plutôt le cas depuis la récession du début des années 90, il les ferme.

Etrange contrée que l'Australie, qui ne correspond pas tout à fait à l'image que l'on s'en fait. Tour à tour mieux et moins bien, fascinante et décevante, surprenante également par sa passion pour le France (en dépit des essais nucléaires), sa langue et sa culture, auxquelles elle voue un véritable culte... L'Australie mériterait, sans aucun doute, le titre de pays des paradoxes. Quarante fois plus grande que la France, aussi vaste que les États-Unis si l'on excepte l'Alaska, peuplée d'un peu plus de dix-huit millions de personnes, cette terre des grands espaces abrite la population la plus urbanisée de la planète. En effet, 88 % des Australiens vivent en ville, la majorité d'entre eux regroupés sur un arc côtier qui remonte du sud vers le nord-est, le long de l'océan Pacifique.

Bouleversement ethnique

AUSSEI différentes qu'elles soient, les grandes villes d'Australie partagent de nombreux points communs. Un même rêve : la maison individuelle, de préférence de style victorien, géorgien ou « féderation », avec son bout de jardin et son barbecue. Un même mode de vie : la banlieue, avec son confort, sa végétation fleurie et ses oiseaux, mais aussi sa solitude, son ennui et les longs trajets en voiture. Et une même passion : le sport (le cricket et le football australien dans tout le pays, mais surtout à Melbourne ; le rugby, le jeu à 13 et le surf à Sydney). A cela s'ajoute la même caractéristique complexe des individus qui, sous une apparence lisse et un sens de l'humour uniques, cachent une surprenante fragilité, une peur inavouée de l'avenir et une crise d'identité.

L'Australie se veut pourtant - et est sans doute - un pays heureux avec une qualité de vie incomparable et qui réussit à s'endormir chaque soir sans se poser la seule question qui le taraude : « Qui suis-je ? ». Accident de l'histoire, appendice de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, avant-poste de l'Europe aux antipodes, « tribu blanche de l'Asie » (1)... Le pays se voit comme tout cela à la fois. Il a du mal, en conséquence, à se définir en tant que nation et ne sait s'il doit s'en inquiéter ou non.

Inconnu en Europe, le syndrome du « cut the tall poppies » (« coupez les têtes qui dépassent ») est là-bas toujours vivace. Il est le revers de la médaille d'une société égalitaire, composée d'une nombreuse classe moyenne, d'où émergent quelques riches de plus en plus riches et quelques pauvres sauvés du véritable dénuement grâce à un système de protection sociale bien ciblé et accepté par la très grande majorité et la classe politique comme une nécessité. C'est une société pudique, enfin, où il n'est pas bon de se faire remarquer ni de se poser en chef de file... Cela dit, David Melouf (2), l'un des écrivains australiens les plus doués de sa génération, le plus discret aussi et peut-être le plus vénéré, a sans doute raison d'estimer qu'« on pense trop ici que les gens ne se posent que des questions simples et, sous ce prétexte, on ne leur fournit que des réponses simples. Je ne crois pas pour ma part que ce soit juste ni vrai. Les Australiens sont complexes et capables d'affronter cette complexité ».

Une chose est sûre : l'Australie a accepté de se remettre en question et connu, en cette seconde moitié du vingtième siècle, un étonnant bouleversement. En l'espace de cinquante ans, cette société,

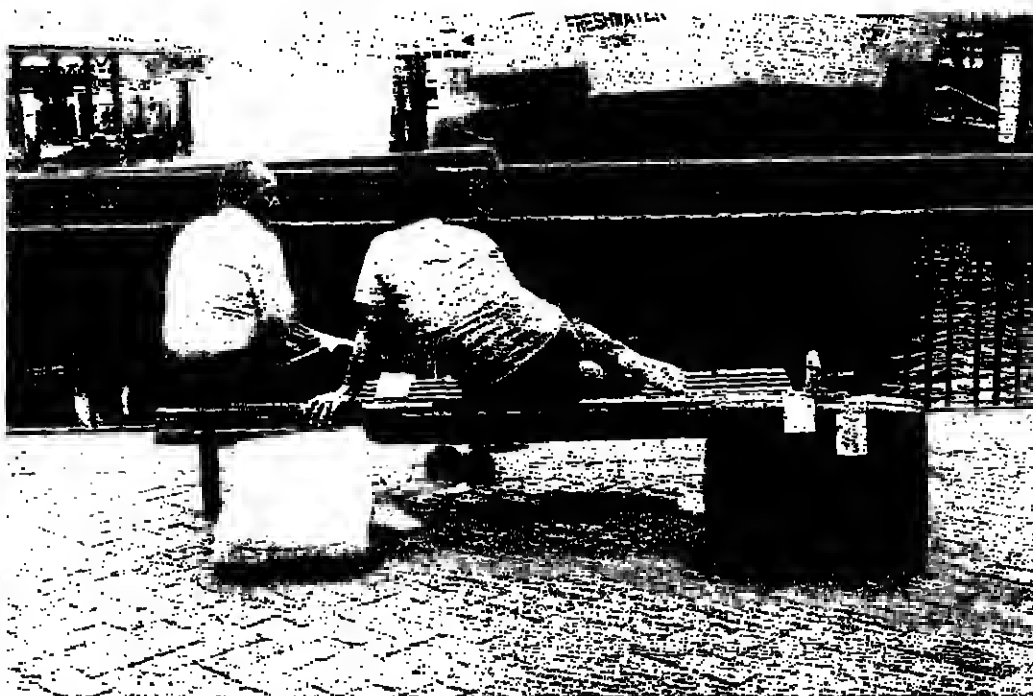
qui était anglo-celte à 90 %, homogène et blanche, et attendait le rester au point de se doter de tout un arsenal législatif discriminatoire, s'est ouverte à de nouveaux venus originaires de presque deux cents pays différents, de toutes origines, dont 6 % d'Asiatiques, et s'est transformée en une société où la diversité est célébrée, où l'égalité entre tous les citoyens, quels qu'ils soient, représente un devoir absolu.

« Tout ce qu'on nous demande ici, c'est de partager des valeurs communes, comme la langue anglaise et la démocratie », explique M. Quang Luu, directeur de la radio publique Special Broadcasting Service, qui, avec une chaîne de télévision, diffuse depuis vingt ans des émissions en soixante-huit langues sur tout le territoire. Aussi longtemps que vous respectez cela, vous pouvez faire ce que vous voulez ici et surtout garder votre langue et votre culture d'origine. Vous y serez même encouragés. »

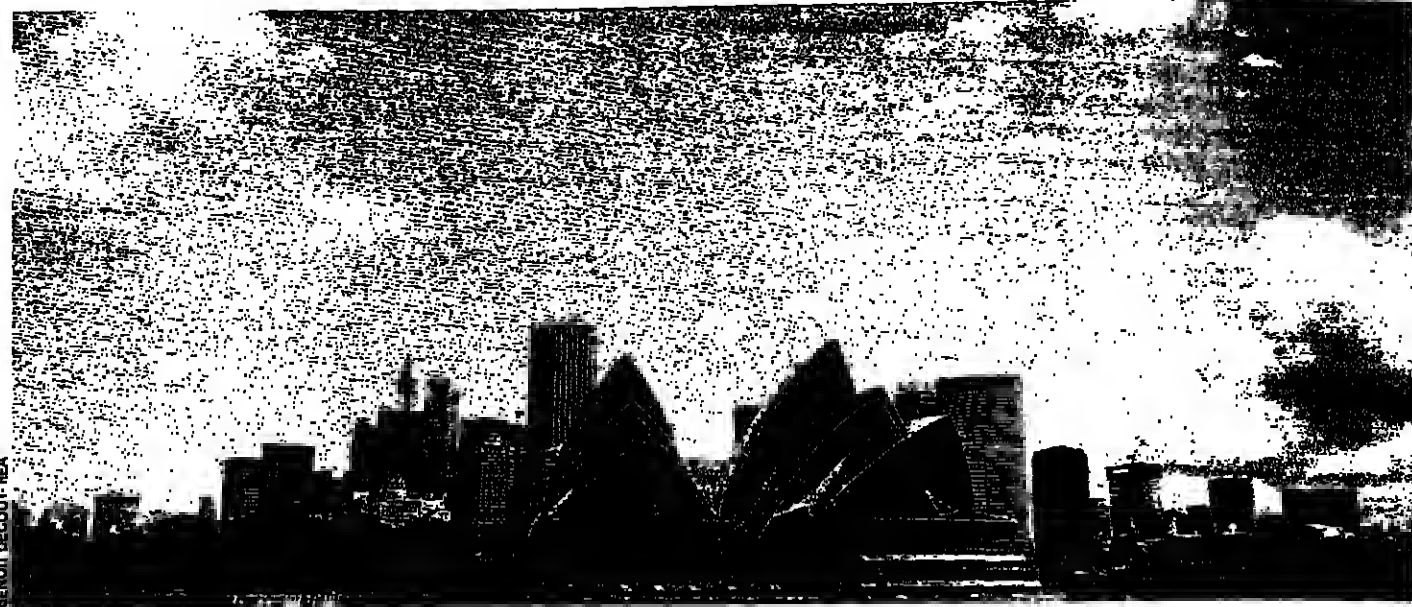
Sur les bienfaits du multiculturalisme, mais aussi ses limites et ses effets pervers, on discute peu publiquement. Ce sujet, avec celui de l'immigration, fait partie des dossiers brûlants que les hommes politiques du Parti travailliste, au pouvoir à Canberra, comme de l'opposition conservatrice, le Parti libéral de M. John Howard (3), préfèrent, en règle générale, ne pas aborder, de peur de heurter un électeurat très courtois. Il faut savoir que 46 % de la population, aujourd'hui, n'est pas de souche australienne.

Si l'on se lance à la recherche de « la société australienne », on risque donc d'avoir du mal à la trouver. Il n'y a pas une société, mais une série de micro-sociétés qui cohabitent sans tensions, dans une relative indifférence mutuelle. Toutes ces communautés s'ignorent sans doute la plupart du temps s'il n'y avait le sport - véritable ciment national - et les cuisines, très appréciées dans sa diversité et qu'on qualifie avec fierté de « française par ses bases, australienne par ses ingrédients et asiatiques par sa technique ». Tout cela ne suffit pas cependant à forger une identité. Seuls ou presque, les Anglo-Saxons de souche s'identifient au pays et se disent spontanément australiens. Tous les autres s'affichent clairement grecs, italiens, ukrainiens, indiens, indonésiens, malaisiens, philippins, ou encore sr-lankais.

« Je suis arrivé ici il y a vingt-cinq ans. J'ai la nationalité australienne, mais je me sens toujours profondément indonésien », explique un chauffeur de taxi. Il y a des choses que j'aime ici, et d'autres non, comme dans mon pays d'origine d'ailleurs. Mes enfants, je les ai élevés avec le respect de leurs racines. Qui sont-ils ? Ni australiens, ni indonésiens... » Une double négation, exprimée sans aucune acrimonie...



AU BORD DE L'Océan
Une terre d'immigration



SYDNEY, DONT LA « CITY » ÉVOQUE MANHATTAN...

Entre tous les migrants en provenance d'Asie (4) et que rien ne rassemble sinon le couloir de leur peau, il n'y a pas de points communs, sauf deux peut-être : leur volonté de donner à leurs enfants, quels qu'ils soient, les sacrifices à consentir, un haut niveau d'éducation, et une immense gratitude à l'égard de l'Australie. Tous ceux de la première génération le disent sans réticence : « C'est un pays formidable. Les gens ont été bons avec moi. Ils sont généreux et tolérants. » Un cri du cœur que l'on retrouve d'ailleurs dans la bouche des Tchèques, comme des Macédoniens, des Croates, des Libanais, des Chiliens ou des Russes, mais qui se transforme parfois en ressentiment, à la deuxième ou à la troisième génération.

Ici et là, des voix discordantes s'élèvent au effet et elles sont le reflet d'un malaise difficile à évaluer. Antony Leong, photographe de mode de trente-huit ans, né en Australie, tout comme ses parents et même ses grands-parents, membre du Parti travailliste, auquel il reproche d'être trop tiède, tient un langage très radical et d'une âpreté peu courante, mais certainement représentatif d'une certaine frange de la communauté : « Je me sens chinois, profondément chinois. Il y a du racisme ici et c'est ce qui m'a toujours empêché de me sentir australien, alors que je le voulais vraiment. Quel que disent les Blancs, ce sont eux qui ont le pouvoir en Australie. J'ai une revanche à prendre. Il y a des tas de choses qu'il faudrait arranger dans ce pays, mais je ne vois pas comment on y arrivera, tellement les gens sont peu politisés ici et les syndicats ont de moins en moins de pouvoir. Et pourtant, des pauvres, des sans-logis, et des gens qui vivent ici depuis des années sans même parler un mot d'anglais, j'en connais plein autour de chez moi, tout près de Melbourne. »

C'est en fait à Cabramatta, à une heure de train du centre-ville de Sydney, que l'on comprend brusquement la réalité de ces propos. Cabramatta, l'envers du rêve australien... On croit se retrouver dans certains quartiers de Washington ou de New York : même sorte d'indifférence ou de désespoir, même impression de violence et d'insécurité. Ce quartier de vingt-six mille habitants, dont les trois quarts sont asiatiques, est rongé par le chômage, le pauvreté et la drogue. Mais, pour s'en rendre compte, il faut aller sur place un après-midi de semaine, par temps de pluie, et non un dimanche matin ensoleillé, à l'heure où tous les habitants des environs, y compris de Sydney, en mal d'exotisme, viennent y faire leur marché...

M. Phuong Canh Ngo, le conseiller municipal du secteur et maire adjoint de la ville de Fairfield, a-t-il raison de parler sur le fait que Cabramatta, ayant toujours été un centre d'hébergement provisoire pour les nouveaux migrants, constitue une excep-

tion et ne se transformera pas en ghetto permanent ? En cette fin de siècle, l'Australie aurait pu cependant devenir la nouvelle patrie des droits de l'homme. Tout l'y prédisposait. Mais ce sera sa vocation manquée. Proche de pays aux régimes durs (parfois sous un masque de relative démocratie), l'Australie s'interdit, par « réalisme économique », de jouer ce rôle, et cela pour longtemps encore... Ce n'est pas un hasard si le ministère des affaires étrangères, à Canberra, est regroupé avec celui du commerce. En 1957, quand le pays a signé son premier accord commercial avec le Japon, il exportait vers les pays de l'actuelle Union européenne plus de 51 % de ses marchandises et seulement 21 % vers les pays asiatiques. Ces chiffres se sont inversés. L'UE n'absorbe plus que 11 % des exportations australiennes, tandis que l'Asie se taille la part du lion avec plus de 53 %.

« Nous cessons de regarder les pays asiatiques avec peur grâce au réseau économique que nous aurons tissé avec eux. Cette philosophie du premier ministre, Paul Keating, je la partage. Notre mot dans la région, c'est donc l'économie, mais j'ajouterais que les liens culturels et psychologiques établis par les quatre-vingt mille jeunes Australiens venant étudier chaque année en Asie comptent au moins autant. Plusieurs de ces anciens étudiants sont aujourd'hui ministres en Malaisie et en Indonésie, et cela facilite considérablement nos rapports. » Mme Elaine McKay est sous-secrétaire d'État, chargée de la condition féminine à Canberra. Elle est également une excellente spécialiste de l'Asie, où elle a longtemps vécu, avant de rentrer dans son pays et de passer de tout son poids au milieu des années 70, en même temps que certaines grandes figures telles que le sinologue Stephen Fitzgerald, premier ambassadeur de Canberra en Chine, pour que son pays accepte enfin la réalité de sa situation géographique. « C'est un pas irréversible qui a été franchi. Les jeunes Australiens, au lieu d'aller faire un passage obligé par l'Europe comme on le faisait dans les années 60, voyagent à présent en Asie. Et dans nos écoles et universités, il y a un nombre grandissant d'étudiants qui choisissent d'apprendre le japonais. »

« Un rôle d'intermédiaire ? »

A Melbourne, le directeur de l'Institut asiatique de l'université Monash, le professeur John McKay, manifeste la même confiance tranquille : « Nous pourrions jouer un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, entre l'Asie Pacifique et les États-Unis surtout. »

« Un rôle d'intermédiaire ? Mais est-ce qu'on a vraiment besoin d'eux ? » grommelle de son côté un diplomate français à Canberra. Les Australiens sont assis entre deux chaises, ils ne savent pas où ils vont, et les pays de la région n'aiment pas ça. Ce que veulent les Asiatiques, ce sont des partenaires à l'identité et à la culture clairement établies, et ça n'est pas le cas de l'Australie. Malgré le sort qui est réservé depuis juin dernier à la chancellerie française, ce diplomate réussit à afficher davantage de stoïcisme que d'exaspération. Dès l'annonce de la reprise des essais nucléaires, des militants écologistes ont installé sous ses fenêtres un invraisemblable campement, une sorte de bidonville occupé jour et nuit, d'une saleté provocante et qui promet de durer jusqu'au mois de mars. Ceci explique peut-être que sa bienveillance a des limites...

« Les essais nucléaires français constituent un excellent exutoire dans ce pays de conformisme, poursuit le diplomate français. Cela permet d'écarter les vrais problèmes, comme celui de l'immigration en provenance d'Asie qui inquiète de plus en plus de gens, et pas uniquement dans les grou-

(1) M^{re} Ruth Hardjono, *White Tribe of Asia. An Indonesian View of Australia*, Monash University, Melbourne, 1993.

(2) Parmi les œuvres de David Melouf qu'on trouve en français : *Ce vaste monde*, Albin Michel, Paris, 1991 ; *Je me souviens de Balykone*, Albin Michel, 1995.

(3) D'ici mai prochain sera renouvelé le Parlement fédéral de Canberra. Le Parti travailliste et la Coalition (formée du Parti libéral et du Parti national) sont en course à courte dans les sondages.

(4) L'Australie est le pays qui accueille le plus de réfugiés au monde par habitant. A l'inverse des immigrants « professionnels qualifiés », asiatiques, les réfugiés font face à de gros problèmes d'emploi.

50 من الاجل

VICTOIRE SANS FAILLES DU CONSERVATISME

Les simulacres de la politique américaine

CONFORTE par le niveau peu élevé du chômage et par la contraction des déficits publics, M. William Clinton affiche son optimisme. Pourtant, une popularité médiocre, les enquêtes concernant sa femme, l'anémie de son parti et la stagnation du pouvoir d'achat des salariés interdisent tout pronostic sur l'issue de l'élection présidentielle. L'extrémisme des républicains effraie certes une bonne partie de l'opinion. Mais, le chef de l'exécutif démocrate ayant accepté les principaux postulats de leur programme, quel est le sens du débat qui s'annonce ?

Par SERGE HALIMI

Alors que s'ouvre la grande année électorale, la politique américaine n'a plus pour oxygène que le simulacre. Et l'opinion hésite, ballotée entre ce qu'elle voit et ce qu'on lui dit, ce qu'elle sait et ce qu'on lui fait. Car la « bataille du budget » qui se livre en l'« affrontement » présidentiel qui se dessine ne représente, en définitive, que l'avant et le revers d'une même médaille attribuée d'avance aux vainqueurs de tous les jours : ceux qui bénéficient presque seuls de la compétitivité croissante des firmes américaines ; ceux qui enregistrent bonolement les records de Wall Street (+ 33,8 % en 1995) ; ceux qui activent les lobbies, écrivent les lois, financent les présidents.

L'année dernière, au moment précis où les républicains arrachaient aux démocrates la majorité au Congrès, le président William Clinton résumait ainsi la situation sociale : « Trop nombreux sont nos citoyens qui travaillent toujours plus pour gagner toujours moins. Et pendant que nos entreprises se restructurent et deviennent de plus en plus concurrentielles, ces Américains ne savent pas s'ils auront encore un emploi l'année prochaine, ou même le mois qui vient. (...) Si nous ne réagissons pas, notre économie continuera à faire ce qu'elle fait depuis 1978 : elle procurera des revenus croissants à ceux qui sont au sommet, offrira très peu à ceux qui sont au milieu et laissera ceux qui sont en bas continuer à chuter même quand ils travaillent plus dur. »

A l'image d'une Maison Blanche titubante au gré des sondages, entre l'affirmation d'une politique et l'acceptation de son contraire, la suite du dis-

cours présidentiel entérinera pourtant presque chacune des priorités de la nouvelle majorité parlementaire. Et, par conséquent, le creusement programmé des inégalités sociales qui constituait leur inévitable corollaire : « Il faut réduire la taille de l'Etat. (...) Nous avons supprimé cent mille postes de fonctionnaires. (...) L'administration fédérale a été ramenée aux dimensions qu'elle avait au temps de John Kennedy. (...) Nous venons d'adopter une loi draconienne contre le crime : peines plus longues, prison à vie automatique après la première récidive, davantage de prévention, de prisons, de police. Peut-être y a-t-il autre chose à faire pour durcir encore la répression. Faisons-le (1). »

Cette analyse des milieux dirigeants américains, qui concilie sans effort apparent libéralisme économique et répression pénale, qui ramène l'Etat à quelques fonctions régaliennes (la police et l'armée), trouve sa traduction comptable dans le budget du pays. Pourtant, là-dessus, entre le président Clinton et la majorité parlementaire démocrate, ce serait le grand affrontement. Pour donner de la consistance à ce simulacre, des centaines de milliers de fonctionnaires, privés de fonds pour faire tourner les administrations, ont même été condamnés au chômage technique pendant près d'un mois. Mais, sans trop entrer dans le détail d'un budget qui ressemble chaque jour davantage à une caverne d'Ali Baba des privilégiés (2), il faut dresser l'état des lieux. Et donner un aperçu des reculs déjà entérinés par l'administration démocrate.

Un Etat asphyxié

LES républicains, ils l'ont expliqué, veulent s'embarquer dans la « croisière de la contre-révolution » (3). Pour ce faire, ils ont consciemment programmé l'asphyxie financière de l'Etat. Comme ailleurs dans le monde, l'apologie de la diète est nourrie par le postulat d'un endettement public qui aurait atteint ses limites. Mais l'Amérique ne se trouve plus dans la situation des autres pays : alors que, par exemple, presque chaque nation européenne peine à ramener son déficit budgétaire à 3 % du produit national brut, les Etats-Unis ont largement atteint cet objectif. L'année dernière, leur déficit (164 milliards de dollars) a représenté moins de 2,5 % de leur PNB. Ici, la performance du président démocrate est fort remarquable. Mais elle n'a rien à voir avec les promesses de sa campagne électorale, davantage axée sur l'augmentation de la dépense publique (« investing in people ») que sur la rigueur sociale (4). Qu'on se souvienne seulement qu'en 1983, pendant que M. Ronald Reagan donnait des leçons de libéralisme à la planète entière, le déficit budgétaire américain correspondait à 6,3 % du PNB (5).

Dans un pays dont les besoins sociaux ont rarement été plus criants, on pourrait donc légitimement s'interroger sur le caractère prioritaire d'une éradication du déficit budgétaire. Or non seulement M. Clinton a accepté d'entériner cette orientation radicale (personne n'avait, aux Etats-Unis, proposé un plan pareil depuis vingt-sept ans...), mais il a aussi concédé aux républicains le calendrier de la grande purge. Ils voulaient la mener à bien en sept ans, lui aurait préféré que ce fût dix : ce sera... sept ans. Et ici les chiffres pèsent lourd : d'ici à l'an 2002, il va falloir réduire les dépenses publiques de plus de 1 000 milliards de dollars.

Où couper ? Cinq secteurs seront largement épargnés, qui ensemble représentent près de 55 % des dépenses : la retraite (350 milliards de dollars par an), le paiement des intérêts de la dette (250 milliards de dollars), la défense (243 milliards de dollars), les pensions des anciens combattants (20 milliards de dollars) et les subventions à l'agriculture (12 milliards de dollars). Mais les républicains exigent aussi une réduction des impôts. Et, parce qu'il n'aime pas se montrer contrariant, surtout quand il risquerait de se rendre impopulaire,

M. Clinton y a déjà consenti, discutant seulement du montant de la gratuité électorale.

Les pauvres paieront donc. Car, faute de défendeurs, ce sont naturellement les programmes les concernant (assurance médicale des indigents, assistance aux familles monoparentales, coupons d'alimentation) qui feront d'abord les frais du retour à l'équilibre budgétaire. La démarche est logique : pour les républicains, quand l'Etat aide les ministères de la fortune, le résultat est toujours davantage de dépendance et de divorce ; en revanche, quand il secourt les plus riches (la quasi-totalité de l'allègement fiscal leur bénéficierait), c'est comme d'abandonner d'investissements et d'emplois d'avenir. Au demeurant, l'idée d'une redistribution des revenus par l'impôt inspire cette réflexion aux penseurs ultralibéraux : « Cela revient à enlever de l'argent à Microsoft, qui s'en servirait pour créer des emplois et des investissements, et à le donner à l'Etat, qui, en le distribuant aux pauvres, détruirait les structures de la famille (6). » C'est à une écrasante majorité (87 voix contre 12) que le Sénat a voté en septembre dernier l'abolition de toute prestation minimale garantie à l'échelon fédéral. Les Etats, eux, feront comme ils veulent. Ou comme ils peuvent. Et, alors même que ses experts lui ont expliqué qu'une telle disposition provoquerait le basculement dans la pauvreté d'un million deux cent mille enfants supplémentaires, le président démocrate l'a acceptée (7).

Car, conseillé par un professionnel - républicain - du marketing politique, M. Robert Morris, M. Clinton ne pense désormais qu'à sa réélection. Or il sait que son bilan est médiocre. Depuis 1993, la Maison Blanche a accumulé les revers lorsqu'il s'est agi de faire avancer des réformes sociales ou de société (système de santé plus égalitaire, droits syndicaux mieux garantis, fin des discriminations légales frappant les homosexuels) et n'a triomphé que pour faire passer, souvent avec le soutien des républicains, des projets sécuritaires ou libre-échangistes (extension du champ d'application de la peine de mort, ratification de l'Aléna et du GATT). Sur le plan politique, le résultat est plus désastreux encore. Les démocrates, qui, en 1993, étaient majoritaires à la Chambre des représentants, au Sénat, à la tête des exécutifs et dans les assemblées des Etats, souvent depuis des décennies, sont désormais minoritaires partout (8).



PHILIP GLSTON - Sans titre (1980)

Il ne leur reste donc plus que la Maison Blanche. Pour s'y maintenir, M. Clinton privilégie une tactique un peu cynique, la course au « centre ». Car le « centre », positionnement plus géographique qu'idéologique, n'a cessé depuis trois ans de se déplacer vers la droite. Essayer de s'y installer revient alors à accepter chacune des grandes orientations républicaines dont les sondages attestent la popularité (chasse aux pauvres, baisse des impôts, durcissement de la répression pénale) et à discuter de quelques détails qui suscitent l'inquiétude de l'opinion. M. Clinton se présente ainsi à la fois comme le garant d'une orientation conservatrice et, veto en main, le bouclier contre les « extrémistes » républicains de la Chambre des représentants (9).

Destinée à s'apaiser à chaque remontrance des marchés financiers (10), la « bataille du budget » ne s'explique pas autrement. Et il faut vraiment plaider l'ignorance ou le droit à la paresse pour ne pas comprendre à quel point, sur le fond, ce sont déjà les républicains qui l'ont gagnée (11). Ce qui ne les empêche pas, pour autant, d'empêcher aussi chers que possible de s'emparer aussi de la Maison Blanche. Car M. Robert Dole, leur favori dans la course à l'investiture, est tout aussi « pragmatique » que le président des Etats-Unis. Il cherche donc déjà à se positionner au « centre », lui aussi. Entre M. Clinton et M. Newton Gingrich...

L'an dernier, alors que l'économie était encore en période de croissance, les salaires et prestations sociales des travailleurs américains n'ont progressé que de 2,7 % en volume, l'augmentation la plus faible jamais enregistrée. Les chartes de licenciements annoncées à ATT, à Apple et ailleurs le prouvent : la précarisation du travail a désormais gagné le cœur du salarié (lire p. 18). Elle n'épargne plus ces classes moyennes éduquées à qui l'on expliquera difficilement que tout est affaire de « formation » (12). Rien n'indique cependant que cette réalité-là sera au cœur du débat présidentiel.

« Dire que les campagnes électorales coûtent trop cher constitue l'un des

grands mythes de la politique américaine. C'est une analyse socialiste qui n'a aucun sens et qui repose sur la haine du système de libre entreprise. » On ne sait si le président Clinton partage l'analyse de M. Gingrich, mais il en tire déjà toutes les conséquences : ses caisses électorales sont pleines. Après avoir entamé son mandat par des galas d'inauguration réservés aux plus grosses sociétés - et qui ont procuré un bénéfice de près de 9 700 000 dollars -, le président des Etats-Unis a réussi, avant même que commence une campagne des primaires où il ne compte pourtant encore aucun concurrent, à clore ses opérations de collecte. Le plafond légal (26 millions de dollars) avait été atteint.

Les républicains, surtout depuis qu'ils détiennent la majorité au Congrès, n'ont aucun mal, eux non plus, à ramasser des tonneaux d'argent. En vertu du principe, résumé par un sénateur démocrate : « Ceux qui signent les chèques écrivent les lois », ce sont en effet les lobbies eux-mêmes qui rédigent en ce moment

les textes parlementaires concernant la fiscalité et la réglementation des industries qui les emploient. Et quand on a fait grand, ces déclarations par le sénateur Dole de la violence des films et des chansons américaines, on aurait dû aussi expliquer qu'en 1992 l'industrie du cinéma et de la musique avait versé 80 % de ses contributions électorales au Parti démocrate... Prudente, elle rééquilibre désormais l'attribution de ses « investissements » politiques.

Est-ce sans lien avec tout ce qui précède, une idée semble avoir le vent en poupe : la suppression de la progressivité de l'impôt (flat tax). La suggestion est même au cœur de la campagne présidentielle de M. Steven Forbes, riche héritier d'un magazine modestement titré Forbes et destiné aux inves-

tisseurs. Après avoir dépensé près de 20 millions de dollars - puisés dans sa cassette personnelle - pour se faire connaître, M. Forbes inquiète à présent ses concurrents républicains. Doit-on s'étonner dans ces conditions qu'il soit à nouveau question de sortir d'un bipartisme qui ressemble décidément trop à une vente aux enchères ? Mais E. J. Dionne, éditorialiste au Washington Post, suggère plutôt : « Avant que les Américains ne créent un troisième parti, ils devraient considérer les avantages d'en avoir un deuxième : pour le moment, il n'y a qu'une force politique aux Etats-Unis : c'est le conservatisme des républicains. »

Et pendant que ce conservatisme-là s'installe, le chanteur Bruce Springsteen consacre son dernier disque au « Fantôme de Tom Joad », le héros des Raisins de la colère. Parlant à son patron, un sidérurgiste du Midwest y observe :

« Je vous ai rendu assez riche Pour que vous oubliiez mon nom. »

(1) Président Clinton, discours sur l'état de l'Union, 24 janvier 1995.

(2) Ni les républicains ni M. Clinton ne proposent, par exemple, que soit remise en cause la clause protectrice aux propriétaires immobiliers de déduction de leurs revenus les intérêts bancaires qu'ils acquittent en remboursant leurs prêts.

(3) Lire notamment Serge Halimi, « Voyage à droite aux Etats-Unis », Le Monde diplomatique, décembre 1994 ; Mario-François Touret, « Aux sources puritaines des Etats-Unis », et Serge Halimi, « Dans les boîtes à idées de la droite américaine », Le Monde diplomatique, mai 1995.

(4) Lire David Wessel, « Clinton Abandons Public Investment Agenda », The Wall Street Journal Europe, 15 janvier 1996, et Serge Halimi, « M. Clinton sur-tille les moyens de ses ambitions ? », Le Monde diplomatique, décembre 1992.

(5) Et, en 1992, avec M. George Bush à la Maison Blanche, il était encore de 5,7 % du PNB.

(6) M. Grover Norquist, conseiller de M. Richard Armitage (président du groupe républicain à la Chambre des représentants), CNN, 17 avril 1995.

(7) Il est ensuite revenu sur son acceptation lorsque la Chambre des représentants, bastion de l'ultra-droite républicaine, a passé le texte de loi. La proposition de loi adoptée par la Chambre des représentants n'est en effet que de 2 300 000 le nombre des enfants pauvres. C'est à cette seconde proposition que le président Clinton a, pour le moment, opposé son veto.

(8) Ainsi, entre 1993 et 1996, la proportion des Américains vivant dans un Etat dont le gouverneur est républicain est passée de 38 % à 72 %.

(9) Plusieurs observateurs américains ont suggéré que le président Clinton s'inspirerait ici du comportement de François Mitterrand pendant la première cohabitation (1986-1988).

(10) Lire « Wall Street Might End Up Sending the Washington Budget Drift », International Herald Tribune, 12 janvier 1996.

(11) Le 17 octobre dernier, à Houston, M. Clinton s'est même publiquement repoché d'avoir proposé en 1993 une augmentation des impôts. Ce rétroviseur, à l'époque justifié par le souci d'équité fiscale, n'a pourtant concerné que les revenus les plus élevés.

(12) M. Robert Reich, ministre du travail, qui a beaucoup insisté sur le volet formation de sa politique de l'emploi, reconnaît d'ailleurs que la course à l'équilibre budgétaire aura pour résultat que, « à l'avenir, l'Etat jouera un rôle plus modeste lorsqu'il s'agit de garantir la sécurité économique des Américains. Avec moins de fonds publics disponibles, les anciens employés d'ATT n'auront pas autant accès que leurs prédecesseurs aux programmes publics de formation, à l'aide à la recherche d'emploi, à des allocations chômage, à une couverture médicale, à des coupons alimentaires et à tout ce qui pourrait les aider à remonter sur leurs pieds. » Cf. International Herald Tribune, 5 janvier 1996.

L'ÉTAT DU MONDE SUR CD-ROM (1981-1996)

15 ans de l'Etat du Monde l'annuaire international de référence sur CD-ROM

Macintosh et Windows

L'actualité économique, sociale et politique, année après année, des 225 pays du monde sur CD-ROM : 4 000 articles des meilleurs spécialistes, plus de 500 tableaux statistiques, une centaine de cartes géographiques, des chronologies thématiques, 500 bibliographies et plusieurs centaines de textes thématiques sur l'actualité économique et géopolitique mondiale.

LA DÉCOUVERTE / CEDROM-SNI

LA GUERRE D'ALGÉRIE SUR CD-ROM Une histoire par la radio et l'image

La première encyclopédie sonore et visuelle de la Guerre d'Algérie

Macintosh et Windows

Une vision historique claire de ce que fut cette « guerre sans nom » : plus de quatre heures d'extraits des archives sonores de l'INA sur la période, 150 photos des acteurs et des événements, de nombreux textes de la journaliste Anne Tristan et un panorama sonore résumant la guerre de l'historien Benjamin Stora.

LA DÉCOUVERTE / I.N.A.

L'Australie, fragile paradis

Derrière une solide façade, l'Australie s'interroge. Sur son identité : malgré l'égalité proclamée, les Blancs ne conservent-ils pas leur prépondérance ? Sur la cohérence de sa société : à part la passion du sport, qu'est-ce qui unit ses citoyens, originaires de quelque deux cents pays ? Sur sa fameuse qualité de vie : chômage, pauvreté, alcoolisme et drogue ne troublent-ils pas désormais la quiétude des Australiens, notamment les plus jeunes chez qui le taux de suicide est le troisième au monde ? Sur son rôle d'intermédiaire entre l'Occident et l'Asie : les tensions qui grandissent entre la Chine et ses voisins lui permettent-elles de l'assumer ? Si elle persiste à éviter les débats de fond, l'Australie risque d'y laisser son âme.

Par notre envoyée spéciale FLORENCE BEAUGÉ *

Un peu plus d'un million de personnes envisagent chaque année, à travers le monde, d'aller s'installer en Australie et entament des démarches en ce sens. En 1995, seules quatre-vingt-trois mille seront parvenues à leur but contre quatre-vingt-sept mille en 1994. Le nombre de ceux qui rêvent de cette île continent qui flotte « down under » (là-bas en dessous) dans l'hémisphère Sud n'a pas vraiment varié au cours de ces dix dernières années. Le nombre des élus, lui, évolue au fil des ans suivant les besoins du pays et aussi, sans que ce soit clairement avoué, suivant l'état d'esprit de la population australienne. Si l'économie se porte bien, et le taux de chômage reste bas, le gouvernement fédéral entretient les vannes de l'immigration. Si l'inverse se produit et qu'une certaine mauvaise humeur se manifeste, comme c'est plutôt le cas depuis la récession du début des années 90, il les ferme.

Etrange contrée que l'Australie, qui ne correspond pas tout à fait à l'image que l'on s'en fait. Tour à tour rieuse et moins bien, fascinante et décevante, surprenante également par sa passion pour le football (en dépit des essais nucléaires), sa langue et sa culture, auxquelles elle voue un véritable culte... L'Australie mériterait, sans aucun doute, le titre de pays des paradoxes. Quatorze fois plus grande que la France, aussi vaste que les États-Unis si l'on excepte l'Alaska, peuplée d'un peu plus de dix-huit millions de personnes, cette terre des grands espaces abrite la population la plus urbanisée de la planète. En effet, 88 % des Australiens vivent en ville, la majorité d'entre eux regroupés sur un arc côtier qui remonte du sud vers le nord-est, le long de l'océan Pacifique.

Bouleversement ethnique

Aussi différentes qu'elles soient, les grandes villes d'Australie partagent de nombreux points communs. Un même rêve : la maison individuelle, de préférence de style victorien, géorgien ou « fédéral », avec son bout de jardin et son barbecue. Un même mode de vie : la banlieue, avec son confort, sa végétation fleurie et ses oiseaux, mais aussi sa solitude, son ennui et les longs trajets en voiture. Et une même passion : le sport (le cricket et le football australien dans tout le pays, mais surtout à Melbourne ; le rugby, le jeu à 13 et le surf à Sydney). A cela s'ajoute le même caractère complexe des individus qui, sous une apparence lisse et un sens de l'humour unique, cachent une surprise fragilité, une peur inavouée de l'avenir et une crise d'identité.

L'Australie se veut pourtant — et est sans doute — un pays heureux avec une qualité de vie incomparable et qui réussit à s'endormir chaque soir sans se poser la seule question qui le taraude : « Qui suis-je ? ». Accident de l'histoire, appendice de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, avant-poste de l'Europe aux antipodes, « tribu blanche de l'Asie » (1)... Le pays se voit comme tout cela à la fois. Il a du mal, en conséquence, à se définir en tant que nation et ne sait s'il doit s'en inquiéter ou non.

Inconnu en Europe, le syndrome du « cut the tall poppies » (« coupez les têtes qui dépassent ») est là-bas toujours vivace. Il est le revers de la médaille d'une société égalitaire, composée d'une nombreuse classe moyenne, d'où émergent quelques riches de plus en plus riches et quelques pauvres sauvés du véritable dénuement grâce à un système de protection sociale bien ciblé et accepté par la très grande majorité et la classe politique comme une nécessité. C'est une société pudique, enfin, où il n'est pas bon de se faire remarquer ni de se poser en chef de file... C'est dit, David Malouf (2), l'un des écrivains australiens les plus doués de sa génération, le plus discret aussi et peut-être le plus vénéral, a sans doute raison d'estimer qu'« on pense trop ici que les gens ne se posent que des questions simples et, sous ce prétexte, on ne leur fournit que des réponses simples. Je ne crois pas pour ma part que ce soit juste ni vrai. Les Australiens sont complexes et capables d'affronter cette complexité ».

Une chose est sûre : l'Australie a accepté de se remettre en question et connu, en cette seconde moitié du vingtième siècle, un étonnant bouleversement. En l'espace de cinquante ans, cette société,

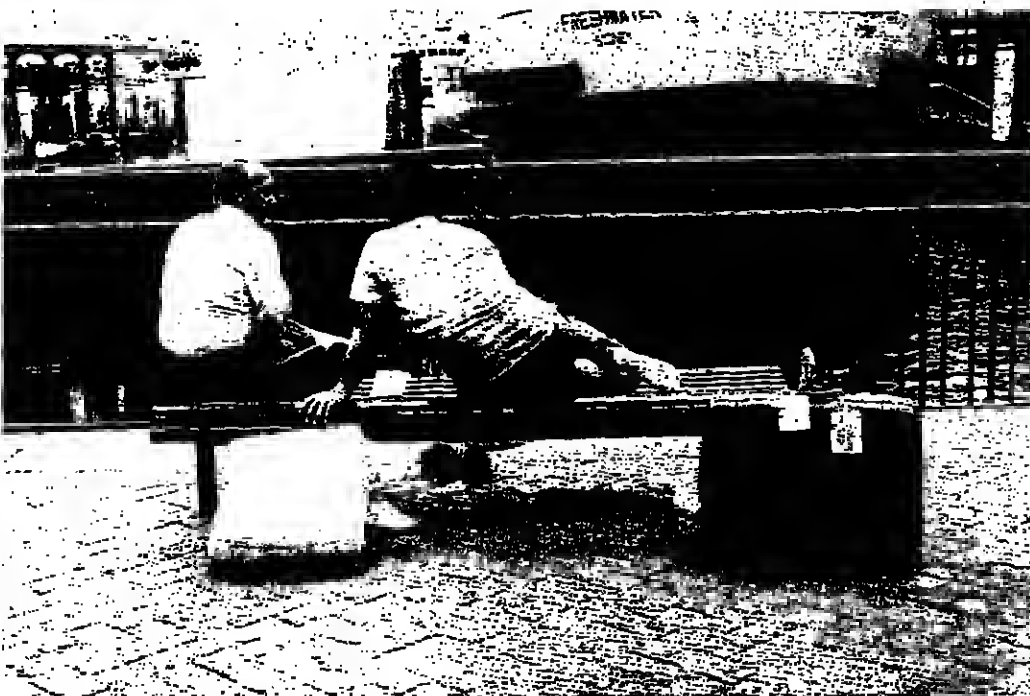
qui était anglo-celte à 90 %, homogène et blanche, et attendait le reste au point de se doter de tout un arsenal législatif discriminatoire, s'est ouverte à de nouveaux venus originaires de presque deux cents pays différents, de toutes origines, dont 6 % d'Asiatiques, et s'est transformée en une société où la diversité est célébrée, où l'égalité entre tous les citoyens, quels qu'ils soient, représente un devoir absolu.

« Tout ce qu'on nous demande ici, c'est de partager des valeurs communes, comme la langue anglaise et la démocratie », explique M. Quang Luu, directeur de la radio publique Special Broadcasting Service, qui, avec une chaîne de télévision, diffuse depuis vingt ans des émissions en soixante-huit langues sur tout le territoire. Aussi longtemps que vous respectez cela, vous pouvez faire ce que vous voulez ici et surtout garder votre langue et votre culture d'origine. Vous y serez même encouragés ».

Sur les bienfaits du multiculturalisme, mais aussi ses limites et ses effets pervers, on discute peu, publiquement. Ce sujet, avec celui de l'immigration, fait partie des dossiers brûlants que les hommes politiques du Parti travailliste, au pouvoir à Canberra, comme de l'opposition conservatrice, le Parti libéral de M. John Howard (3), préfèrent, en règle générale, ne pas aborder, de peur de heurter un électeur très courtois. Il faut savoir que 46 % de la population, aujourd'hui, n'est pas de souche australienne.

Si l'on se lance à la recherche de « la société australienne », on risque donc d'échouer du mal à la trouver. Il n'y a pas une société, mais une série de micro-sociétés qui cohabitent sans tensions, dans une relative indifférence cependant. Toutes ces communautés s'ignorent sans doute la plupart du temps s'il n'y avait le sport — véritable ciment national — et la cuisine, très appréciée dans sa diversité et qu'on qualifie avec fierté de « française par ses bases, australienne par ses ingrédients et asiatique par sa technique ». Tout cela ne suffit pas cependant à forger une identité. Seuls ou presque, les Anglo-Saxons de souche s'identifient au pays et se disent spontanément australiens. Tous les autres s'affichent clairement grecs, italiens, ukrainiens, indiens, indonésiens, malaisiens, philippins, ou encore en-lenkais.

« Je suis arrivé ici il y a vingt-cinq ans. J'ai la nationalité australienne, mais je me sens toujours profondément indonésien », explique un chauffeur de taxi. Il y a des choses que j'aime ici, et d'autres non, comme dans mon pays d'origine d'ailleurs. Mes enfants, je les ai élevés avec le respect de leurs racines. Qui sont-ils ? Ni australiens, ni indonésiens... » Une double négation, exprimée sans aucune acrimonie...



AU BORD DE L'OCEAN
Une terre d'immigration

Entre tous les migrants en provenance d'Asie (4) et que rien ne rassemble sinon la couleur de leur peau, il n'y a pas de points communs, sauf deux peut-être : leur volonté de donner à leurs enfants, quels que soient les sacrifices à consentir, un haut niveau d'éducation, et une immense gratitude à l'égard de l'Australie. Tous ceux de la première génération le disent sans réticence : « C'est un pays formidable. Les gens ont été bons avec moi. Ils sont généreux et tolérants. » Un cri du cœur que l'on retrouve d'ailleurs dans la bouche des Tchèques, comme des Macédoniens, des Croates, des Libanais, des Chinois ou des Russes, mais qui se transforme parfois en ressentiment, à la deuxième ou à la troisième génération.

Ici et là, des voix discordantes s'élèvent en effet et elles sont le reflet d'un malaise difficile à évaluer. Antony Leong, photographe de mode de trente-huit ans, né en Australie, tout comme ses parents et même ses grands-parents, membre du Parti travailliste, auquel il reproche d'être trop tiède, tient un langage très radical et d'une apparence peu courante, mais certainement représentatif d'une certaine frange de sa communauté : « Je me sens chinois, profondément chinois. Il y a du racisme ici et c'est ce qui m'a toujours empêché de me sentir australien, alors que je le voulais vraiment. Quoi que disent les Blancs, ce sont eux qui ont le pouvoir en Australie. J'ai une revanche à prendre. Il y a des tas de choses qu'il faudrait arranger dans ce pays, mais je ne vois pas comment on y arrivera, tellement les gens sont peu politisés ici et les syndicats ont de moins en moins de pouvoir. Et pourtant, des pauvres, des sans-logis, et des gens qui vivent ici depuis des années sans même parler un mot d'anglais, l'an prochain plein autour de chez moi, tout près de Melbourne ».

C'est en fait à Cabramatta, à une heure de train du centre-ville de Sydney, que l'on comprend brusquement le réalisme de ces propos. Cabramatta, l'envers du rêve australien... On croit se retrouver dans certains quartiers de Washington ou de New York : même sorte d'indifférence ou de désespoir, même impression de violence et d'insécurité. Ce quartier de vingt-six mille habitants, dont les trois quarts sont asiatiques, est rongé par le chômage, la pauvreté et la drogue. Mais, pour s'en rendre compte, il faut aller sur place un après-midi de semaine, par temps de pluie, et non un dimanche matin ensoleillé, à l'heure où tous les habitants des environs, y compris de Sydney, en mal d'exotisme, viennent y faire leur marché...

M. Phuong Canh Ngo, le conseiller municipal du secteur et maire adjoint de la ville de Fairfield, a-t-il raison de parler du fait que Cabramatta, ayant toujours été un centre d'hébergement provisoire pour les nouveaux migrants, constitue une excep-

tion et ne se transformera pas en ghetto permanent ? En cette fin de siècle, l'Australie aurait pu cependant devenir la nouvelle patrie des droits de l'homme. Tout l'y prédisposait. Mais ce sera sa vocation menquée. Proche de pays aux régimes durs (parfois sous un masque de relative démocratie), l'Australie s'interdira, par « réalisme économique », de jouer ce rôle, et cela pour longtemps encore... Ce n'est pas un hasard si le ministère des affaires étrangères, à Canberra, est regroupé avec celui du commerce. En 1957, quand le pays a signé son premier accord commercial avec le Japon, il exportait vers les pays de l'actuelle Union européenne plus de 51 % de ses marchandises et seulement 21 % vers les pays asiatiques. Ces chiffres se sont inversés. L'UE n'absorbe plus que 11 % des exportations australiennes, tandis que l'Asie se taille la part du lion avec plus de 58 %.

« Nous cessons de regarder les pays asiatiques avec peur grâce au réseau économique que nous aurons tissé avec eux. Cette philosophie du premier ministre, Paul Keating, je la partage. Notre moteur dans la région, c'est donc l'économie, mais j'ajouterais que les liens culturels et psychologiques établis par les quatre-vingt mille jeunes Asiatiques venant étudier chaque année en Australie comptent au moins autant. Plusieurs de ces anciens étudiants sont aujourd'hui ministres en Malaisie et en Indonésie, et cela facilite considérablement nos rapports. » Mme Elaine McKay est sous-secrétaire d'Etat, chargée de la condition féminine à Canberra. Elle est également une excellente spécialiste de l'Asie, où elle a longtemps vécu, avant de rentrer dans son pays et de passer de tout son poids au milieu des années 70, en même temps que certaines grandes figures telles que le sinologue Stephen Fitzgerald, premier ambassadeur de Canberra en Chine, pour que son pays accepte enfin la réalité de sa situation géographique. « C'est un pas irréversible qui a été franchi. Les jeunes Australiens, au lieu d'aller faire un passage obligé par l'Europe comme on le faisait dans les années 60, voyagent à présent en Asie. Et dans nos écoles et universités, il y a un nombre grandissant d'étudiants qui choisissent d'apprendre le japonais. »

« Un rôle d'intermédiaire ? »

Melbourne, le directeur de l'Institut asiatique de l'université Monash, le professeur John McKay, manifeste la même confiance tranquille : « Nous pourrions jouer un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, entre l'Asie Pacifique et les Etats-Unis surtout ».

« Un rôle d'intermédiaire ? Mais est-ce qu'on a vraiment besoin d'eux ? » grommelle de son côté un diplomate français à Canberra. Les Australiens sont assis entre deux chaises, ils ne savent pas où ils vont, et les pays de la région n'aiment pas ça. Ce que veulent les Asiatiques, ce sont des partenaires à l'identité et à la culture clairement établies, et pas n'est pas le cas de l'Australie. Malgré le sort qui est réservé depuis juin dernier à la chancellerie française, ce diplomate réussit à afficher davantage de stoïcisme que d'exaspération. Dès l'annonce de la reprise des essais nucléaires, des militants écologistes ont installé sous ses fenêtres un invraisemblable campement, une sorte de bidonville occupé jour et nuit, d'une saleté provocante et qui promet de durer jusqu'en mois de mars. Ceci explique peut-être que sa bienveillance a des limites...

« Les essais nucléaires français constituent un excellent exutoire dans ce pays de conformisme », poursuit le diplomate français. Cela permet d'assomoir les vrais problèmes, comme celui de l'immigration en provenance d'Asie qui inquiète de plus en plus de gens, et pas uniquement dans les grou-

(1) M^{me} Rath Hardison, *White Tribe of Asia*, An Indonesian View of Australia, Monash University, Melbourne, 1993.

(2) Parmi les œuvres de David Malouf traduites en français : *Ce vaste monde*, Albin Michel, Paris, 1991 ; *Je me souviens de Babylone*, Albin Michel, 1995.

(3) D'ici mai prochain sera renouvelé le Parlement fédéral de Canberra. Le Parti travailliste et la Coalition (formée du Parti libéral et du Parti national) sont au coude à coude dans les sondages.

(4) L'Australie est le pays qui accueille le plus de réfugiés au monde par habitant. A l'inverse des immigrants « professionnels qualifiés » asiatiques, les réfugiés font face à de gros problèmes d'emploi.

dis



puscules racistes. L'Australie a par ailleurs du mal à s'implanter dans la région. L'Indonésie, avec ses 198 millions d'habitants, la regarde avec distance et méfiance. Avec la Malaisie, les choses ne sont pas plus faciles. Ce pays, qui pratique la politique de la main de fer dans un gant de velours, a lui-même des problèmes de communautés et d'identité. M. Mahathir, le premier ministre, n'est pas un homme facile et il a une obsession : qu'on laisse l'Asie en tête à tête avec elle-même. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, avec leurs valeurs démocratiques, sont donc vues comme des intrus. Dire haut et fort ce qu'on pense, ça paraît agaçant et mal élevé en Asie. Quant à des États comme Singapour, ils sont déçus car les milliards d'affaires australiennes investissent très peu chez eux.

L'apparente faiblesse de l'Australie pourrait-elle, paradoxalement, devenir l'un des éléments de sa force ? Plusieurs grands spécialistes du multiculturalisme, tels que M. James Jupp, ou hauts responsables chargés du programme d'immigration, comme M. John Nisauwenhuysen, s'en disent convaincus, ce qui explique qu'ils voient l'avenir avec une telle sérénité, à l'inverse de l'homme de la rue. C'est le cas du politologue David Carrux : « La notion d'État-nation est en partie dépassée avec la mondialisation des flux, à la fois économiques et humains. L'Australie est obsédée par la question identitaire, c'est vrai, mais j'estime, pour ma part, que, grâce à sa société multiculturelle et toutes les passerelles qu'elle a ainsi établies et valorisées avec ses voisins asiatiques, elle est mieux équipée que certaines vieilles nations pour aborder le vingt et unième siècle. Elle est plus flexible et cause, précisément, de son absence d'identité. Elle n'a pas besoin de toujours faire référence à un passé purement national et figé et elle peut se projeter dans l'avenir. »

L'importance de la présence américaine

Si le chapitre diplomatique compte peu pour les électeurs, bien plus soucieux du taux de chômage et de la dette extérieure (5), il reste une sorte d'épée de Damoclès sur le gouvernement fédéral. Officiellement, il n'est cependant jamais question de « menaces », mais d'« incertitudes » pour l'avenir. « L'un de nos sujets de préoccupation, c'est la Corée du Nord, mais je dirais que le cauchemar des pays de la région, c'est la question de Taiwan. La tendance indépendantiste se fait de plus en plus sentir là-bas. Or la Chine sera intransigente là-dessus, et nous le savons. Comme nous, les États-Unis et le Japon s'en inquiètent sérieusement, déclare M. Kim Jones, secrétaire général adjoint au ministère des affaires étrangères et du commerce de Canberra. En fait, toutes nos incertitudes tournent autour de la Chine : ses rapports, à plus long terme, avec le Japon et sa rivalité politique avec lui. Il y a aussi la question des îles Spratly, dans la mer de Chine du Sud, et que plusieurs pays se disputent à cause de leur pétrole et de leurs eaux poissonneuses : la Chine, mais aussi la Malaisie, les Philippines et le Vietnam. Cette tension pourrait brusquement dégénérer en conflit. »

Quelles qu'aient été leurs craintes pour l'avenir, les experts autant que les responsables politiques se rejoignent tous sur un point : le caractère indispensable de la présence américaine dans la région. Chacun redoute que sans les États-Unis l'équilibre régional actuel soit rompu, que le cours aux armements s'intensifie un peu plus encore et que la Japon, par exemple, soit tenté de redevenir une puissance militaire.

« Si l'on devait avoir une cassure entre Washington et Tokyo, c'est là que surgirait un réel danger stratégique avec de multiples conséquences en chaîne », estime M. Kim Jones. Mais « on ne peut pas tenir la présence américaine dans la région pour acquise. Notre principal atout, c'est qu'il y a toujours l'Asie constituée un marché qui leur est toujours ouvert. D'où l'immense intérêt de l'APEC (6) : les États-Unis en font partie », souligne de son côté M. Richard Bueh, haut responsable aux affaires étrangères.

Même analyse de la part du directeur de l'Institut asiatique de l'université Monash, le professeur

John McKay. « Si les États-Unis quittaient l'APEC, celle-ci s'effondrerait. Or l'Australie a un besoin indispensable de ce forum. Officiellement, les discussions sont économiques lors des réunions de ses dirigeants, mais en réalité une grande partie de l'ordre du jour est politique et stratégique. C'est pourquoi elle est à présent au centre de la politique étrangère de l'Australie. »

Qu'en penserait loin, la Grande-Bretagne et sa Couronne, vue de Canberra ou de Sydney... En 2001, pour célébrer le centenaire de sa fédération, l'Australie couperait vraisemblablement le dernier lien institutionnel qui la relie encore à la monarchie britannique et choisira de devenir une République (7). L'événement n'est pas considéré là-bas comme essentiel mais comme inéluctable, et les jeunes y tiennent avec la vague espoir au fond d'eux-mêmes que l'identité australienne surgira à ce moment-là, en même temps que le fierté de sa dire australien. « On a toujours besoin de voyager, surtout quand on est jeune, et d'aller voir en Europe, à quoi ressemble le monde, vous le savez, j'ai toujours l'impression qu'il on pourrait se faire saigner à blanc et que personne ne s'en apercevrait, tellement nous sommes peu nombreux et éloignés de tout. Imaginez que notre plus proche voisin, si l'on oublie la Nouvelle-Zélande, c'est l'Indonésie, et qu'elle est à sept heures d'avion de Sydney ! »

Les Jeux olympiques de Sydney, en l'an 2000, aideront-ils ce pays encore adolescent à s'affirmer ? Sans doute pour un temps, mais il faudra à ses habitants se trouver d'autres buts, d'autres défis pour entamer la troisième millénaire, alors que s'accroîtra la fracture entre ceux qui pratiquent une véritable fuite en avant et ceux qui continuent de rêver, avec nostalgie, d'une Australie qui a déjà presque disparu : celle des pionniers, du « bush » et des temps héroïques. Une époque où les femmes australiennes n'étaient pas encore entrées en guerre contre les hommes et acceptaient sans broncher leur condition de « citoyens de seconde classe » jusqu'à ce qu'elles se révoltent, au début des années 70, et déclenchent une lutte toujours en cours, justifiée sans aucun doute mais perdue par les hommes comme menaçant et déstabilisante...

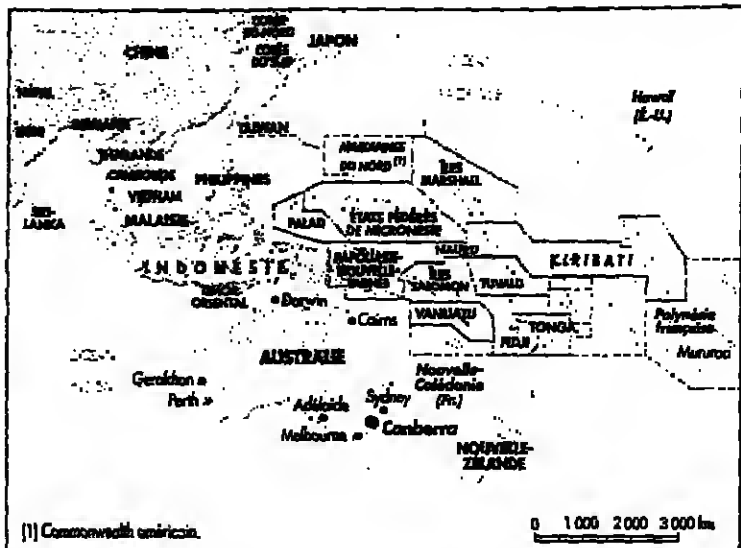
« Nous sommes entrés dans ce que j'appellerais l'âge de la redéfinition avec tout ce que cela signifie comme anxiété et incertitude », explique le politologue Hugh Mackay, auteur de plusieurs ouvrages de référence (8). Ces vingt dernières années, tous les points de repère, sociaux, culturels, politiques et économiques, qui nous permettaient de définir « l'Australian way of life » se sont soit évanouis, soit érodés, soit déplacés. Cela dit, je ne suis pas trop

inquiète pour l'avenir. La seule chose qui me désespère à propos de la société, c'est cette incroyable propension à vouloir résoudre la moindre difficulté, la moindre problématique, la moindre règle établie et de lois. Comme s'il fallait définir « légalement » ce qui est bien ou mal ! Nous prétendons être des insoumis de nature mais, en même temps, nous réclameons un permanent qu'on nous impose des valeurs au moyen de réglementations. »

Autre paradoxe, ce pays qui se dit heureux et ne se plaint jamais de son sort encaisse, sans comprendre et sans chercher à l'analyser, le choc d'une décevante réalité : il détient l'un des taux de suicide les plus élevés du monde pour ce qui est des jeunes de 15 à 24 ans : 28 pour 100 000, soit deux fois le taux du Japon ou celui des États-Unis. Avec la Nouvelle-Zélande, l'Australie arrive en troisième place, juste après l'Islande et la Finlande. Et les chiffres sont en augmentation constante, sans qu'on puisse expliquer les causes. Les suicides ont dépassé en 1991 le nombre de morts due aux accidents de la route et ils sont devenus la première cause de mortalité des hommes de moins de trente ans.

Pourquoi ? M. Bob Dunlop, qui vient de mourir à Sydney une association de prévention, Hearing The Cry, se désespère de ne pouvoir répondre à cette question et dénonce le tabou persistant qu'est ici le suicide, ainsi que l'absence de crédits pour que soient menées des études approfondies sur la question. Que faut-il incriminer ? Une vie supposée trop facile ? Un matérialisme trop grand ? Une absence de spiritualité, que l'intérêt pour l'écologie, ou l'engagement pour les sciences occultes n'ont jamais compensées ? Le taux très élevé de divorces et l'écroulement des familles ? Aucune de ces explications ne se voit cependant confirmée par les rares études réalisées.

À l'université Griffith de Brisbane, le professeur Pierre Baume, directeur de l'Institut national pour la recherche sur le suicide et la prévention du suicide, en est réduit lui aussi, faute de moyens, à n'émettre



(1) Carte simplifiée de l'Australie.

que des hypothèses. « Il y a d'abord le taux de chômage chez les jeunes, 35 %, soit presque quatre fois la moyenne nationale et cela dans un contexte de pressions sociales très importantes qui aggravent le problème : si on n'a pas de travail, ça veut dire qu'on est faible et qu'on n'a rien fait pour réussir. Il y a ensuite l'alcool, un problème dramatique qui se traduit par une recrudescence de la violence au sein des familles. On boit trop, beaucoup trop, et surtout on absorbe des quantités stupéfiantes d'alcool par à-coups, ce qui est encore plus dangereux. Tout cela vient de notre héritage anglo-saxon et aussi colonial, très macho. Et toujours à cause de cet héritage sans doute, on se parle peu, on communique peu. Les gens ne sont pas habitués à exprimer leurs sentiments. Dans notre société, montrer ses émotions, pour un homme, c'est se montrer faible. Celui-ci garde donc ses souffrances pour lui. Aux États-Unis, ça se traduit par des meurtres. Ici, les jeunes retournent leur violence contre eux-mêmes, alors que le taux d'homicides, lui, reste très bas et n'a pas bougé depuis trente ans. »

« Australia, lucky country... La célèbre formule de l'historien Donald Horne (9), éternel jeune homme à l'optimisme souriant, reste-t-elle toujours valable ? Sans doute, même si elle repose sur un malentendu. Quand il l'a écrite en 1964, Horne l'entendait en effet dans le sens de « pays fortuné » et lançait à ses compatriotes une mise en garde contre une trop grande facilité, alors que les Australiens ont voulu le comprendre comme « le pays de la bonne étoile ». L'avenir leur donnera-t-il raison ? Il dire en tout cas dans les années qui viennent si les mots « solidarité » et « tolérance » restent là-bas deux valeurs fondamentales, plus prises que le profit et l'argent. Car le plus grand danger pour la population n'est peut-être pas qu'elle « s'asienne » comme elle le craint, mais qu'elle s'américanise et qu'elle se soumette passivement aux plus mauvaises coutumes des États-Unis sans en recueillir les meilleurs. Dans le premier cas, l'Australie risque, c'est vrai, d'être un peu plus encore à la recherche de son identité mais, dans le second cas, elle risque d'y laisser son âme, surtout si elle persiste à esquiver les débats de fond.

Ne resterait-elle, pour ceux qui l'auraient découverte, au-delà de ses mythes et de ses apparences, que le souvenir d'une société qui se voulait idéale, souffrait de n'avoir pas réussi à l'être et aurait ramené à son utopie avant même d'avoir compris que c'était ainsi qu'elle pouvait marquer son époque et le monde...

FLORENCE BEAUGÉ.



SIDNEY NOLAN. - « Ned Kelly » (1946)

Melbourne Sydney Canberra

Melbourne, c'est la splendeur du site sur lequel les convicts (bagnards) déportés par l'Angleterre, l'ont établie en 1788. Sorti du centre-ville très américanisé, on découvre une cité portuaire étalée le long d'une baie scintillante et sinuose, parsemée d'îlots boisés et de multiples petites plages de sable fin, toutes publiques. Sous le soleil, la beauté de Sydney éblouit. Sous la pluie, la ville perd de son charme et, par endroits, prend des aspects durs, presque inquiétants... Mais on peut ne pas les voir, et ne retenir que son aspect inégalement vivant et créant.

Tout se côtoie à Sydney, sans jamais se heurter : les monnettes et les perroquets, les vieux ferristes et les planches à voile, les gratte-ciel aux parois miroitantes et les anciennes maisons victoriennes rescapées par miracle de la fureur de construire, les immeubles de luxe et les quelques logements sociaux, le monorail aux allures futuristes qui serpente à une dizaine de mètres du sol et l'autoroute qui se jette directement en plein cœur de la ville.

Le célèbre opéra avec son élégant échine de dinosaure fait face aux pancartes géantes d'une sorte de Luna Park d'un tout autre goût. Un peu plus loin, de l'autre côté de la baie, se succèdent sans discontinuer docks, chantiers navals, grues et maisons de rêve avec jardins, escaliers ou jetées menant directement à l'eau, un ou plusieurs bateaux amarrés au ponton. On a dit de Sydney qu'elle était la ville de toutes les audaces (1), et que sa beauté venait précisément de cette juxtaposition hétéroclite. C'est vrai qu'on n'en finirait pas de raconter cette ville vouée au plaisir et à la mer...

Sydney se dit, presque avec complaisance, « américaine et vulgaire », mais la réalité est plus subtile. C'est une ville « gay » où le sida fait des ravages, où les femmes se plaignent d'être en surpoids, où l'argent compte beaucoup. Si à Melbourne on vous dit : « Raconte-moi dans quelle école vont les enfants et je te dirai qui tu es », à Sydney l'examen de passage sera plutôt le suivant : « Quelle vue as-tu sur la « harbour » ? Quelle est ta voiture et quel est ton bateau ? » Comme l'expliquent mi-souriants, mi-narvés, Warren et Alita, jeune couple d'une trentaine d'années : « Ici tout est orienté vers la plage. C'est la « beach culture ». Et si vous n'avez pas un bateau, on considérera que vous n'êtes pas normal ! »

Seule ombre au tableau : le taux stupéfiant de cancers de la peau, en moyenne deux fois plus élevé qu'en Australie qu'en Californie, huit fois plus qu'en France ou en Grande-Bretagne, cinquante-six fois plus qu'au Japon. D'après les statistiques du ministère de la santé, deux Australiens sur trois développeront un mélanome au cours de leur vie pour s'être trop exposés au soleil...

CANBERRA (300 000 habitants), sortie en 1910 de l'imagination d'un architecte américain, Burley Griffin, qui l'a dessinée sur quelque 2 000 km² de pâturages à moutons, phare de la comparaison avec Sydney et Melbourne. Il faut voir la capitale fédérale de l'Australie pour y croire. C'est une ville étrange, conçue du reste du pays, créée de toutes pièces autour d'un lac lui aussi artificiel, avec des avenues démesurément longues et larges, bordées de bâtiments administratifs, mais aussi d'encalyptus et d'acacias, de jardins et de fleurs qui lui donnent une impression de calme et de lumière. On serait tenté de dire que c'est une ville sans âme, si ses habitants, des fonctionnaires pour la plupart, n'y étaient aussi profondément attachés.

Quoi qu'il en soit, avec son ancien et son nouveau Parlement, sa Haute Cour de justice et tous ses monuments dédiés aux soldats australiens tombés pendant les deux guerres mondiales puis au Vietnam, la capitale fédérale australienne se veut pour ses citoyens un cours d'instruction civique et un culte rendu au passé militaire de la nation.

F. B.

(1) Pierre Grunbaum, *En Australie*, Visa Hachette, Édition réactualisée en 1995.

(5) Taux de chômage : 8,5 %. Dette extérieure : 40 % du PIB.
(6) Asia Pacific Economic Cooperation, organisme créé en 1989 à l'initiative de l'Australie et qui regroupe dix-huit pays de la région Asie-Pacifique. Lesquels visent l'instauration du libre-échange dans la région aux alentours de 2010.
(7) L'Australie n'est pas une république mais une démocratie parlementaire de type fédéral, rattachée à la Couronne britannique. Reine d'Australie, Elizabeth II est représentée sur place par un gouverneur général, qui ne dispose pas de pouvoir politique.
(8) Hugh Mackay, *Reinventing Australia. The Mind and Mood of Australia in the 90s*, Editeur Angus and Robertson, 1994.
(9) Donald Horne, *The Lucky Country*, Penguin, Londres, 1964.

L'image brouillée de la cause

A Nouméa en janvier, à Paris ce mois de février, les discussions ont commencé entre les principaux partenaires pour préparer le référendum qui doit en principe sceller en 1998 le sort de la Nouvelle-Calédonie. Aura-t-il seulement lieu, et pour décider de quoi ? Le mouvement indépendantiste demeure minoritaire et, surtout, au fil des ans, la société de l'archipel a vécu des mutations qui brouillent les cartes politiques tout en alourdissant le climat social.

Par ALBAN BENSA *

Les accords de Matignon, signés en juin et août 1988 par Jean-Marie Tjibaou, président du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), M. Jacques Lafleur, président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RCP), et M. Michel Rocard, premier ministre, ont déployé des moyens sans précédents pour tenter d'assurer à la Nouvelle-Calédonie un avenir socialement paisible et économiquement prospère.

Les deux axes majeurs de cette politique ont été un accroissement global des transferts financiers de métropole et le développement de l'intérieur de l'archipel (1). Ont été mises en place des institutions nouvelles et élargies, les trois provinces du Nord (majoritairement canaques), du Sud (les Canaques y sont minoritaires), des îles (les Loyautés, peuplement canaque), dotées de compétences élargies. Chaque camp était invité à utiliser ces outils pour faire valoir le bien-fondé de ses aspirations : le RCP restait attaché à l'idée de « la Calédonie dans la France » ; le FLNKS travaillait à l'avènement d'une « indépendance kanak ». Quel bilan, sept ans et demi après son lancement, peut-on dresser de cette politique prévue pour durer dix années ?

L'Etat a soutenu l'objectif du rééquilibrage au profit des provinces Nord et îles en ce qui concerne les infrastructures (construction de lycées, d'hôpitaux, de locaux administratifs). En revanche, l'installation d'entreprises dans les deux provinces de l'intérieur n'a pas été aussi nettement encouragée. Elle aurait eu pour conséquence pour les intérêts économiques de la province Sud une mise en concurrence par les activités du reste de l'archipel, question qu'aucun gouvernement n'a encore osé affronter.

La région de Nouméa, déjà riche en équipements, a su tirer profit de la relance. La ville et ses abords connaissent un essor considérable si l'on en juge par le foisonnement des constructions et des chantiers et l'embellissement du centre. La province Sud souhaite en outre ériger sur son territoire un nouveau complexe d'exploitation du nickel, s'ajoutant à celui de Nouméa.

Comme en écho à ces investissements considérables, les indépendantistes insistent pour que le projet d'un port franc à Népoui (côte ouest) soit mené à bien. De même, ils demandent à l'Etat d'intervenir afin que la Société Le Nic-

kel (SLN) n'investisse plus ses bénéfices en dehors du territoire. Les responsables de la province Nord espèrent ainsi dégager les fonds nécessaires à l'ouverture d'une usine de traitement du minerai dans leur région.

Le choix indépendantiste s'oriente actuellement vers la recherche d'un enrichissement grâce à l'industrie et au tertiaire (administration, tourisme) plutôt qu'à l'agriculture et à l'artisanat. Cette option en faveur du salariat — un tournant par rapport à la philosophie plus « rurale » qui était celle de Jean-Marie Tjibaou (2) — est déjà sensible dans la province Nord : elle dédie 70 % du minerai calédonien et son soutien à l'activité minière a permis la création d'un véritable petit bassin d'emploi au centre de la Grande Terre, qui s'ajoute à la croissance de Nouméa et à la création de pôles urbains dans l'intérieur (Pondichéry et surtout Koné-Pouébo), décisions qui accélèrent des transformations

sociales plongeant le peuple canaque dans un abîme de contradictions.

L'accès au revenu mensuel de ceux qui travaillent dans le secteur minier ou ont pu se doter d'un cheptel est loin de couvrir les besoins de l'ensemble d'une population de plus en plus soucieuse de disposer d'argent. Les petites entreprises ayant pu survivre sont peu nombreuses et la plupart des micro-projets agricoles domestiques ont échoué malgré la prise en main par les Canaques de 40 % de l'élevage bovin de la province Nord, car fait défaut une perspective de développement à même de mobiliser les énergies. « Faire des projets mais pour aller où ? », fait-on souvent remarquer, comme si chacun présentait que les possibilités d'un développement rural, déjà faibles, ne résisteraient pas à l'essor du salariat industriel et urbain.

Afin de pallier la précarité ainsi induite et source de tensions, les administrations provinciales ont eu tendance à se transformer en pôles de redistribution de la même manne financière issue des accords de 1988. Les formes d'assistance ont été multipliées : emplois de complaisance sans rapport avec le travail fourni, saupoudrage de subventions sans garantie que les opérations lancées se révéleraient rentables. Plus que le soutien à l'initiative privée toujours risquée, l'octroi de salaires, même pour des emplois peu productifs, fournit des bénéfices politiques à court terme. Mais ces aides sans lendemain détournent les habitants de l'agriculture vivrière tout en suscitant de nouveaux modes de consommation, et quand elles prennent fin, il s'ensuit la quête pressante d'autres subsides.

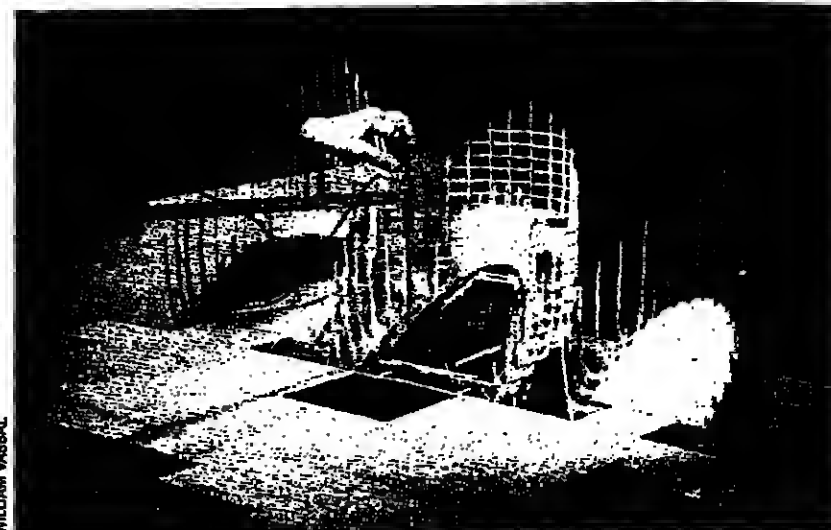
Inadaptation de l'enseignement

La recherche d'un emploi dans des secteurs autres que l'agriculture et l'élevage pose aux Canaques le problème de leur niveau de formation. Les conséquences d'un échec scolaire massif se font d'autant plus sentir que les compétences de base exigées (maîtrise du français, écriture et lecture, calcul) pour tout emploi, même de faible qualification, font souvent défaut non seulement chez nombre d'adultes, mais aussi chez les plus jeunes. Les responsables de l'enseignement ne cachent pas leur désarroi face à une pérennisation de l'échec scolaire, dans les provinces Nord et îles notamment, où l'écart avec la moyenne métropolitaine de réussite à l'école reste vertigineux. Les compétences en matière d'enseignement primaire ont été transférées aux provinces désormais responsables des écoles, des enseignants et de l'inspection. Cette décision, à laquelle a été adjointe l'offre de cinq heures d'enseignement des langues et cultures locales, n'a en rien mis fin aux difficultés. C'est pourquoi, à Nouméa notamment, de nombreux Canaques critiquent cette mesure parce qu'elle tend à accentuer le décrochage des provinces Nord et îles par rapport aux normes nationales en limitant l'accès des élèves aux écoles de Nouméa. Il est vrai que le taux de réussite des élèves de la province Sud est nettement supérieur à celui des provinces Nord et îles.

Ces difficultés ne proviennent ni des programmes, ni du multilinguisme, ni d'introuvables « schèmes mentaux ».

Elles résultent plutôt d'une inadaptation des structures de l'enseignement à l'ampleur de la tâche tout à fait spécifique consistant à vouloir introduire l'école dans un univers socioculturel qui a pu jusqu'ici, pour sa propre reproduction, s'en passer. Les mauvais résultats des enfants ont pu longtemps être compensés par une bonne insertion, le milieu canaque étant alors en mesure d'assumer ses fonctions de socialisation ; mais en se tournant davantage vers l'extérieur, les Mélanésiens mesurent, souvent avec amertume, combien la scolarité conditionne l'emploi et l'acquisition d'une place dans l'économie du territoire.

Faute de diplômes, ils s'organisent pour capter les retombées financières des politiques provinciales. Mais à succès que négocie dans l'espace villageois un régional, nombre d'anciens agriculteurs se rapprochent des pôles urbains, comme l'atteste la multiplication des habitats précaires autour de Nouméa (3). L'échec relatif de ces stratégies génère un sentiment de pauvreté fort mal vécu : « Nous sommes malheureux », confie une mère de famille assaillie par les difficultés et par la crainte de l'avenir. Le fossé se creuse entre l'espoir d'un bien-être que l'on espère retirer du salariat et un quotidien rural dont beaucoup ne veulent plus. Le paradoxe absolu est atteint quand des Canaques vont acheter à des agriculteurs européens des ignames, aliments de base traditionnels utilisés aussi dans les échanges cérémoniels.



LE PROJET DE L'ARCHITECTE RENZO PIANO

Hommage à une culture

L'issue de la signature des accords de Matignon, Jean-Marie Tjibaou avait demandé qu'un centre culturel canaque soit construit à Nouméa. Ce projet, devenu l'un des « grands travaux » du président François Mitterrand, a donné lieu en 1991 à un concours international dont l'architecte Renzo Piano a été le lauréat. Pour un coût de 200 millions de francs, est en cours de construction l'un des plus étonnantes bâtiments contemporains. Conçu comme un hommage à la civilisation canaque, il dresse vers le ciel une dizaine de structures rappelant les hautes maisons traditionnelles d'autrefois. Ces « cases » jalonnent une allée couverte de quelque 250 mètres qui commande aussi l'accès à des volumes bas abritant salles de spectacle et d'exposition. L'inventeur du Centre Georges-Pompidou a voulu par là célébrer l'esthétique mélanésienne et le dater d'un outil d'expression culturelle des plus modernes.

La maîtrise d'ouvrage de cette initiative est assurée par l'Agence pour le développement de la culture kanak, que préside M^{me} Marie-Claude Tjibaou. En préfiguration des activités du centre culturel, cet organisme d'Etat multiplie les manifestations artistiques, auxquelles s'associe souvent, par exemple, la municipalité de Nouméa, auparavant peu motivée par la « culture canaque ». La jeunesse canaque et celle des ethnies allochtones du territoire assurent aux concerts, expositions, spectacles de rue, etc., un franc succès, très significatif de l'intense besoin de communiquer et d'échanger ressenti par l'ensemble de la population calédonienne.

L'augmentation des suicides chez les jeunes, le tassement de la corbe de natalité, la recrudescence de la violence intra et inter-familiale, la consommation de cannabis et de kava (4), le recul de l'agriculture vivrière, la détérioration de la situation sanitaire (5) et le faible taux de réussite des projets économiques individuels ou collectifs sont autant de signaux qui alertent tous les observateurs de bonne foi. Cette déprime sociale, consécutive au renforcement des liens de dépendance, entretient un climat de jalousie entre les personnes débouchant de plus en plus sur des accusations en chaîne à l'origine de gestes violents, voire criminels. Les relations de voisinage se détériorent, les femmes sont nombreuses à se plaindre de la dureté des temps et de la solitude, tandis que les hommes restent reclus loin du foyer, toute la journée et parfois plus longtemps, en quête d'un emploi ou d'une rétribution.

On tue le temps comme on peut pour endiguer l'ennui, comme si l'univers social canaque ne fournissait plus toutes les réponses aux aspirations nouvelles. Le rapport aux règles sociales dominantes s'en trouve modifié. Sur la Grande Terre, alors que les mariages se font rares et sont remplacés par le concubinage, que l'on se moque des vieux, que les autorités dites « coutumières » ont du mal à se faire respecter ou se voient concurrencées par le pouvoir de nouvelles Eglises (6), on se plaît à magnifier « la coutume », à en donner une image idéalisée. Ainsi de grandes cérémonies de deuil largement financées par le salariat et la redistribution réinventent des formes complexes et spectaculaires de rituel et entretiennent l'illusion d'un bon fonctionnement de la société avec d'autant plus de facilités que ces événements, filmés par la télévision, peuvent être vus et revus chez soi grâce au magnétoscope.

L'idée d'indépendance peut aussi fournir une compensation à la morosité quotidienne, qu'elle n'est que plus qu'une vague aspiration à un monde meilleur. La désillusion naît en effet et elle chez les jeunes une agressivité teintée de revendication indépendantiste qui tourne souvent à la petite délinquance ou provoque des comportements extrêmes. Cette situation sociale pour le moins préoccupante est particulièrement sensible dans les zones où se développe une urbanisation larvée qui transforme peu à peu les réserves canaques (7) en espaces périphériques, des sortes de banlieues. En revanche, là où l'agriculture vivrière demeure une ressource essentielle, le mode de vie rural se perpétue ; il se renforce même parfois dans la perspective d'une indépendance économique et politique jugée imminente dans plusieurs régions qui furent à la pointe de la lutte de libération canaque des années 1984-1988.

Pour ces populations, il ne saurait être

question de reporter l'accès à l'indépendance au-delà de 1998 : engagées dans un sursaut (agriculture, élevage, pêche) qui doit préparer l'autosuffisance, des tribus très militantes entretiennent la mémoire des combats d'il y a dix ans ou même des héros des insurrections du XIX^e siècle. Le jugement est radical : « En 1998, ce sera l'indépendance ou la guerre. » Un état d'esprit peut-être exceptionnel qui ne se retrouve pas dans les zones les plus touchées par la nouvelle donne économique, où l'évocation de l'indépendance est plutôt source d'inquiétude : qui va la payer, s'interroge-t-on ? Offrira-t-elle des possibilités d'emploi, ou bien nous renverra-t-elle, comme au Vanuatu, vers l'agriculture vivrière, comprise comme un palliatif plutôt que comme l'axe central de l'économie ? Ici se fait jour un regain d'intérêt pour le projet d'indépendance-association proposé en janvier 1985 par M. Edgard Pisani, alors haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie.

Son de cloche comparable du côté des cadres et des dirigeants politiques canaques : l'indépendance reste envia-

(1) Cf. Jean Frey, *Economie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie*, IODES/PUR, Paris, 1995.

(2) Cf. Jean-Marie Tjibaou, *Kanak, Ecrire et dire*, sous la direction de Alban Bensa et Edie Wintzenstein (à paraître).

(3) Les « squatters » multiplient les « cabanos » sur les terrains vagues au cœur de la ville ou à ses abords immédiats, donnant ainsi à certains quartiers l'allure de bidonvilles.

(4) Boisson aux vertus supérieures, importée du Vanuatu et de Polynésie, tirée de la racine de *Piper methysticum*.

(5) Le taux de mortalité périnatal dans la province Nord, par exemple, est passé en cinq ans de 13 pour mille à 19 pour mille.

(6) Mouvements, Assemblée de Dieu, Eglise d'Ambohe, etc., mouvements religieux dissidents d'inspiration protestante et américaine.

(7) Les Mélanésiens ont été, à la fin du siècle dernier, regroupés dans des réserves, appelées « tribus », au terme de spoliations foncières d'ampleur. Cf. Joli Dauphine, *Les Spoliations foncières en Nouvelle-Calédonie*, L'Harmattan, Paris, 1989.

L'ISLAMISME EN FACE

de François Burgat



« A tous ceux — et ils sont foule — qui seraient tentés par une vision simplifiée de la réalité "islamique", la lecture du livre de François Burgat, *L'islamisme en face* serait extrêmement salutaire. »

Le Monde

« Le dernier livre de François Burgat, politologue français, arabisant de terrain, fort d'une douzaine d'années passées en Égypte et en Algérie, est un joli pavé dans la mare du conformisme. »

Jeune Afrique

« François Burgat est sans doute l'un des Occidentaux qui connaissent le mieux les islamistes pour les avoir côtoyés durant tant d'années. Il imite, parfois, à trop vouloir convaincre. Mais ce serait folie de ne pas l'écouter, lorsqu'il nous incite à porter un autre regard sur ce mouvement islamiste qui nous effraie tellement. *L'islamisme en face* est destiné à devenir ouvrage de référence, même s'il promet de vives polémiques. »

L'Express

« Un ouvrage provocateur mais salutaire. »

Croissance

« Iconoclaste, François Burgat ? Assurément ! Provocateur, dérangeant et compétent aussi. »

Le Soir, Bruxelles

Éditions La Découverte

Collection Textes à l'appui / Islam et société

سكوت من الالهي

صكنا من الاجل

ET DIVISIONS POLITIQUES indépendantiste en Nouvelle-Calédonie

gée à condition qu'elle ne soit pas associée à une baisse du niveau de vie. Les importants avantages salariaux et autres dont bénéficient les responsables et employés des provinces ne sont sans doute pas étrangers à ces prises de position très nuancées. Ce groupe qui tend à s'écarter en communisme entretenu se montre prompt à défendre ses privilèges relatifs, tandis que la masse de la population n'a qu'une ironie mordante pour les attitudes et les jeux d'intérêts de cette classe en cours de formation. L'un des thèmes favoris des conversations est d'ailleurs la critique acerbe des élus, pour la plupart perçus comme coupés du « terrain ».

fait, le poids des provinces et surtout des municipalités, voies privilégiées d'accès à l'emploi, bat en brèche celui des chefs de file, des conseils des anciens, des conseils coutumiers, structures pour la plupart nées du contact avec l'administration française mais qui étaient devenues des rognons importants à la fois du système colonial et de l'ordre social canaque. En réaction à cette perte d'influence des institutions « traditionnelles », d'anciens réactivent avec difficulté des intronisations de chefs ou ressuscitent des personnages à l'autorité incertaine (« le grand chef du Sud ») tandis qu'une majorité de personnes s'attachent à entretenir, voire à étendre, les liens de parenté et d'alliance, à vivifier la mémoire de l'histoire des clans, à conforter ou à contester des statuts comme celui de maître de la terre pour intervenir dans les multiples conflits fonciers.

Classe installée, classe dominée

FACE aux détenteurs canaques de la nouvelle culture bureaucratique issue de la pratique de l'administration, les autorités préexistantes, déléguées, se voient réduites au rôle de simples gardiennes d'une culture orale fortement localisée mais sans autorité réelle. Ainsi, toutes les conditions sont réunies pour que se forme, en contrepoint sinon en opposition à une classe canaque lettrée et installée aux commandes, une classe populaire riche de ses traditions mais en voie d'être de plus en plus dominée. S'y agrègent les plus démunis des Wallisiens, des Tahitiens et même des Européens, notamment à Nouméa. Cette évolution est attestée par l'inscription de nombreux Européens au grand syndicat dirigé par M. Louis Kotra Uréglé, l'Union syndicale des travailleurs kanaks et exploités (USTKE), qui mène la vie dure non seulement au patronat mais aussi aux technocrates des provinces indépendantistes. Le rapprochement interethnique est également sensible dans la jeunesse urbaine, qui n'hésite plus à transgresser les vieux clichés dont souffre la Nouvelle-Calédonie pour se rassembler notamment à l'occasion des manifestations culturelles organisées à Nouméa. Enfin, d'autres « logiques métissées » apparaissent au sein de certaines catégories professionnelles comme celle des « routiers » sur mine, principaux artisans d'une liste

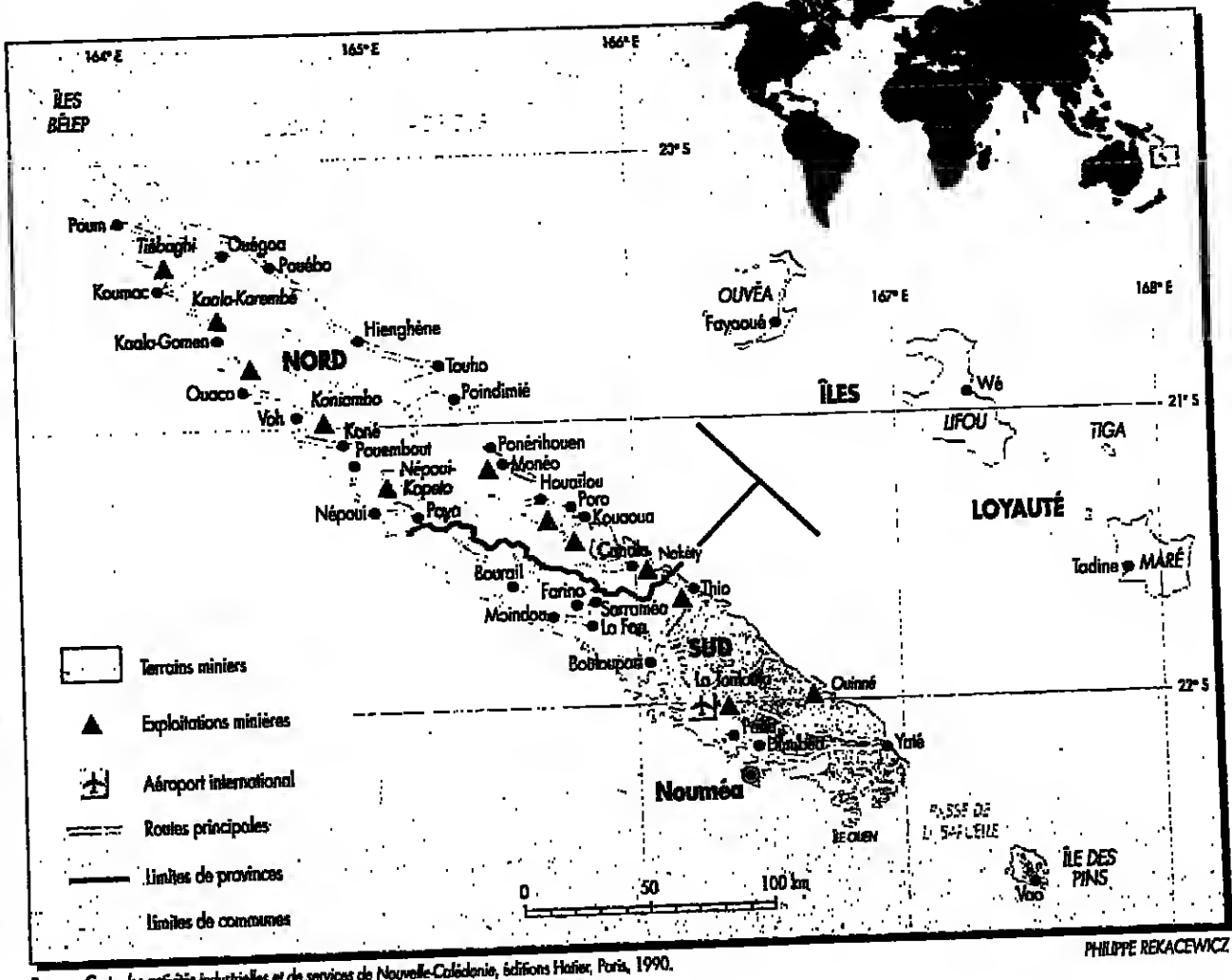
électorale ayant pris pour nom Groupe d'action multiraciale.

Les répercussions politiques de cette différenciation du tissu économique et social sont apparues lors des élections municipales et provinciales de 1995. Ces deux scrutins ont montré que les accords de Matignon, en diversifiant les prises de responsabilité, ont globalement favorisé l'émergence de nouveaux pôles politiques. Les anciens et les nouveaux notables de tout bord ont ainsi dû, parfois à leurs dépens, faire l'expérience du pluralisme.

Dans la province Sud, la toute-puissance du RPCR a été contrecarée par le succès de M. Didier Leroux, chef d'un nouveau parti, Nouvelle-Calédonie pour tous (NCPT). Cet industriel d'origine métropolitaine a rassemblé sur son nom les suffrages de ceux qui, attachés au maintien de l'archipel « dans la France », se disent cependant las de « l'hégémonie de Jacques Lafleur » sur la plupart des activités économiques du pays. M. Leroux a ainsi réclamé une sorte de perestroïka calédonienne qui instaure, dans la clarté, un juste partage des pouvoirs. En gagnant sept sièges à l'Assemblée territoriale, le NCPT a déclenché pendant plusieurs mois une mini-crise de procédure, les élus du RPCR refusant de participer à des débats dont, pour la première fois, ils n'étaient plus les maîtres absolus. La percée de M. Leroux a ouvert la possibilité d'un autre discours à droite, fût-ce au prix de quelques crispations.

Le tableau n'est pas très différent du côté des indépendantistes. Aux élections municipales, ils ont certes présenté des listes uniques rassemblant des représentants des diverses composantes du Front. Mais quand les nouveaux conseils municipaux ont dû élire leur maire, les élargissements entre partis sont apparus au grand jour. En plusieurs endroits, l'alternance fut difficilement acceptée ou même remise en cause, chacun jouant d'une alliance avec l'adversaire pour tenter de l'emporter sur ses propres partenaires. Ces clivages prirent la forme d'un véritable affrontement entre les appareils du Palika et de l'UC (8) lors des élections provinciales quelques mois plus tard.

Ne parvenant pas à s'entendre sur la tête de liste, chacun présenta ses candidats, l'Union calédonienne conservant le sigle FLNKS ; la liste emmenée par le Palika, pour sa part, se regroupant au sein de l'Union nationale pour l'indépendance (UNI). Cette cassure explicite du mouvement indépendantiste a déclenché entre les deux courants une polémique qui a pris parfois au cours de la campagne un tour très vif, l'Union calédonienne mettant moins en avant son bilan à la tête des deux provinces que son passé et ses morts pour la cause indépendantiste, l'Union nationale ten-



Source : Carte des activités industrielles et de services de Nouvelle-Calédonie, éditions Hachette, Paris, 1990.

tant de rassembler à son profit les critiques portées à l'équipe dirigeante sortante. Les résultats du scrutin, en consacrant la montée en puissance du Palika, qui fit presque jeu égal avec ses adversaires-partenaires, ont montré que l'Union calédonienne ne pouvait plus considérer ses alliés comme minoritaires. Mais n'est-ce pas un élargissement du front indépendantiste : la première incarnée par une Union calédonienne dont les notables, en se disant « les fondateurs » du mouvement, entendent exercer sur lui une certaine hégémonie ; la seconde, inspirée par le Palika, qui s'appuie sur les inquiétudes de la jeunesse et ses exigences de démocratie, au risque de bousculer les habitudes électorales et autoritaires de la classe politique calédonienne ?

Quoi qu'il en soit, ces scissions ont laissé des traces sensibles dans une population quelque peu désorientée. Les élections provinciales et les remaniements à la tête du mouvement ont brouillé l'image de la cause indépendantiste au point de placer la population canaque qui s'y rallie dans une position d'attente et même de méfiance. Toujours mobilisable sans doute, elle s'interroge toutefois sur la capacité de ses élus à mener à bien une décolonisation qui ne se diluerait pas dans des querelles gestionnaires et des querelles politiques. « Si nous devenons indépendants, qui assurera les tâches de police ? », s'interroge-t-on non sans inquiétude au vu des coups de force que certains n'ont pas hésité à tenter pour conserver le pouvoir. La population redoute une éventuelle dérive autoritaire du pouvoir canaque de demain, d'autant que l'absence d'une véritable presse écrite indépendantiste et le développement d'un certain clientélisme interdisent la mise en place des indispensables contre-pouvoirs. Un membre éminent de l'Union calédonienne ne lâche-il pas à l'adresse des élus de son parti (indépendantiste) : « Vous n'avez pas encore gagné ma voix en faveur de l'indépendance » ?

« De toute façon, si la question posée par le référendum prévu en 1998 se résume à un oui ou non à l'indépendance, il est clair que les indépendantistes, en supposant même qu'ils fassent le plein de leurs voix, ne dépasseront pas les 37 % de suffrages », explique M. Edmond Nkiri, vice-président de la province Nord. Au rythme hypothétique d'un maintien de la natalité canaque à un taux relativement élevé, les Mélanésiens ne pourraient disposer d'une majorité électorale qu'en... 2025. M. Jacques Lafleur se fonde sur cette perspective pour proposer « un pacte trentenaire », qui maintiendrait les institutions actuelles, éventuellement légèrement réaménagées, pendant encore trois décennies. Le FLNKS considère, pour sa part, que le statu quo équivaudrait à un véritable recul en regard des objectifs affichés par le mouvement indépendantiste depuis dix ans. Il prend acte sans doute par là de l'entente tacite minimale

entre chacun des partenaires de ne pas prendre la responsabilité d'un retour à une crise ouverte.

Le FLNKS entend négocier des dispositions qui définissent des compétences nouvelles aux provinces, mais aussi un calendrier d'accès à l'indépendance et les modalités constitutionnelles de cette éventuelle prise de souveraineté. « Le temps ne peut composer avec le temps que si la perspective d'émancipation est garantie », souligne M. Paul Néaoutyine. Dans les discussions qui s'engagent actuellement, les indépendantistes soutiennent le projet d'une Kanaky indépendante dès 1998. Toutefois, le maintien d'une compétence de l'Etat français en matière de défense, justice et police.

Réinsertion dans l'espace régional

Si chacun des partenaires se présente à la table des négociations avec deux projets inécompatibles, aucun consensus n'est possible et la Nouvelle-Calédonie risque de se retrouver, comme en 1984, dans une impasse. Sans un effort d'imaginaire politique exceptionnel de la part de l'Etat français, l'évolution des institutions relèvera toujours de la quadrature du cercle : comment accepter l'exigence d'indépendance d'un peuple indigène rendu mineur dans son propre pays par une colonisation de peuplement ? Tout scrutin rendant le consensus impossible, il paraît en effet indispensable de traiter le problème autrement qu'en termes strictement électoraux.

La légitimité française en Nouvelle-Calédonie s'appuie sur l'acte colonial de prise de possession de l'archipel en 1853 et sur la majorité anti-indépendantiste qui, en raison d'une forte immigration, se dégage nettement à chaque consultation. Un juste réajustement politique suppose ainsi d'abord un geste étatique de contribution par lequel, préconise le « non-indépendantiste » que veut être M. Leroux, Paris « reconnaît le fait colonial ». Ensuite, il appartiendrait à la France de décider si elle souhaite renoncer à sa souveraineté sur le territoire et, dans ce cas, selon quelles modalités : soit en poursuivant sur la voie ouverte par les accords de Matignon (9) d'une réduction du corps électoral calédonien qui permettrait aux indépendantistes d'être majoritaires, soit en appelant aux urnes les seuls Français de métropole qui, de ce fait, décideraient de l'avenir des Iles.

Quelle que soit l'hypothèse retenue, tout nouvel effort moral et politique de décolonisation aurait le mérite d'imposer aux responsables du Caillou une réflexion de fond sur le type de société qu'ils veulent et peuvent construire, en réponse aux problèmes qui secouent la Nouvelle-Calédonie. L'archipel pourrait de la sorte aussi retrouver les moyens d'une réinsertion dans l'espace régional.

Après l'affaire du Rainbow Warrior et le tollé soulevé par la politique calédonienne de M. Bernard Pons, M. Michel Rocard avait multiplié les démarches pour que la France prenne enfin au territoire de trouver sa vraie place dans le Pacifique. Au-delà de la grogne des pays riverains contre la constante reprise des essais nucléaires en Polynésie, il faudra bien, en effet, que l'archipel renoue avec ses alliés naturels : l'Australie et la Nouvelle-Zélande sur le plan commercial, et ce pour tous les Calédoniens ; le Vanuatu, Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, pour leur part, le véritable horizon culturel et politique d'une identité canaque élargie à toute la Mélanésie.

ALBAN BENSIA

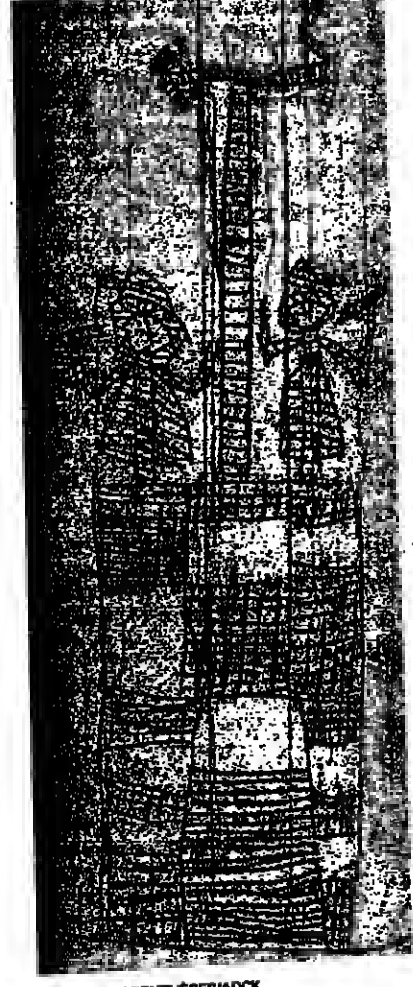
(8) L'Union calédonienne, ancien parti autonomiste issu des cadres des Eglises, a opté pour l'indépendance en 1977. Le Parti de libération kanak est, pour sa part, d'inspiration marxiste, et issu de la fusion de deux mouvements indépendantistes fondés au début des années 70.

(9) Il est stipulé que ne participent au référendum de 1998 que les électeurs ayant voté lors du référendum de 1988 (pour l'acceptation ou non des accords de Matignon) et leurs enfants devenus majeurs depuis.

LA NOUVELLE-CALÉDONIE - Jean-Luc Mathieu
* Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1995, 228 pages, 40 F.

Une nouvelle édition qui est en fait un nouvel ouvrage. L'auteur retrace l'histoire de ces Iles depuis la colonisation (accompagnée d'une dure répression) avant d'étudier plus en profondeur la dernière période. Il publie avec raison intégralement la fameuse lettre dans laquelle, en juillet 1972, le premier ministre, M. Pierre Messmer, demande que la population mélanésienne soit noyée sous un flot de migrants. Jean-Luc Mathieu montre aussi combien l'économie et la société calédoniennes sont en situation de dépendance organisée. Il ne se fait guère d'illusions sur le cours lancé en 1988 par M. Rocard, pas plus d'ailleurs que sur l'avenir d'un mouvement indépendantiste divisé et en partie « normalisé ». Le terrain est déblayé pour que se déploie « toute la panoplie du néo-colonialisme new-look ».

J. D.



BAMBOUS GRAVÉS (FIN DU XIX^e SIÈCLE)
Une culture qui a perdu en autorité au profit de nouveaux usages



DUMPING SOCIAL

Présenté à Marseille par le premier ministre Alain Juppé, le 18 janvier 1996, le Pacte de relance pour la ville est la plus récente mouture des plans qui, depuis plus de quinze ans, tentent d'endiguer la dégradation économique et sociale des banlieues. En cherchant à provoquer la création d'emplois par une série d'exonérations fiscales et l'établissement de zones franches dans les quartiers en difficulté, tout en renforçant sécurité et contrôle social, le programme s'inscrit dans la tradition des politiques libérales.

Les trois quarts de la population française vivent dans les villes dont les deux tiers dans les banlieues, où la situation est difficile pour six millions de personnes et dégradée pour plus de trois millions, dans une condition d'exclusion qui touche plus durement jeunes et immigrés. Une situation rencontrée un peu partout en Europe par delà les spécificités locales, qu'il s'agisse par exemple de Grünau, aux portes de Leipzig, à l'est de l'Allemagne, du centre de Turin, au nord de l'Italie, ou de Sarcelles, près de Paris.

Partout, quand disparaissent les emplois et les revenus qu'ils procurent, les citadins perdent peu à peu leur qualité de citoyen et la ville se délite. Pour enrayer le phénomène il faudra d'autres mesures que le dumping social et fiscal visant à attirer provisoirement quelques investisseurs.

C. de B.



SARCELLES, LA CITÉ ROSE
« Motiver les gamins en leur montrant qu'ils peuvent réussir »

Fiévreuses banlieues

Par
CAMILLE
BONNEVILLE

V OILÀ plus de vingt ans que l'on s'applique, en France, à réparer les méfaits de l'urbanisme des grands ensembles dans les ZUP (1) de l'après-guerre. Rénovations, démolitions, équipements nouveaux, accompagnements sociaux, dispositifs multiples d'insertion : l'Etat, les villes et d'autres partenaires n'ont pas ménagé leur peine pour remédier à l'erreur fondamentale d'avoir concentré, dans des cités-dortoirs, des populations trop uniformes et fortement immigrées, travaillant dans les usines environnantes. Encore faut-il se rappeler que ces cités représentaient un progrès pour ceux qui, en France, dans les années 50, vivaient dans des bidonvilles ou des taudis.

Inspirés des meilleures intentions, les pouvoirs publics ont pourtant traité les problèmes à contretemps. Ainsi, quand l'activité industrielle batait son plein, que les hommes des cités travaillaient, on s'est peu préoccupé de leur insertion sociale ou de celle de leurs familles, des difficultés scolaires des enfants, de l'analphabétisme des parents.

Quand la crise a débouté et que les OS (2) ont été licenciés par grandes

vagues, le chômage s'est installé durablement dans les cités. C'est alors que s'est développé l'accompagnement social qui n'avait pas été assuré : vie associative, loisirs, sports, parcs-relais, cafés-musiques... Trop tard. Le socioculturel occupant le terrain déserté par l'emploi ne pouvait pas le remplacer. La désinsertion a été rapide : elle a tétanisé les parents et libéré la violence des jeunes.

Depuis l'été 1981 et les rodéos des Mingettes, dans la périphérie lyonnaise, la fièvre des banlieues est devenue un objet social recomposé, mobilisant l'attention des pouvoirs publics, de la presse, des chercheurs et donnant lieu à une impressionnante production d'études et de rapports.

Fondée sur le constat d'un cumul de handicaps : habitat dégradé, échec scolaire, chômage, délinquance, pauvreté, etc., la politique de la ville a pris forme, se dotant de structures (commissions nationales d'abord, puis délégation interministérielle, et, depuis 1991, ministère), de financements particuliers et de procédures nouvelles (3). L'idée fondamentale a été de coconcentrer l'intervention publique sur des sites prioritaires et d'y mener des projets de développement social urbain cofinancés par l'Etat et par les collectivités locales, et associant les habitants.

Ces principes généraux, prônant une « discrimination positive » en faveur des quartiers les plus dégradés et une mobilisation « multipartenariale », n'ont jamais été remis en cause malgré les changements politiques survenus en France depuis 1981. Pourtant, les effets néfastes se sont très vite révélés : « Empilement de procédures contractuelles sans réelle synergie » (M^{me} Simone Veil, avril 1993, quand elle était ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville), difficulté de la coopération interministérielle, pratique toujours méfiante de la décentralisation, et, surtout, débats sans fin sur le nombre et les limites des quartiers prioritaires, dont le nombre n'a cessé de s'accroître. Les deux cent quatre-vingt contrats de ville signés en 1994 couvrent maintenant treize cent huit quartiers. Soigne-t-on mieux les quartiers difficiles ou y en a-t-il davantage ?

En tout cas, la situation ne s'y améliore pas, malgré nombre d'expériences innovantes (4). Et l'administration s'est égarée dans sa recherche de solutions qui elle considère comme le laboratoire de son propre changement. On aimerait mieux l'inverse (5). Car le chômage continue d'y sévir à des taux alarmants (de 19 % à 40 %), et la violence gagne les enfants de douze ans.

Tout se passe comme si les acteurs de la politique de la ville ne savaient y reproduire que leur propre modèle, social et administratif. Manquent les

acteurs économiques. L'institution de zones franches est le dernier artifice pour attirer des entrepreneurs séduits par des avantages fiscaux exorbitants ; une mesure qui pourrait produire des effets pervers non négligeables.

La marginalité de ces quartiers ne fait que se renforcer, même si le cadre de vie s'est embelli. La délimitation des territoires et la taylorisation de l'espace prennent un tour obsessionnel. Va-t-on un jour mettre des cités et « badger » les habitants pour savoir qui doit bénéficier d'une discrimination positive ?

La permanence des idées et des actions menées sur la ville en France est depuis vingt ans le fait le plus manifeste. Les intentions des responsables sont toujours de porter remède à l'exclusion, qu'elle soit celle de cités entières ou d'individus dispersés. Mais ils n'y arrivent pas. La maîtrise du problème exige un énorme effort de décloisonnement entre les administrations, entre les professions, entre le public et le privé, entre l'urbain et le rural, entre l'Etat et les collectivités locales.

Le discours sur la globalité et la transversalité ne sert à rien s'il n'est pas traduit dans la pratique, si les compétences et les méthodes de travail ne suivent pas. Alors que le chômage est le risque le plus grave pour les villes et pour leur population, trop de ressources restent inutilisées : l'espace rural (6) mais aussi l'environnement porteur de qualifications nouvelles, la coopération avec les pays en développement.

L'ouverture de la France au monde est inutile si nous voulons résoudre chaque difficulté sur le lieu même où elle se pose. C'est pourtant ce scénario impossible qui se joue depuis des années. Taylor ne sévit plus dans les usines, mais il est dans la ville, où il anesthésie l'intelligence.

(1) Zones à tension prioritaire.
(2) Ouvriers spécialisés : ils constituaient la main-d'œuvre non qualifiée travaillant sur les chaînes dans l'industrie.

(3) Quelques points de repère officiels : 1981, création de la Commission nationale pour le développement social des quartiers (CNDSQ) ; rapport Orléans contre la pauvreté et la précarité ; rapport Schwartz sur l'insertion des jeunes, 1982, rapport Dubouché, donnant les bases de la politique de la ville, création des ZUS (zones d'urbanisme prioritaire) ; création des missions locales, 1983, rapport Bonnemaison et création du Comité national de prévention de la délinquance (CNPD), 1984, création de la délégation interministérielle à la ville (DIV), 1990 ; loi Besson (droit au logement), 1991, loi d'orientation pour la ville (LOV), 1994, signature des contrats de ville.

(4) Quelques exemples : opérations de prévention-été (OPE), plans locaux d'insertion par l'économie (PLIE), régions de quartiers bloqués, unions de justice, service national ville, école ouverte...

(5) Rapport provisoire d'évaluation de la politique de la ville (1993) et rapport de la Cour des comptes (1995).

(6) DSA quelques signes annonçant : retour des jardins ouvriers, systèmes d'échange locaux (SEL), qui permettent de survivre hors de l'échange marchand urbain.

Replis communautaires à Sarcelles

Par
AKRAM
ELLYAS *

SARCELLES. Un dimanche matin. Le célèbre marché long de près d'un kilomètre et demi est noir de monde. L'endroit, riche en couleurs et en marchandises, attire toujours autant de chelends. On y vient de loin et même des quartiers chics de Paris en espérant y réaliser de bonnes affaires auprès de vendeurs spécialisés dans le créneau des « cartons accidentellement tombés du camion ».

Si beaucoup de visiteurs occasionnels se déplacent aussi pour se laisser porter par l'animation colorée des travées, les habitants de la ville y trouvent l'occasion d'une trêve implicite où, d'un commun accord, sont oubliées les tensions communautaires exacerbées depuis quelques années. Les relations entre habitants d'origine maghrébine, africaine, antillaise ou encore de confession juive ou musulmane constituant souvent un sujet tabou qui préfigure pourtant ce que risque d'être la banlieue nord de Paris dans un futur proche.

Première constatation : le temps des « potes », est bel et bien terminé. Les jeunes ne jurant désormais que par la « communauté » ou la « religion » et ne croient plus au métissage. « Les nouvelles générations se regroupent selon l'origine ethnique ou religieuse et non plus selon les critères habituels de voisinage. On est d'abord juif, arabe ou noir. Il ne faut pas, bien entendu, généraliser cela à toutes les cités, mais c'est la tendance la plus significative, et même les parents se laissent emporter par le discours identitaire », reconnaît une assistante sociale qui travaille à Sarcelles depuis plus de vingt ans.

Hier comparée à un havre de tolérance du fait de la multiplicité de ses populations, la ville semblait tentée par le repli communautaire. On reste délibérément « entre soi » et, si l'on a affaire à un journalet, on ne se prive pas d'accuser avec hargne les « autres » d'être à l'origine des problèmes de la cité.

A l'ombre des tours, les trois grandes familles s'épient, se chemoient et en arrivent parfois aux

pires extrêmes. Phrases recueillies au hasard et qui reviennent comme des échos insupportables. « La majorité des bagarres entre adolescents est due aux Noirs. Il faut voir ce qu'ils nous font endurer. Leur manière de montrer qu'ils sont français, c'est d'être agressif et de mettre tout le monde, même leurs compagnons de misère, sur la défensive », clame à voix haute un épiciériste d'origine marocaine.

« Les Arabes ne se disent plus Maghrébins mais musulmans. C'est une manière de rompre tout lien avec nous, notamment les juifs d'origine séfard. On n'est plus cousins, mais ennemis en religion. C'est très inquiétant car, jusqu'à présent, il y avait une sorte d'alliance bienveillante entre nous. Tout cela remonte à l'apparition de militants islamistes qu'on a laissés essaimer dans la ville », s'indigne André, propriétaire d'une petite boutique au centre commercial des Flénades.

« Les juifs ne veulent pas de nous à Sarcelles. Ils sont prêts à tout pour nous chasser et refusent systématiquement de nous vendre ou louer des appartements », s'insurge Antoine, un fonctionnaire d'origine antillaise. La ville devient ainsi un territoire que l'on doit « garder pour les siens » et affrontent, même violemment, les autres, susceptibles de vouloir s'étendre à tout prix.

Le Front national pourrait bel et bien être le premier bénéficiaire de cette situation. Présents sans relâche sur le terrain, ses militants, lorsqu'ils ont affaire à des « Français de souche », ont bien entendu recours avec de plus en plus de succès au discours xénophobe. Mais la nouveauté est que ces croisades de la préférence nationale se font aussi entendre au mieux les tensions communautaires en faisant des Maghrébins des interlocuteurs privilégiés. Des familles d'origine marocaine ou algérienne évitent ainsi sans sourcilier avoir l'impression de voter pour la perte de M. Jean-Marie Le Pen aux prochaines législatives afin d'élire « nettoyer la ville ».

« Il y a urgence à réagir et à réinventer le combat politique. Nous devons absolument ressusciter le flamme allumé par SOS-Racisme », émet un militant socialiste, qui prédit une « catastrophe » pour 1998.

Pour les spécialistes qui travaillent sur le terrain, le principal responsable de cette lente dérive vers la violence - Sarcelles n'a pas connu à ce jour d'émeutes semblables, par exemple, à celle de la ville voisine de Garges -, c'est avant tout l'absence de l'Etat. « Quand on abandonne une banlieue à elle-même, quand on laisse par exemple la situation des transports se dégrader, il ne faut pas s'étonner de la montée de la violence urbaine. On s'impressionne que les pouvoirs publics ont décidé d'opter pour le « laisser-faire » en espérant un improbable miracle », relève le sociologue Ali Bouguetaya, qui travaille sur Sarcelles depuis près d'un an.

Les fréquents retards du RER D sont ainsi à l'origine de mouvements de grogne de la part de jeunes usagers qui n'hésitent pas à s'en prendre à des wagons une fois arrivés pour « se venger », sous l'œil passif, sinon complice, des adultes. « C'est démolissant de prendre une ligne où les rames n'ont plus de signal d'alarme et où les petites heches pour briser les vitres en cas d'accident ont été enlevées par mesure de sécurité. Si on humanisait cette ligne, en y mettant le prix et en persévérant, je suis sûr que les gens seraient leur ville de manière différente. La SNCF ne s'en rend peut-être pas compte, mais elle a un rôle à jouer dans la réhabilitation de la banlieue », assure un enseignant.

Le baston et l'embrouille

LES paroles violentes et antisémites de certains textes de rap figurent aussi au banc des accusés. « Cette culture des ghettos impose des Etats-Unis de nous faire très mal, avertit le responsable d'une association. Les jeunes, surtout ceux qui ont entre huit et douze ans, se fondent dans un moule qui n'a rien à voir avec la réalité française mais qui risque de la devenir ».

Si des groupes qui prônent la tolérance tels que MC Solar ou Alliance Ethnik conservent un certain crédit, les formations underground qui se contentent de traduire les textes américains ont le vent en poupe. « Qu'allons-nous faire de ces jeunes qui ne

jurent que par le baston, l'embrouille ou le territoire ? Qu'allons-nous faire de ces gamins qui ne sont pas encore adolescents et qui ne rêvent que d'une seule chose : posséder une arme à feu et créer leur propre gang ? Il faut réagir vite et offrir une part du rêve français à cette génération », s'inquiète une institutrice.

Mais la préoccupation première de nombre d'habitants reste la drogue. Les portes d'immeubles, pourtant dotées d'interphones, sont régulièrement crochétées, et les caves servent souvent de lieu de commerce. « Je suis effrayé par l'ampleur que prend le trafic de drogues dures. Ce n'est plus de « shit » dont on parle entre petits dealers mais bien d'héroïne ou d'ecstasy », confirme un éducateur. Comme dans la majorité des cas le problème s'est aggravé du fait que de nombreux dealers occasionnels sont des consommateurs, il n'est pas rare de trouver des seringues dans des lieux fréquentés par les plus jeunes.

« Ce n'est pas un problème propre à Sarcelles, mais un fléau national à l'égard duquel on attend toujours une stratégie d'envergure de la part de l'Etat », relativise-t-on à la mairie. Il n'empêche : selon plusieurs rapports des renseignements généraux, la ville serait bel et bien l'une des plaques tournantes du trafic en région parisienne.

Dans cet espace menacé par de sombres nuages, certains y croient encore et refusent de quitter la ville même lorsqu'ils en ont les moyens. Leur but : arriver à améliorer l'image de leur ville et à faire en sorte que « les communautés se parlent ». François F., architecte et supporteur du groupe sarcellois de rap Cool Nation, est l'un d'eux. Témoin concerné, un jour, d'une bagarre d'une violence inouïe et aux « raisons stupides » entre deux bandes, il a décidé de consacrer une partie de son temps libre à « donner un peu de [son] savoir et de [ses] valeurs ». Sa technique est simple : descendre dans la rue et parler aux jeunes.

« Je discute de tout, explique-t-il, et je m'efforce d'être le plus patient possible. J'essaie de motiver des gamins en leur montrant qu'eux aussi peuvent réussir et que leur réussite sera d'autant plus belle qu'elle sera difficile. J'essaie de leur vendre des modèles auxquels ils pourraient s'identifier et le message passe ! Seulement, il m'arrive souvent de me sentir seul. On ne peut pas remplacer l'école ».

سكناء من الاصل

POUR LES VILLES

Leipzig, un modèle remodelé

Par
notre envoyé spécial
PASCAL THIBAUT *

On pourrait se trouver quelque part à Berlin-Est, dans la banlieue de Rostock, Halle ou Chemnitz. Le nouveau quartier de Leipzig-Grünau ressemble aux autres grands ensembles construits par la défunte République démocratique allemande (RDA). Par une froide journée d'hiver, la première impression est celle d'un endroit inhospitalier, triste et monotone où l'on se hâte de regagner son appartement à travers les couloirs d'air qui soufflent entre les immeubles.

L'ensemble paraît inachevé : un terrain vague où végètent de maigres espaces verts et dont les trop rares commerces ne suffisent pas à donner vie aux nombreux bâtiments. Certes, on n'y trouve pas de tours ni de hautes pyramides, mais des immeubles étirés, plats, de cinq à seize étages, constitués d'éléments préfabriqués tous identiques.

Quatre-vingt mille personnes – soit un habitant de Leipzig sur six – résident dans ce quartier. Après Berlin-Est, c'est le plus vaste en Allemagne. A l'Ouest, le plus grand ensemble, situé près de Munich, compte vingt mille logements, contre trente-cinq mille à Grünau. Au total, entre un cinquième et un quart des quinze millions et demi d'Allemands de l'Est habitent dans ces villes nouvelles contre 3 % à l'Ouest : ce gigantisme donne une idée de l'enjeu qu'elles représentent.

Dans les médias de l'Ouest, cette architecture a été décrite depuis la chute du mur, présentée comme le symbole d'un habitat socialiste inhumain et de

mauvaise qualité, condamné à créer des quartiers à problèmes. Cette campagne de presse ne reflète pas la réalité et les habitants de Grünau supportent mal la mauvaise image qu'on donne de leur ensemble. Une étude sociologique menée à intervalles réguliers depuis 1979 par une universitaire de Leipzig, M^{me} Alice Kahl, témoigne de l'adhésion d'une majorité des habitants à leur quartier.

Certes, on se moquait déjà du temps de la RDA de ce qu'on appelait des « silos humains » ou des « coniques pour travailleurs ». Il n'empêche : décrocher un appartement à Grünau pour échanger un immeuble du début du siècle, insalubre et sombre, avec toilette sur le palier et chauffage au charbon, contre un appartement lumineux dans le nouveau quartier, avec tout le confort moderne : chauffage central, salle de bains, balcon, constituait une aubaine. Crèches et écoles avaient été installées souvent plus proches du lieu de résidence qu'au centre-ville.

Le régime y privilégiait l'installation de métaux, d'ouvriers de la chimie, de mineurs exploitant les bassins de lignite environnants ou encore de fonctionnaires. Dans l'ensemble, des familles plus jeunes et plus qualifiées que la moyenne. Aujourd'hui encore, la moitié des habitants de Grünau disposent d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Dans ces villes nouvelles socialistes, les différences sociales étaient censées disparaître grâce à un habitat standardisé et à une politique du logement dirigiste.

Cette acceptation du quartier et de sa diversité sociologique sont des atouts pour l'avenir. Une véritable course contre la montre est engagée pour éviter une dégradation provoquée par le départ des plus riches et le maintien des plus démunis.



LEIPZIG-GRÜNAU
Une population attachée à son quartier

Depuis la chute du mur et l'unification allemande, les augmentations de pouvoir d'achat peuvent conduire certains à déménager dans un appartement rénové du centre-ville, qui vit en plein boom immobilier, ou, plus vraisemblablement, dans une maison individuelle à la périphérie de Leipzig. Tandis que les plus modestes – et ce sont encore les plus nombreux – restent à Grünau.

Mais le coût du logement est devenu la première préoccupation, en raison de l'augmentation du loyer ces dernières années. A l'époque de la RDA, il ne représentait en moyenne que 3 % du revenu et jouait un rôle marginal dans le budget des ménages. Depuis, le prix au mètre carré est passé de 0,90 mark à

5,60, soit une augmentation de plus de 600 % !

Malgré tout, une rénovation est d'évidence nécessaire à Grünau : l'isolation laisse à désirer, les plaques préfabriquées et les fenêtres laissent passer le froid ou l'humidité. Pour égayer ces façades uniformes, il faudrait leur donner du relief et de la couleur. Mais la Leipzig Wohnung und Baugesellschaft (LWB), la société municipale qui gère 40 % du parc, fait figure de monstre bureaucratique et endetté qui n'a – jusqu'à présent – pas pu entreprendre de travaux dignes de ce nom. Les coopératives qui gèrent le reste des logements se sont montées plus actives.

L'argent manque alors que seule une modernisation radicale pourrait permettre de retenir une clientèle aisée, prête à payer le prix d'un appartement de plus grand standing. Les pouvoirs publics espèrent la séduire en lui proposant des logements haut de gamme sur le site des anciennes casernes soviétiques qui bordent Grünau.

L'autre moyen de retenir les locataires, c'est de les transformer... en pro-

priétaires, autrement dit de privatiser. Pour apurer la moitié des dettes héritées de l'ex-RDA et disposer d'argent frais, les sociétés immobilières vendent environ 15 % de leurs appartements. Le « modèle Grünau » prévoit une vente en deux temps : d'abord à un investisseur privé chargé de les moderniser, puis – par son intermédiaire – aux locataires intéressés.

Mais ce système ne fonctionne pas : peu de locataires semblent intéressés par l'achat de leur appartement, faute d'argent – un appartement moyen de 60 mètres carrés sera vendu plus de 400 000 francs –, ou par méfiance quant à la qualité des travaux de modernisation.

Sans doute est-ce sur ce dernier terrain que se joue l'avenir du grand ensemble. L'enquête de M^{me} Alice Kahl déjà citée révèle que, à Grünau, ce que les habitants attendent avant tout, ce sont des supermarchés et des installations sportives et culturelles. Si le minimum est vu le jour (crèches et écoles, club pour les jeunes, poste, supérette, lignes de métro et de tramways pour relier Grünau au centre-ville), on a abandonné le « superflu ».

Au total, 24 000 mètres carrés de surfaces commerciales (pour un investissement de près de 800 millions de francs) et plusieurs salles de cinéma destinées à pallier le vide culturel ont été construits. Les deux centres commerciaux prennent place dans le « complexe central » prévu par les architectes est-allemands et qui avait été sacrifié.

Autre urgence : créer des emplois, non seulement dans le commerce, mais aussi dans les services et l'artisanat. Le quartier doit affronter la concurrence de sites privilégiés par la municipalité, comme celui de l'ancien champ de foire, près du centre-ville, ou de Plagwitz, un quartier industriel traditionnel qui s'est écarté avec la chute du mur.

Là où des bâtiments ont été rénovés, des cours intérieures aménagées, Grünau a changé de visage. La création d'une ceinture verte met en relief les atouts du quartier dont bien des espaces ne sont pas ouverts aux voitures et où beaucoup peut être fait pour les piétons et les cyclistes.

Jeunesse désorientée

La plus grave lacune concerne la politique de la jeunesse, dans un quartier où pourtant le tiers de la population est âgé de moins de vingt-cinq ans. Sur les dix clubs qui attirent les adolescents avant la chute du mur, il en reste quatre – leur budget n'a pas été réduit, mais il ne suffit plus. Conséquence : le désœuvrement de nombreux jeunes, désorientés par la disparition d'un système qui les avait formés, leur difficulté à trouver une place en apprentissage, ont favorisé une augmentation de la criminalité – vols de voitures, agressions, etc.

entre les peuples – ont essayé de leur offrir une autre perspective.

Amitié entre les peuples se charge notamment d'un projet subventionné par le chanteur Herbert Grönemeyer, qui a contribué à un recul sensible de la criminalité. Les jeunes s'y retrouvent pour être entre eux, écouter de la musique ou participer à des voyages encadrés par deux travailleurs sociaux.

A la veille de son vingtième anniversaire, Grünau décline des atouts que n'ont pas les grandes cités de l'Ouest. Une population socialement hétérogène et en majorité attachée à son quartier. Des espaces verts, qui restent en partie à mettre en valeur, de l'espace pour des familles, un faible volume de circulation automobile, une amélioration à attendre en matière d'infrastructures commerciales. Ils pourraient fructifier si les conditions financières le permettaient. Ce n'est, hélas, pas le cas. La bonne volonté des uns et des autres n'empêchera pas, si rien ne bouge, la marginalisation de ce quartier-symbole.

Des bandes se sont formées au sein desquelles les jeunes retrouvent une certaine solidarité disparue, mais où la critique du nouveau système se nourrit également d'un racisme parfois brutal dont sont victimes des demandeurs d'asile, Vietnamiens « importés » par la RDA, étudiants arabes ou africains. Pourtant, ces jeunes violents font moins parler d'eux. Caritas – l'organisation caritative catholique, qui gère un des clubs – ou bien la Volkstreuenschaft – Amis

Turin, ou le ghetto au centre

Par
notre envoyé spécial
PAOLO GRISERI *

Au matin du 12 septembre 1995, les habitants de Turin se réveillent avec le sensation d'être revenus plusieurs décennies en arrière. Le quotidien *La Stampa* titre sur la montée de la tension dans la ville. L'intolérance à l'égard des immigrés extra-communautaires menace de dégénérer. Le climat est à la « retombée ».

Une fois encore, la cité industrielle se montre hostile aux derniers arrivants. Comme il y a quarante ans, lorsque Fiat agrandissant ses usines provoquait un exode quasi biblique depuis le sud de l'Italie (en particulier des Pouilles et de la Calabre). En peu de temps, la population de Turin passa de 700 000 à 1 150 000 habitants. Et la terme « méridional » prit un sens négatif. Sur les portes des Turinois, on pouvait lire : « On ne loue pas aux Méridionaux ». On remplaçait même « Méridional » par « Marocain ».

A l'automne 1995, dans le quartier de San Salvario, se forma spontanément un comité de résidents exigeant des autorités qu'elles rétablissent « l'ordre et la légalité ». L'objet de la protestation : la petite délinquance liée à l'immigration massive de Maghrébins, de Sénégalais, de Nigériens et, plus récemment, d'Albanais. La police accuse cinquante-huit personnes d'avoir organisé une expédition punitive contre un groupe de Marocains. En octobre, les retraites aux flambeaux contre « l'illégalité » visant les résidents extra-communautaires suspects de se livrer au trafic de drogue se multiplient ; une manifestation nocturne dans la rue de la Pellagrine, la plus grande de la ville, prend pour cible les prostituées nigériennes.

Au Parlement, le débat an vu de l'approbation d'une loi plus dure contre l'immigration clandestine fournit aux partis l'occasion d'exploiter ce qui s'est passé à Turin. Dans un climat de campagne électorale rampante, la droite et la gauche participent ensemble aux mêmes manifestations : la droite par souci de voir la police veiller plus vigoureusement sur l'ordre public ; la gauche parce que « ce serait une erreur de laisser la droite représenter la protestation contre la dégradation des quartiers entiers ».

Indépendamment de cette manipulation politique, les manifestations de l'automne suggèrent quelques réflexions sur les difficultés de la société multiraciale. Selon les fonctionnaires du bureau des étrangers à la municipalité de Turin, les immigrés non européens sont, à l'intérieur de la ville, relativement peu nombreux : au 31 décembre 1994, on en dénombrait 23 977, soit 2,5 % des 950 000 habitants – auxquels il convient d'ajouter quelque 6 000 à 7 000 clandestins. « Le vrai problème », explique M. Edoardo Garrone, président de la circonscription de San Salvario, c'est que les clandestins se concentrent dans quelques quartiers. Leur présence n'a pas suscité de frictions tant qu'il s'agissait de pauvres gens vivant d'expédients. Au contraire, les gens du quartier ont eu une attitude tolérante. La tension a commencé à l'arrivée des véritables délinquants : ces riches maquereaux noirs, téléphone portable à la main, bourrés d'argent et le sourire arrogant n'incitent pas à l'hospitalité ! » Dans ces conditions, travailler à l'intégration n'est pas

chose facile. « Les moins tolérants », explique M. Garrone, sont ceux qu'on appelle les « néo-Turinois », c'est-à-dire les descendants de ces immigrés venus du sud de l'Italie il y a une quarantaine d'années.

Particularité locale : les deux zones où se concentrent les immigrés extra-communautaires se situent, non en banlieue, mais en plein centre historique. San Salvario s'étend à la gare centrale de Porta Nuova tandis que Porta Palazzo ébrite depuis toujours le principal marché, à quelques pas des vitrines des belles boutiques. Une différence de taille avec l'immigration des Méridionaux il y a quarante ans.

Pour M. Valentino Castellani, élu maire de Turin en 1993 à la tête d'une coalition de centre gauche : « Les immigrés venus du sud de l'Italie avaient eu de grandes difficultés à s'intégrer, mais ils ignoraient le chômage. Ils venaient à Turin pour travailler chez Fiat. Ils avaient en revanche du mal à se loger, au point de devoir dormir à tour de rôle dans le même logement : celui qui travaillait de nuit y habitait de jour, et inversement. Puis furent construits les grands quartiers de la périphérie, à proximité des usines ; d'où un problème de relation avec la centre. Les questions posées désormais sont très différentes. Les immigrés extracommunautaires qui arrivent chez nous n'ont pas de travail. Ils viennent ici dans l'espoir d'en trouver un ».

C'est ainsi qu'ils s'arrêtent dans les immeubles dégradés de la zone de la gare ou aux environs du marché de Porta Palazzo. Eux aussi ont du mal à se loger : ils s'entassent par dizaines dans les mansardes, ce qui ne les empêche pas d'acquiescer des loyers très élevés à des propriétaires qui, par ailleurs, participant peut-être eux retraites aux flambeaux en faveur de « l'ordre et de la légalité ».

« Il faut certainement affirmer le maire, faire en sorte de ne pas se trouver en permanence en situation d'urgence. En réglementant le flux d'entrée, on pourrait éviter d'alimenter les tensions. Mais il est impossible de fermer les frontières. Après avoir abattu la mur de Berlin, nous ne pouvons pas en construire un nouveau au beau milieu de la Méditerranée. Les maires des grandes villes italiennes devront donc demander au gouvernement d'inciter, par des financements appropriés, à la rénovation des centres historiques, comme c'est le cas en France. De la sorte nous éviterons que ne se créent des situations critiques du type de celles de San Salvario et de Porta Palazzo ».

Une question formulée par M. Augusto Cagnardi – l'urbaniste milanais qui, avec M. Vittorio Gregotti, a dessiné le nouveau plan d'urbanisme de la ville – resta sans réponse : « Quand on nous a demandé d'imaginer la future organisation spatiale de Turin, nous nous sommes interrogés : est-il plus opportun de favoriser la concentration des étrangers dans certains quartiers, avec le risque d'en faire de véritables ghettos, ou vaut-il mieux pousser les nouveaux arrivants à se disperser, avec le risque de les laisser s'isoler en rendant plus difficile le maintien de rapports avec leurs compatriotes ? Nous n'avons toujours pas tranché ».

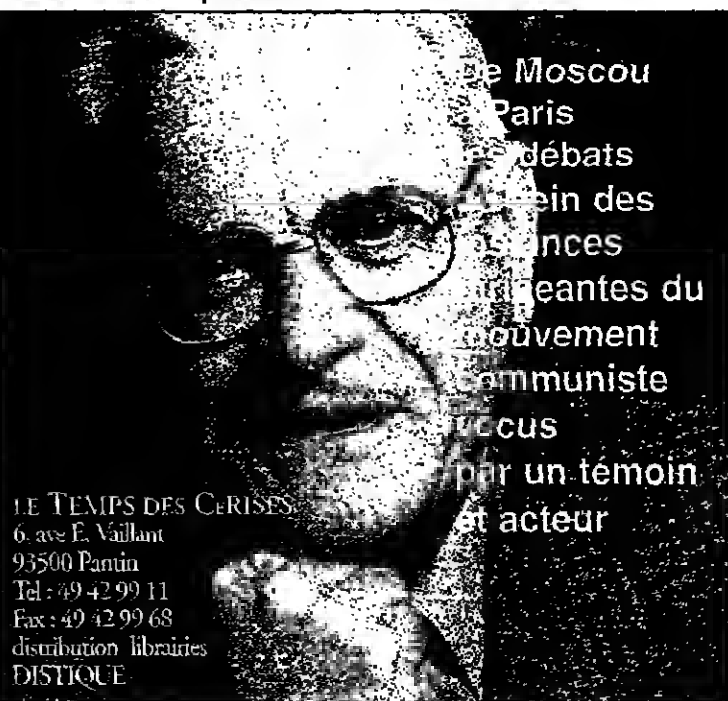
Turin a mis quelque vingt années à absorber, d'un point de vue social et culturel, l'immigration du sud de l'Italie. Or les conditions de départ étaient plus favorables : « Quelqu'un arrive et dispose d'un travail sûr », observe M. Cagnardi, est contrôlable dans la mesure où il est pleinement inséré dans le système social. Combien faudra-t-il d'années à Turin pour accepter celui qui n'en a pas et arrive d'un autre continent ?



QUARTIER SAN SALVARIO
Des immigrés dans le cœur historique

à Sarcelles

Léo Figuères
Passé et avenir d'une espérance
suivi d'une réponse à F. Furet



LE TEMPS DES CERISES
6, av. E. Vaillant
93500 Pantin
Tél : 49 42 99 11
Fax : 49 42 99 68
distribution librairies
DISTIQUE

de Moscou
Paris
débat
sein des
ances
éantes du
ouvement
communiste
ocus
par un témoin
et acteur

* Journaliste, *Il Manifesto*, Rome.

LE CHEMIN SINGULIER DES COMMUNISTES RUSSES

Moscou vers l'avenir... via le passé

La dramatique épreuve de force, au Daghestan, entre Moscou et les indépendantistes tchétchènes compromet un peu plus les chances de M. Boris Eltsine lors du scrutin présidentiel prévu en juin prochain. D'autant que le chef du Kremlin avait déjà subi un sérieux revers aux élections législatives de décembre 1995. Proche de M. Mikhaïl Gorbatchev, André Gratchev analyse ces résultats et présente son point de vue sur l'orientation du Parti communiste de la Fédération de Russie, dont il oppose l'évolution à celle des ex-PC d'Europe centrale.

Par ANDRÉ GRATCHEV *

Le succès des communistes aux élections législatives russes du 17 décembre dernier est à la fois un résultat logique, parfaitement prévisible, et un événement politique (1). La victoire du parti de M. Guennadi Ziouganov, qui a obtenu 22 % des voix, est impressionnante. De plus, le nombre des sièges à la Douma revenant aux communistes au scrutin proportionnel national a été majoré de 50 % grâce aux élus au scrutin d'arrondissement. Le Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) devient ainsi le premier groupe parlementaire de la Chambre basse, dont il a obtenu la présidence.

Les communistes progressent également aux élections des gouverneurs, membres de droit du Conseil de la fédération (la Chambre haute du Parlement). Ils l'ont, notamment, emporté dans les grandes régions industrielles de la Sibirie. Et parmi les partis qui ont flirté avec la barre de 5 % des suffrages, les communistes reviennent soit aux « cénus » extrémistes de M. Ziouganov, les Communistes de l'URSS, soit à ses alliés politiques probables : Femmes de Russie, Parti agricole et Congrès des communistes russes. Au total, près de vingt-quatre des soixante-huit millions des suffrages exprimés ont été recueillis par les communistes ou apparentés, soit près du double du résultat du PCFR (2).

Cette percée est d'autant plus notable que, lors des élections de 1993, il avait obtenu deux fois moins de voix (11,9 %). En 1992, il en était encore à défendre à la Cour constitutionnelle son droit à l'existence, et en août 1991, après l'échec du putsch, ses activités avaient été suspendues par décret de M. Boris Eltsine. La distance parcourue par les communistes pour devenir le premier parti politique de Russie est véritablement énorme.

Leur succès n'a néanmoins rien

d'inattendu. Le seul point commun des prévisions, au demeurant assez contradictoires, des sociologues et autres politologues à la veille du dernier scrutin était justement le pronostic de la victoire inéluctable du PCFR. Avec l'indication assez exacte du pourcentage des voix – près de 25 % – qu'il pouvait escompter.

Les raisons de ce phénomène sont connues : ce sont, d'une part, les conséquences graves de la politique économique et sociale du pouvoir, qui a ramené la grande majorité de la population au seuil de la survie ; d'autre part, le désenchantement profond éprouvé par la société à l'égard des « démocrates », dont l'actinisme prétendument réformatrice – mélange exécrable d'incompétence, d'irresponsabilité et de corruption – a entraîné le pays dans une succession de crises aiguës, depuis le pillage an canon du Parlement en octobre 1993 jusqu'à l'expédition insensée et criminelle en Tchétchénie. D'où non seulement un retour du balancier de l'opinion publique, d'une certaine manière normale, mais une véritable « motion de censure contre l'élitisme », comme le signale le politologue américain Steven Cohen (3). En décembre dernier, près de 83 % des électeurs ont voté contre la réforme versinn Eltsine, ce qui a profité essentiellement aux communistes, figure de proue de l'opposition.

Le morcellement de l'opposition démocratique au régime actuel, qui n'a su ni coordonner ses actions ni formuler le projet d'une « autre réforme », a également joué. Le parti de M. Grigori Iavlinski (Iavlinski) n'a attiré qu'une partie des voix de l'électorat démocratique arrivant ainsi en quatrième position, le reliquat allant à des groupements restés loin en deçà de la barre des 5 % ou tombant dans l'« escarcelle protestataire » habilement tendue par les communistes.

Rétablir le régime de la Nomenklatura

TOUTEFOIS, même le succès impressionnant du PCFR ne permet pas d'avaliser la « revanche communiste » comme un fait acquis. Les résultats du vote revêtent surtout un caractère psychologique : le gros de l'électorat du PCFR a voté plutôt « contre » (le président, le gouvernement, les « démocrates », la misère, la criminalité, la corruption, la guerre en Tchétchénie, etc.) que « pour » (le parti, le programme, les leaders communistes). Son vote est plus émotionnel que politique.

Les communistes n'ont pas la possibilité de contrôler la Douma, même avec l'appui de leurs alliés potentiels. Ils seront contraints de se coaliser avec

le nationaliste Vladimir Jirinovski, ou bien avec le libéral Grigori Iavlinski. De surcroît, à de rares exceptions près, en vertu des dispositions de la Constitution, ni le président ni le gouvernement ne sont tenus de prendre en compte les résolutions du Parlement.

Pourquoi ce regain de popularité des communistes, dans un pays qui a sacrifié à la réalisation de l'utopie communiste plus de soixante-dix ans de son histoire, inépuisable-t-il tous les partenaires de la Russie ? Ce qui s'y passe n'évoque-t-il pas des mouvements similaires dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale, lesquels s'affranchissent eux aussi, non sans peine, de leur passé récent et rappellent au pouvoir d'anciens « camarades », comme en Lituanie, Bulgarie, Hongrie, Slovaquie et, tout récemment, Pologne ?

La réponse est évidente : d'abord

parce que c'est la Russie, et ensuite parce que les néocomunistes n'y sont pas les mêmes qu'ailleurs. L'histoire du XX^e siècle nous en avertit : le mariage entre la Russie et le communisme, un peu comme entre l'Allemagne et le nationalisme, aboutit souvent non seulement à des drames internes, mais aussi à des cataclysmes internationaux. La rencontre de l'histoire russe avec l'idéologie communiste a eu des conséquences fatales pour la société, car le communisme, érigé en politique d'Etat, a été l'instrument de la création de l'un des régimes autoritaires les plus impitoyables qui aient jamais sévi et celui de la formation d'un empire mondial.

Faute de traditions et d'institutions démocratiques stables, une menace de relance du messianisme russe sous des habits communistes ou, pis, nationalistes ne peut laisser indifférents les voisins et partenaires de la Russie. De plus, les caractéristiques spécifiques des communistes qui reviennent au premier plan de la vie politique russe en surfant sur la vague du mécontentement social autorisent à envisager tous les scénarios.

Les communistes présentent leur succès politique récent comme une évolution historique logique, semblable à

celle de l'Europe centrale et orientale. Or la différence est de taille. Elle ne se limite pas au fait que leurs « cousins » est-européens ont tous rebaptisé leurs partis au profit d'étiquettes social-démocrates plus respectables, tandis que les communistes russes réaffirment avec défi leur fidélité aux vieux oriflammes. Leurs origines sont également distinctes.

A l'exception de la Slovaquie, les nouveaux partis de gauche est-européens sont issus de mouvements réformistes à l'intérieur des anciens partis communistes, avec pour chefs d'anciens contestataires remis en selle par la perestroïka gorbatchévienne. Le PCFR, lui, représente les forces conservatrices à l'intérieur de l'ancien PCUS : celles qui menaient une lutte acharnée contre la « ligne politique de trahison » de M. Mikhaïl Gorbatchev. M. Guennadi Ziouganov lui-même continue à se targuer d'avoir été l'un des auteurs de l'Adresse au peuple (4) de gauche de l'opposition antigorbatchévienne publiée en juillet 1991. Cet appel annonça le putsch d'août, qui entraîna la perestroïka et provoqua la désintégration accélérée de l'Etat soviétique unitaire.



ERNEST NEIZVESTNY. – « Masque et miroir » (1975)

ments démocratiques. Les seconds, qui se réclament du camp « étatiste-patriotique », visent le rétablissement de la grandeur de la Russie dans son repli sur soi, voire dans une nouvelle confrontation avec l'Occident, présentée comme une menace pour sa sécurité et la préservation de son identité nationale.

En partageant avec les groupes nationalistes les plus agressifs la théorie du « complot » occidental, destiné à déstabiliser la Russie et à saper son statut de grande puissance mondiale, les communistes russes trahissent d'ailleurs l'un des principes essentiels de leur propre famille idéologique, à savoir l'internationalisme. Ils retombent dans les errements de l'« exception russe », de la fameuse « idée russe » du courant slavophile le plus réactionnaire associant

spiritualité et Etat fort. Ce nationalisme des anciens propagandistes du « devoir internationaliste » – qui envoyait naguère les soldats soviétiques à travers le monde, de la Tchécoslovaquie à l'Afghanistan – est utilisé par le groupe communiste à la Douma, malgré les déclarations contraires de tel ou tel, pour justifier tacitement les aventures élitistes en Tchétchénie, après avoir condamné la guerre à l'origine. Il amène les militants de base du PCFR dans les rangs des manifestations rassemblant tous les extrémistes, des staliniens aux monarchistes et aux fascistes, leur permettant de conclure les alliances les plus perverses.

Pour accroître au maximum leur audience, les camarades de M. Ziouganov n'hésitent pas à sacrifier, outre l'internationalisme, un autre principe : l'athéisme militant. Ils prennent ainsi langue avec une autre hiérarchie administrative, implantée à l'échelle nationale et bien organisée, l'Eglise orthodoxe russe. Cette spécificité souligne la différence fondamentale entre les national-comunistes russes et les « ex-communistes » polonais de M. Kwasniewski.

L'éclectisme idéologique apparent du programme actuel du PCFR illustre l'opiniâtreté avec laquelle il poursuit son objectif politique majeur : rendre à tout prix le pouvoir à l'ancienne bureaucratie, fût-ce en renonçant à une plateforme idéologique précise. Ce faisant, les dirigeants actuels du PC restent fidèles aux préceptes de leurs prédécesseurs : pour les uns comme pour les autres, il y a longtemps que le communisme n'est plus ni un idéal ni un projet de société, mais uniquement une méthode efficace, un moyen de conquête et de conservation du pouvoir.

Ayant renoncé au rigorisme doctrinal, ils ajoutent pourtant à leur cocktail idéologique des ingrédients censés confirmer leur caractère moderne, laïque et démocratique. Le PCFR, proclame son dirigeant, est favorable à la compétition électorale entre les diverses forces politiques et à un Etat de droit « où la loi s'impose à tous ». Economie mixte et séparation des pouvoirs lui conviennent. Signa populaire, la « restauration de l'URSS » est présentée, comme un long processus qui devra se réaliser consensuellement.

L'ambiguïté et le flou du programme du PCFR tiennent à son statut de parti d'opposition, écarté du pouvoir et des responsabilités politiques, mais aussi à l'hétérogénéité de ses rangs. Les communistes ne brandissent pas la menace d'une nouvelle révolution. Sentant que le vent du mécontentement populaire gonfle ses voiles, le PCFR est prêt à revenir au pouvoir par la voie démocratique, par la volonté du peuple. Au surplus, au sein même du parti, y compris à ses échelons dirigeants, il y a pas mal d'« entrepreneurs rouges » et de militants qui ont déjà pris goût à la propriété privée. Pourquoi perdre, au nom de dogmes idéologiques, les possibilités d'enrichissement que leur offre ce capitalisme sauvage si énergiquement dénoncé par leur parti ?

L'opposition du PCFR au régime actuel n'est donc pas fondamentale : elle traduit plutôt une concurrence entre clans d'une même Nomenklatura qui, malgré les secousses dramatiques des dernières années, n'a jamais véritablement lâché les commandes. La réside la véritable différence entre les changements survenus dans les années 1989-1992 en Russie et dans les pays de l'Europe de l'Est. Les communistes n'ont pas besoin de revenir à la direction de la politique russe car... ils n'en sont jamais partis.

Des promesses contradictoires

CEPENDANT, les changements profonds inaugurés par la perestroïka de M. Mikhaïl Gorbatchev au sein de la société soviétique continuent. Qu'elle soit « démocratique » ou communiste, l'élite au pouvoir a de plus en plus de mal à manipuler l'opinion russe, voire à prendre derrière son dos des mesures décisives pour le destin du pays. Cette société se satisfait-elle de la relève d'un groupe discrédité de la classe dirigeante par un autre, « retapé » par une cure d'opposition mais assez proche des dirigeants actuels par son esprit, sa psychologie, son comportement politique et qui promet au pays un retour à un passé récent mais déjà mythique ? Ou bien exigera-t-elle de vrais changements et le remplacement du pouvoir en place ? La réponse sera donnée par l'élection présidentielle en juin 1996, si elle a lieu...

Paradoxalement, un succès du PCFR en juin 1996 pourrait entraîner son véritable déclin historique. Ayant perdu les avantages d'une force d'opposition, ayant accédé à une certaine respectabilité grâce aux erreurs grossières et à

l'incapacité de la direction actuelle, ce parti se trouvera, une fois revenu au pouvoir, à la croisée des chemins : il sera mis en demeure d'honorer ses promesses contradictoires. Et l'on verra alors clairement s'il a changé avec le monde, l'Europe de l'Est et la Russie, comme l'affirment ses chefs, ou bien s'il ne peut rien proposer au peuple qu'un retour à un pseudo-socialisme désormais illusoire. « Dans ce cas, comme l'a fort justement écrit le commentateur Kromi Loubarski, il peut se faire que ce ne soit pas Gorbatchev ou Eltsine, mais le camarade Ziouganov qui devienne le véritable fossoyeur de son parti (6). »

- (1) Sur l'évolution des communistes russes, lire notamment Bernard Fédéric, « Au-delà de la soviétique, la perestroïka communiste », *Le Monde diplomatique*, novembre 1995, et Denis Pélissier, « La dynamique des nations », *Le Monde diplomatique*, décembre 1995.
- (2) *Sovetskaya*, 27 décembre 1995.
- (3) *Obozrachata Gazeza*, n° 51, 1995.
- (4) *Argumenty i fakty*, n° 48, 1995.
- (5) *Ibidem*.
- (6) *Novosti Vremeni*, n° 44, 1995.

Maîtrise en relations internationales

Programme multidisciplinaire de formation théorique et pratique

Intégrant les approches propres au droit, à l'économie et à la science politique

Stage en milieu professionnel

Demande d'admission et renseignements

Institut québécois des hautes études internationales

UNIVERSITÉ LAVAL

LE SAVOIR DU MONDE PASSE PAR ICI

Tél. : 1 418 656-3813

Téléc. : 1 418 656-3634

Adresses électroniques : mri@hei.ulaval.ca et http://www.ulaval.ca/qhei

Pavillon Charles-De Koninck

Cité universitaire, Québec

Canada G1K 7P4

مركز الدراسات الدولية

La société tunisienne privée de parole

DANS un Maghreb ébranlé par la poursuite de la violence en Algérie et par les incertitudes marocaines, la Tunisie paraît comme un havre de paix sociale. Pourtant, malgré une incontestable réussite économique et une amélioration des conditions de vie, le pouvoir maintient son quadrillage policier du pays. Il interdit toute parole libre et réprime la moindre contestation alors même que sont réunies les conditions d'une véritable transition démocratique.

Par JACQUELINE BOUCHER

On s'est beaucoup interrogé, l'automne dernier, sur les raisons ayant incité le président Zine Ben Ali à faire arrêter M. Mohamed Mouda, chef du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), trois jours après la visite à Tunis, les 5 et 6 octobre 1995, du président français, M. Jacques Chirac. Ce dernier l'avait couvert d'éloges. Il ne s'était pas contenté de saluer la réussite économique de la Tunisie, il avait félicité le chef de l'Etat pour la manière dont il menait le pays « toujours plus loin sur le chemin de la modernisation, de la paix, notamment de la paix sociale, mais également de l'ouverture démocratique » (1).

Un tel optimisme peut se justifier en économie, les statistiques faisant état d'un taux de croissance de 3,4 % en 1994 (contre 2,3 % en 1993) (2), en dépit de deux années successives de sécheresse et de la crise dans les pays du Nord. En outre, au regard des événements sanglants dans l'Algérie voisine, il y avait certes lieu de se féliciter du calme et de la « paix sociale » régnant dans le pays, sans trop se poser de questions sur les moyens utilisés pour y arriver. Mais quand à parler d'« ouverture démocratique », c'était aller vite en besogne, à moins de vouloir simplement cautionner un régime qui avait été le premier à signer avec l'Union européenne, le 17 juillet 1995, un accord de libre-échange.

Depuis le « changement » du 7 novembre 1987 – la mise à l'écart du président Habib Bourguiba – et malgré les promesses d'ouverture politique qui avaient suscité tant d'espoirs, on ne compte plus les opposants – membres du mouvement islamiste Ennahda, défenseurs des droits de l'homme, mili-

tants de petits partis interdits, etc., et même les simples citoyens, qui ont eu à subir les sévères du régime. Mais, en la personne de M. Mouda, ce dernier s'en prenait cette fois à un parti légal qui, de surcroît, était devenu son allié depuis qu'il avait accepté de participer aux élections législatives du 20 mars 1994 moyennant l'attribution de dix sièges au Parlement : c'était franchir un pas de plus, non dans la voie de l'« ouverture démocratique », mais sur le chemin de la répression.

Dans une « lettre ouverte » adressée le 21 septembre dernier au président Ben Ali, la direction du MDS avait à son tour manifesté son inquiétude, après beaucoup d'autres (3), parlant de « retour au régime de parti unique hégémonique et dominant (...) dans des conditions d'encadrement plus rigide et de quadrillage de la société plus habile et plus systématique que sous le précédent régime ». Elle proposait d'élaborer « un véritable plan politique pour la phase de transition qui confirme le choix gradualiste mais dans une direction qui renforce la culture pluraliste et le choix démocratique ». Le texte faisait également état de « tracasseries » et d'« agissements illégaux » subis par les militants du MDS du fait de l'administration et de responsables du parti gouvernemental. Le rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), couverts par « leurs supérieurs hiérarchiques à l'échelle centrale » (4). En somme, le MDS ne recueillait pas les fruits de son soutien au régime. Aux élections municipales du 21 mai dernier, par exemple, les candidats du RCD avaient rallié la presque totalité des quatre mille quatre-vingt-dix sièges, n'en concédant que six aux autres partis légaux (5).

« Comme un cimetière »

« LES forteresses ont été prises de l'intérieur », constate une militante des droits de l'homme, directrice d'une petite maison d'édition asphyxiée à force de « saisies à la tunisienne » (6). La direction de la centrale ouvrière (l'Union générale des travailleurs tunisiens, UGTT) est acquise au pouvoir, la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) a été affaiblie par un amendement à la loi sur les associations interdisant à leurs membres de se livrer à des activités politiques (7). Toute représentation syndicale a été éliminée de l'Université, naguère terrain d'action privilégié des activistes islamistes. Contrastant avec la situation de la presse au Maroc ou en Algérie, il ne reste plus de journaux indépendants du pouvoir, tout juste une demi-douzaine de journalistes libres d'esprit et pour cela empêchés d'écrire (8). La presse étrangère elle-même n'est pas à l'abri de saisies ou d'interdictions de longue durée.

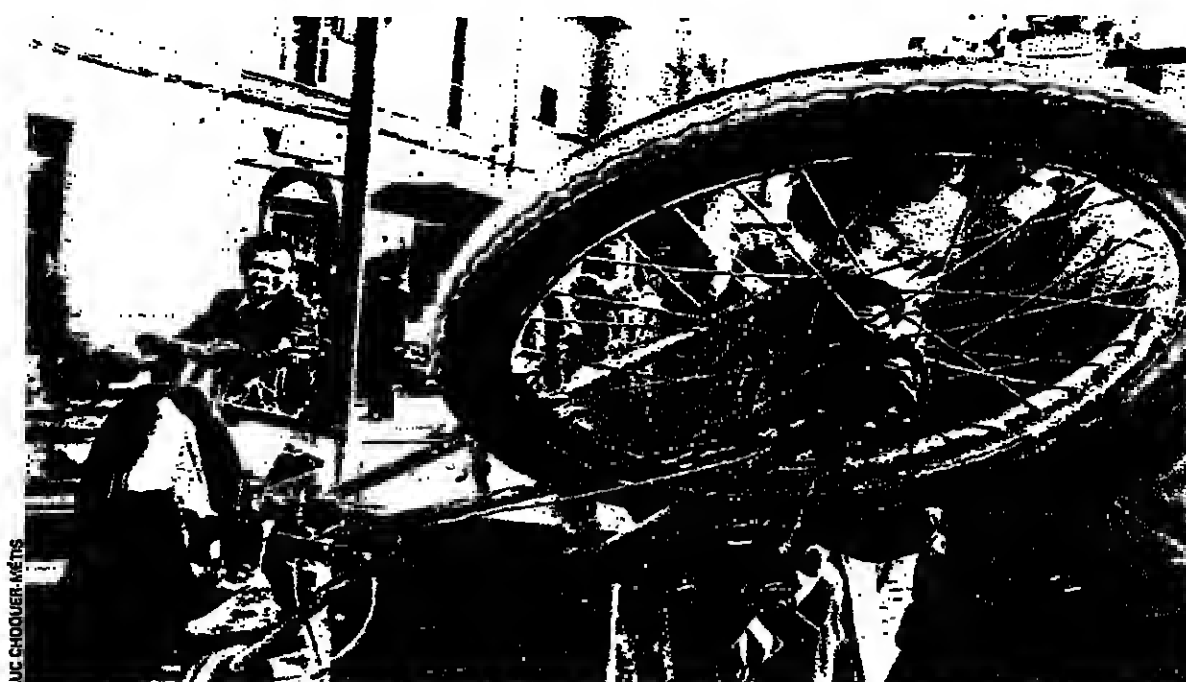
Rares sont les citoyens qui osent encore s'exprimer à voix haute. Les gens se sentent épiés, le courrier est surveillé. Les conversations téléphoniques sont écoutées, parfois inopinément interrompues, et des lignes sont soudain coupées, sans explication. C'est à juste titre que, dans sa « lettre ouverte », le MDS parle de « quadrillage systématique » de la société. « Torpeur », « résignation », « démission » sont les termes qui reviennent le plus souvent pour décrire le climat général dans le pays, même si, en France, l'on ne veut en donner qu'une image engageante, soit à la télévision : « La Tunisie chante et danse » (titre d'une ancienne émission de Frédéric Mitterrand), soit dans les couloirs du métro (« Tunisie amie » : et sur l'affiche on voit un vieillard souriant, bouquet de jasmin à l'oreille, qui invite au voyage), soit à l'occasion d'une Saison de la Tunisie organisée dans toute la France de novembre 1994 à juin 1995 et qui fut marquée, notamment, par une grande exposition à Paris sur le fier héritage carthaginois.

« La société est aplatie comme un cimetière », constate un professeur à l'université de Tunis, pour avancer aussitôt une explication : « En réalité, la société est heureuse. Il y a une adhésion générale au régime et une grande ambition de réussite sociale dans toutes

les couches de la population. » Et ce commentaire, qui tout de même fait réfléchir : « Il n'y a plus de condamnation à perpétuité, le désespoir historique du pauvre a disparu, grâce au bourguibisme. Autrement, ils croient au destin ; aujourd'hui, même les pauvres ont beaucoup d'ambition pour leurs enfants, ils savent que l'école est à côté. »

Les analyses économiques lui donnent raison. Le taux de pauvreté ne dépasserait pas les 6 %, et les conditions de vie se sont considérablement améliorées grâce à un effort soutenu, depuis l'accession à l'indépendance en 1956, en faveur de l'éducation, de la santé, de la limitation des naissances, de la promotion de la femme... Selon l'indicateur du développement humain établi par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Tunisie se classe au soixante-quinzième rang sur les cent soixante-quatre pays que compte l'organisation, avant l'Algérie (89) et le Maroc (117), avec un taux global de scolarisation de 64 % (Algérie : 66 % ; Maroc : 43 %) et un produit intérieur brut par habitant de 5 133 dollars (Algérie : 4 870 ; Maroc : 3 370) (9). Les bilans macro-économiques sont tout aussi rassurants.

Pourquoi, alors, cette méfiance persistante des dirigeants à l'encontre des citoyens, pour qui cette répression à écouter leurs doléances ou leurs critiques et à les associer aux affaires du pays ? Pourquoi, en bref, ce refus de la démocratie ? Un gâchis, dit-on là bas. Un énorme gâchis, alors que dans son immense majorité la société serait prête pour la transition démocratique. Privé de grandes richesses naturelles (les revenus tirés des phosphates et du pétrole ont chuté), le pays s'est engagé, prudemment mais avec détermination, dans la voie du libéralisme économique depuis un quart de siècle. Il lui a fallu vaincre des résistances, souvent au prix des libertés. Sous le règne de M. Bourguiba, de brèves périodes d'ouverture politique alternaient avec de longues périodes d'autoritarisme qui se terminaient dans la violence et la répression policière. Lorsqu'il dut s'effacer, en 1987, le pouvoir avait déjà en pratique raison des résistances, mise à part celle du mouvement islamiste, précisément, qui entraînerait indirectement la chute du « Combattant suprême ».



ATELIER DE PETITE RÉPARATION À TUNIS
« Les pauvres ont beaucoup d'ambition pour leurs enfants »

Continuité du choix libéral en économie, continuité de la poigne de fer en politique : l'ère du changement, inaugurée le 7 novembre 1987, n'aura guère apporté de nouveautés. En réalité, le pays venait de conclure, en 1986, un accord d'ajustement structurel avec le Fonds monétaire international. Pour le successeur de M. Bourguiba, la voie était tracée. Et ce fut un général de l'armée, ancien ministre de l'intérieur devenu premier ministre, qui s'installa au palais de Carthage.

Devent les incertitudes de l'évolution politique en Algérie et dans l'ensemble du monde arabo-musulman, les dirigeants tunisiens veulent à tout prix se prémunir contre le risque de contagion islamiste et ils ne se privent pas d'invoquer ce « danger » pour mieux réprimer la gauche, alors même que les chefs d'Ennahda sont en exil et que ses militants dans le pays sont soit emprisonnés, soit dans la clandestinité. Les laïques observent avec inquiétude les gesticulations du chef de l'Etat qui essaie de couper l'herbe sous le pied des islamistes, affichant avec insistance sa solidarité envers les plus pauvres, imposant les prières quotidiennes à la radio et à la télévision, nommant dans les mosquées des imams aux ordres, etc. Tout se passe comme si, conscient de la force de la culture islamique parmi la population, le régime cherchait à se parer de quelques-uns de ses habits.

L'accord de libre-échange signé en juillet dernier entre la Tunisie et l'Union européenne s'inscrit sur cette toile de fond. On s'accorde à reconnaître, à Tunis, qu'il procède d'« un choix courageux et nécessaire », mais que son coût social sera énorme. Car, en dépit de certaines clauses de

sauvegarde et d'une mise en œuvre étalée sur douze ans, la suppression des droits de douane entraînera, outre un manque à gagner en recettes fiscales d'au moins 60 % dans la première phase, la disparition d'au moins un tiers des industries manufacturières (agro-alimentaire, textiles, cuirs et peaux, matériaux de construction, industries électriques et mécaniques, etc.). Selon certains, les deux tiers du PIB industriel se trouveront affectés (10). On s'attend à de nombreuses faillites, qui entraîneront des licenciements. D'autres entreprises tenteront d'améliorer leur productivité (11), et cela aura aussi pour effet d'augmenter le chômage, qui déjà, s'en tenir aux données officielles, touche 17 % de la population active (12).

Le secteur de l'industrie manufacturière étant à 90 % constitué de petites entreprises familiales, les patrons concernés ne cachent pas leur inquiétude. L'un d'eux, M. Radhi Meddeb, exprimait ainsi ses craintes dans *L'Economiste maghrébin* (13) : « Il faut rappeler (...) que cet accord est déséquilibré : d'un côté il y a un pays, et de l'autre quinze. Donc des niveaux de développement différents, des niveaux d'intégration et de protection différents. La Tunisie sera donc seule face aux quinze ; la plus petite, la moins développée, la moins intégrée, la plus protégée, qui va faire face à la concurrence et qui va se désarmer unilatéralement » (14).

Les industries manufacturières représentent désormais une part non négligeable du produit intérieur brut (17,8 % en 1994) (15). En bons gestionnaires, les responsables tunisiens, qui d'ailleurs ont souscrit aux nouveaux accords

du GATT, doivent prévoir le déclin de ce secteur. Ils comptent alors accélérer la diversification de l'économie en développant les activités tertiaires (le tourisme, pour lequel de vastes projets sont firmés, mais aussi les banques et la Bourse), progressivement appelées à prendre le relais des usines de montage et des ateliers de sous-traitance produisant non seulement pour l'exportation mais aussi pour le marché intérieur. Seules subsisteront les unités capables d'affronter le libre-échange.

De telles mutations n'ont pas sans conséquences sociales. Déjà, une classe moyenne jeune et dynamique, avide de bien-être et de réussite, s'affirme partie prenante au nouveau jeu des affaires. Privée de parole, la société se ferme sur elle-même. Chez les pauvres comme chez les riches, le seul ressort est celui de l'argent. L'intégration à un espace euro-méditerranéen purement mercantile va peut-être stimuler encore cet appétit, mais il en sera pour les individus comme pour les entreprises : seuls les plus forts y gagneront, ce qui n'est pas de si bon augure pour la transition démocratique.

- (1) Textes des discours de M. Chirac prononcés par la présidence de la République, Paris.
- (2) Cf. Rapport annuel 1994, Banque centrale de Tunisie, Tunis. Plus des deux tiers des échanges extérieurs de la Tunisie se font avec les pays de l'Union européenne. Plus de 90 % des recettes touristiques viennent des visiteurs européens.
- (3) Voir le rapport d'Amnesty International diffusé le 2 novembre dernier dans sa version française sous le titre : « Tunisie, l'impunité favorise le renforcement de la répression ». Lire aussi : Jacques de Barria, « Les différentes réponses des pays maghrébins à la menace islamiste », *Le Monde*, 5 octobre 1995, Rouda Khalaf et James Whittington, « Tunis : les islamistes ont le dessus », *Financial Times*, 17 octobre 1995.
- (4) Cité dans *La Voix de l'Inde*, octobre-novembre 1995, mensuel publié en France, 113, rue de l'Abbé-Groult, 75015 Paris.
- (5) Cf. *Le Monde*, 23 mai 1995 et 27 mai 1995.
- (6) Rien dans la législation n'autorise la censure préalable. Mais les autorités ne se privent pas d'entraver la publication des ouvrages jugés indésirables en retardant, parfois indéfiniment, l'envoi du récépissé du dépôt légal qui conditionne la mise en vente. Les pressions exercées sur les imprimeurs, les libraires, etc., font aussi partie de l'arsenal de ce qu'on appelle les « saisies à la tunisienne ».
- (7) En 1993, pour avoir dénoncé les excès de la répression contre les islamistes, le président de la LTDH, M. Moncef Marzouki, fut contraint de démissionner. La Ligue ne se reconstitua pas de cet épisode. Privé de parole, M. Marzouki tenta de se porter candidat à l'élection présidentielle de mars 1994. Pour avoir accordé des entretiens à des journaux étrangers, il sera emprisonné pendant plusieurs mois. Seul candidat en lice, M. Ben Ali sera réélu avec 99,91 % des suffrages.
- (8) Cf. notamment, le communiqué de Reporters sans frontières en date du 13 mars 1994 et « En Tunisie, la crainte et l'ignorance », *Le Monde diplomatique*, mai 1994.
- (9) Cf. Programme des Nations unies pour le développement, *Rapport mondial* sur le développement humain 1995, Economica, Paris, 1995, 251 pages, 150 F.
- (10) Voir « La zone de libre-échange Tunisie-CEE en débat », *L'Economiste maghrébin*, n° 136, 26 juillet 1995-9 août 1995, Tunis, et Rouda Khalaf et James Whittington, « Preparing Tunisian companies for partnership with Europe », *Financial Times*, 26 octobre 1995.
- (11) Pour faciliter l'adaptation des entreprises, un programme de « mise à niveau » a été prévu, d'un montant de 2,5 milliards de dollars sur dix ans, dont un bon pourcentage devrait être fourni par l'Union européenne.
- (12) Le chômage n'est pas indéniablement, le salaire minimum interprofessionnel garanti est de 154 dinars par mois, soit environ 800 francs (cf. le rapport annuel de la Banque centrale de Tunisie, déjà cité).
- (13) Cf. *L'Economiste maghrébin*, op. cit.
- (14) Selon un précédent accord conclu avec la CEE en 1976, les produits de l'industrie tunisienne bénéficiaient déjà de l'exemption douanière à deux exceptions près sur le marché européen (1370 millions de consommateurs, produit national brut cumulé pour les Quatre de l'UE : 7 280 milliards de dollars). En revanche, les produits industriels européens devaient acquiescer des droits de douane à l'entrée sur le marché tunisien (9 millions de consommateurs, PNB : 15 332 millions de dollars).
- (15) Cf. le rapport annuel de la Banque centrale de Tunisie déjà cité.

Palestiniennes

REVUE D'ÉTUDES

Pour prendre acte et rendre compte des bouleversements issus de la signature des accords de paix, la Revue d'études palestiniennes, après treize ans de parution, inaugure sa nouvelle série.

Au sommaire du numéro 6, hiver 1996 :

<p>ELIAS SANBAR <i>Pour l'ami</i></p> <p>Entretien YARON EZRAHI <i>Les enseignements d'un assassinat. L'assassinat d'Yitzhak Rabin à travers la presse israélienne.</i></p> <p><i>De quelques massacres jusqu'à la ignored.</i></p> <p>Document <i>Les accords de Taba</i> NABIL SHAATH <i>Les besoins d'un pays à construire</i></p> <p>ABBÉ PIERRE <i>La langue universelle</i></p> <p>STÉPHANIE LATTE ABDALAH <i>Les femmes palestiniennes continuent leur combat</i></p>	<p>Entretien CLAUDE OLLIER <i>Leçon d'exil</i></p> <p>Lettres arabes HABIB SELMI <i>Mont-des-Chœurs</i></p> <p>Chroniques LHALEVI, S. BITTON, J.-C. PONS</p> <p>Un thème, des livres FRANÇOIS ZABBAL <i>Un Moyen Âge musulman ?</i></p> <p>Notes de lecture L'observatoire de la colonisation</p>
--	---

Le numéro 160 p. 84 FF - Abonnement 1 an (quatre livraisons) 260 FF - Étudiants 220 FF

Editions de Minuit, 7, rue Bernard Palissy, 75006 Paris.

Une insoutenable demande de paix

(Suite de la première page.)

Les attentats meurtriers ont repris dans les jours qui ont suivi l'élection, avec l'assassinat du général Mohamed Beunghane, d'un colonel et de plusieurs autres civils et militaires; chaque jour, les bulletins des forces de sécurité annoncent la mort de dizaines de « terroristes ». Ces violences ne démontrent-elles pas le seul objectif du régime, c'était l'organisation et la réussite du scrutin lui-même.

Quatre candidats étaient en lice pour le fauteuil présidentiel: un « indépendant », en l'occurrence le général Liamine Zéroual, chef de l'Etat en exercice, qui a remporté 61,34 % des voix; un islamiste « modéré », M. Mahfoud Nahnah, arrivé en deuxième position avec 25,38 % des suffrages, suivi par un « démocrate républicain », M. Saïd Sadi, qui en a récolté 9,29 %, essentiellement en Kabylie; enfin, le candidat du « renouveau algérien », M. Neureddine Beukroub, avec 3,78 % des suffrages.

Voilà des résultats qui placent le pouvoir loin devant ses hémicongrues arabes, qui continuent à se faire plébisciter avec plus de 90 % des suffrages. Les Algériens, élites et régime, aiment assez à se démarquer - dans le discours - des pratiques des « régimes frères » incapables d'espérer les réformes qu'exige l'entrée dans la modernité. Ceux qui entendent maintenir la façade démocratique peuvent se targuer de la présence de quatre candidats et du score « décent » réalisé par le général Zéroual. Le commentaire de l'envoyé spécial d'une chaîne de télévision française - « L'Algérie n'est pas une république bananière » - résume le point de vue de nombreux observateurs, qui ont ainsi trouvé le moyen d'éluder la seule véritable question: le régime est-il ou n'est-il pas démocratique?

Autre facteur de la « victoire » du pouvoir: le taux de participation, évalué à 74,29 % de votants. Selon les chiffres officiels, sur 15 969 904 Algériens en âge de voter, 11 965 280 se

seraient rendus aux urnes. Or l'opposition - qui regroupe les principaux partis du « contrat national » (plate-forme de Rome): le Front islamique du salut (FIS), le Front de libération nationale (FLN) et le Front des forces socialistes (FFS) - avait appelé à boycotter le scrutin. Dès lors, la participation élevée consacrerait « la déconfiture des signataires du contrat national », pour reprendre l'expression répétée à satiété par la presse quotidienne. Elle gommerait, du même coup, le score réalisé par le FIS, le FLN et le FFS lors des élections législatives de décembre 1991, interrompues en janvier 1992.

Tous ces chiffres ont-ils été manipulés? Avec une administration aux ordres et faute de libertés politiques comme de centre-pouvoir, le régime avait évidemment le champ libre. Les manifestations publiques des partis opposés à la tenue des élections ont été interdites. L'appel au boycottage a été même assimilé à de la désobéissance civile. Ainsi M. Djamel Zenati, militant très actif du Mouvement culturel berbère, a été arrêté, puis relâché, pour être aussitôt enlevé par des hommes en civil - il ne le libéreront qu'après une forte mobilisation de ses partisans. A trois reprises, l'hebdomadaire *La Nation* a été saisi *manu militari* à l'imprimerie, sans la moindre notification officielle. Dans ce climat politique marqué par l'autoritarisme, les quelques cent observateurs internationaux, dont seulement six représentants des Nations unies, n'ont pu surveiller les 33 783 urnes, ni même les 7 833 centres de vote. Leur présence n'en sera pas moins largement exploitée par le discours officiel.

Le mouvement islamiste Hamas avait d'ailleurs, dans un premier temps, contesté les résultats. Il mit très vite une sourdine à ses protestations. Cette volte-face alimentera la rumeur: il aurait bénéficié d'un soutien conjoncturel implicite du FIS, et un million de voix lui auraient été « confisquées » lors du dépouillement final.

D'autant que, deux mois plus tard, la violence a repris de manière spectaculaire avec son cortège d'attentats à la voiture piégée et d'assassinats de journalistes. Certaines opérations, comme le contrôle pendant près d'une semaine de la ville de Laghouat par une centaine de combattants, confirment que les groupes armés n'ont pas été exterminés, pas plus qu'ils ne se sont massivement rendus.

Pourquoi l'élection a-t-elle été précédée de quelques semaines de calme? Le mystère demeure entier. C'est pourtant dans cette « éclaircie » dans la guerre, succédant à un climat de terreur et de psychose collective, que réside le « défilé » qui a poussé des millions d'Algériens à se rendre aux urnes.

meture du camp de In M'guel et la libération des six cent quarante et une personnes qui y étaient détenues depuis février 1992. Rien, en revanche, n'a filtré sur le sort des 17 000 Algériens emprisonnés pour activités terroristes, la plupart sans jugement, pas plus que sur celui des dirigeants du FIS, MM. Abassi Madani et Ali Benhadji. Le cas le plus flagrant d'incarcération arbitraire est celui de M. Abdelkader Hachani: dirigeant du FIS lors du déroulement des élections législatives, il reste détenu sans jugement à la prison de Serkadji, et ce depuis près de quatre ans.

Seule pourtant une amnistie politiquement négociée aurait pu permettre de sortir du cercle infernal des représailles, après ces années de guerre

rouche, chef de file des réformateurs - aussi sensible aux arguments du pouvoir contre l'opposition qu'à ceux de cette dernière contre le pouvoir -, a perdu la partie, par 82 voix contre 89, au bénéfice de M. Boualem Benhamouda. Le nouveau secrétaire général du FLN fut ministre de Houari Boumediène et de M. Chadli Bendjedid. Fort de ce succès, le régime va sans doute poursuivre ses menées déstabilisatrices, cette fois contre le FIS, que la trop longue absence de son dirigeant, M. Ali Ahmed, contribue à fragiliser.

Quant au FIS, légalement dissous, il doit faire face à une répression féroce, alors même que ses dirigeants, emprisonnés ou en relative liberté, sont régulièrement associés à des conciliabules plus ou moins secrets. Voilà qui aggrave naturellement, en son sein, de profondes divergences internes, dues autant à la faiblesse politique de son encadrement qu'au machiavélisme des manipulations policières.

Indubitablement, l'élection du 16 novembre se solde donc pour le pouvoir par une victoire significative. Mais à quel prix? La destruction dramatique des partis dissidents d'un ancrage populaire va de pair avec la poursuite d'une guerre meurtrière que le président Zéroual a, dans un de ses récents discours, qualifiée de « terrorisme résiduel ». A moins d'un improbable sursaut, l'opposition favorable à un changement démocratique pacifique entre dans une phase d'affaiblissement.

Le régime - qui ne saurait se réduire au président et recourir à un système compliqué fait d'administration bureaucratique, de réseaux d'intérêts et de puissance militaire - mettra à profit cette situation pour consolider les positions des uns et affaiblir celles des autres. Cependant, le « terrorisme résiduel » continuera à faire des victimes innocentes et à servir d'alibi à l'élimination des opposants trop récalcitrants.

Dès l'annonce du résultat de l'élection présidentielle, la presse et les partis solidaires du régime ont engagé le débat sur la recomposition du champ politique. Certains, comme le RCD de M. Saïd Sadi ou le Hamas de M. Mahfoud Nahnah, espèrent remplacer leurs puissants rivaux qu'ont été le FFS (pour le premier) et le FIS (pour le second). La reprise en main du FLN va probablement être préférée à la création d'un parti présidentiel, qui avait suscité tant de convoitises dans les comités de soutien au président Zéroual. Cette restructuration de la scène politique ne peut se faire qu'au détriment des partis du « contrat national », mais il est peu probable qu'elle profite aux autres forces politiques tant la violence légitimiste des partisans du président laisse peu d'espace à ses concurrents.

Canonisée par nombre de ses partisans occidentaux, cette stratégie politique favorisera certainement la mise en œuvre du plan d'ajustement structurel prôné par le Fonds monétaire international. Avec pour conséquences la paupérisation accélérée de la population, couches défavorisées et classes moyennes en premier lieu, ainsi que la consécration d'une bourgeoisie ayant émergé grâce à la rente et à la corruption. Muséifiée au nom de la lutte antiterroriste et privée de médiateurs crédibles librement choisis, la société algérienne risque de n'avoir pour seul recours que la violence, désemparée, des émeutes.

SALIMA GHEZALI



RACHID KHIMOUNE - « La Mère-porteuse » (1994)

Dans l'odeur de la poudre

DANS une Algérie déchirée par un conflit meurtrier qui aurait fait, selon les estimations, de 40 000 à 60 000 morts depuis janvier 1992, l'indéniable habileté du pouvoir aura été d'imposer, à chaque moment crucial, les termes du débat. Au moment de l'interruption des élections, la question de la constitutionnalité de l'épuration avait relégué au second plan la nature d'un coup d'Etat qui mettait fin à la première expérience démocratique du pays. Et pourtant la voie était ainsi ouverte à une crise sanglante où terrorisme, répression brutale et négation des libertés rythmeraient la vie quotidienne de millions d'Algériens pendant que planaient les satisfecit du FML. Dans un tel contexte, même l'assassinat en juin 1992 du président du Haut comité d'Etat, Mohamed Boudiaf, ramené d'exil en catastrophe pour « légitimer » le coup d'Etat, fera vite partie de l'interminable liste des affaires non élucidées de ces dernières années.

Quand les organisations humanitaires commenceront à attirer l'attention sur les flagrant et massives violations des droits de l'homme, les propagandistes du régime et leurs sentients « démocrates » sauront attirer et retenir les regards sur les atrocités attribuées aux islamistes: assassinats

d'intellectuels, d'étrangers et de journalistes, viols et égorgements de femmes dans une débauche d'horreurs dont le premier effet aura été de censurer les pays occidentaux, sinon de soutenir ouvertement le régime, à tout le moins de l'encourager tacitement.

On a vu cette stratégie à l'œuvre durant la préparation de l'élection présidentielle: alors que l'opposition se battait sur les conditions politiques d'un retour à la paix civile et donc aux urnes, la propagande officielle donnait la vedette aux communiqués vengeurs des Groupes islamistes armés (GIA) menaçant de mort tous ceux qui oseraient s'inscrire sur les listes électorales ou se rendre dans les bureaux de vote.

Le bain de sang redouté par tous n'aura pas lieu. Au contraire, environ deux semaines avant le jour du scrutin, l'accalmie sera si soudaine que nombre d'Algériens croiront réellement à la fin de la guerre. Certains exilés ont sérieusement envisagé de rentrer au pays. L'imposant dispositif sécuritaire composé, selon des estimations non officielles, de plus de 300 000 hommes armés - militaires, gendarmes, policiers, gardes communaux et groupes d'auto-défense - ne peut à lui seul expliquer cette trêve.

Certes, d'autres facteurs ont posé en faveur du régime. Les candidats ont fait jouer la fibre nationaliste, la presse transformant notamment le refus du président algérien de rencontrer le chef de l'Etat français à New York, en décembre 1995, en une victoire de l'Algérie sur la France. Et des millions de citoyens ont été convaincus: plébisciter le général Zéroual, c'était la meilleure manière de refuser la destruction de leur pays - le renforcement du régime devenait synonyme de celui de l'Algérie.

Mais l'élément déterminant de la participation au scrutin, comme l'ont affirmé aux médias des dizaines d'Algériens interrogés, c'était l'espoir du retour à la paix civile et à la sécurité. Or cette aspiration a été trahie, et ce dès l'annonce des résultats. Une des premières personnalités à recevoir l'accroche du président fraîchement élu sera un membre de ses comités de soutien, M. Zidane El Makhlfi, un des plus célèbres miliciens, adversaire acharné du multipartisme, connu pour avoir pris les armes dès octobre 1988.

D'ailleurs, les festivités du 16 novembre 1995 se sont déroulées dans l'odeur de la poudre et le crépitement des fusils automatiques, tant était incroyable le nombre des civils armés. Même la fin de la guerre d'indépendance, en 1962, ne fut pas caractérisée par une telle manifestation de force. Le caractère symbolique de cette « parole aux armes » n'a pourtant échappé à personne.

Paradoxalement, l'Algérie vit dans l'alternance permanente de deux sentiments contradictoires: celui que tout peut changer très rapidement, et celui de piétiner dans une guerre sans fin dont les données, malgré les montages médiatiques les plus astucieux, n'ont en rien changé depuis janvier 1992 - les morts, les destructions et les blessures en plus. Car la « dynamique » du 16 novembre », à laquelle une partie des Algériens ont cru, a vite montré les mêmes limites que le « coup d'Etat constitutionnel » d'alors: elle s'est révélée incapable d'embrayer la logique de l'affrontement armé, d'ouvrir un dialogue politique transparent avec l'opposition, de situer clairement et publiquement la place du FIS dans le nouvel échiquier politique national, enfin de mettre en œuvre des « mesures de clémence » à la hauteur de la tragédie.

D'ailleurs, deux mois après l'élection, une seule mesure est venue concrétiser cette « clémence »: la fer-

interdite d'images - et de déchaînement de violences et de débordements coupables, de part et d'autre. Mais le pouvoir préfère manœuvrer en coulisse et multiplier les demi-mesures. En face, résignée à accepter le résultat des urnes et à ne pas contester la légitimité du président élu, l'opposition du « contrat national » a réitéré sa proposition d'ouverture d'un véritable dialogue politique tout en se préparant, au moins pour les partis légaux, à affronter les prochaines échéances électorales. Accusés de désertion le terrain et minés par leurs difficultés internes, le FLN et le FFS représentent la cible privilégiée d'un pouvoir décidé à les domestiquer.

S'agissant du FLN, l'opération est largement entamée. Son secrétaire général, M. Abdelhamid Mehri - qui fut le principal défenseur du « contrat national » et sut engager l'ancien parti unique dans une ferme opposition à la politique militariste -, a été évincé. Désireux d'offrir un parti au président Zéroual, qui en manque cruellement, les « barons » des clans adverses l'ont mis en minorité lors du comité central des 17 et 18 janvier 1996.

Candidat à sa succession, l'ancien premier ministre, M. Mouloud Ham-

ÉTUDES

Entre autres, dans le numéro de février 1996:

Jérusalem, le nœud gordien	Frédéric ENCEL
Paternalisme au Japon et en Occident	Renaud de MARICOURT
La Conférence de Barcelone	Joseph MAÏLA
Espace public	Dominique WOLTON

Choix de films, Chroniques de théâtre, Revue des livres, Choix de disques...

Le n° (144 pages): 55 F - étr.: 62 F Rédacteur en chef
Abon. (11 n°/an): 470 F - étr.: 575 F Henri MADELIN

En vente dans les grandes librairies • Pour recevoir ce numéro, tapez sur Minitel 36 15 SJ*ETUDES ou envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre d'ETUDES:

14, rue d'Assas - 75006 PARIS ☎ (1) 44 39 48 48

INDEX
1995

Les références indispensables

Grâce à un découpage en trois parties - pays et entités géographiques; concepts, conflits, organisations régionales ou internationales; auteurs -, l'index du *Monde diplomatique* vous permet de retrouver les références des articles parus en 1995. De quoi accéder ainsi aux plus récentes informations et aux analyses en profondeur qui aident à mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Les index regroupant les références des articles parus depuis 1982 sont toujours disponibles.

* Index 1982-1992 (livre, 363 pages), 170 F pour les pays d'Europe et d'Afrique du Nord; 177 F pour les autres pays (port inclus).

* Index 1993, index 1994, index 1995 (documents ronéotypés, environ 50 pages): 25 F chacun pour les pays d'Europe et d'Amérique du Nord; 30 F pour les autres pays (port inclus).

En vente uniquement par correspondance

Le Monde diplomatique - Service documentation
15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

مكتبة الدراسات

هكذا من الامل

FAUSSE ÉCLAI
de de paix

EN ALGÉRIE

Les mirages d'une victoire militaire

Par
BRUNO
CALLIES DE SALIES *

EN Algérie, la guerre se poursuit malgré la récente élection présidentielle, les combats ne diminuant pas d'intensité et le nombre quotidien de victimes demeure élevé. Pourtant, les nouvelles tactiques mises en place par l'armée semblent plus efficaces que par le passé, même si la création de milices d'autodéfense renforce l'atmosphère de guerre civile. Mais une victoire militaire est-elle envisageable sans réconciliation politique ?

L'année 1995 a d'abord été marquée par l'échec des contacts entre le président Liamine Zéroual et l'opposition politique en vue d'avancer vers une paix négociée. Les signataires de la plate-forme de Rome (1) - notamment le Front islamique du salut (FIS), le Front de libération nationale (FLN) et le Front des forces socialistes (FFS) - déclaraient, en janvier 1995, que « les actes de violence doivent impérativement cesser ». Les opposants réclamaient l'arrêt « des attentats contre les civils, les étrangers, et de la destruction des biens publics » et demandaient « la cessation immédiate, effective et vérifiable de la pratique de la torture (...) l'arrêt des exécutions des peines capitales, des exécutions extrajudiciaires et des représailles contre la population civile ».

Ce document insistait aussi sur la nécessité pour le pouvoir de donner des signes tangibles de bonne volonté en procédant « à la fermeture des camps de sûreté, la levée de l'état d'urgence et la suppression du régime d'exception ». On se souvient que, craignant une marginalisation, le Groupe islamiste armé (GIA) se disait prêt à arrêter la guerre mais en ajoutant des condi-



RACHID KHIMOUNE - « Les Tortues Ninja » (1994)

tions inacceptables pour le régime. Il réclamait - au même titre que le FIS - la libération immédiate de deux de ses chefs : Abdelhak Layada et Ahmed el Wedd. Il exigeait « l'application de la loi de Dieu » contre les chefs militaires coupables d'avoir retardé l'application du projet islamique en Algérie. Il voulait enfin la dissolution de tous « les partis communistes et athées ».

Création de milices

AFIN d'éviter de se trouver hors du jeu politique, il se plaçait sous l'autorité de M. Ali Benhadj en déclarant qu'il abandonnerait la lutte armée si ce dernier le demandait, une fois ces conditions satisfaites. Dans un autre communiqué, publié dans la livraison du 21 janvier 1995 du quotidien saoudien *al-Hayat*, le GIA annonçait qu'il se désolidarisait de l'initiative de Rome, et renouvelait son appel à l'établissement d'un gouvernement islamique par la lutte armée.

L'Armée islamique du salut (AIS), branche militaire de l'ex-FIS, avait aussi refusé l'accord de Rome. Dans son bulletin *El-Feth El-Moubine* (la victoire éclatante) reçu en France fin janvier 1995, elle considérait que les signataires de la plate-forme s'étaient montrés injustes envers les « moudjahidines » en condamnant la violence. A la mi-mars 1995, l'AIS

* Professeur et chercheur aux Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan et à la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques.

annonçait la nomination du chef de moudjahidines Merzag comme « émir national infirmier » pour remplacer les chefs du mouvement incarcérés. M. Merzag s'est adressé au président Zéroual et s'est engagé à s'opposer par la force aux exactions commises par les groupes armés.

Des juin 1995, le quotidien arabe *al-Hayat*, puis la télévision algérienne faisaient état de contacts entre le président algérien et des dirigeants islamistes. Le général Betchine, conseiller à la présidence, a mené les négociations, et M. Liamine Zéroual aurait rencontré MM. Abassi Madani et Ali Benhadj sur les lieux de leur détention à Alger. Ces derniers ont été autorisés à consulter d'autres responsables islamistes. Le pouvoir réclamait, avant tout accord préalable, un appel de M. Abassi Madani à l'arrêt de la violence ainsi que l'engagement public de respecter la Constitution. En contrepartie, le mouvement dissous serait autorisé à revenir sur la scène politique, sous un autre nom et à participer à des élections

comme les autres formations légales. Le désaccord s'est fait sur le nombre de libérations, car le pouvoir entendait libérer seulement M. Abassi Madani et quelques dirigeants dans un premier temps, alors que l'ex-FIS réclamait une amnistie plus large et immédiate. La présidence de l'Etat annonçait, dans un communiqué du 11 juillet 1995, l'échec des négociations.

Le pouvoir a donc poursuivi sa politique sécuritaire. En 1994, de vastes zones, à l'exception des grandes villes et des localités importantes, échappaient alors à l'autorité de l'Etat. Les milices de l'armée - environ soixante mille à quatre-vingt mille hommes, disponibles en permanence - réalisaient des opérations ponctuelles de grande envergure pour détruire les maquis. Cependant, dès leur départ, les bandes islamiques dispersées pouvaient se reconstituer et reprendre la lutte. Aussi le régime a-t-il finalement décidé, après bien des hésitations, de recourir à la création de milices.

Des gardes communales ont été organisées dans les régions les plus agitées. Leurs effectifs, actuellement dix-huit mille hommes, devraient bientôt atteindre quarante mille à cinquante mille personnes. Chacune d'entre elles, sous l'autorité du maire, regroupe une quarantaine d'hommes ayant suivi une formation militaire. Ils sont équipés de matériels de guerre et participent en uniforme aux opérations. Des groupes d'autodéfense, tolérés par le pouvoir, se sont par ailleurs constitués spontanément en marge. Ils remplissent des missions analogues, mais sont générale-

ment mal armés. Cependant, un nombre croissant d'entre eux sont progressivement intégrés dans l'ensemble du dispositif de sécurité. Ces milices ont permis, surtout, à la fin de l'année 1994, de protéger les villages contre les incursions des groupes armés qui recherchaient des fusils de chasse, des armes et des vivres.

Le rythme des offensives de l'armée se ralentit dans les massifs montagneux en hiver, car les brouillards interdisent ou rendent plus difficiles les appuis

Le nombre des repentis augmente

LES commandos islamistes, ne parlant plus à se déplacer qu'en petits groupes, réalisent de plus en plus difficilement des opérations contre les convois et les forces de sécurité. Ils privilégient les actions à deux ou trois combattants contre une personne isolée (policière, militaire, journaliste, etc.), et les attentats à la voiture piégée. L'approvisionnement en armes et en munitions devient aussi plus difficile. Les pertes sévères infligées aux groupes armés sont supérieures à l'arrivée dans les maquis de jeunes combattants sans expérience, chômeurs arrivant des villes et des banlieues, hostiles à un Etat jugé responsable de tous les maux du pays.

Des combattants islamistes, enfin, déposent les armes et renouent à la violence. Le nombre de ces repentis a augmenté progressivement depuis le début de l'année 1995. Il s'est accru, au lendemain de l'élection présidentielle,

aériens (bombardements, mitraillages) au profit des unités à terre. Ces dernières en profitent pour s'entraîner au combat d'infanterie qui leur permettra d'affronter la guérilla des maquis les beaux jours revenus.

Alger a dû acheter, pendant l'hiver, des véhicules légers de transport, des matériels de transmissions et de l'armement pour équiper les gardes communaux. Les réseaux militaires de transmissions et de renseignement ont été remaniés afin de les intégrer. Cette réorganisation a permis la remontée rapide de l'information et la mise en œuvre de moyens de lutte adaptés contre l'adversaire réparti (unités de l'armée, hélicoptères, avions-bombardiers). La création d'une instance de coordination de la sécurité du territoire a été annoncée par la presse le 20 mars 1995. Elle semble chargée de centraliser le renseignement et l'activité des services de lutte antiterroriste.

Dès le printemps 1995, ce profond remaniement du dispositif sécuritaire a permis d'infliger des pertes sévères aux « terroristes ». Une série de grandes offensives - parfois largement médiatisées comme celle d'Aïn Delfia - ont été lancées dans l'ensemble du pays. Les bandes islamiques, partiellement détruites ou dispersées, ne parviennent plus à se reconstituer, malgré le retrait des unités de l'armée pour d'autres zones. Les combattants islamistes rescapés, isolés ou en petits groupes, se heurtent dès qu'ils se déplacent aux gardes communales et aux groupes d'autodéfense qui ont les capacités militaires de les détruire.

Habitant souvent depuis longtemps la région, les miliciens connaissent parfaitement le terrain et interviennent rapidement dès que des déplacements suspects sont signalés. Enfin, les vétérans de la guerre d'indépendance, ou *moudjahidines*, participent à cette lutte. Ils donnent de précieuses informations en indiquant les itinéraires et les caches qu'ils utilisaient autrefois.

sans constituer pour autant une véritable menace. Le pouvoir ne cesse d'encourager ce mouvement en faisant preuve d'indulgence à l'égard des repentis.

L'élection du 16 novembre 1995 s'est déroulée sans graves violences. Un dispositif de trois cent mille hommes protégeait un peu moins de quatre-vingt mille bureaux de vote, et des mesures renforcées de sécurité pour éviter les attentats à la voiture piégée ont créé une situation de calme relatif. Mais si M. Liamine Zéroual a bénéficié de ce scrutin, qui accroît sa capacité d'action, la violence a aussitôt repris. En dehors d'un accord politique global, les groupes islamistes risquent de trouver de nouveaux moyens d'action violents et de s'adapter à la nouvelle donne.

(1) Cf. le texte intégral de la plate-forme dans *Le Monde diplomatique*, mars 1995.

NOUVEAUX ÉCRITS SUR LE GÉNOCIDE RWANDAIS

« Maudits soient les yeux fermés... »

DES mois après les massacres, l'herbe avait repoussé sur un charnier, dans la commune de Ntarama, au Rwanda. Un manuel scolaire était demeuré ouvert sur un extrait du *Roman de Renart* : « Maudits soient les yeux qui se ferment quand ils doivent rester ouverts... ». L'image a donné son titre à l'ouvrage de Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de Médecins sans frontières, et Frédéric Laffont, journaliste et réalisateur du documentaire diffusé en décembre dernier, sur Arte, sous le même titre (1).

Pour eux, l'engagement pris en 1948 de réprimer mais aussi de prévenir tout nouveau génocide - « Plus jamais ça » - n'a pas été tenu par la communauté internationale, qui a laissé se préparer et se réaliser le massacre de centaines de milliers de Tutsis (et de quelques milliers de Hutus modérés) au Rwanda, et n'a toujours pas entrepris sérieusement d'en châtier les coupables, comme en témoignent les lenteurs du Tribunal pénal international.

D'Auschwitz à Kigali, cette quête d'une impérieuse justice est menée en compagnie de deux Rwandais : François-Xavier Nsanzuwera, un magistrat, et Joseph Matara, militant des droits de l'homme. L'un, hutu, qui a perdu dans les massacres ses plus proches parents, devient procureur du tribunal de la capitale, après l'installation du nouveau pouvoir à Kigali ; l'autre, tutsi, qui avait cru perdre sa femme et ses filles, attaquées à

la hache par des miliciens mais miraculeusement sauvées, multiplie les enquêtes et rapports.

Tous deux se sont efforcés d'établir les responsabilités et de mettre en route la justice rwandaise. Puis, convaincus que, faute de moyens et de volonté politique, on laissait crever dans des prisons-mouroirs surpeuplées des centaines de présumés-coupables, et qu'en lieu de pouvoir garantir un climat favorable à la justice, le nouveau pouvoir laissait s'accomplir de nouvelles exactions, ils renouent - depuis leurs petites chambres bruxelloises - sur l'impuissance où ils ont été d'envoyer la machine à silence.

Dans l'abondante production éditoriale sur le génocide au Rwanda - plus d'une trentaine de livres en français - on relève aussi le cri de révolte d'une jeune femme, Annie Faure, en mission à Kigali pour Médecins du monde : dans ses *Blessures d'humanitaire*, cette pédiatre dénonce pêle-mêle l'incompréhension des directions parisiennes, « l'indécence » du petit monde des ONG sur le terrain, ou le comportement de l'Eglise catholique : « Ce génocide d'une rapidité inégalée s'est déroulé dans le pays le plus chrétien d'Afrique... » (2).

History of a Genocide, du chercheur français Gérard Prunier, spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs et de la Corne, tente - dans un ouvrage écrit en anglais - d'identifier les causes et de démontrer la machination qui a conduit à une catastrophe humaine comparable au

génocide juif (3). Défendant la thèse d'un meurtre de masse planifié, il décrit l'impact de la colonisation sur la société rwandaise, les premiers pas plutôt encourageants de la « république hutue » indépendante, puis la crise interne du régime : il s'étend alors sur la question des réfugiés tutsis d'Ouganda, dont l'offensive à partir d'octobre 1990 a lancé la guerre civile et provoqué une intervention militaire française.

MALGRÉ un début de démocratisation, et la signature des accords politiques d'Arusha associant les rebelles misus au pouvoir, c'est, à partir d'avril 1994 surtout, l'engouffrement des massacres systématiques - l'auteur évalue le nombre des victimes entre 800 000 et 850 000, soit 12 % de la population, et les quatre cinquièmes de la communauté tutsie alors présente dans le pays - et un redoublement de la guerre civile, qui se termine par la victoire du Front populaire rwandais et un exode massif des Hutus dans les pays voisins (deux millions au Zaïre, Burundi, Tanzanie).

S'interrogeant sur la structure politique mise en place par les vainqueurs, Gérard Prunier pointe le rôle envahissant de l'ancien Front de libération, et ses rapports difficiles avec l'ex-opposition modérée hutu, dont plusieurs dirigeants ont démissionné ces derniers mois du gouvernement de Kigali. Il juge « absolument honnête » la propension des exilés hutus et de certains milieux occidentaux à accréditer la thèse du « double géno-

cide », sous prétexte des exactions qui se produisent sous le nouveau régime, et il assimile cette attitude à un coupable « révisionnisme ». L'auteur, qui estime que les mythes (notamment raciaux) ont joué dans le drame rwandais un rôle qui le rend comparable par moments à une tragédie grecque, ne ménage pas le pouvoir français : le partenariat avec le régime du président Juvénal Habyarimana n'a certes pas été la cause des massacres, mais a joué un rôle de « catalyseur ».

Sous le titre *Vers un nouveau Rwanda ?* le journaliste François Mitterrand publie des entretiens conduits au début de cette année avec le général Paul Kagame, l'homme fort du nouveau régime rwandais : son enfance de réfugié, sa formation puis son rôle au sein de l'armée de résistance nationale d'Ouganda, les colons. L'Eglise, la naissance du Front patriotique rwandais, la guerre, le génocide, la justice, la France, les réfugiés, les exactions reprochées à ses hommes (4).

Joseph Ngarabe, économiste, rescapé des massacres, Jean-Pierre Chrétien, historien français spécialiste de l'Afrique de l'Est, Marcel Kabanda, spécialiste également de l'histoire de l'Afrique des Grands Lacs, et le journaliste Jean-François Dupaguiet publient, sous l'égide de Reporters sans frontières et à la demande de l'Unesco, une analyse sur *Les Médias du génocide* (5). Des collections presque complètes de journaux extrémistes ont pu être retrouvées et traduites, de même que des enregistrements radiophoniques, en

particulier ceux de la fameuse Radio des Mille Collines.

Enfin, un reporter de Radio-France, Nicolas Poincaré, propose le portrait-témoignage de Gabriel Maindon, un prêtre vendéen installé depuis trente-cinq ans au Rwanda, qui - de son presbytère, sur les rives magiques du lac Kivu - a vu ses paroissiens s'entre-tuer, a tenté d'en sauver, et ne cache rien des responsabilités de son Eglise, ni de ses propres faiblesses (6).

PHILIPPE LEYMARIE.

(1) Françoise Bouchet-Saulnier et Frédéric Laffont, *Maudits soient les yeux fermés*, Arte-Éditions et J.-C. Lattes, Paris, 1995, 298 pages, 119 F. L'ouvrage comporte une chronologie de plus de quarante pages, qui détaille presque jour par jour les événements des deux dernières années.

(2) Annie Faure, *Blessures d'humanitaire*, Baland, Paris, 1995, 141 pages, 75 F.

(3) Gérard Prunier, *The Rwanda Crisis (1959-1994). History of a Genocide*, Hurst Company, Londres, 1995, 390 pages, 12,50 livres. Outre une bibliographie complète, l'ouvrage comporte un glossaire, une liste commentée des sigles et un index très détaillé.

(4) François Mitterrand, *Vers un nouveau Rwanda ?*, Coédition Luc Pire-Karubala, Paris, 1995, 168 pages, 130 F.

(5) Sous la direction de Jean-Pierre Chrétien, *Rwanda. Les Médias du génocide*, Reporters sans frontières-Karubala, Paris, 1995, 390 pages, 180 F.

(6) Nicolas Poincaré, *Rwanda : Gabriel Maindon, un prêtre dans la tragédie*, Éditions de l'Arche-Éditions ouvrières, Paris, 1995, 128 pages, 70 F.

هكذا من الاجل

LE TRIOMPHE DE L'ANC le pouvoir sud-africain

ministre, M. Thabo Mbeki, qui est aussi le plus proche conseiller de M. Mandela et son successeur présumé, devrait assurer la transition, mais il n'est pas sûr qu'il aura la même capacité que le « père de la nation » à concilier et à rallier tout le monde, surtout dans un contexte économique et social beaucoup moins engageant.

Avec un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de moins de 3 %, l'économie stagne et ne réussit même pas à faire face à l'augmentation de la population (3).

Pendant ce temps, les investissements privés productifs se font rares et la dette,

qui atteint déjà 80 milliards de dollars, pourrait dépasser, si les tendances actuelles se maintiennent, les 100 milliards au tournant de 1999.

Près de 50 % de la main-d'œuvre active est au chômage, une situation qu'aggravent les vagues de licenciements consécutives aux rationalisations en cours dans l'industrie manufacturière et les mines (400 000 postes de travail perdus depuis 1989). Les écarts traditionnels entre une minorité privilégiée, encore très majoritairement blanche, et une majorité défavorisée, très majoritairement noire, se maintiennent à peu près au même niveau qu'avant 1994.

que suivre la voie déjà tracée tout en se montrant réticent à envisager des sanctions économiques contre la dictature militaire (6).

En Afrique australe, les pays de l'ancienne « zone de front », qui avaient souffert de l'apartheid et contribué à le combattre, ont pu bénéficier d'aide au développement et de coopération économique. Certes, l'Afrique du Sud démocratique a cessé d'intervenir militairement dans les pays voisins. Mais « la domination sud-africaine », explique M. Dot Kest, du centre de recherche sur l'Afrique australe de l'université du Western Cape, qui dépassait largement le cadre de l'hégémonie armée, s'exerçait également par la structuration d'un marché régional totalement « inégal », dominé par les conglomérats sud-africains au détriment des économies des pays plus pauvres. Or ces pratiques sont cautionnées par le nouveau gouvernement sans que soit remis en cause d'une manière sérieuse un cadre régional qui ne répond pas aux aspirations des peuples de la région au développement et à la démocratie.

PIERRE BEAUDET.



BRUCE CLARKE - « Working Class » (1992)

Sous la pression du lobby militaro-industriel

DANS ce contexte économique difficile, le gouvernement d'unité nationale n'a pu remplir ses promesses. Le fait le plus remarquable par la population est l'échec du programme dit « de reconstruction et de développement » national dans le domaine de l'habitat et de la réfection des infrastructures urbaines (lire le reportage de Patrick Coupechoux). Le gouvernement devait bâtir un million de logements en cinq ans. Bien que le projet initial ait été réduit de moitié peu après l'élection, l'Etat n'a pu fournir dans les délais promis que 5 000 unités d'habitation : un résultat catastrophique, abondamment commenté dans les townships (4).

Dans l'esprit de réconciliation et de compromis qui prévaut actuellement, le mouvement de M. Mandela s'est engagé, lors des élections locales d'octobre 1995, à ne pas imposer une restructuration « brutale » dans les régions urbaines, polarisées entre les villes « blanches » et les townships « noirs » : elle a promis ainsi de ne pas forcer les régions riches à céder trop aux

régions pauvres. Même là où l'ANC domine les conseils municipaux, le pouvoir réel continuera donc de lui échapper, puisque la seule assise fiscale dans les villes est la minorité blanche - et secondairement asiatique -, qui détient les entreprises et la propriété et dispose d'une sorte de droit de veto sur les finances des administrations municipales.

Cette relative paralysie du gouvernement prive également l'Afrique du Sud d'un rôle constructif dans la pacification et la démocratisation de la scène internationale. L'influence que persiste à exercer le puissant lobby militaro-industriel (même sous la houlette des anciens guerriers de l'ANC) est l'un des facteurs qui expliquent sans doute l'inertie de l'Etat sur le continent dans certaines crises récentes en Afrique (notamment au Rwanda et en Angola), où les impératifs du lucratif commerce des armes ont semblé prendre le pas sur une diplomatie pacifique et populaire (5). Même face à l'humiliante catastrophe au Nigeria, Pretoria ne fait

(3) Selon les projections de la Banque mondiale, il faudrait un taux de croissance d'au moins 5 % pour sortir l'Afrique du Sud du cercle vicieux de l'appauvrissement.

(4) D'autres promesses électorales (plus grands accès des populations aux services de santé, programmes de supplémentation dans les écoles) ont été un peu mieux respectés, mais au total on se retrouve à des années-lumière des espoirs portés par le projet historique de l'ANC.

(5) Selon *Southweek*, une revue spécialisée publiée à Londres, les ventes d'armes auraient rapporté à l'Etat sud-africain plus de 500 millions de dollars en 1995, *Southweek*, 15 décembre 1995.

(6) Les premiers employés à l'époque par les Etats-Unis et le Royaume-Uni contre l'imposition de sanctions contre l'Etat de l'apartheid, affirmant encore récemment que les sanctions contre le Nigeria pénaliseraient le peuple sans être vraiment efficaces.

Le grand écart des syndicats

Par ANNE DISSEZ *

AU congrès de la confédération syndicale sud-africaine, le Cosatu, à l'automne 1994 à Soweto, le maintien dans la triple alliance gouvernementale (ANC, Parti communiste sud-africain et Cosatu) avait été largement négocié, au terme d'une grève presque générale, qui avait ébranlé l'Afrique du Sud et inquiété son patronat, cinq mois après les premières élections multiraciales d'avril 1994.

La loi sur le travail, finalement votée par le Parlement au mois de septembre 1995, a remplacé le Labour Relations Act (LRA) de 1956. Elle concerne, pour la première fois, les quatre bantoustans « indépendants » - ces pseudo-Républiques proclamées par le régime d'apartheid, et non reconnues par la communauté internationale - ainsi que les six territoires autonomes.

Cette réglementation du travail - la première de la nouvelle Afrique du Sud - marque une très forte avancée de la protection des travailleurs, même si la partie concernant le droit de grève n'apparaît pas dans le texte final, alors qu'il figurait en bonne place dans le projet.

* Journaliste (Johannesbourg).

Longue et laborieuse, la négociation pour aboutir à cette loi s'est déroulée dans la plus grande discrétion. Son adoption n'a donné lieu à de grandes déclarations ni du patronat ni des syndicats, soulignant une fois de plus le consensus qui préside à la mise en place de la nouvelle Afrique du Sud.

Dès avril 1994 - le mois des élections qui ont porté au pouvoir la triple alliance -, les syndicats s'étaient engagés dans un mouvement de recomposition. Une rencontre avait eu lieu entre les trois plus grandes confédérations : le Cosatu, fort de 1 317 000 membres ; le Nacsa, qui regroupe 327 000 syndiqués, et la Fedal, un ancien syndicat blanc, fortement implanté dans les professions administratives, mais dont 50 % des membres sont des Noirs travaillant dans les grands secteurs industriels. Il s'agissait, avec ce sommet, d'inscrire le programme de reconstruction et de développement (RDP), pierre angulaire de l'action gouvernementale depuis les premières élections multiraciales.

Quelques mois plus tard, cependant, des dizaines de milliers de travailleurs défilaient dans les rues de Johannesburg et des grandes villes industrielles du pays, comme Port Elizabeth, capitale de l'industrie automobile, avec banderoles et tee-shirts rouges, danses au pas pendant des heures et chants de la lutte anti-

apartheid. Rien ne différenciait ces manifestations de celles qui se déroulaient sous l'apartheid - mêmes slogans, même détermination - si ce n'est, et ce n'est pas un détail, la disparition de la peur des représailles et une présence policière allégée.

Durant ces deux mois de grève, le Cosatu fut omniprésent. Dans les faits, toutes les négociations se déroulaient entre le gouvernement, très largement dominé par l'ANC, et les syndicats. Voir entre les nouveaux dirigeants du Cosatu et les anciens, assis depuis quelques mois dans les fauteuils ministériels.

Le débat syndical-gouvernement tourne désormais autour de la privatisation des grandes compagnies nationales : Telkom (télécommunications), Autonet (transports), South African Airways (transport aérien) et Transkei Airways. Le Cosatu rejette toute idée de privatisation, considérant que ce qui a déjà été accompli est largement suffisant : « Toute nouvelle action dans ce sens », déclarait M. Sam Chilowa, le secrétaire général du Cosatu, aboutirait à de nouvelles suppressions d'emplois, dans un contexte où presque 50 % de la population active noire est au

chômage. Le ton est donc monté récemment entre l'ANC et le Cosatu, la confédération se trouvant au cœur d'un des débats décisifs pour l'avenir du pays.

La question des privatisations, sur laquelle existait jusqu'à un consensus, apparaît comme l'axe d'action des syndicats pour la défense de l'emploi. Elle permet également de tester le degré d'indépendance des dirigeants du Cosatu à l'égard du pouvoir politique. « Nous avons donné nos dirigeants les plus prestigieux au gouvernement, il doit nous en être reconnaissant et entendre nos revendications », estime M. Sam Chilowa. Car, les dirigeants syndicaux le savent, la position dominante de la confédération pourrait être mise en cause si le pouvoir, dont fait partie le Cosatu, tardait à tenir les promesses électorales et à satisfaire les attentes de la population des townships.

Revue Coton et Développement
Sommaire du n° 16

- L'avenir des filières cotonnières africaines
- Le coton au Zimbabwe
- Le marché cotonnier sous influence chinoise
- Les cotonniers hybrides : voie d'avenir ou spécificité indienne ?
- Les réunions internationales : Québec - Deauville - Prague - Manille
- Conjoncture

COTON ET DEVELOPPEMENT
13, rue de Montcaumon - 75008 Paris - Tél. 42 99 53 21 - Fax 43 89 50 13



« DISPARITIONS », RÉPRESSION, IMPUNITÉ...

En Amérique latine, la « sale guerre » perdure.

DE toutes les atrocités commises en Amérique latine durant les décennies des dictatures militaires (1970-1990), la « disparition » est l'expression la plus sinistre du terrorisme d'Etat. On recense quelque 90 000 cas sur tout le continent. Les auteurs de ces crimes sont souvent connus. Mais, liés aux forces armées ou à la police, ils demeurent protégés par des lois d'amnistie. Un tel affront aux familles des victimes et aux droits de l'homme, d'Argentine au Guatemala, peut-il servir de base à une démocratie authentique ? N'encourage-t-il pas le « nettoyage social » ?

Par MAURICE LEMOINE *

« Disparu » : personne arbitrairement détenu par des agents de l'Etat, ce que nient cependant les autorités. « Le terrorisme d'Etat est toujours honnête : les autorités utilisent les pratiques les plus cruelles pour généraliser la terreur, mais elles doivent en même temps nier qu'elles en sont les auteurs pour ne pas transgresser les normes juridiques internes et internationales (1). »

Pourtant, le 2 mars 1995, en Argentine, au cours d'un entretien télévisé, Adolfo Scilingo, ancien officier de l'Ecole de mécanique de la marine de guerre de Buenos Aires, rompt le pacte du silence observé depuis vingt ans. Il décrit les « vols de la mort » au cours desquels les militaires se débarrassaient des « subversifs ». Halécinant récit. « On leur a dit qu'ils allaient être transférés vers le sud ; qu'on allait leur faire une piqûre pour les vacciner. On leur a fait la piqûre, je veux dire qu'on leur a appliqué une dose pour les abrutir, un sédatif. » Après le décollage, un médecin applique aux détenus une nouvelle dose qui les endort complètement. « On les déshabillait une fois évanouis. Et quand le chef de bord donnait l'ordre, en fonction de la position de l'avion, au large de Puerto Indio, on ouvrait la porte de la carlingue et on jetait les corps nus un par un. »

Ces aveux publics ont provoqué un flot de nouvelles révélations et obligent le général Martín Antonio Balza, actuel commandant en chef de l'armée argentine, à admettre « l'emploi de méthodes illégitimes » et à reconnaître la responsabilité de l'armée.

Retour à l'Etat de droit. Mais une ombre indélébile plane sur les nouvelles démocraties d'Amérique latine. « On se rend compte que les Parlements nationaux ne punissent pas les crimes passés (2) », constate M. Ramon Aguirre, membre de l'association argentine Paix et justice.

Nulle part, en effet, les tortionnaires n'ont été châtiés, l'Uruguay étant le seul pays où les citoyens ont en l'occurrence de s'exprimer sur le sujet. Après un référendum d'initiative populaire, ils furent appelés à se prononcer et par 57,3 % des voix, approuvèrent l'amnistie...

Au Brésil, dès 1978, les forces armées s'offraient elles-mêmes une loi d'amnistie. Au Chili, le général Pinochet en fit autant : « Le jour où l'on touche à l'un de mes hommes, a prévenu Pinochet, c'en sera fini de l'Etat de droit. »

Seul le gouvernement argentin de M. Raúl Alfonsín eut le courage de faire condamner, en 1985, les chefs de la dictature. Mais, sous la menace constante d'un coup d'Etat, il dut transiger en faisant adopter la loi dite du

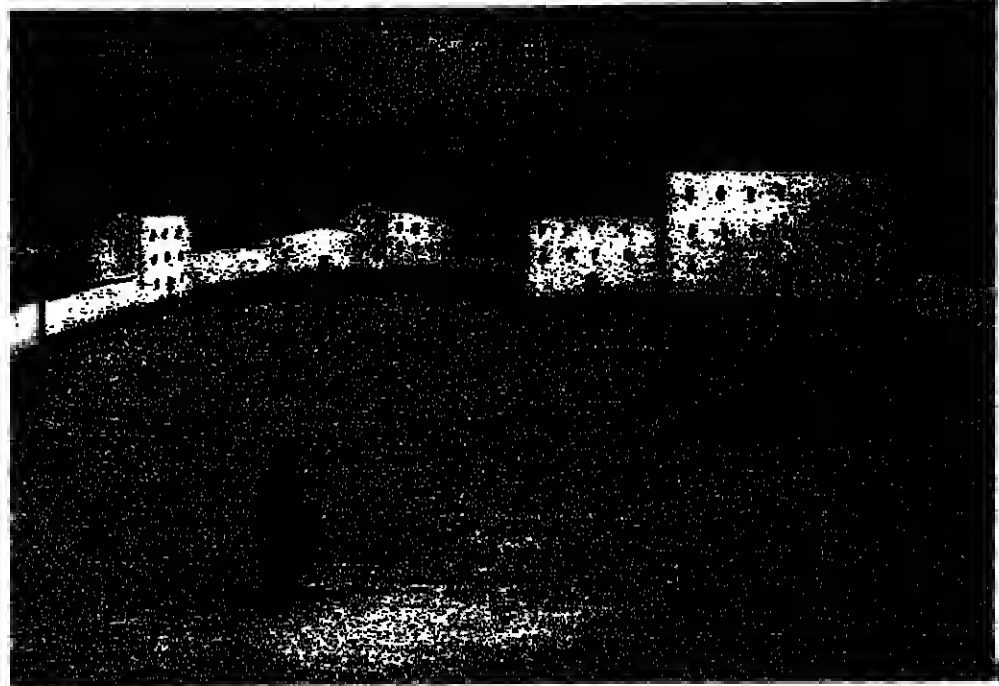
« point final », puis celle du « devoir d'obéissance ». M. Carlos Menem, son successeur, accorda peu glorieusement son indulto (pardon) aux généraux félons. Ce même Carlos Menem justifiera publiquement, le 2 novembre 1994, devant un parterre d'officiers, le comportement des forces armées : « Nous avons triomphé dans cette guerre sale qui a mené le pays au bord de la désintégration. »

An Salvador, au terme d'un conflit qui se solde par 75 000 morts, la Commission de la vérité, constituée sous l'égide des Nations unies, rend public son rapport le 15 mars 1995. Un réquisitoire : des officiers se sont rendus coupables de 15 777 exécutions sommaires, 2 308 disparitions, 1 650 cas de tortures et ont fait 11 175 victimes en attaquant des civils sans défense. Globalement, les responsabilités sont attribuées aux agents de l'Etat, aux paramilitaires et aux « escadrons de la mort » pour 85 % des cas (5 % pour le FMLN) (3). La publication de ce rapport entraîne... une loi d'amnistie accordant notamment l'impunité aux responsables du meurtre de six Jésuites, le 15 novembre 1989. Parmi ces responsables, le colonel Ponce, chef d'état-major, nommé cité dans le rapport de la Commission de la vérité. Le président Cristiani n'hésitera pas à les promouvoir au grade de général de division pour qu'ils jouissent d'une retraite au niveau maximal, et Ponce sera intégré au staff de la nouvelle association présidée par M. Cristiani, l'Union

Partout, la raison d'Etat

AUTRE incrimination possible, celle de crime contre l'humanité, même si cette dernière n'a jamais été inscrite dans une convention internationale mais figure, pour l'essentiel, dans des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU. Sans oublier la convention des Nations unies sur la répression de la torture de 1984 et la convention de l'Organisation des Etats américains sur les « disparitions forcées » de 1994. Par ailleurs, le crime contre l'humanité est un concept de droit international, lequel ignore la prescription. « Si on dit que les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles, a fortiori ils sont inamnistiables (6). »

Il serait à l'évidence aisé à la communauté internationale de mettre en cause les gouvernements accordant l'impunité. Mais jusqu'où faire remonter les responsabilités ? On fait généralement remonter l'organisation de la « lutte antisubversive » en Amérique latine à 1960, après l'arrivée au pouvoir, à Cuba, de M. Fidel Castro. C'est oublier le coup d'Etat fomenté par la CIA, en 1954, au Guatemala. En 1966, dans ce pays, pour la première fois,



ANEL QUEZADA. - « Les Fantômes du passé » (1991)

dapaz, destinée à la promotion... de la paix dans le pays (4) !

Quant au Guatemala - « le pays des cent Oradour », toujours en guerre -, s'il y a eu, au cours de négociations de paix qui s'éternisent, accord pour créer une Commission de la vérité, il est exclu que les responsabilités dégagées par celle-ci entraînent quel que soit en justice.

Impunité partout, malgré un arsenal juridique obligeant les Etats à réprimer ce type de crimes : Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966, Convention américaine des droits de l'homme de 1969. « Ces instruments, affirme M. Eric David, professeur de droit pénal international à l'Université libre de Bruxelles, obligent les Etats à « respecter » et « garantir » les droits de l'homme qui y figurent. Le mot « garantir » a un contenu impliquant une obligation de répression des auteurs de violations des droits fondamentaux (5). »

seront mis en pratique les procédés des « disparitions », des escadrons de la mort, des exécutions extra-judiciaires et de la torture systématique...

Instance supérieure de cette organisation continentale : la Conférence des armées américaines (CEA) (7) rassemblera périodiquement les représentants des armées d'Amérique latine. S'y adjoindront, à partir de 1998, une Conférence du renseignement des armées américaines (CIRA), en 1975 une Coordination continentale des services de renseignement militaire, tandis que verra le jour à Buenos Aires, dans le cadre de l'Ecole mécanique de la marine de guerre (dont M. Scilingo rappelle les exploits), un cours supérieur du renseignement d'Etat (8).

Dans ce contexte, l'Ecole des Amériques, centre d'entraînement militaire le plus important d'Amérique latine, basé jusqu'en 1984 dans la zone contrôlée par les Etats-Unis du canal de Panama (9), va permettre à Washington d'entraîner et de former idéologiquement plus de 50 000 officiers du sous-continent. « Si l'Ecole des Amériques organisait une rencontre de tous ses anciens élèves, déclarait en 1993 M. Martin Meehan, député au Congrès des Etats-Unis, elle pourrait réunir quelques-uns des criminels les plus répugnants de l'hémisphère occidental. » Parmi les officiers de l'armée salvadorienne mis en cause par la Commission de la vérité, quarante-sept sont passés par l'Ecole des Amériques...

Partout, la raison d'Etat l'a emporté sur la justice. Parfois, l'exception confirme la règle. Le 30 mai 1995, au Chili, le général Contreras, ex-chef de la police politique, et le brigadier Espinosa, ex-chef d'opérations de cette police, étaient condamnés respectivement à sept et six ans de prison. S'ils le furent, c'est sous la pression américaine pour avoir ordonné, en 1976, l'assassinat de l'ex-ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, Orlando Letelier, crime qui eut lieu à... Washington.

Au Guatemala, c'est un colonel, Julio Roberto Alpírez (ex-élève de l'Ecole des Amériques, agent à la CIA jusqu'en 1992), qui vient d'être condamné. Il avait tenu un rôle central dans le meurtre d'un citoyen... américain, Michael Devine, et dans celui du mari, guérillero, d'une citoyenne elle aussi américaine, Mme Jennifer Harbury. Pour tous les crimes, l'impunité, sauf pour ceux commis sur le territoire

curité urbaine et violence civile dans toute l'Amérique centrale - 500 assassinats (politiques et de droit commun) sur les deux derniers mois de 1995 au Guatemala. Une cinquantaine de morts violentes, chaque fin de semaine, à Caracas. Vingt-trois homicides par jour (7 000 meurtres en 1995), un ou deux enlèvements par semaine, à Rio de Janeiro (13). Vingt-huit mille morts violentes, en 1994, en Colombie, pays dans lequel, note Amnesty International, l'affrontement entre les guérillas et l'armée, les actions des narcotrafiquants, causent infiniment moins de victimes que la « guerre sale » contre les couches populaires (14).

Car, partout, le délinquant, le pauvre, est remplacé le « subversif » comme nouvel ennemi. Au Brésil - où l'armée investit les favelas -, au Venezuela, en Colombie, de petits malfaiteurs ou de simples suspects sont traités hors de leur domicile par des hommes lourdement armés, généralement de nuit, et emmenés dans des véhicules banalisés. Vagabonds, voleurs, prostituées, enfants des rues, toxicomanes, malades mentaux ou homosexuels, on retrouve leurs corps, portant fréquemment des traces de tortures, dans les rues, les rivières, sur les décharges publiques.

Derrière ce « nettoyage social », des « patrouilles urbaines d'autodéfense civile » (Guatemala), la police, les « escadrons de la mort » (Sombra Negra au Salvador, La Mosca en Honduras), souvent formés de membres des forces de sécurité - dans la plupart des cas avec l'appui de commerçants locaux. Les rares enquêtes ne débouchent sur aucune condamnation. La police et l'armée se croient libres de tuer, comme elles l'ont fait hier avec les opposants.

(1) Lire : Miguel Bouasso, *Terrorismo de Estado*, Tournai et, Narbonne, 1990 - cité dans *La Memoria y el Olvido - Desastres Desaparecidos en Chile*, Elias Padilla Ballesteros, Ediciones Cilegen, Santiago (Chili), 1995.

(2) « La culture de l'impunité et ses conséquences sur les violations des droits humains en Amérique latine », débat organisé par Amnesty International à Bruxelles, le 2 décembre 1995.

(3) Front Furioso Martí de la liberación nacional.

(4) Les documents de l'ONU citent également l'ancien vice-président, M. Francisco Merino, comme étant l'organisateur d'« escadrons de la mort » et affirmant que, en 1981, un enlèvement a été planifié chez M. Armando Chikerson Sol, ancien président du Salvador.

(5) Débat d'Amnesty International, op. cit.

(6) La prescription a pour conséquence juridique essentielle non pas de supprimer l'infraction mais d'en supprimer certaines conséquences, essentiellement judiciaires. L'infraction, elle, demeure. A la différence de la prescription, l'amnistie efface les conséquences de l'infraction et supprime l'infraction elle-même.

(7) *Dial. Paris*, n° 1943, 4 janvier 1995.

(8) On notera l'influence des doctrines de contre-insurrection élaborées par l'armée française en Indochine et en Algérie.

(9) En 1984, elle sera transférée à Fort Benning (Géorgie). Cf. *Le Monde diplomatique*, juillet 1994.

(10) Tout en s'accompagnant de la « doctrine des conflits de basse intensité » qui révoque l'hypothèse de l'ennemi intérieur.

(11) *Le Monde*, 3 décembre 1995.

(12) *Débat*, n° 1943, 4 janvier 1995.

(13) *Le Monde*, 30 novembre 1995.

(14) Cf. « Nettoyage social et politique », *La Chronique d'Amnesty*, Paris, avril 1994.

COLLECTION SUPPLÉMENT N° 17

Les catholiques en France 1 500 ans après

496-1996 : d'un christianisme majoritaire à une lente érosion qui marginalise le catholicisme. Aujourd'hui encore, une majorité de Français se déclarent catholiques. Mais les jeunes générations s'éloignent. La culture religieuse se perd, parfois au profit des « nouvelles religiosités ».

Comment entrer dans une culture de minorité sans pour autant perdre la nécessaire ouverture au monde ? Et rendre compte de la diversité des catholiques ?

Xavier Ternisien

Le numéro (100 p.) : 48 F - Etr. : 53 F En vente dans les grandes librairies.

ÉDITIONS DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

CAHIERS D'ÉTUDES AFRICAINES

Encrages n° 140, 100 F

Oralité, écriture, littérature, lecture dans l'Afrique d'aujourd'hui

à paraître : **CAHIERS DU MONDE RUSSE**

L'Ukraine ancienne et nouvelle

Réflexions sur le passé culturel et le présent politique de l'Ukraine

vol. XXXVI-4, 100 F

documentation sur demande : 131 bd St-Michel - 75005 Paris

tél. : 46 33 51 46 fax : 44 07 08 89

vente en librairie

L'HOMME

Chine : facettes d'identité n° 137, 100 F

Une recherche transdisciplinaire sur les singularités chinoises

ÉTUDES RURALES

Être étranger à la campagne n° 135-136, 190 F

Accueil et rôle des étrangers dans les campagnes françaises

هكذا من الامل

APPEL À NOS LECTEURS

AIDEZ-NOUS à réussir la filialisation du *MONDE diplomatique*

Par CLAUDE JULIEN et IGNACIO RAMONET

UN projet que *Le Monde diplomatique* poursuit depuis plus de quinze ans a réalisé enfin : mettre durablement le journal à l'abri des pressions qui, au nom du « libéralisme » économique, l'ont menacé à plusieurs reprises. Il marque une nouvelle étape dans l'histoire de notre journal, sans doute la plus importante depuis sa fondation en 1954. Pour parvenir à franchir ce cap avec succès, *Le Monde diplomatique* compte, plus que jamais, sur la solidarité et la mobilisation de tous ses lecteurs.

De quoi s'agit-il ? Dès 1991, *Le Monde diplomatique* obtint, au sein de l'entreprise Le Monde SA, un statut très particulier, permettant que, sans aucune ingérence extérieure, sa ligne éditoriale soit établie par sa seule équipe de rédaction, qui élabore également le budget prévisionnel de l'année à venir et en assure le respect. A cette fin, une convention entre les responsables de la SA (à l'époque SARL) Le Monde et du *Monde diplomatique*, signée le 12 avril 1989, a créé un conseil d'orientation rassemblant en son sein huit personnalités (1 et fonctionnant, de fait, comme une sorte de conseil d'administration devant lequel, une fois par trimestre, le directeur du *Monde diplomatique* présente les résultats d'exploitation du mensuel, du trimestriel *Manière de voir*, de *Savoirs*, fait le point sur les éditions en langues étrangères (en allemand, italien, espagnol, russe, grec) et expose les projets rédactionnels.

Ce statut original (aucun autre titre du groupe Le Monde n'en possède de semblable) a permis, en particulier, que, fin 1990, la succession de Claude Julien, partant à la retraite et remplacé à la tête du journal par Ignacio Ramonet, s'effectue sans heurts et garantisse à nos lecteurs la continuité de notre ligne éditoriale, dont la singularité fait la force.

Cette responsabilisation accrue s'est vite traduite par des initiatives dans le domaine rédactionnel (à l'occasion, notamment, de la chute du mur de Berlin, de la guerre du Golfe, de l'implosion de l'URSS, de la guerre en Bosnie, de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, des accords de paix israélo-palestiniens au Proche-Orient, du traité de Maastricht, de l'élection présidentielle en France) et, en matière de diffusion, par des résultats significatifs : la moyenne des ventes mensuelles de *Monde diplomatique*, qui n'atteignait pas en 1989 les 110 000 exemplaires, dépasse aujourd'hui les 165 000 exemplaires... Dans le même temps, la marge bénéficiaire a été quadruplée pour atteindre, après déduction des frais généraux de structure, les 4 millions de francs, résultat d'autant plus notable que les recettes publicitaires, volontairement limitées, représentent moins de 5 % de notre chiffre d'affaires.

De si bons résultats, qui tranchent dans un panorama passablement sinistré de la presse écrite en France, témoignent de la confiance de nos lecteurs. Ils confirment la justesse des choix de contenu faits par l'équipe du journal, et le sérieux de la gestion. Ils nous ont encouragés à relancer le projet auquel nous tenons par-dessus tout : la filialisation.

Constitué en filiale de plein droit, *Le Monde diplomatique* disposera d'un statut juridique lui permettant de mieux préserver sa personnalité, son originalité, son indépendance. Nos lecteurs n'ignorent pas que l'univers de la communication est secoué par de formidables bouleversements entraînant une cascade de concentrations. En témoignent, pour nous en tenir à des exemples récents, les fusions, aux États-Unis, des géants Time-Warner et CNN, ainsi que celle de Disney et de la chaîne ABC ; fusions dont

les conséquences, en termes d'influence culturelle et idéologique, se feront sentir sans tarder à l'échelle planétaire.

En France, un phénomène semblable a conduit récemment le groupe Havas à prendre le contrôle du secteur communication d'Alcatel et, en particulier, des hebdomadaires *L'Express*, *Le Point* et *Courrier international*. Dans la froide logique du mercantilisme dominant, rédacteurs et lecteurs sont ainsi, à leur corps défendant, vendus et achetés comme de simples marchandises. Pour le plus grand profit d'affairistes qui ont de l'information une conception essentiellement commerciale.

Dans un tel contexte, alors que l'irruption des nouvelles technologies de la communication et la mise sur pied des autoroutes de l'information exacerbent la guerre des médias entre presse écrite, radios et télévisions, peut-on s'étonner de voir se multiplier les manipulations, les mensonges et les dérapages ? La méfiance des citoyens à l'égard des médias et des journalistes n'a jamais été aussi grande, comme en témoignent de nombreuses enquêtes récentes.

Autre signal d'alarme, la dramatique aggravation de la crise de la presse dont témoignent la situation difficile de *Libération* et la récente disparition d'*InfoMatin*. La plupart des quotidiens nationaux et la presque totalité des grands hebdomadaires, en France, voient leur diffusion s'effriter, et enregistrent des pertes financières parfois considérables. Ces titres sont désormais gâtés par toutes sortes de charognards représentant des pouvoirs politiques et des pouvoirs de l'argent. Les intentions économiques et idéologiques de ces prédateurs sont, c'est le moins que l'on puisse dire, en contradiction avec les intérêts des lecteurs-citoyens, comme l'a récemment montré la couverture médiatique du formidable mouvement social qui a secoué la France. Garantie ultime d'une démocratie de qualité, l'indépendance de l'information est, en cette fin de siècle, radicalement menacée.

C'est pourquoi l'heure nous a semblé venue de remettre d'urgence sur le chantier notre projet de filialisation. D'autant que deux éléments, l'un intérieur, l'autre extérieur, ont créé des conditions particulièrement favorables :

— à l'intérieur, le nouveau directeur du *Monde* et président du directoire du Monde SA, Jean-Marie Colombani, élu en mars 1994, a pris des mesures inédites dans le souci de préserver l'indépendance du quotidien.

(Lire la suite page IV)

(1) Jean-Marie Colombani, Dominique Alday, Anne Chaussebourg, Pierre Druain, Henri Madelin, Jean Delfassieux, Roger Lesgards et Ignacio Ramonet.



S'informer fatigue

AU *Monde diplomatique*, s'informer demeure une activité productive, impossible à réaliser sans effort et exigeant une véritable mobilisation intellectuelle. Une activité assez noble, en démocratie, pour que le citoyen consente à lui consacrer une part de son temps et de son attention. Si nos textes sont en général plus longs que ceux d'autres journaux et périodiques, c'est qu'il est souvent indispensable de rappeler les données fondamentales d'un problème, ses antécédents historiques, sa trame sociale et culturelle, son épaisseur économique, afin de mieux en saisir toute la complexité.

De plus en plus de lecteurs acceptent cette conception exigeante de l'information et sont sensibles à notre manière, sans doute imparfaite mais sobre, d'observer la marche du monde. Les notes de pied de page, qui enrichissent nos articles et permettent éventuellement d'en compléter et prolonger la lecture, ne semblent pas trop les rebuter. Au contraire, beaucoup y voient un gage d'honnêteté intellectuelle et un moyen d'enrichir leur documentation sur tel ou tel dossier.

En quelque domaine que ce soit, nous nous méfions des « vérités définitives » fondées plus souvent sur le consensus docile que sur l'épreuve des faits. Quand tous les médias semblent emportés par la vitesse, l'accélération, la fascination de

l'instantanéité, du « temps réel », nous disons que l'important, c'est de ralentir, de freiner, de se donner le temps d'analyser, de douter, de réfléchir. Quand partout triomphent les experts et les spécialistes, ceux qui savent « de plus en plus sur de moins en moins », nous tentons de proposer une lecture pluridisciplinaire afin de voir un problème à travers le prisme de ses cinq dimensions essentielles : politique, économique, sociale, culturelle et écologique. Quand une grande partie de l'intelligentsia et de la classe politique s'installe dans un confort intellectuel médian et médiocre, nous pensons que nos articles doivent avoir du caractère, de la rudesse et de la vigueur, qu'il reste malheureusement assez d'inégalités, d'injustices et d'abus sur cette planète pour qu'on se souvienne de ce qu'un engagement veut dire, en faveur de l'équité, de

la tolérance, de la solidarité, de la démocratie. Certains nous accusent de concevoir le journalisme comme un nouvel humanisme : ils n'ont pas forcément tort, car l'homme demeure, dans sa détresse et dans ses ambitions, au cœur de nos préoccupations.

Y a-t-il une méthode *Monde diplomatique* ? Non, mais quelques principes. Et quelques partis pris : par exemple, ne jamais publier d'entretien, cette fréquente paresse du journalisme moderne ; ne pas courir après les « grandes signatures » que chacun peut lire dans beaucoup d'autres publications ; ouvrir le moins possible nos colonnes aux hommes politiques (et surtout pas à ceux qui exercent le pouvoir et qui s'expriment abondamment partout) ; ne publier strictement que des inédits, quelle que soit la langue

originale dans laquelle nous parvenons les articles : ne jamais oublier le devoir d'inspecter, ne pas accepter que l'« actualité » soit définie par la télévision et les grands médias en fonction de critères purement dramatiques...

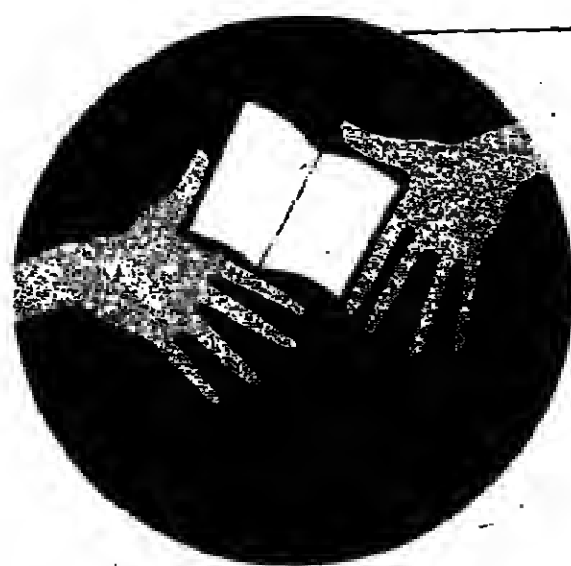
Des journalistes, des professeurs, des plasticiens, des écrivains de tous les pays se retrouvent dans les pages du *Monde diplomatique* : ils proposent une vision complexe, globale, non eurocentriste, d'un monde chaque jour plus interdépendant. Dans une langue claire, compréhensible par tous, ils transmettent, avec compétence et émotion, leur connaissance approfondie d'une réalité vécue sur le terrain. Ils nous aident à trouver un sens, à faire reculer cette obscurantiste croyance que tout est confus, que le monde est absurde.

« Ne pas déplorer, ne pas rire, ne pas détester, mais comprendre », disait Spinoza. Au *Monde diplomatique*, nous pensons qu'une des fonctions de la presse est effectivement d'aider à mieux comprendre le moment de l'histoire que nous vivons. Comprendre nous rend plus libres, et cela fait de nous de meilleurs citoyens. Afin de mieux défendre ce bien fragile, et souvent éphémère, la démocratie.

L.R.

APPEL A NOS LECTEURS

Garantir l'indépendance du MONDE diplomatique



C'est à une action de grande envergure que nos lecteurs sont conviés. Nous les invitons à entrer dans le capital de la société éditrice du *Monde diplomatique* qui vient d'être créée, sous forme de filiale, par la SA Le Monde.

A la page précédente, notre ancien directeur, Claude Julien, et l'actuel Ignacio Ramonet, vous ont rappelé la genèse et les raisons de cette filialisation, dans un contexte de mise à mort progressive de ce qui reste de titres indépendants dans la presse écrite. Les deux pages que vous avez sous les yeux expliquent comment vous pouvez vous engager avec nous.

Cette filialisation vise aussi à préserver l'indépendance de la ligne rédactionnelle. Et qui peut être plus qualifié pour s'en porter garant que, d'un côté, celles et ceux qui font le *Diplo*, et, de l'autre, celles et ceux qui le lisent ? D'où l'idée de faire entrer au capital de la filiale, comme partenaires du Monde SA, deux associations, l'une représentant le personnel permanent du journal et l'autre ses lecteurs et amis. Le Monde SA gardera la majorité des parts, mais, réunies, les deux associations détientront entre 34 % et 49 %. Pour les décisions engageant l'avenir du journal, notamment la nomination du directeur de la publication, la mise en place d'une majorité qualifiée leur donnera donc des prérogatives équivalentes à celles dont, au Monde, dispose la Société des rédacteurs. C'est cette formule que le directoire du Monde SA a proposée à son conseil de surveillance, qui l'a adoptée le 24 janvier dernier.

Adhérer

L'association Les Amis du *Monde diplomatique* a été créée à Paris le 20 mai 1995 par une cinquantaine de membres fondateurs. Elle a été déclarée à la préfecture de police, et son existence a fait l'objet, sous le numéro 1490, d'une publication au *Journal officiel* du 1^{er} août 1995.

Les statuts, adoptés à l'unanimité, seront adressés à tous les lecteurs et amis qui adhéreront à l'association. En voici quelques extraits.

Article premier. Constitution. Objet :

Il est formé, entre les soussignés, ainsi que les personnes, physiques et morales, qui adhéreront par la suite aux présents statuts, une association déclarée, régie par la loi de 1901, qui a pour objet de contribuer, par tous moyens matériels et intellectuels, au développement et à l'indépendance de la publication Le Monde diplomatique.

L'association se compose des personnes, physiques ou morales, signataires et de celles qui y adhéreront (...).

Elle comprend trois catégories de membres : fondateurs, bienfaiteurs et actifs.

Les membres fondateurs sont les personnes qui ont créé l'association et les personnes qu'elles désigneront, à la majorité, pour les compléter ou les remplacer, le cas échéant.

Les membres bienfaiteurs sont les personnes dont le soutien financier, particulièrement important, aura été constaté par le conseil d'administration.

Les membres actifs sont les autres personnes qui ont contribué financièrement à la réalisation de l'objet social (...).

Les membres de l'association ne peuvent recevoir de rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées. Des remboursements de frais peuvent être alloués par le conseil d'administration.

Les fonctions électorales dans l'association sont incompatibles avec des responsabilités rédactionnelles ou salariales dans la société éditrice du Monde diplomatique.

Article 5. Cotisation :

La cotisation est fixée annuellement par l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration. Tous les membres sont soumis à cotisation.

Le paiement de la cotisation intervient par règlement annuel.

Lors de sa séance du 22 septembre 1995, l'assemblée générale de l'association a fixé à 600 F le montant minimum de l'apport à effectuer pour devenir membre actif des Amis du Monde diplomatique, et à 100 F le montant de la cotisation pour 1996. Pour les lycéens, étudiants, appelés sous les drapeaux et chômeurs, le montant minimum de l'apport a été fixé à 200 F, celui de la cotisation étant évidemment le même, soit 100 F.

En d'autres termes, tous les lecteurs en activité ou retraités verseront une somme de 600 F minimum + 100 F, soit 700 F minimum. Les autres lecteurs verseront 200 F minimum + 100 F, soit 300 F minimum.

Attention : une association sans but lucratif, contrairement à une société, ne verse pas de dividendes à ses membres. Et chacun de ces derniers jouit des mêmes prérogatives, quel que soit le montant de son apport. Loin d'être dissuasive pour ceux de nos amis qui ont la possibilité d'effectuer un apport important, cette disposition égalitaire ne peut que les inciter à la générosité.

Agir

Contribuer, par tous moyens matériels et intellectuels, au développement et à l'indépendance du *Monde diplomatique*, telle est la mission que ses statuts assignent à notre association Les Amis du Monde diplomatique (AMD). La filialisation du titre, par l'entrée dans son capital, avec des garanties significatives, de deux associations, l'une représentant ses personnels, l'autre ses lecteurs, est évidemment l'un de ces moyens.

Mais les milliers ou, mieux, les dizaines de milliers d'amis qui, chacun en fonction de ses possibilités, vont apporter à leur association les ressources financières dont elle a besoin pour « peser » dans le capital de la filiale ne limiteront pas leur ambition à cet acte de solidarité.

L'association AMD va aussi leur donner l'occasion de se connaître, de se rencontrer, région par région, département par département, voire ville par ville, avec le soutien logistique d'une délégation générale installée à Paris. Leur intérêt commun pour le *Diplo*, renforcé, le cas échéant, par la participation de l'un des collaborateurs du journal à une rencontre, un débat, un Salon, une exposition ou un colloque organisé localement, leur permettra de faire avancer, auprès de publics nouveaux, des idées, des valeurs et des analyses qui, dans la quasi-totalité des médias, sont, hélas, étouffées sous la chape du conformisme et de la pensée unique.

A cet égard, l'association AMD, avec d'autres et avec Le Monde diplomatique, sera un outil de participation citoyenne, prenant la forme d'une constellation de forums, tous irrévérencieux à l'égard des pouvoirs – ce premier lien de pouvoir de l'argent – et avant tout soucieux, pour reprendre une formule américaine, de « satisfaire les affligés et d'affliger les satisfaits ».

Avec d'autres, disons-nous, car nombreuses, très nombreuses sont déjà les associations, de droit ou de fait, petites ou grandes, qui partagent nos indignations et nos aspirations. Ces structures, en tant que telles, ont naturellement vocation à faire partie de l'association AMD. Elles en seront des partenaires, et même, si elles le souhaitent, des points d'appui locaux, étant entendu que le pluralisme qui caractérise notre démarche interdit tout monopole, comme toute OPA.

L'association AMD est, sur le plan formel, une association comme les autres, avec des statuts déposés selon la loi de 1901, des règles de fonctionnement, un conseil d'administration provisoire et un bureau élus par ses membres fondateurs. La composition du conseil sera complétée à l'occasion de l'assemblée générale qui se tiendra dans le courant de l'année 1996.

Les activités de l'association seront décidées par ses membres, tant au niveau central qu'au niveau local. Outre les débats et rencontres déjà mentionnés, on peut penser à des voyages à thème, dans l'esprit du journal et avec un de ses collaborateurs comme accompagnateur, à des participations privilégiées à des manifestations culturelles, etc.

L'association AMD souhaiterait probablement aussi se doter d'un bulletin de liaison et de « lettres » adressées directement aux adhérents. Bref, une vie associative intense, largement décentralisée, et où pourront se concrétiser les idées qui, en harmonie avec les statuts, reconstruiront l'adhésion d'un nombre suffisant de membres.

Ensemble, faisons de l'association Les Amis du Monde diplomatique un outil au service des valeurs républicaines.

CLAUDE JULIEN.

Participer

La contribution financière que l'association Les Amis du Monde diplomatique demande à ses futurs membres, en même temps que leur adhésion, prendra la forme juridique d'un « apport ». Voici quelques informations sur cette formule particulière, retenue par les membres fondateurs de l'association en raison de sa concordance avec l'esprit du journal.

A quoi vont servir les sommes recueillies ?

L'argent sera apporté à l'association à but non lucratif Les Amis du Monde diplomatique, qui utilisera conformément à ses statuts (lire l'article ci-contre). Dès l'immédiat, il s'agit d'acquiescer des actions de la société éditrice du Monde diplomatique qui vient d'être créée comme filiale de la société Le Monde SA. A terme, les apports pourront aussi permettre de financer d'autres développements du journal, afin de consolider son rayonnement national et international.

La gestion de ces sommes incombera au conseil d'administration, sous le contrôle d'un commissaire aux comptes. Seul le président, le secrétaire général et le trésorier disposeront de la signature sur les comptes de l'association, et la double signature est requise pour les versements dépassant 10 000 francs.

Les membres de l'association seront régulièrement tenus informés du montant, de la nature et des retombées des investissements effectués. Chaque année, à l'occasion de l'assemblée générale, ils auront à approuver les comptes.

Quels engagements ?

Pour le lecteur répondant à cet appel, le seul engagement est de verser le montant de l'apport qu'il a décidé d'effectuer. Mais l'esprit de la démarche est aussi d'adhérer à l'association Les Amis du Monde diplomatique pour ensuite être pleinement informé de ses activités et agir, si le souhaite, en faveur du développement du journal.

Quel statut juridique et fiscal ?

Nous sommes dans un cadre associatif, et non pas dans une logique d'investissement financier. Comme l'apport n'est ni une souscription d'actions ou de parts, ni une cession, il n'entraîne aucun versement de dividendes à celui qui l'a effectué. En revanche, en sa qualité d'associé de la société éditrice du journal, l'association en tant que telle percevra, elle, des dividendes. Elle les utilisera pour contribuer au développement de ses activités et à l'indépendance de la publication.

L'apport confère la propriété de fonds à l'association Les Amis du Monde diplomatique qui les emploiera conformément à son objet, et pour toute sa durée, sans limitation. C'est seulement dans le cas – fort improbable – de dissolution de l'association que l'assemblée générale extraordinaire aurait à décider soit, d'une autre affectation des apports soit de leur remboursement.

L'apport est donc définitif et irrévocable. Il ne donne droit à aucune contrepartie financière, juridique ou fiscale. La vraie contrepartie, c'est d'être acteur ou actrice, partie prenante d'un combat d'idées, plus que jamais nécessaire, et dont Le Monde diplomatique et l'association qui regroupe ses amis seront des protagonistes déterminés.



Le conseil d'administration

Après avoir adopté les statuts de l'association Les Amis du Monde diplomatique, lors de l'assemblée constitutive du 20 mai 1995, ses membres fondateurs ont élu le conseil d'administration, qui a lui-même désigné en son sein le président et le bureau. Selon l'article 7 des statuts, le conseil peut compter jusqu'à 30 membres, mais seuls 15 siègent à ce jour, de manière que les nouveaux adhérents puissent disposer d'une représentation significative.

Le président de l'association est Claude Julien, ancien directeur du Monde diplomatique et président de la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente. Les deux vice-présidents sont Jean Deffassieux, banquier, et Henri Madelin, jésuite, rédacteur en chef d'*Etudes*. Le secrétaire général est Roger Lesgards, président du Cercle Condorcet de Paris et du Collège international de philosophie. Le trésorier est François Vitran, directeur général de la Maison de l'Amérique latine à Paris. Deux autres personnalités siègent également au bureau : Monique Chemillier-Gendreau, professeur des facultés de droit, et Anne-Elizabeth Wittmer-Roudier, avocate.

Les autres membres du conseil d'administration sont : Nuri Albala, avocat ; Ramon Chao, journaliste ; Pierre Drouin,

journaliste retraité ; Françoise Ducrocq, professeur des universités ; Susan George, écrivain, chercheur ; Jean-Loup Motchane, professeur des universités ; Riccardo Petrella, professeur à l'Université catholique de Louvain ; Catherine Samary, maître de conférences à l'université Paris-X-Nanterre.

Aux termes des statuts, et afin d'assurer une liaison permanente avec Le Monde diplomatique, son directeur (actuellement Ignacio Ramonet) et un autre membre de la rédaction (actuellement Bernard Cassen) assistent de droit aux réunions du bureau et du conseil, mais sans voix délibérative.

Le siège social de l'association est domicilié au journal, mais l'association développera la totalité de ses activités à partir d'une structure administrative autonome, animée par sa déléguée générale désignée par le conseil : Marianne Perchet.

Toute correspondance, toute demande de renseignements, devront donc être exclusivement adressées à :

Les Amis du Monde diplomatique

Délégation générale

BP 461-7

75327 Paris Cedex 07

Tél : (1) 49-54-75-38 - Fax : (1) 42-22-66-27.

مكتبة الامم المتحدة

Aidez-nous à réussir la filialisation

(Suite de la page 1)

D'emblée, il a exprimé sa sympathie à l'égard du projet de filialisation, qui coïncidait avec sa volonté de moderniser l'organisation de l'entreprise et, tout particulièrement, de rationaliser le secteur des publications périodiques.

Lors de sa réunion du 24 janvier 1996, le conseil de surveillance du Monde SA votait une mesure historique. Il a approuvé la proposition du directeur (constitué par Jean-Marie Colombani, président, Dominique Alduy et Noël-Jean Bergeroux) de procéder effectivement à la création d'une filiale, sous la forme d'une société à directeur et conseil de surveillance, appelée Le Monde diplomatique SA ;

- l'élément extérieur qui a favorisé de manière décisive l'impulsion de ce projet est de l'exceptionnel attachement que nos lecteurs éprouvent à l'égard de notre journal, et de ce qu'il représente dans le combat intellectuel contemporain. Agé de quatre-vingt-trois ans, résidant en Bolivie, un citoyen allemand nommé Gunter Holzmann nous a proposé, l'an dernier, de nous aider à réussir la filialisation en nous apportant, sans la moindre contrepartie, toute sa fortune, environ 5 millions de francs (lire l'encadré ci-dessous).

Gunter Holzmann

Ami de notre fondateur Hubert Beuve-Méry et lecteur depuis plus de trente ans de notre journal, Gunter Holzmann est un homme exceptionnel (on lira un extrait de sa biographie, sous le titre « J'ai assisté à la montée du nazisme », dans notre numéro de mai 1995). Né à Breslau (actuelle Wrocław) en Silésie, alors ville allemande et aujourd'hui polonaise, au sein d'une famille de la bourgeoisie juive, il était à la tête d'une organisation de jeunesse en 1933 quand Hitler devint chancelier. Une partie de sa famille sera exterminée dans les camps de la mort. Gunter Holzmann combat le nazisme ouvertement, puis dans la clandestinité, au péril de sa vie. Arrêté, torturé, chassé de l'université allemande en raison des lois antisémites, il réussit à s'exiler et poursuit ses études de médecine à Cambridge, en Angleterre. Il émigre en Amérique latine où, écologiste avant l'heure, il va poursuivre une carrière de savant généraliste, d'explorateur, d'ethnologue et d'archéologue.

Avec les économies d'une vie de travail, il achète de vastes terrains dans les environs d'une petite ville, Santa Cruz, et s'y installe pour poursuivre ses recherches dans le traitement de l'arthrite. Intellectuel militant, défenseur des cultures indigènes, il y fonde l'Alliance française et crée le centre culturel local. Après la découverte de pétrole et de gaz dans la région, la population de la petite ville « explose », et les terrains de Gunter Holzmann voient leur valeur décupler. Telle est l'origine de sa petite fortune.

Selon Gunter Holzmann, « si le citoyen n'est pas informé objectivement, dans un monde de plus en plus interdépendant, il demeure aveugle et sourd, et risque fatalement d'être manipulé par les grands médias de masse appartenant à des groupes ayant intérêt à répandre des idées fausses. Pour qu'une démocratie reste saine et efficace, les citoyens doivent avoir la garantie d'une information authentique et véridique, fondée sur des valeurs de justice, de liberté et de solidarité, qui leur permette de comprendre, de résister. Et d'agir ».

Polyglotte - il parle, lit et écrit quatre langues : l'espagnol, l'allemand, l'anglais et le français - Gunter Holzmann a voulu signifier par son apport financier que, dans le panorama de la presse internationale, Le Monde diplomatique constitue une exception, un journal à part. Que sa conception de l'information, sa vision de la politique internationale, ses analyses géostratégiques et son exigence morale en font une publication sans équivalent dans le monde.

L'apport effectué par Gunter Holzmann a relancé notre idée de filialisation : il est actuellement géré par une association qui rassemble tous les personnels du Monde diplomatique dont le nom figure dans l'« ours » (voir page 2). Cette association, qui porte le nom de notre généreux ami, achètera au Monde SA, à hauteur de 5 millions de francs, des actions de la filiale Le Monde diplomatique SA dont la valeur totale a été estimée à 41 millions de francs. A ce titre donc, les personnels de notre journal, si fortement attachés à son indépendance, posséderont plus de 12 % des actions de la filiale.

Nos lecteurs sont, tout autant que nous-mêmes, les garants de notre ligne éditoriale. C'est leur attachement à nos idées et à nos principes qui la rend viable économiquement, et donc durable.

Aussi avons-nous négocié avec le directoire du Monde SA la possibilité de garantir à nos lecteurs une part importante des actions de la filiale Le Monde diplomatique SA, afin qu'ils puissent prendre part collectivement, en tant qu'actionnaires représentés au sein du conseil de surveillance de la société filiale, au destin de notre journal et, conjointement avec l'Association

Gunter Holzmann, peser sur les principales décisions en défendant, le cas échéant, son indépendance.

Dans cet esprit, Le Monde SA a accepté de vendre des actions de la filiale aux lecteurs du Monde diplomatique pour un montant d'environ 10 millions de francs, représentant quelque 23 % des parts de la société Le Monde diplomatique SA. Ainsi les deux associations - celle des personnels du Diplo, et celle de ses lecteurs - disposeront, ensemble, de la majorité de blocage au sein de la nouvelle société éditrice. A terme, elles pourraient détenir jusqu'à 49 % de ses actions.

L'association Les Amis du Monde diplomatique (voir pages II et III), que préside Claude Julien, a été créée et met tout en œuvre, dès à présent, pour inviter nos lecteurs à saisir cette occasion de devenir partiellement et collectivement propriétaires de notre journal.

L'effort financier que nous vous demandons, par ces temps de crise et de restrictions de toutes sortes, est fort important. Nous ne l'ignorons point. Mais, vous connaissant depuis vingt-trois ans que nous sommes associés à la conduite de ce journal, nous savons que ce projet répond à vos propres préoccupations et restons convaincus que les 10 millions de francs seront rassemblés.

Ne nous leurons pas : 10 millions de francs représentent une somme considérable. Vous voudrez bien nous pardonner ce calcul élémentaire : ce chiffre peut être atteint par deux mille contributions de 5 000 F chacune ou par dix mille contributions de 1 000 F. Mais nous savons que, pour nombre d'entre vous, payer votre abonnement annuel constitue déjà un effort. Que ceux qui en ont les moyens n'hésitent pas à se montrer d'autant plus généreux à l'heure de choisir le montant de leur apport.

Vous deviendrez membre de l'association Les Amis du Monde diplomatique en versant une somme qui, modique aux yeux des vrais privilégiés qu'indisposent nos analyses économiques et politiques, n'en sera pas moins lourde dans votre budget (lire les modalités pages II et III). Le geste accompli, ne manquez pas de vous assurer que trois de vos amis ont, comme vous, apporté leur contribution financière à cette défense des valeurs qui animent ce journal.

Alors que la capitulation intellectuelle se propage, tandis que des vents de fronde sociale parcourent notre société, c'est aussi la manière la plus claire d'exprimer votre volonté de disposer d'une presse libre, durablement à l'abri des pressions politiques, des intimidations économiques et du chantage publicitaire.

CLAUDE JULIEN et IGNACIO RAMONET.



A contre-courant

LOIN de toutes les modes, des engouements factices, d'un végétarisme aux relents d'argent, de toutes les facilités et complaisances qui affaiblissent la vie sociale, Le Monde diplomatique a d'humbles raisons d'aller à contre-courant.

Le public, dit-on, non sans raison, apprécie la formule magazine qui, se voulant attractive, accorde une large place aux photos et, trop souvent, leur sacrifie le texte. Eh bien, nous faisons un véritable journal car l'écrit est, et de loin, le meilleur instrument d'information et d'analyse. Les téléspectateurs sont gavés d'images, et nous savons que nos lecteurs aiment réfléchir avec nous... fit-ce pour contester nos conclusions. Dans le bruit et la fureur médiatiques, la réflexion à laquelle nous tentons de contribuer devient un privilège d'autant plus précieux que fort rare.

Les vastes audiences, poursuit-on avec assurance, se cabrent devant les termes techniques, se rebiffent à la simple vue d'arides tableaux chiffrés, souhaitent un langage « quotidien ». Non sans quelque condescendance, on s'adresse donc à des citoyens responsables en prenant grand soin de ne pas utiliser plus de sept cents ou huit cents mots relevant de la conversation banale. Mais le « quotidien » n'est jamais banal : de plus en plus complexe, technique, scientifique, il requiert un vocabulaire précis. Il exige surtout, pour être compris dans toutes ses mutations, un réel effort intellectuel. Qui oserait le refuser ?

Il ne suffit pas de voir. Il faut aussi savoir regarder. Deux observateurs témoins du même événement ne le perçoivent pas sous le même angle, lui attribuent des causes différentes, en tirent des conclusions qui peuvent varier à l'infini. Ainsi le vent la riche diversité de la nature humaine. Mais voilà que surgissent d'étranges zivileurs, aux allures de faussaires, qui au nom d'un supposé « professionnalisme » journalistique, se drapent présumptueusement du manteau de l'« objectivité ». Ils ne sont pas dupes de cette comédie qu'ils se jouent à eux-mêmes avant de la jouer à leurs lecteurs. N'ignorant ni leurs préjugés ni leurs partis pris, ils s'efforcent de les camoufler sous une apparente neutralité.

Nous avons nos propres passions. Nous ne songeons nullement à les dissimuler. Nous les affichons : respect de l'intelligence, volonté de justice et de solidarité. Et, dans le flot d'informations qui nous submergent tous, nous cherchons avec obstination les indices qui défient nos principes, compromettent les valeurs auxquelles nous croyons. Nos priorités ne fluctuent pas au gré des événements, mais ceux-ci inspirent de nouvelles recherches, plus exigeantes encore, suscitent de nouveaux efforts, stimulent une nouvelle réflexion. Ils

ne sauraient en rien ébranler nos convictions, nos objectifs, notre conception de la société et du monde.

Nous ne prétendons pas avoir raison. Nous ne craignons pas que nos ambitions soient les seules valables. Mais ce sont les nôtres. Et nous y tenons.

L'affairisme qui domine ostensiblement le monde de la « communication » exaspère chaque jour de nouvelles couches de la population. Quel que soit le nombre de dépliant, prospectus et offres mirobolantes qui déboulent dans leur boîte aux lettres, les citoyens savent bien que l'information, l'enquête, l'analyse, la réflexion, la culture, etc. ne sont pas la matière première de « produits » que l'on pourrait vendre à coups de slogans publicitaires et d'astuces commerciales. Ils découvrent aussi que certains grands groupes de presse, dont on vantait naguère l'efficacité gestion, accusent des dettes, des déboires et des pertes considérables. Sans bruit, modestement, les comptes du Monde diplomatique enregistrent une confortable marge bénéficiaire. Ainsi se poursuit, dans une relative sérénité financière, l'aventure intellectuelle que ce journal a entreprise voilà plus de quarante ans.

La véritable originalité du Monde diplomatique tient à une certaine manière de voir les problèmes mondiaux. Il constate que les puissants ne détiennent certes pas le monopole de la lucidité et de la sagesse ; que les modes intellectuelles coïncident rarement, pour ne pas dire jamais, avec les phénomènes qui modelent le monde de demain ; que les grands moyens d'information, en submergeant les citoyens sous un flot de nouvelles, le conduisent à des interprétations superficielles ; qu'il ne suffit pas de voir et d'entendre, mais qu'il importe surtout de savoir écouter pour comprendre, au prix d'un effort austère, d'une ascèse de l'esprit toujours en garde contre les multiples sollicitations qui dispersent l'attention et l'entraînent vers des conclusions hâtives, parfois drolatiques, voire démenties par les faits.

Ceux qui font ce journal savent que la plus grande faiblesse des nations tient à leur déclin, souvent inconscient, parfois fataliste, pour quiconque ne possède pas les attributs de la puissance. N'a-t-on pas encore vu que le banquet des géants est toujours trompé par ceux qui, chaque jour avec moins de timidité que la veille, viennent frapper à la porte ? Toute puissance n'est qu'illusion, qui ne sait pas être attentive à tout ce qui met en mouvement des groupes et des peuples considérés comme négligeables.

C.J.

Les publications du Monde diplomatique

Fondé en 1954 par Hubert Beuve-Méry, Le Monde diplomatique a été dirigé, de 1954 à 1972, par François Honti, et de 1973 à 1990, par Claude Julien, trois personnalités qui, avec Micheline Faure, rédactrice en chef jusqu'à son départ en décembre 1994, ont profondément marqué le dévouement intellectuel de notre journal.

Depuis janvier 1991, son directeur est Ignacio Ramonet et, depuis janvier 1995, son rédacteur en chef Alain Gresh.

Outre le mensuel, dont le tirage n'a cessé de croître et atteint aujourd'hui les 250 000 exemplaires, Le Monde diplomatique édite deux autres publications :

- Manière de voir, un trimestriel (tirage : 64 000 exemplaires) ;
- Savoirs (tirage : 40 000 exemplaires).

Par ailleurs, Le Monde diplomatique et Manière de voir sont diffusés en plusieurs langues étrangères (lire ci-contre), mais notre journal n'en est pas coéditeur ; un contrat de vente des droits de traduction nous lie simplement à nos différents partenaires.

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers de francs)

Toutes publications du Monde diplomatique	1992	1993	1994	1995 *
Chiffre d'affaires				
Ventes au numéro	30 039	35 379	32 118	31 570
Abonnements	6 547	7 967	8 857	9 133
Publicité	1 325	1 106	1 726	2 136
Divers	1 390	1 356	1 378	870
Cessions internes, autopromotions	3	163	179	152
TOTAL	39 304	45 971	44 258	43 881
Charges				
Papier	2 637	2 782	2 478	2 959
Fabrication	3 324	3 521	3 370	3 094
Rédaction (hors amortissements de matériels)	6 070	6 753	7 739	6 590
Distribution	14 704	19 018	17 238	17 308
Promotion	2 501	3 699	3 941	3 035
Frais généraux de structure	5 445	5 563	5 279	5 384
Donations aux amortissements	38	35	252	135
TOTAL	34 719	41 371	40 297	38 505
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	+ 4 585	+ 4 600	+ 3 961	+ 5 377

* Estimation.

Nos éditions en langues étrangères

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain *Il Manifesto* (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien berlinois *die tagesschau* (Schönhauser 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires.

Suisse. L'hebdomadaire *WochenZeitung* (Luisenstrasse 7, Postfach 9051 Zurich) diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires.

Espagne. Le journal est traduit et édité par *La Prensa* (Plaza María Española, 5-2 D, 28013 Madrid). Sa diffusion est d'environ 25 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trimestrielle en arabe est publiée en Tunisie (Impect, Le Médien, bureau 344, 50, avenue Habib Bourguiba, Tunis 1000). Elle tire à environ 30 000 exemplaires.

Grèce. Il existe, en cours, une édition en langue grecque de notre trimestriel *Manière de voir* (Editions Dramas Epe, Ch. Diakoupi 106, Athènes 11472), diffusée à quelque 10 000 exemplaires.

Au total, la diffusion du Monde diplomatique (250 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est d'environ 475 000 exemplaires.

50221101

2011

هكذا من الامل

MODESTES PROPOSITIONS POUR SORTIR DE LA CRISE...

Taxer les revenus financiers

PESANT ÉCONOMISME

Le mouvement social qui a secoué la France en décembre dernier a mis en lumière les limites de l'économisme imposé au pays comme au reste de l'Union européenne. Allègement des charges du capital, démantèlement des acquis sociaux, libre-échange échevelé, surexploitation du tiers-monde, toutes ces recettes débouchent sur d'innombrables maux, au nom d'un « avenir radieux ». Alors que, au sein même des gouvernements européens, des voix s'élèvent pour mettre en doute le bien-fondé de ces politiques, n'est-il pas temps de secouer la pesanteur d'un modèle qui, longtemps, est apparu comme unique ? Seul un projet remettant l'homme au cœur du développement et renouant avec l'ambition démocratique comme avec l'utopie permettra de rompre le cercle infernal. Encore faut-il d'abord assurer une formidable redistribution de la richesse. Taxation des revenus financiers, règle de la « clause sociale » dans les échanges commerciaux, création d'une Bourse des devises : autant de « modestes propositions » pour amorcer un véritable débat sur l'avenir.

Par
CHRISTIAN
DE BRIE

FAIRE payer les riches ? L'idée les porte à sourire, depuis qu'ils le sont, il y a fort longtemps. Taxer le capital et ses profits ? C'est de plus en plus l'argent, des montagnes d'argent, se déplace instantanément par-delà les frontières, d'un point à l'autre du globe (1 500 milliards de dollars changent de mains chaque jour), en moins de temps qu'il n'en faut pour régler un mandat postal. Quand la compétition implacable devrait conduire à protéger les plus performants brasseurs d'affaires et leurs entreprises, qui, fortune au poing, conquièrent des parts de marché pour la survie de tous, au lieu de les assommer d'impôts spoliateurs au risque de les décourager de faire de l'argent. La vraie richesse aujourd'hui qui fait de vous un nain n'est-elle pas un emploi stable dans le secteur protégé ? Et puis les riches ne le sont pas tant qu'on l'imagine, ne serait-ce que parce qu'ils sont écrasés d'impôts au-delà du supportable. Arguments inlassablement rabâchés par commentateurs et experts de la presse spécialisée. Car, enfin, vouloir taxer les plus fortunés par des impôts que ne paierait pas la majorité, « c'est une source de fracture pour la société alors que la cohésion apparaît de plus en plus nécessaire à l'environnement concurrentiel dans lequel les pays sont plongés (1) ».

1993, année euphorique pour la Bourse, sinistre pour l'emploi : + 23 % à Paris pour le CAC 40 et trois cent mille chômeurs supplémentaires ; + 43 % à Francfort et cinq cent soixante mille demandeurs d'emploi en plus en Allemagne ; autant en Espagne, où la Bourse de Madrid fait + 50 %. Entre 1989 et 1993, le rendement cumulé des sifacs atteint, en France, + 60 % - en franchise d'impôt sur le revenu. Dans le même temps, les hausses cumulées de salaires, taxes, sont de 18,9 % (2).

« Notre fiscalité sur les placements

financiers est l'une des plus favorables d'Europe. Je ne prendrai qu'un seul exemple : un couple marié peut placer plus de 4 millions de francs sur divers produits financiers et en retirer plus de 300 000 francs dans l'année sans payer d'impôt. » En toute légalité, le paradis fiscal chez soi, aussi bien qu'aux îles Salomon. Pour le ministre des finances, M. Jean Arthuis, qui s'exprime ainsi lors de la présentation du budget 1996, « il y a là quelque chose de choquant ». Pas au point de mettre fin à des privilèges abusifs, depuis longtemps remarqués par le Conseil des impôts, qui perdurent depuis des années (3).

Il y a pourtant de quoi faire : le catalogue des exonérations, réductions, déductions, abattements, décotes, imputations, crédits d'impôts, prélèvements libératoires... est aussi fourni que celui d'une centrale d'achat par correspondance.

Ainsi, en matière d'impôt sur le revenu, outre la défiscalisation de l'épargne populaire des livrets A - qui permet aux plus riches de s'encailler un peu, fiscalement parlant, à hauteur de 200 000 à 1 000 000 de francs selon la taille de la famille (4) -, figure l'exonération des livrets bleus, des Cedevis, des plans d'épargne retraite (PER), des plans d'épargne populaire (PEP), des comptes et des plans d'épargne coactions (CEA) et PEA), des comptes d'épargne-logement... S'y ajoutent réductions d'impôt ou déductions du revenu imposable pour les intérêts d'emprunt, les dépenses de grosses réparations, de ravèlement, d'isolation, d'équipements sanitaires et de sécurité concernant les propriétaires de résidence principale ; mais aussi les investissements en logements locatifs, les parts de copropriété de navires, les capitaux investis dans les DOM-TOM (loi Pons), dans le cinéma et l'audiovisuel, les souscriptions au capital des PME ou des sociétés de capital-risque...

Revenus et plus-values réalisés sur les sifacs monétaires, les fonds communs de placement (FCP), les stock-options, les actions et parts sociales, les obligations, échappent à

l'impôt progressif, bénéficiant d'un prélèvement libératoire à taux réduit ne dépassant pas 20 %, de même que les plus-values professionnelles commerciales, industrielles, libérales. Tandis que sont déductibles les déficits des années antérieures, lorsque des pertes en capital ont été enregistrées dans les sociétés nouvelles ou en difficulté. Sans oublier la récupération des crédits d'impôt et avoirs fiscaux, ainsi que, cerise sur le gâteau, la réduction d'impôt, jusqu'à 45 000 francs, pour l'emploi d'un ou plusieurs domestiques à la maison, dernier cadeau de M. Edouard Balladur.

Comme dans les grands magasins, il se passe toujours quelque chose à Bercy, au ministère des finances, en faveur des détenteurs de capitaux, dont savent profiter les vrais amateurs : un rabais fiscal par-ci, une déduction en promotion par-là. Parmi les tout derniers en date, on peut citer : l'exonération d'imposition des plus-values de cession de titres de SICAV et FCP monétaires de capitalisation réinvesties dans l'immobilier ou les équipements ménagers (5), l'exonération d'impôt de Bourse sur les valeurs cotées introduites au nouveau marché pour le financement des PME ou la prorogation de deux ans du délai de revente en fran-

chise de droits de mutation des immeubles acquis par les marchands de biens (6).

Pour faire payer les riches, pas besoin de nouveaux impôts. Il suffit de supprimer la plupart des privilèges dont jouissent les détenteurs de capitaux, spécialité française que l'on retrouve pas ailleurs dans l'Union européenne, qui coûte aux contribuables une cinquantaine de milliards par an (hors livret A et avoir fiscal) et profite surtout aux plus fortunés. Ainsi, sur plus de quatre millions de foyers bénéficiant d'un avoir fiscal, vingt mille, les plus riches, dont le revenu imposable dépasse 1 million de francs par an, paient à eux seuls un tiers du total des avoirs fiscaux, une réduction d'impôt de plus de 50 000 francs par foyer en 1988 (7).

Sur environ 500 milliards de francs de revenus d'épargne financière perçus en 1992 (hors plus-values), seuls 100 milliards ont été imposés, la moitié à l'impôt sur le revenu, l'autre bénéficiant du prélèvement libératoire, au total pour une trentaine de milliards d'impôt (8). Rico d'étonnant à ce que sur vingt-cinq millions de foyers fiscaux, seulement onze mille paient plus de 50 % d'impôt et quatre-vingt-deux mille plus de 40 % (9).

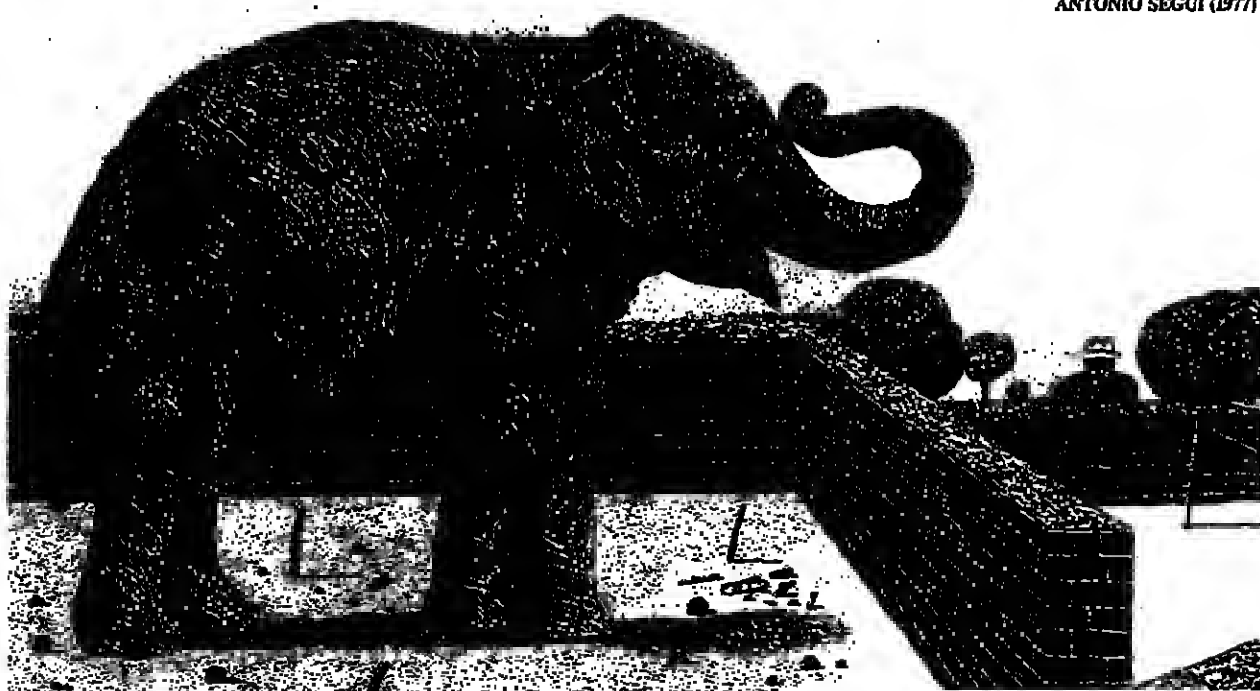
Terre de privilèges

LE même principe devrait s'appliquer aux autres impôts cosés frapper capital, fortune ou patrimoine, catalogues d'exonérations anciennes et nouvelles. Aux droits de succession dont le montant annuel représente moins de 2 % de la valeur des patrimoines transmis. A l'impôt sur la fortune (ISF) qui, à la différence des autres pays qui le pratiquent, est plafonné pour les plus riches (perte pour le Trésor : 800 millions de francs) et excoère les biens professionnels, la propriété industrielle, littéraire et artistique, les antiquités, les propriétés rurales louées à long terme. Cosé financer le revenu minimum d'insertion (RMI), il devrait être multiplié par quatre pour en assurer la couverture et mériter son titre d'impôt de solidarité : les plus riches seraient ainsi incités à réduire l'exclusion.

Le retour à une imposition significative devrait aussi concerner les bénéfices des sociétés dont les taux, les plus bas du monde développé, sont passés de 1985 à 1994, de 50 % à 33 % pour les bénéfices non distribués et de 25 % à 0 % pour les bénéfices distribués (10). Tandis que se sont multipliés excoérations et crédits d'impôt en particulier pour les zones d'investissement privilégiées et les zones franches, remboursements de TVA (pour près de 100 milliards de francs) et exonérations de charges sociales, que les dégrèvements de taxe professionnelle pris en charge par l'Etat sont passés de 8 milliards de francs en 1988 à 35 milliards en 1995. Résultat : le taux d'épargne des entreprises est passé de 12,3 % en 1984 à 18,4 % en 1994 et la part du capital dans la valeur ajoutée de 27,6 % à 39,4 %, au détriment du travail et des salaires (11).

En 1981, fuyant l'arrivée des « rouges » au pouvoir en France, quelques fortunés affolés par des politiciens et des médias de droite s'étaient précipités aux Etats-Unis. Ceux qui n'y furent pas déposés par des aigrefins locaux revinrent prospérer au pays après avoir découvert que les impôts

- (1) Conjoncture, décembre 1995.
- (2) Alternatives économiques, février 1994, p. 17.
- (3) Onzième rapport du Conseil des impôts, « L'impôt sur le revenu », Journal officiel, 1991.
- (4) Chaque enfant donne droit à l'ouverture d'un livret A plafonné à 100 000 F. Au total on compte 48 millions de livrets totalisant près de 700 milliards de francs.
- (5) « Mesures économiques annoncées le 21 décembre 1995 », ministère des finances, conférence de presse du 21 décembre.
- (6) Loi de finances rectificative pour 1995.
- (7) Onzième rapport du Conseil des impôts, op. cit., p. 163.
- (8) Commission d'étude des prélèvements fiscaux et sociaux pesant sur les ménages, Rapport Dacomin, 1995, p. 87.
- (9) Idem, p. 139.
- (10) Compte rendu du remboursement de l'impôt à l'actionnaire sous forme d'avoir fiscal.
- (11) Rapport général du budget 1996, Assemblée nationale.
- (12) Lire Christian de Brie, « Corriger par l'impôt l'inique répartition des richesses », Le Monde diplomatique, janvier 1995.
- (13) Lire Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Grandes Fortunes, Payot, Paris, 1996.



ANTONIO SEGUI (1977)

Prélèvements facultatifs, inégalités obligatoires

Par
SERGE
HALIMI

« TROP d'impôts, pas d'impôts. On asphyxie l'économie. Je veux absolument qu'on amorce le dénouement. » Enoncé par François Mitterrand en septembre 1983, au moment du grand virage néolibéral des socialistes français, le postulat et la promesse sont devenus les figures imposées du discours économique dominant. M. Jacques Chirac ne vient-il pas de s'engager - mais pour 1997 - à faire baisser la part des prélèvements obligatoires dans l'économie ?

Première observation : il est déjà paradoxal d'envisager une réduction du poids relatif de l'impôt quand chacun perd de « fracture sociale » et de banlieues déshéritées. Mais l'idée apparaît plus étrange encore lorsque (en raison du ralentissement de l'activité) les recettes fiscales fléchissent alors même que la charge de la dette et (à cause du vieillissement de la population) le montant des dépenses médicales augmentent, naturellement, plus vite que la production. M. Ronald Reagan croyait résoudre la quadrature du cercle en évoquant un trésor caché de « fraudes, gâchis et abus ». On sait ce qu'il advint. Le trésor n'existait

pas. Certains impôts baissèrent. Et les déficits s'envolèrent.

La deuxième observation nous ramène précisément aux Etats-Unis. Car, en matière de « prélèvements obligatoires » modestes, on ne peut dénicher meilleur modèle : alors qu'en France, en Italie et en Allemagne la part de ces prélèvements se situe entre 44 % et 49 % du produit national brut, elle n'est outre-Atlantique que de 31,6 % (1). Seulement voilà : si, pour la contribuable, la facture est plus légère (surtout quand il est riche), pour le citoyen, les contreparties sont moins nombreuses. Et c'est là que l'expression « prélèvements obligatoires » s'apparente à une manipulation du langage.

Ainsi, en France, le fait que l'essentiel des besoins d'éducation, de santé et de solidarité soit assuré par l'Etat ne rend pas la satisfaction de ces besoins plus « obligatoire » qu'elle ne serait aux Etats-Unis, où l'éducation supérieure est payée par l'épargne « volontaire » des parents, où les soins médicaux sont remboursés par une assurance privée souscrite « volontairement », et où la solidarité dépend beaucoup du bénévolat et de la charité. En somme, un individu - imaginaire - qui n'aurait besoin ni de protection médicale, ni d'études supérieures, ni de services publics, ni d'un minimum de cohésion sociale s'en tirerait à meilleur compte aux

Etats-Unis qu'en Europe. Sinon, il paie. Ici et là-bas. Mais, aux Etats-Unis, ce n'est pas « obligatoire ». On peut très bien, comme près de 40 millions d'Américains, ne pas avoir de couverture médicale. On peut aussi ne jamais prendre le train et acheter une voiture. On peut enfin ne pas faire d'études supérieures.

D'ailleurs, quand on n'est pas riche, mieux vaut sans doute faire ce dernier « choix ». Car si, en France, les droits d'inscription à une université s'échelonnent entre 850 et 5 700 francs par an (tarif de l'Institut d'études politiques de Paris, aux Etats-Unis, la moyenne annuelle va de 2 686 dollars (13 700 francs) dans un établissement public à 11 709 dollars (60 000 francs) dans un établissement privé (2). Depuis quinze ans, ces droits d'inscription ont augmenté deux fois plus vite que le rythme de l'inflation. Les salaires, eux, ont stagné.

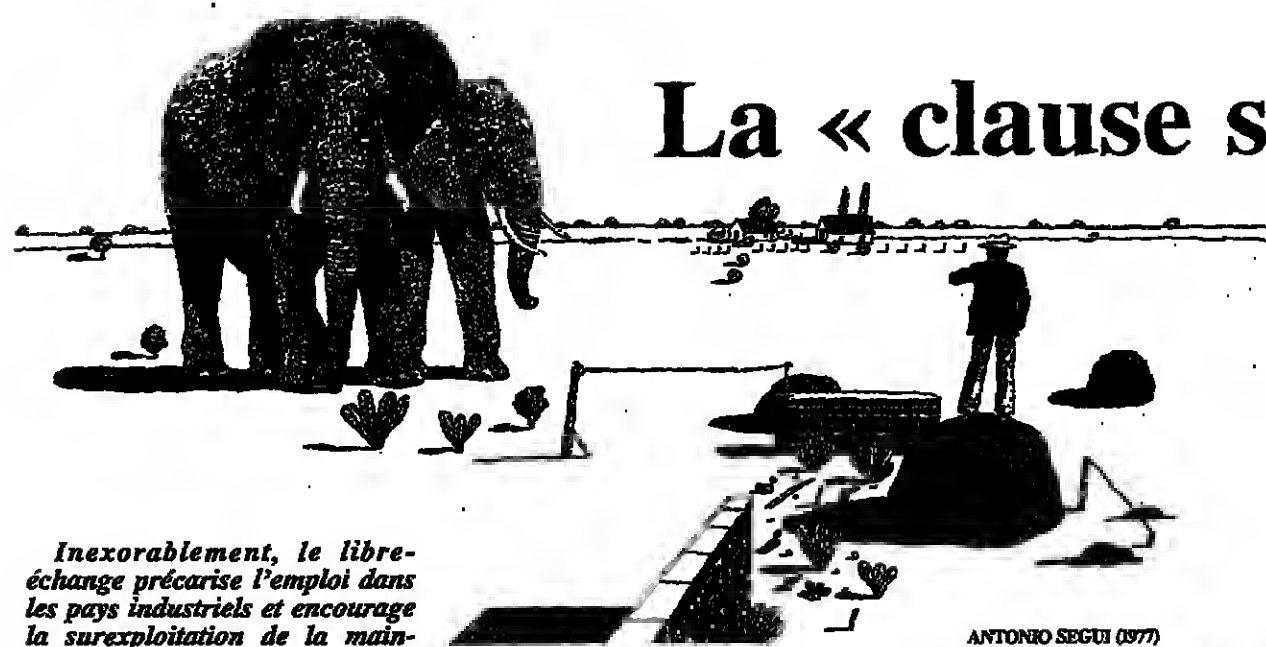
DANS les universités privées les plus prestigieuses (Yale, Harvard, Stanford), le coût d'une licence dépasse désormais 100 000 dollars. Quant aux établissements publics, la baisse des « prélèvements obligatoires » a eu des résultats prévisibles : à New York, une réduction de 12,8 % du budget alloué par l'Etat aux universités a eu pour effet une augmentation de 75 % des droits d'inscription (de 2 500 à 4 300 dollars par an) ; en Californie, où le

contribution de l'Etat au budget des universités publiques (comme Berkeley ou UCLA) a baissé de 25 % en cinq ans, le montant des droits d'inscription a doublé, et il atteint désormais près de 4 500 dollars par an pour les Californiens (la double pour les autres). Mais il n'est pas « obligatoire » d'aller à l'université...

En 1980, le coût des études supérieures représentait, par enfant, entre 12,5 % (dans un établissement public) et 26,6 % (dans un établissement privé) du revenu annuel moyen d'une famille. En 1993, les proportions étaient déjà respectivement de 15,9 % et de 39,9 % (3). Résultat : si l'on divise les familles américaines en quatre tranches égales, différentes en fonction de leurs revenus, l'adolescent dont les parents se situent dans la tranche supérieure a désormais dix-neuf fois plus de chances d'aller à l'université que celui dont les parents appartiennent à la tranche inférieure. Il y a quinze ans, avant l'ère du « trop d'impôts, pas d'impôts », l'écart n'était que de 1 à 4. Cette réalité-là, n'est-elle pas « obligatoire » de la garder en mémoire chaque fois que résonnent les violons de la démagogie fiscale ?

- (1) Perspectives économiques de l'OCDE, Paris, juin 1995, tableau A 32.
- (2) International Herald Tribune, 26 décembre 1994.
- (3) Business Week, 24 mai 1993.

La « clause sociale », un moyen



Inexorablement, le libre-échange précarise l'emploi dans les pays industriels et encourage la surexploitation de la main-d'œuvre dans le tiers-monde. La « clause sociale » introduite dans les accords commerciaux internationaux pourrait être un outil, au Nord comme au Sud, pour assurer la mondialisation de la justice et les indispensables solidarités face aux grands pouvoirs financiers, qui entraînent l'humanité dans une spirale descendante.

Par
BERNARD
CASSEN

Au cours des deux dernières années, les gouvernements de Paris et de Washington, après s'être vigoureusement affrontés en 1993 lors des négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), ont quelque peu surpris en faisant cause commune en faveur de l'introduction d'une « clause sociale » dans les accords commerciaux internationaux. Avec, d'ailleurs, un succès mitigé. La conférence ministérielle de Marrakech d'avril 1994, concluant le cycle de l'Uruguay et créant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), refusa de mentionner ce point dans son texte final ; les États-Unis et la France durent se contenter de la promesse qu'on l'inscrirait au programme de travail de la nouvelle institution.

L'idée de clause sociale n'est pourtant pas nouvelle. Elle remonte à la création, en 1919, par la conférence de la paix, de l'Organisation internationale du travail (OIT), dont la Constitution, ainsi que les « principes généraux » qui

la régissent – l'équivalent d'une charte du travail – constituent le pilier XIII du traité de Versailles. En 1944, la déclaration de Philadelphie, qui affirme le primat des objectifs sociaux dans les politiques nationales et internationales, et qui demande explicitement aux membres de l'organisation de pratiquer entre eux une concurrence loyale, fondée sur le respect de normes sociales, sera annexée à cette Constitution (1).

Ces normes sont consignées dans 176 conventions internationales du travail, dont 67 élaborées entre les deux guerres. Mais aucune d'entre elles n'a été ratifiée par la totalité des membres de l'OIT. Quant à leur application, mieux vaut o'en point parler (2)... Au 1^{er} juin 1995, c'est l'Espagne qui détenait le meilleur palmarès (125 ratifications), suivie de la France (115 ratifications), alors que les États-Unis restent scandalusement à la traîne (12 ratifications) et sont même l'un des six derniers États à ne pas avoir ratifié la convention sur les droits de l'enfant. La majorité des membres de l'OMC – qui sont aussi membres de l'OIT – n'ont donc pas eu tort de voir dans la démarche américaine, même si elle était effectuée conjointement avec la France, mieux qualifiée à cet égard (3), entre chose qu'une préoccupation désintéressée pour la démocratie sociale dans le monde. Ce qui leur a permis de lancer l'accusation, à leurs yeux infamante, de « protectionnisme ».

Aux États-Unis, la pression d'une partie de l'opinion et des syndicats – ces derniers relayés, notamment, par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) – et, en France, le désarroi et l'impuissance des pouvoirs publics face à la montée d'un chômage déstabilisateur expliquent que

Paris et Washington veuillent grignoter les avantages comparatifs de certains de leurs concurrents commerciaux – les bas salaires – qui se traduisent en pertes de centaines de milliers d'emplois dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre. Très mollement suivis par leurs partenaires de l'Union euro-

ANTONIO SEGUI (1977)

péenne, dont certains, notamment l'Allemagne, les Pays-Bas et surtout le Royaume-Uni, font preuve, à l'égard du libre-échange pur et dur, d'une attitude qui relève de la foi du charbonnier. Les gouvernements de MM. Edouard Balladur et Alain Juppé ont veillé à présenter la clause sociale de manière positive : il ne s'agit pas de préserver des emplois sur son territoire, mais de promouvoir des droits sociaux minimaux chez les autres...

Ainsi, lors de l'assemblée générale de l'OIT de juin 1994, M. Michel Girard, alors ministre du travail, approuvé par son collègue américain, M. Robert Reich, avait préconisé des « prescriptions minimales » sur quatre thèmes : l'abolition du travail forcé, la non-discrimination dans l'emploi, l'âge minimum d'accès à l'emploi et la liberté syndicale.

On voit mal qui pourrait s'opposer officiellement à ces prescriptions dans une enceinte internationale. Mais, dans les faits, tout en donnant un coup de chapeau à l'objectif, la majorité des

gouvernements et les multinationales refusent de prendre la moindre mesure concrète et, en particulier, d'introduire une quelconque conditionnalité là où de gros intérêts sont en jeu : le commerce international. M. Renato Ruggiero, directeur général de l'OMC, exprimait ce point de vue lorsqu'il déclarait : « Le risque réside dans l'apparition d'un néo-protectionnisme insidieux qui tenterait d'utiliser les restrictions commerciales pour répondre aux inquiétudes largement répandues au sujet des normes relatives au travail, aux questions sociales et à l'environnement. Ces préoccupations sont légitimes mais les restrictions commerciales ne sont pas la solution (4) ».

Pourtant, face à cette idéologie en béton, il semble légitime de poser quelques questions. Au nom de la théorie des avantages comparatifs, les pays développés doivent-ils abandonner, au profit de ceux à bas niveau de salaires, l'ensemble de leurs industries de main-d'œuvre ? Si l'on veut bien admettre que, par exemple, tout jeune Français

Des pistes à explorer

Un projet ingénieux de clause sociale a été élaboré par Maurice Lauré, inspecteur général des finances, président d'honneur de la Société générale, et plus connu comme inventeur de la TVA. Maurice Lauré considère que l'Europe devrait mettre en place des « droits compensateurs » sur les biens qu'elle importe ; équivalent à la différence entre ses coûts salariaux moyens et ceux du pays exportateur, asiatique dans un grand nombre de cas. Mais, à la différence des prélèvements douaniers habituels, ces droits ne seraient pas conservés : leur montant serait crédité au pays exportateur sous la forme d'avoirs en euros, seulement utilisables pour l'achat de marchandises européennes. Autrement dit, « l'Europe mettrait en place, à cette occasion, une sorte d'administration de plein Marshall, qui suivrait sans cesse les coûts de production en Asie, afin d'établir et de mettre à jour des droits compensateurs calculés d'une manière suffisamment libérale pour laisser place à des échanges substantiels (1) ».

Ce dispositif présenterait, selon l'auteur, de multiples avantages, en particulier celui de favoriser, grâce aux équipements européens supplémentaires procurés par le nouveau régime d'échange, un type de développement plus diversifié et autocentré : « Ces pays mettraient donc en place directement leur future économie, et non pas une économie de transition, à caractère de sous-traitance, à destination de très larges marchés (2) ». Pour éviter les trafics détournés, les droits compensateurs devraient, en fait, être applicables à toutes les importations de marchandises, quelle que soit leur provenance, sauf, évidemment, à celles produites par un pays appartenant à la même union douanière. Cela impliquerait donc une structure mondiale de régulation des échanges aux missions radicalement différentes de celles de l'actuelle Organisation mondiale du commerce (OMC).

La proposition de Maurice Lauré peut être déclinée de multiples manières, en service, non pas seulement du développement économique stricto sensu, mais d'objectifs écolo-

giques, éducatifs et sociaux. C'est ainsi qu'un consultant international, René Siegfried, a avancé l'idée d'une taxe douanière compensant les prélèvements obligatoires à vocation sociale ou écologique dont, dans les pays avancés, profitent les employés des entreprises assujetties, et dont ne profitent pas ceux des entreprises des autres régions du monde qui échappent à ce type d'obligation.

Le produit de cette taxe, variable selon les pays, ne serait pas versé aux États, mais à des fonds de solidarité, nationaux ou régionaux, gérés avec la participation des syndicats, des ONG, etc. Ces sommes seraient ensuite investies dans des projets éducatifs, écologiques ou de protection sociale (chômage, maladie, retraite). L'auteur conclut : « Un niveau élevé de protection sociale pour tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, est non seulement un objectif réalisable et moralement justifié, mais aussi le préalable indispensable à une libéralisation des échanges internationaux sur des bases saines, favorables aux hommes et non pas dirigée contre les plus faibles d'entre eux (3) ».

Même si ces propositions – en particulier celle qui dessaisit les États – peuvent être discutées, nul ne peut prétendre qu'il n'existe pas de pistes pour des solutions de rechange à un libre-échange sans entraves qui revient à donner une prime à l'exploitation de la main-d'œuvre. Des pistes qui méritent d'être explorées par tous ceux qui souhaitent tirer vers le haut le niveau de vie et les garanties sociales pour l'ensemble de la planète.

(1) Maurice Lauré, *Rapport sur le chômage*, Paris, 1^{er} juillet 1994, disponible auprès de l'auteur. A lire, du même auteur, « Les déséquilibres : enjeux et stratégies des pays développés », *Futuribles*, mai 1993.

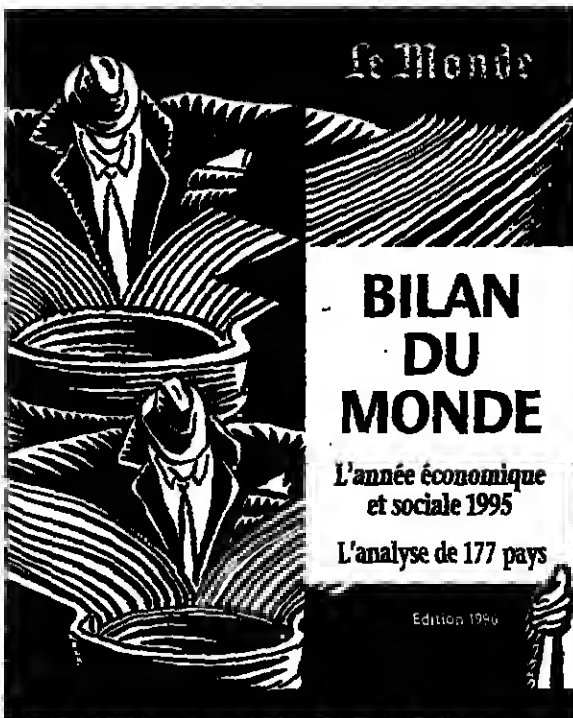
(2) *Rapport sur le chômage*, op. cit.

(3) René Siegfried, « Pour une Europe protégée mais solidaire », *Le Monde*, 22 février 1994.

Le Monde

En vente
chez votre
marchand
de journaux

Le Monde



Un véritable atlas
économique et social du monde
d'aujourd'hui

préfacé par Michel Camdessus, directeur général du Fonds Monétaire International

- 177 pays analysés par les correspondants du Monde
- Les mutations de l'économie française et internationale
- La situation des grands secteurs industriels mondiaux
- L'évolution des marchés financiers
- Les enjeux du monde de demain

Un document de référence indispensable

21^e NUMÉRO DU BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - 200 PAGES - 50 F - VIENT DE PARAÎTRE

Leçon
d'économie
moderne

Tous les abonnés à l'hebdomadaire *Newsweek* ont reçu le numéro qui pouvait leur couvrir le cou. À l'heure où quarante mille salariés d'ATT apprennent, par téléphone, leur licenciement.

Annouçant ce qui pourrait se passer à France Télécom lorsque l'entreprise sera livrée à la concurrence (1), l'une des plus grandes « restructurations » de l'histoire industrielle des États-Unis coïncide avec deux années de profits records pour le géant américain du téléphone (près de 9 milliards de dollars depuis 1994). Alors pourquoi une telle débâcle de licenciements, qui rappelle ce que Nippon Telegraph & Telephone (NTT) a déjà annoncé (45 000 emplois sur 195 000 supprimés d'ici quatre ans) ? M. Robert Allen, PDG d'ATT, explique : « Nous ne ferions jamais cela si ce n'était pas bon pour nos actionnaires, nos clients et pour les employés qui resteront à ATT après que ces gens (les quarante mille) soient partis ».

L'ordre des priorités énoncé e moi le mérite de la clarté : il faut en effet licencier beaucoup de « ces gens » autrefois employés par ATT (372 000 salariés en 1984, 277 000 après la « restructuration ») pour satisfaire les actionnaires de la société. D'ailleurs, depuis 1990, plusieurs millions de salariés américains ont perdu leur emploi à la suite des plans de « dégraissage » que les exigences de la compétitivité imposent. Et le cours des actions des entreprises concernées a presque toujours bondi à l'annonce d'une si joyeuse nouvelle. Les responsables de la communication ont même appris à exagérer les projets de licenciement de leur société afin de mieux séduire les investisseurs (2).

Un journaliste de CBS News, Ray Brady, vient d'expliquer le phénomène en quelques mots : « Wall Street adore les licenciements, sauf à Wall Street. Les chefs d'entreprise dirigent en se souciant exclusivement de leurs actionnaires : il faut augmenter le taux de profit. Le moyen le plus sûr ? Supprimer des milliers d'emplois. Quelques exemples : 3 M, le fabricant de papier adhésif, annonce 5 000 licenciements ; le cours de l'action progresse aussitôt de 2,62 dollars, ce qui augmente d'un seul coup de plus de 1 milliard de dollars la valeur de la société. Qui paie le prix de cette prospérité de la Bourse ? Allez dans n'importe quelle agence pour l'emploi et on vous donnera la réponse. Les patrons américains viennent d'annoncer plus de 41 000 licenciements le mois dernier (novembre 1995), une progression de 45 % par rapport à l'année précédente. Et alors qu'en cette période de fêtes le cours des actions ne cesse d'augmenter, la vague de restructurations des entreprises vient de frapper sa troisième victime en cinq ans (3) ».

Quant à ATT, son action a bondi à l'annonce du grand dégraissage, la valeur de la société progressant de 8 milliards de dollars en quarante-huit heures. Grâce à leur système de rémunération par option de souscription d'actions (« stock options »), ceux qui ont décidé des licenciements ont profité au maximum de l'effluve boursier. Soucieux avant tout du sort des actionnaires d'ATT, M. Robert Allen aurait gagné 5 millions de dollars dans l'affaire (4).

S. H.

(1) Lire André Torres, « Une nouvelle proie, les télécommunications », *Le Monde diplomatique*, janvier 1996.

(2) Lire « Le seul mot d'ordre : licencier », *Le Monde diplomatique*, janvier 1993.

(3) CBS News, 26 décembre 1995.

(4) Cf. « For Whom Bell Tolls », *Newsweek*, 15 janvier 1996.

هكذا من الامل

POUR SORTIR DE LA CRISE...

de mondialiser la justice

ou Allemand n'a pas nécessairement un bon d'ingénieur ou de chercheur dans sa giberne, que deviennent, notamment en Europe, les citoyens à faible niveau de qualification ?

La frénésie d'exporter peut-elle tenir lieu de politique économique et sociale, en particulier pour les pays du Sud ? N'obtient-elle pas plutôt, chez eux, aux impériaux d'ajustement structurel imposés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ? Et à qui profite-t-elle en premier lieu, sinon aux multinationales du Nord qui implantent leurs sites de production là où les conditions

sont les plus favorables pour elles, quitte à les déplacer quand elles trouvent mieux ?

Une véritable « bulle » commerciale s'est peu à peu créée - en 1995, la croissance du volume des échanges mondiaux a été trois fois supérieure à celle du volume de la production. Quel intérêt y a-t-il à échanger de plus en plus, et de plus en plus souvent, les mêmes produits ? Quels sont les vrais coûts écologiques - dont la plupart sont « externalisés » sur la collectivité - de ce mouvement brownien de marchandises qui sature les transports terrestres et aériens ?

Pour une « sécurité démocratique »

UN développement endogène sans être autarcique, mis en place à l'échelle régionale (lire, ci-dessous, l'article de Paul Stancu), n'est-il pas préférable, pour garantir un minimum de capacité de contrôle et d'intervention des citoyens sur leur propre destin, à un développement totalement extraverti où personne, pas même les gouvernements, ne maîtrise les flux d'intrants et de débouchés, et où un pays dont la production n'est pas diversifiée se retrouve totalement à la merci de décisions financières et commerciales prises ailleurs ? Si la sécurité alimentaire repose nécessairement sur un degré élevé d'autosuffisance agricole (5), la « sécurité démocratique » ne suppose-t-elle pas, elle aussi, un degré élevé d'autosuffisance tout court, au moins au niveau régional ?

Pour les institutions financières internationales, comme pour la Commission européenne (6), ces interrogations équivalent à s'auto-dénier comme un « protectionniste ». Est-ce un protectionnisme quand on veut protéger des compétences sociales - acquises au terme de longues lites - dans les pays les plus riches, au même temps qu'on ouvre les voies d'accès des travailleurs du Sud à un meilleur niveau de vie ?

Dans un article écrit au lendemain de la conférence de Manaké, le directeur général du Bureau international du travail (BIT), M. Michel Housheer, prônait les gouvernements, se réclamant du libéralisme sur leur propre terrain, en considérant la liberté syndicale comme une

« garantie qui ne ferait que prolonger, sur le plan social, le principe de libre partenariat dont l'on entend se prévaloir dans les échanges commerciaux (7) ». Et il proposait que la reconnaissance de cette liberté fasse explicitement partie des engagements souscrits par les candidats à l'OMC. La réponse ne se fit pas attendre : la prochaine conférence ministérielle de l'Organisation aura lieu à... Singapour, haut lieu de l'autoritarisme et du syndicalisme officiel (8).

A supposer que la liberté syndicale, le droit de négociation collective et d'autres droits sociaux fondamentaux soient respectés partout dans le monde, la question des énormes écarts de coût du travail, à productivité égale, resterait posée. D'autres mécanismes structurels, s'inspirant du système des prélèvements variables sur les importations mis en place dans le cadre de la politique agricole commune européenne, doivent être imaginés, qui neutralisent les différentiels excessifs de coût du travail. Et ce, pour décourager l'exploitation maximale de la main-d'œuvre, au prétexte de faire rentrer des devises par les exportations. Des propositions en ce sens existent, qui méritent d'être débattues par les organisations de travailleurs et les ONG.

L'une des raisons principales est que, en Occident, le langage idéologique néolibéral a profondément façonné les esprits. De plus, dans les mouvements

s'affichant solidaires du Sud, on répugne à adopter des positions qui pourraient être présentées comme hostiles aux intérêts des travailleurs de ces pays.

La confusion est encore plus grande dans le Sud. Comme l'explique un syndicaliste, ancien responsable du BIT, « les pays moins développés ne font pas de détail entre les organisations de travailleurs, les ONG, les employeurs ou les responsables politiques » des pays industrialisés, ce qui explique, lorsqu'il est question de clause sociale, « la perception assez généralement négative de campagnes regardées comme des attitudes cyniques ou masquées des pratiques conjoncturelles et protectionnistes ». La conclusion s'impose alors d'elle-même : « Ce contexte exige des clarifications politiques et opérationnelles de la part des organisations syndicales, des ONG et de tous ceux qui militent pour les clauses sociales (9) ». N'est-il pas temps pour ces mouvements et ces militants d'ouvrir une discussion et d'occuper un terrain que leurs adversaires ont déjà largement investi et quadrillé ?

BERNARD CASSEN.

(1) Lire, de Francis Blanchard, ancien directeur général du Bureau international du travail (BIT), qui critique le socialisme personnel de l'OMC, « La clause sociale et l'OMC », *Le Monde*, 30 juin 1993.

(2) Les rapports annuels de l'OMC dénoncent régulièrement, entre autres, la persistance du travail des enfants et de formes diverses d'exploitation.

(3) L'introduction de clauses sociales dans les mécanismes de l'OMC fait la quasi-unanimité au sein des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale. On finit à cet égard, le rapport de M. Patrick Hoquet, député UDF à l'Assemblée nationale, *Les Résultats du cycle de l'Uruguay du GATT*, Délégation pour les Communautés européennes, rapport d'information n° 1066, 5 avril 1994.

(4) Discours publié dans OMC Focus, n° 4, juillet 1995, Genève.

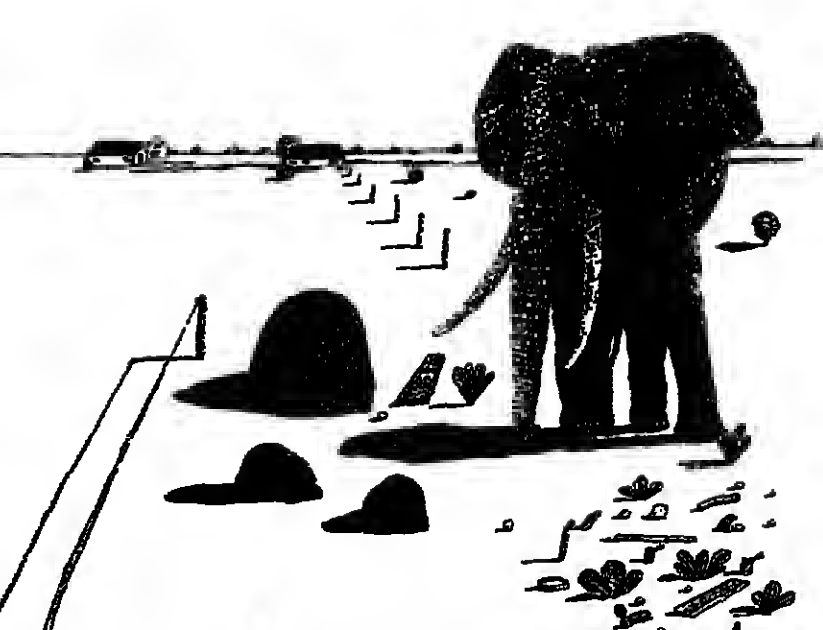
(5) Lire Edgar Pisani, « Pour que le monde nourrisse le monde », *Le Monde diplomatique*, avril 1995.

(6) Parmi les commissaires, seul M. Manuel Marín semble s'être prononcé publiquement, mais à titre personnel, pour l'insertion d'un minimum de normes sociales.

(7) Lire Michel Housheer, « Libération des échanges et progrès social. Comment appliquer la clause sociale », *Le Monde*, 21 juin 1994.

(8) Lire *Le Monde diplomatique* d'octobre 1994 et d'août 1995.

(9) Gérard Fonteneau, « La réglementation du commerce international : vers une société à responsabilité sociale ? », *Futur & Développement*, n° 234, octobre 1995.



ANTONIO SEGUI (1977)

EMPLOI ET REVENUS

L'indispensable redistribution

COMME des bourdons prisonniers d'un bocal de verre dont ils heurtent frénétiquement les parois, les gouvernements européens, du moins ceux que la question préoccupe encore sérieusement, multiplient les gesticulations, qui se révèlent rapidement vaines, pour faire baisser le taux de chômage. Mais sans remettre en cause aucun des facteurs dont il n'est que le résultat : non-prise en compte de la grande mutation technico-informatique de cette fin de siècle, croyance naïve dans les seules vertus de la croissance - qui n'est d'ailleurs pas au rendez-vous -, primat de la concurrence, de la compétitivité et du libre-échange, flexibilisation, précarisation et allègement du coût du travail, etc.

Combien faudra-t-il de millions de chômeurs supplémentaires pour rompre avec cette vision et renvoyer à leurs chères - et même très chères - études tous les « experts » et hauts responsables des institutions - de l'OCDE à la Commission de Bruxelles, de l'OMC au FMI - dont les prescriptions débouchent sur un « Munich social » à l'échelle du monde industrialisé, pour ne parler que de lui ? Il est urgent d'explorer d'autres voies.

Elles existent, esquissées par des universitaires, des syndicalistes, des responsables d'ONG. On en trouve la synthèse dans cet extrait de la nouvelle déclaration du groupe, très pluraliste, de chercheurs français autour du texte « Chômage : appel au débat » rendu public en juin dernier : « La lutte contre le chômage implique, dans les pays industrialisés, une progression simultanée selon trois axes : redistribution régulière du travail-emploi sur toute la société, avec réduction de sa durée et répartition plus équitable des richesses produites ; reconnaissance et développement, dans le cadre d'une économie plurielle, d'une « économie solidaire » d'utilité sociale et écologique ; approfondissement d'un droit à un revenu indépendant du travail, s'opposant à toute suppression du RMI et le rendant cumulable avec d'autres ressources (1). »

Le Monde diplomatique a consacré de nombreux articles à ces questions : « Chômage, des illusions au bricolage », par Bernard Cassen (octobre 1995).

« Travail, capital... Pour qui chentent les lendemains ? », par Jacques Decornoy (septembre 1995).

« Impérative transition vers une société du temps libéré », par Bernard Cassen (novembre 1994).

« Combattre la précarité sans l'antériorité », par Jean-Claude Lamoureux ; « Des gadgets contre le chômage », par Jacques Le Goff (juillet 1994).

« Instaurer un revenu d'existence contre l'exclusion », par Yolande Bresson (février 1994).

« Stratégies pour l'emploi : faux-semblants et pistes nouvelles », par Bernard Cassen (décembre 1993).

« Les travailleurs doublement dépossédés », par Alain Bihl (juillet 1993).

« Ces élites qui règnent sur des masses de chômeurs », par Claude Julien (juillet 1993).

« Dossier « Vers une révolution du travail » (mars 1993).

(1) *Le Monde*, 28 juin 1995.

Inventer un nouveau système

Par PAUL SINDIC*

DESTRUCTEUR, ainsi se révèle la libre-échange quand il met face à face des entités économiques hétérogènes. Il faut donc inventer un nouveau système de régulation des échanges qui s'inscrive dans des zones économiques régionales existantes ou à naître. Cette stratégie devrait permettre, notamment dans les pays du Sud, un développement global nationalisé, une dynamique de progression des salaires et des acquis sociaux, une concurrence ancrée qui favorise et récompense l'innovation. On peut, dans cette perspective, avancer quelques principes inspirés des expériences réussies, notamment celles de la Corée du Sud et de Taïwan.

En premier lieu, un pays disposant, dans une branche industrielle ou un produit ou un service, de capacités productives technologiquement compétitives et susceptibles de satisfaire la totalité de son marché pourrait réserver une part majoritaire de celui-ci à sa production nationale. Les autres pays bénéficiaires alors de droits d'accès limités et répartis entre eux, un peu sur le modèle de l'Accord multilatéral de 1974 régissant le commerce international du textile et de l'habillement... et dont les accords du GATT de décembre 1993 ont prévu la démantèlement progressif sur dix ans. Cette règle serait également applicable lorsqu'un pays crée une industrie nouvelle et jouerait de la même manière pour les échanges extérieurs d'une zone économique régionale comportant un marché unique dans la branche concernée.

Outre ces industries naissantes et l'agriculture - où l'impératif est de garantir la sécurité alimentaire -, bénéficierait de ces fortes protections les réseaux nationaux intégrés (énergie, transports ferroviaires, télécommunications), pour lesquels concurrence et privatisation n'ont pas de rationalité économique. Les marchés de fourniture de matériels et équipements à ces réseaux seraient, en revanche, ouverts. Les garanties données aux productions nationales et les droits d'accès initiaux ne

seraient pas figés. Ils pourraient évoluer en fonction de la demande effective pour chaque produit, national ou étranger, de manière à ce que chaque pays tende à l'équilibre de sa balance commerciale, concourant ainsi à la stabilité des taux de change.

En cas d'écart significatif entre le prix des produits nationaux et étrangers dû à de forts différentiels de coûts de main-d'œuvre, une taxe compensatoire pourrait être perçue (lire l'encadré page 18). Lors des débats qui ont accompagné la phase finale du cycle de l'Uruguay du GATT, une telle idée a été reprise, en France, sous des formes diverses, notamment par le Prix Nobel d'économie Maurice Allais (1).

Cette taxe compensatoire pourrait

Assurer la cohésion planétaire

UN tel système de régulation des échanges devrait conduire à revoir la conception des zones économiques régionales (ZER) existantes. Les ZER hétérogènes et libre-échangistes, comme l'Alena et le marché unique européen - surtout s'il doit s'élargir à l'Eat - commencent à montrer leurs limites : marginalisation de pays (le Grèce) et de régions (la Mezzogiorno, érosion des acquis sociaux, montée du chômage et de la précarité, etc.). Le mouvement social de décembre dernier en France et l'écho de décembre dernier en Amérique du Nord, notamment au Québec, montrent que les seuls de rupture sont sur le point d'être franchis.

Par comparaison, les ZER de fait, qui se constituent en Asie, supranationales contraignantes, avec des politiques industrielles nationales et une libération des échanges partielle, affichent de bien meilleurs résultats en termes de croissance, de taux de chômage et de progression des salaires. Il apparaît donc souhaitable de privilégier, au Sud, la création de ZER homogènes, liées aux pays ou ZER du Nord par des accords de régulation. A l'intérieur des zones homogènes, les espaces de libre-échange ne devraient, de toute manière, être envisagés que par secteur d'activité et sous réserve que soient réunies certaines conditions : existence d'une concurrence équilibrée ; nécessité, pour certaines productions, d'un marché de taille suffi-

également être perçue en cas de manipulation unilatérale des taux de change, de « dumping monétaire ». Quelles qu'en soient les modalités de mise en œuvre, elle devrait laisser subsister un écart de prix faible pour que les droits d'accès soient effectifs et que demeure l'aiguillon de la concurrence, mais sans exacerber pour autant de pression notable sur le coût du travail.

Les produits innovants, quant à eux, devraient conserver un accès libre au marché mondial, sans protection parti-culière, mais avec une contrepartie : pour éviter de nouveaux effets de domination, et après un délai relativement court, leurs licences de fabrication devraient être cédées à un prix raisonnable au vue d'une production locale.

Ces pistes de réflexion, et d'autres qui ne manquent pas de surgir, impliquent une totale remise en cause des politiques et des institutions qui dominent actuellement le monde. L'enjeu est d'importance : il ne s'agit rien de moins que d'instaurer un nouvel ordre économique et social visant à assurer la cohésion planétaire et à éviter des affrontements lourds de catastrophes. Cette remise à plat devrait donc constituer une priorité absolue pour l'ensemble des forces qui ne se résignent pas à la dislocation des solidarités encore existantes et à la guerre de tous contre tous.

(1) Maurice Allais, audition devant la Délégation pour les Communautés européennes de l'Assemblée nationale, in *Les Enjeux de la négociation du GATT*, rapport d'information n° 679 du 2 novembre 1993. Du même auteur, lire également « La concurrence des pays à bas salaires », *Le Figaro*, 19 décembre 1994.

il y a les mots,

1. DON (dit) n. m. - 1994 ; lat. donum « Action de donner, la chose donnée ». 2. Action d'abandonner gratuitement et volontairement à une personne ou à une collectivité de qqch. Faire un don à qqn (un donateur, l'aire d'un don, à qqn, à qqn, « donner, légier... ») - m. Le don de soi, de sa personne : l'action de se dévouer entièrement à qqn ou à qqch. - f. 1.

extrait du nouveau Petit Robert.

il y a les actes.

En 1995 : 90 000 repas ont été donnés, 80 000 personnes ont été hébergées.

LA MIE DE PAIN
Association
reconnue d'utilité publique

Pour des dons matériels ou pour participer au service
bénévole du repas,
contactez - nous au 45 89 43 11

Nom : Prénom :

Adresse :

Montant du don : F

☐ Par chèque bancaire ou postal

☐ Par Mandat

☐ Merci de m'envoyer un reçu fiscal

Adressez vos dons à :
Œuvres de LA MIE DE PAIN
18, rue Charles Fourier
75013 Paris
Tél. : 45 89 43 11
CCP Paris 203547 C

MODESTES PROPOSITIONS POUR SORTIR DE LA CRISE...

Une Bourse mondiale des devises

Un monde écrasant, indéchiffrable hors de cercles d'élus de haut vol : ainsi est perçu l'univers de la finance, publique comme privée. A la fois chaos et ordre souverain. Une prise de contrôle en est pourtant envisageable, qu'il s'agisse, à des niveaux divers, des flux planétaires de capitaux ou de l'organisation monétaire européenne. Au prix, sans doute, de vifs combats contre des intérêts sectoriels ou nationaux.

Par
RUBEN
MENDEZ *

AU-DELÀ des méthodes traditionnelles et en crise, comment financer les activités de l'ONU et, plus généralement, celles de tout le secteur public international, alors que miser sur les contributions des États est pour le moins hasardeux ? Une source potentielle existe : le riche marché des échanges de devises.

L'équivalent d'environ 1 500 milliards de dollars change de mains chaque jour, une somme supérieure aux disponibilités monétaires américaines ou au total des réserves des banques centrales. Une bonne part de ces transactions est le fait d'exportateurs, d'importateurs, d'investisseurs, de voyageurs ; mais une autre part non négligeable relève de la pure spéculation ou du simple transfert d'informations entre banques commerciales.

Pour freiner ce dernier phénomène, l'économiste James Tobin a suggéré un impôt sur ces transactions, qui pourrait servir le développement de la planète. Mais l'idée se heurte à de considérables obstacles : il faudrait mettre en place une administration massive et coûteuse ; il paraît difficile d'instituer un système universel, et les opérateurs pourraient

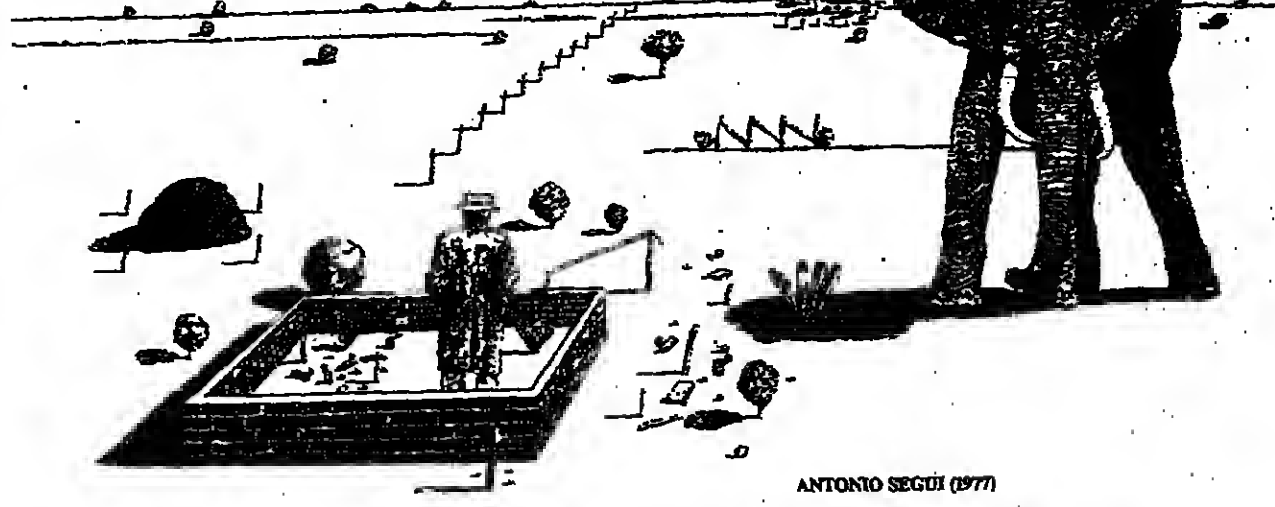
* Professeur aux universités Yale et de New York, historien du PNUD, auteur d'*International Public Finance: A New Perspective on Global Relations*, Oxford University Press, 1992.

s'adresser à des « paradis » au niveau d'imposition très bas ou nul ; les banques pourraient user de produits dérivés ou de tous autres instruments financiers leur permettant d'échapper à la taxation ; et la plupart des décideurs politiques créeraient à « l'ingénierie » dans le sacro-saint mécanisme du marché.

Une autre solution existe : il s'agirait de puiser à la même source mais grâce à l'établissement d'une Bourse mondiale des devises. Un mécanisme de marché, qui ne se heurterait pas aux obstacles techniques et politiques de la proposition Tobin. Et qui permettrait de récolter d'abondance des fonds destinés au bien public planétaire.

L'actuel marché des devises est désorganisé et en fait divisé en deux, même si dans les deux cas les coûts sont identiques : d'un côté, un marché interbancaire où la concurrence est vive et où s'impose le meilleur prix ; de l'autre, le marché des cotations publiques, auquel ont accès les destinataires finaux (import-export, gestionnaires de portefeuilles, firmes industrielles, etc.), mais à des taux élevés.

A l'instar des Bourses nationales, une Bourse mondiale des devises servirait à mettre de l'ordre dans les échanges. Elle gèrerait ordres d'achats et de ventes électroniquement, tout comme le fait la Bourse totalement automatisée de



ANTONIO SEGÚI (1977)

Tokyo. Les coûts en seraient réduits d'autant pour le consommateur final. Les usagers du système devraient en être membres ou passer par des intermédiaires. Ils paieraient droits et commissions pour chaque transaction, comme le feraient les destinataires finaux. Changer des devises aurait son coût, mais il serait bien moindre que ce que ces mêmes consommateurs versent aux banques, qui sont actuellement leurs seuls interlocuteurs potentiels.

Les perdants seraient les banques

CETTE Bourse abaisserait pour tous le coût du change en offrant à tous des prix de devises réels, compétitifs grâce à l'accès - irréalisable à ce jour - aux autres acheteurs et vendeurs finaux. Elle apporterait aussi ordre et efficacité à un marché chaotique et, si elle était bien conçue et gérée, dégagerait de gros bénéfices. Les perdants seraient les banques, qui tirent d'importants profits du système actuel et s'opposeraient bien sûr à un mode de fonctionnement auquel elles seraient pourtant à même de s'adapter.

Le potentiel de revenu d'une telle Bourse est énorme. Si on laisse de côté des transactions diverses, dont les intermédiaires, on peut penser qu'au moins 12 % de l'actuel volume des changes concerne les destinataires finaux - ce

qui représente environ 180 milliards de dollars, 180 milliards environ seraient chaque jour concernés par ces possibilités de changer au meilleur tarif. Si, par exemple, cette Bourse obtenait 70 % de ce marché, elle traiterait quelque 126 milliards de dollars par jour. Les frais pourraient être d'un taux très bas : à 0,01 %, le rapport quotidien serait de 12,6 millions de dollars (et de 126 millions avec un taux de 0,1 %). Le coût de gestion du système, pour élever qu'il soit, serait en tout cas bien inférieur à son rapport, ou au coût de la mise en place d'un impôt international.

Un partenariat entre le public et le privé est envisageable pour un tel projet. Il semble cependant préférable de mettre en place un organisme international

public affilié au système des Nations unies et dont les bénéfices seraient utilisés au profit de programmes de maintien de la paix, de développement, de protection de l'environnement et de projets sociaux. Les investissements de capitaux pourraient être le fait de divers par- tains, non seulement les gouvernements mais aussi des organisations internationales telles que l'ONU, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, les banques régionales de développement, et peut-être aussi le FMI et la Banque des règlements internationaux, voire des représentants du secteur privé.

Un certain nombre de questions se posent. La première concerne la capacité de l'ONU à gérer un système techniquement aussi complexe. La réponse est à l'évidence négative. Une entité spécialisée devrait être mise en place. L'ONU aurait, quant à elle, pour rôle, en quelque sorte, de répartir les dividendes entre les divers besoins recensés.

Autre risque : la corruption. Il pourrait être minimisé grâce au contrôle d'organismes tels qu'il en existe déjà pour les Bourses. Actuellement, le marché des devises demeure hors de toute supervision sauf dans ceux des pays du tiers-monde où existe encore un contrôle.

Une autre question, d'une plus grande importance, a trait à l'incompétence et à l'inefficacité. Pendant ses premières cin-

quante années d'existence, l'ONU a souffert de la négligence chronique, voire de l'évident travail de sape de la part des grandes puissances. On peut cependant penser qu'à l'avenir des réformes sérieuses seront engagées, que des mandats, dotés de ressources dignes de ce nom et plus réalistes, seront confiés à l'organisation mondiale. Mais aucune réforme de poids n'aura de sens qui ne serait aussi financière.

Parmi d'autres méthodes possibles, la création d'une Bourse des devises permettrait de taxer une part des revenus engendrés par les activités commerciales transnationales en fonction de leur usage de l'espace public mondial. La création d'une importante source non gouvernementale de fonds internationaux aiderait beaucoup à résoudre les problèmes, réels ou imaginaires, qui tourmentent le Nord : la dette mondiale, la croissance démographique, l'équilibre environnemental, les réfugiés et les migrations de populations indésirables. Le Sud, pour sa part, trouverait là une méthode de financement supplémentaire pour un développement à long terme, le rattrapage de la dette, la reconstruction d'États en ruine, etc. La communauté planétaire dans son ensemble pourrait de la sorte mieux financer la gouvernance mondiale, et notamment le maintien de la paix et de la sécurité en cette période d'après-guerre froide.

Et si le franc retrouvait sa liberté ?

Par
DOMINIQUE
GARABOL *

LE traité de Maastricht est-il responsable de la crise sociale de décembre 1995 en France ? Faut-il dévaluer le franc pour relancer l'économie ? Autant d'interrogations qui sont apparues au fil du conflit social de la fin 1995 et qui ont été au centre de l'analyse des événements par les partenaires européens de la France. Appréhender la pertinence des réponses et les possibilités d'une nouvelle stratégie économique et financière nécessite d'avoir à l'esprit l'histoire de la politique du franc fort.

Lorsque le président François Mitterrand décide, après trois dévaluations, d'encrer le franc au mark en 1983, deux objectifs distincts sont annoncés : faire passer l'engagement européen avant les choix politiques et sociaux internes ; rétablir par le contrôle monétaire extérieur les marges des entreprises en imposant la désindexation des salaires. Cette politique est globalement maintenue, entre 1985 et 1988, par le gouvernement de M. Jacques Chirac, malgré deux modestes dévaluations.

Une fois le partage entre profits et salaires rééquilibré, le maintien de la même orientation est justifié après 1988 par le concept de « désinflation compétitive » introduit par le commissaire au Plan, M. Jean-Baptiste de Foucault. Il s'agit de compenser la dégradation de la compétitivité externe des entreprises françaises, que provoque la surévaluation du franc, par une meilleure maîtrise des coûts de production, notamment les salaires.

Privilegiant le mark, le système monétaire européen (SME) est progressivement devenu « asymétrique » au détriment des pays dits à monnaie faible. Ces derniers devaient maintenir des taux d'intérêt élevés pour soutenir la parité, économiquement surévaluée, de leur monnaie. Les déficits externes devaient être maîtrisés grâce à une limitation de la demande intérieure de produits importés obtenue par une réduction de la croissance, et donc des salaires et de l'emploi.

L'ancrage du franc au mark posait ainsi un problème grave de cohérence macroéconomique en Europe. Le modèle allemand reposait depuis longtemps sur une croissance soutenue par les exportations, la demande intérieure évoluant plus faiblement qu'à l'étranger. Il va de soi qu'un tel modèle ne peut être généralisé : et tous les pays réduisant leur demande intérieure, une véritable frénésie déflationniste est enclenchée.

L'unification allemande allait entraîner une révision des justifications de la politique de franc fort.

* Economiste.

Craignant un débordement de la puissance économique de l'Allemagne, les autorités françaises ont développé l'idée d'une « européanisation » de la politique monétaire réduisant le rôle central du mark et l'autonomie de la Bundesbank. Pour les responsables allemands, en revanche, une union monétaire ne pouvait correspondre qu'à une extension de leur modèle (1).

En fin de compte, si l'encrage du franc au mark est une constante depuis 1983, cette politique a été constamment justifiée par trois objectifs successifs, non cohérents entre eux : d'abord, le rétablissement des grands équilibres ; ensuite, la désinflation compétitive ; enfin, avec le traité de Maastricht, le rééquilibrage européen de la puissance monétaire allemande.

Le compromis formalisé par le traité est ambigu : d'un côté, les Français ont obtenu un engagement ferme sur un calendrier très court ; de l'autre, les Allemands ont imposé une grille de contraintes, les fameux critères de convergence, instaurant une orthodoxie monétaire pesant notamment sur l'indépendance des banques centrales.

Une « autre politique » est possible

LE système instauré a été particulièrement déséquilibré. La quasi-fixité des taux de change ne permettant plus de corriger par le biais monétaire les déséquilibres d'inflation, de croissance, de balance extérieure, de productivité ou d'emploi, seule l'arme budgétaire restait disponible. L'ampleur des déficits publics nécessaires à l'atténuation de la dépression conjoncturelle consécutive à la guerre du Golfe a atteint des niveaux historiques. Les crises du SME de 1992 et 1993 en découlent directement (2).

Le niveau élevé des taux d'intérêt a pesé sur la situation des budgets publics puisque le coût de financement du déficit an croissant continuait de monter. De 1992 à 1995, alors que l'inflation en France était inférieure à l'inflation allemande de plus de 1 %, les taux d'intérêt y étaient supérieurs d'environ 100 points. Nonobstant l'effet direct sur le coût de la dette publique, ces taux ont freiné l'investissement, la croissance et l'emploi. La faiblesse de l'activité a ensuite réduit les rentrées fiscales et accru encore davantage les déficits.

La responsabilité du traité de Maastricht dans le déclenchement de la crise sociale de décembre dernier a été écartée sous prétexte qu'un déséquilibre financier doit toujours être corrigé, que la monnaie soit unique ou non. C'est une évidence à ceci près

que le traité a fortement contribué à accentuer les déséquilibres conjoncturels et à creuser les déficits. En outre, la rigueur est largement amplifiée par le délai de deux ans laissé aux Européens pour satisfaire les critères de convergence.

La conférence intergouvernementale qui s'ouvrira à Turin le 29 mars prochain sera l'occasion pour les autorités allemandes de proposer un renforcement de l'orthodoxie financière : limitation du déficit budgétaire à 1 % du PIB au lieu de 3 % prévu à Maastricht, limitation de la dette totale à 50 % du PIB au lieu de 60 % dans le traité. Ces orientations, qui visent à faire accepter l'euro à une population rétive, accentueraient encore les fractures qui se dessinent depuis la signature du traité.

Discutée en France, « l'autre politique » fait des adeptes en Allemagne. Les résultats économiques de 1995 sont mauvais : la croissance est tombée à 1,9 %, le taux de chômage a atteint 9,9 %, le déficit public 3,8 % du PIB, au-delà des critères de convergence (3). Les autorités doivent ainsi faire face à une situation voisine de celle de la France : la dépression pose un problème social, le chômage, et un problème financier, le déficit public.

Reprenant ainsi la position de nombreux secteurs industriels, le ministre de l'économie, M. Günter Rätz, a déclaré qu'il considèrerait que la force du mark pénalisait la croissance. Depuis le chute des régimes communistes, les entreprises allemandes procèdent à de nombreuses délocalisations vers les pays d'Europe centrale à bas salaires et à monnaie faible.

Il est cependant peu vraisemblable que la détente aille très loin. La Bundesbank est traditionnellement réticente à fixer le niveau de ses taux en deçà de la croissance nominale de l'économie, soit 3,3 % pour 1995. En outre, elle considère que la force du mark est un facteur qui contribue à la lutte contre l'inflation.

En France, le débat sur l'ancrage au mark a changé de nature. Depuis 1992, le franc a été réévalué d'environ 15 % par rapport à l'ensemble de nos partenaires commerciaux, pénalisant lourdement de nombreux secteurs industriels. Pourtant, la faiblesse de la demande interne a été telle qu'un excédent externe spectaculaire est apparu à partir de 1992 et devrait dépasser 100 milliards de francs en 1995. À l'opposé, la balance externe allemande est négative d'environ 30 milliards de marks en raison des besoins de financement des Länder orientaux. Cette situation conduit à des flux économiques favorables au franc : les exportateurs doivent, pour solder leur compte, acheter des francs et vendre des marks. Cela explique que les faiblesses du franc soient brutales mais temporaires : elles ne résultent que de mouvements spéculatifs ; dès leur atténuation, la tendance de fond

repris le dessus. La crispation de la Banque de France dès que le franc se déprécie contre le mark entraîne ainsi des hausses de taux à la fois pénalisantes pour la croissance et inutiles puisque les flux fondamentaux sont favorables.

Une politique renonçant à l'objectif des critères de convergence dès 1997 et desserrant la contrainte salariale procurerait une bouffée d'oxygène à l'économie française. La relance de l'activité, c'est-à-dire finalement celle de l'emploi, provoquerait certes une dégradation du solde extérieur. Et pour maintenir l'équilibre externe avec un différentiel de croissance positif par rapport à nos partenaires, une révision de l'objectif de change serait inévitable. L'encrage du franc au mark ne serait remis en cause qu'à ce stade. La déréliction du franc du mark n'est donc pas le préalable à une autre politique, mais il est la conséquence finale.

Emploi et croissance, objectifs prioritaires

Il devient ainsi nécessaire de trouver un mode alternatif d'organisation monétaire de l'Europe. L'écu externe permettrait à l'Europe d'affirmer son identité monétaire mais aussi commerciale, face aux États-Unis et à l'Asie. Les échanges entre l'Europe et le reste du monde seraient libérés dans cette devise. Cela suppose, bien entendu, que l'action européenne corresponde à l'expression d'une volonté politique et non le résultat d'un libre-échangeisme continental.

Les monnaies nationales continueraient à être utilisées dans les échanges intra-européens. Et elles se verraient réajustées dès que des déséquilibres économiques se feraient jour. Ainsi seraient éliminés les risques liés aux rigidités qui génèrent l'encrage systématique à la monnaie la plus forte et les critères de convergence requis pour la monnaie unique.

Une telle articulation permettrait de concilier des politiques de croissance nationale et l'expression d'une identité monétaire européenne. Elle viserait que les objectifs d'emploi et de croissance se voient enfin accordés une priorité permanente dans l'Union européenne.

(1) Cf. Georges Villain, *France-Allemagne : le retour de Bismarck*, Flammarion, Paris, 1990.

(2) A la suite desquelles les banques de Francfort ont été obligées de 2,25 % à 15 %. Mais le florin néerlandais reste dans l'ancienne bande, la peseta et l'escudo ont été dévalués de 30 % et la lire italienne et le livre sterling sont sortis du mécanisme de change.

(3) Fin 1995, seul le Luxembourg répondait à ces critères.

سكوت من الوحي

2/13

« POUR LE BONHEUR DU PEUPLE »

L'Afrique sous la coupe du football

TRÈS loin de son pays ravagé par la guerre civile, c'est pour la première fois un Africain, le Libérien George Weah, qui a été élu meilleur joueur européen de l'année, tandis que le président de la Fédération internationale, la FIFA, propose que la Coupe du monde de 2006 se déroule dans un pays du continent. Mais aucun d'eux, pas même l'Afrique du Sud qui vient de se tenir la Coupe africaine des nations, n'est en mesure de mobiliser les moyens colossaux qu'exigent ces cérémonies et que les Américains s'apprêtent à exhiber aux prochains Jeux olympiques d'Atlanta.

Par notre envoyé spécial CHRISTIAN DE BRIE

En accueillant pour la première fois, du 13 janvier au 5 février 1996, les seize équipes participant à la phase finale de la vingtième Coupe africaine des nations (CAN), l'Afrique du Sud entend bien conforter son intégration à la communauté africaine, à laquelle elle aspire après trente années d'exclusion, et se voir reconnaître un rôle conforme à ses ambitions : grâce au football (lire pages 14 et 15).

Un pari difficile pour l'équipe des Bafana Bafana (« Les petits garçons »), jusqu'à une époque très récente réservée de compétitions avec l'élite du continent, mais gavée d'images du championnat britannique, pratiquant le même jeu un peu rustre où l'engagement physique l'emporte sur l'inspiration. A l'opposé des autres formations africaines : Black Stars du Ghana, Pharaons d'Égypte, Étalons du Burkina-Faso, Éléphants de Côte-d'Ivoire, Fenêches d'Algérie ou Lions indomptables du Cameroun. Même si, sur le continent, le football de haut niveau tend à s'aligner sur le modèle européen dominant, hyperprofessionnel, il faudra beaucoup de réussites à l'équipe sud-africaine pour s'imposer devant les quatre-vingt mille spectateurs du stade de la First National Bank.

Un événement bien différent et plus considérable encore que la Coupe du monde de rugby enlevée par les Springboks sud-africains en juin 1995. Celle-ci avait marqué le retour triomphal du pays dans la communauté sportive internationale (avec le cricket) - dont les Noirs étaient pratiquement exclus - bénéficiant des meilleurs équipements et financements. Tandis que le football, sport des Blacks et des townships, était traditionnellement laissé à l'abandon par les pouvoirs publics. C'est aussi le sport le plus populaire et le plus pratiqué dans toute l'Afrique.

Comme en Europe, le football y est d'abord une passion d'enfants et d'adolescents, pour le jeu sans contraintes, dans les ruelles et les cités, une façon de jouer et de mener le temps à la manière du jeune Sénégalais du film de Christine Eymondie (*Le Voyage de Baba*). Changent les conditions d'exercice. D'un côté, stades avenants, pelouses tracées et roolées, cages pourvues de filets, tenues réglementaires et vestiaires propres ; de l'autre, terrains vagues, caillouteux et poussiéreux, aux limites incertaines vite débordées par le public, aux buts rafistolés, où l'on jongle et dribble pieds nus ou avec une seule chaussure. Les fous de ballon jouent des heures, jusqu'à épuisement, passant d'un match à un autre. C'est là, dans le football des quartiers, que se trouvent les pépinières de vir-

tuoses africains. Le Nigérien Anthony Yeboah, l'une des stars du club anglais Leeds United, se souvient que, lorsqu'il avait une dizaine d'années, il lui est arrivé de jouer six matchs dans la même journée, jusqu'au soir, allant d'une équipe et d'un quartier à l'autre (1).

Les plus doués se retrouvent très tôt dans les équipes nationales cadets, celles où l'Afrique brille le plus et s'impose dans les coupes mondiales et les tournois internationaux réservés aux moins de dix-sept ans. Les chasseurs de têtes des riches clubs européens viennent y faire leur marché, se livrant de plus en plus ouvertement à un pillage des jeunes talents africains, pour le plus grand profit de leurs acquéreurs. Témoin, le Nigérien Nwankwo Kanu, champion d'Europe des clubs en 1995 avec l'Ajax d'Amsterdam, qui l'a recruté à seize ans : « Au cours de la Coupe du monde cadets au Japon, en 1993, j'ai littéralement été assailli par des imprésarios venus de toute l'Europe. J'ai compris que je devais saisir ma chance, et j'ai opté pour l'Ajax (2). »

Aujourd'hui, 342 joueurs professionnels africains, davantage qu'il y en a rassemblés en Afrique du Sud pour la phase finale de la CAN, jouent dans des clubs européens (dont 90 en France) : 54 Nigériens, 36 Camerounais, 31 Zairois, 24 Algériens, 19 Marocains, 13 Libériens

« Pirates » de Soweto contre « Mimos » d'Abidjan

RESTENT les exceptions : l'or des mines ghanéennes, ce pays asahanti, a assuré la prospérité de l'équipe des Goldfields d'Obuasi ; comme le tourisme celle de l'Étoile sportive du Sahel à Sousse, en Tunisie, récent vainqueur de la Coupe de la CAF ; les compagnies pétrolières, là où elles sont installées, financent « leurs » clubs, et l'armée, un peu partout, entretient les siens sur le modèle de l'équipe des Forces armées royales (FAR) marocaines. Partout ailleurs, ce sont les supporters actionnaires qui apportent les fonds, comme à l'ASEC Abidjan, en Côte-d'Ivoire.

Abidjan, le 16 décembre 1995, 17 h 15 : moment de suspens dans le stade Houphouët-Boigny ; à la sixième minute de la finale retour de la 31^e Coupe d'Afrique des clubs champions, sur contre-attaque, les « noirs et blancs » - les Orlando Pirates de Soweto - trompent la défense des « jaunes » - les « Mimos » de l'ASEC Abidjan - et ouvrent le score. Ce sera le seul but d'un match dominé de bout en bout par les Ivoiriens. Victoire surprise, victoire symbole : pour sa première par-

et autant d'Angolais (3). Sans compter ceux qui vont finir leur carrière près des pétrodollars du Proche-Orient. Dans de nombreux pays, c'est une bonne partie de l'élite qui s'ennuie : au Zaïre et au Cameroun, c'est la moitié de l'équipe nationale ; davantage encore dans ceux ravagés par les conflits internes ; les deux tiers des équipes nationales du Liberia, de la Sierra Leone, d'Angola, mais aussi de celle du Ghana. Car pendant la guerre civile, le spectacle continue : championnat national et rencontres internationales. En 1994-1995, l'équipe d'Algérie en a disputé vingt, celle du Liberia, douze, celle de la Sierra Leone, seize, celles d'Angola, du Mozambique et du Zaïre, respectivement, dix, douze et quatorze. L'équipe de la Jeunesse sportive de Kabylie a gagné à Alger, en décembre 1995, la finale de la Coupe d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe, et le Rwanda a même organisé et joué son championnat national.

Signe de dépendance, l'Afrique occidente pas plus que sportive que ses voisins ou ses richesses naturelles. Comparés à l'Europe, les moyens des clubs et fédérations sont dérisoires. A niveau égal, la rémunération des joueurs y est dix à vingt fois inférieure, quand elle est perçue. Il arrive même qu'ils fassent l'avance ou paient de leur poche les frais de déplacement. Un seul match de Coupe d'Europe du Real de Madrid rapporte davantage à la Fédération européenne de football (l'UEFA) que toutes les compétitions organisées dans une année par son homologue africain, la Confédération africaine de football (CAF) (4). Les financements privés sont limités aux retombées commerciales que sponsors et mécènes peuvent en attendre, c'est-à-dire peu de chose sur des marchés spéculatifs. Quant au financement public, il s'est encore raréfié avec la généralisation des plans d'ajustement structurel. Enfin, privé ou public, en Afrique comme en Europe, l'argent du football est trop souvent détourné par des responsables et intermédiaires professionnels de l'escroquerie.

Et tant d'Africains d'Afrique du Sud remportent une Coupe africaine de football. Qui plus est, il s'agit du club d'un quartier - Orlando - de la gigantesque township de Soweto, environ 2 millions d'habitants, banlieue-ghetto de Johannesburg, vainqueur et symbole de la résistance au régime d'apartheid (5).

Club populaire administré à l'origine par les habitants avant de passer entre les mains d'hommes d'affaires, il prend, dès 1937, le titre de « Pirates » à la mémoire du panache d'Errol Flynn vu dans un film de cap et d'épée. Figurant parmi les premiers vainqueurs du championnat professionnel officiel, créé en 1970 par le National Professional Soccer League, ses couleurs, noir et blanc, ne figurent pas que sur les maillots : l'équipe est multiraciale et l'entraîneur écossais.

Quant à l'ASEC Abidjan - dix fois vainqueur de la Coupe nationale, treize fois champion de Côte-d'Ivoire et sans discontinuer depuis 1990 -, l'équipe la plus célèbre du pays, connue sur tout le continent, constellée d'internationaux, voit lui échapper une fois de plus - après quatre participations en demi-finale - la prestigieuse Coupe africaine, pourtant



SUPPORTERS DE L'ÉQUIPE NATIONALE DU ZAÏRE. « Debout pour la victoire finale ! »

verbalement acquise depuis des semaines. Amertume et colère dans les tribunes chauffées à blanc depuis le matin par vingt-cinq mille spectateurs portant la couleur de leur club, gigantesque bouquet mimosa cernant une pelouse bordée de banderoles : « Debout pour la victoire finale ! », « A nous l'Afrique ! », « Pour le bonheur du peuple ! »

L'arbitrage ayant été irréprochable, à qui attribuer la responsabilité d'une telle catastrophe ? A la sortie du stade, dans les ruelles avoisinantes où la foule se disperse la nuit tombée, les cris fusent : « Bédit le malheur ! », « Bédit la poisse ! ». Au premier rang de la tribune d'honneur, le chef d'État, M. Henri Konan Bédié, avait tenu à marquer de sa présence une victoire partout annoncée qui ne pouvait que conforter son prestige.

Las ! En Afrique plus qu'ailleurs le pouvoir est d'autant plus légitime qu'il peut se targuer de la complicité du destin et il ne fait pas bon laisser apparaître que celui-ci vous abandonne. Il fait encore moins bon le dire. Pour avoir écrit que la défaite du club d'Abidjan était liée à la présence du président de la République, un journaliste du quotidien *La Voie*, proche du Front populaire ivoirien (FPI) principale formation de l'opposition, et le directeur de la publication ont été lourdement condamnés, le 26 décembre, à deux ans de prison ferme et 3 millions de francs CFA d'amende (30 000 F) tandis que le journal écopait de trois mois de suspension (6). Comme la guerre, le football est aussi la continuation de la politique par d'autres moyens (7).

Le 10 novembre 1995, le régime de la jeune militaire du général Sani Abacha fait exécuter par pendaison neuf opposants de l'ethnie ogoni (8), dont l'écrivain Ken Saro-Wiwa (9), qui dénonçait dès 1992 « les gouvernements américains, japonais, européens, les multinationales pétrolières qui ont la responsabilité morale, sinon légale, de mettre fin au génocide du peuple ogoni (10) » dont le pays est dévasté par les activités pétrolières de la Shell, accusée de complicité avec le régime, comme les autres compagnies - Chevron, Mobil, Texaco, Agip, Elf - et le groupe Bonny, très présent.

Quelques jours plus tard, le président Nelson Mandela, sur la pression de l'opinion publique sud-africaine, appelle

la communauté internationale à soumettre le Nigeria à un embargo total. En particulier sur le pétrole, qui représente 97 % des exportations du pays, partagées à égalité entre les États-Unis et l'Union européenne.

En réaction, le Nigeria décide de ne pas participer à la phase finale de la CAN en Afrique du Sud, où il faisait figure de favori, et renonce à défendre son titre acquis à Tunis en 1994. Officiellement, la décision est motivée par des « raisons de sécurité », la délégation nigérienne s'estimant menacée malgré les assurances de Pretoria (11) : « La multiplication d'informations faisant état d'actes de violence politique ou sportive en Afrique du Sud inquiète le gouvernement (12). » Si l'insécurité et la violence des cités et stades sud-africains sont bien réelles, Johannesburg étant la ville du monde la plus criminalisée, Lagos n'est pas l'exodoir le plus approprié pour adresser ce genre de critique, ni le Nigeria où, il y a quelques semaines à Ibadan, l'un des tout jeunes espoirs du football national, âgé de quinze ans et demi, a été tué d'une balle dans la tête à la sortie d'un match.

Mais une Coupe d'Afrique des nations sans les Super Eagles du Nigeria, c'est une Coupe du monde de football sans le Brésil, donc dévalorisée, comme le serait une épreuve victorieuse des Bafana Bafana. La décision du Nigeria est bien politique et l'enjeu n'est rien moins - par football interposé - que la suprématie régionale pour l'une des deux grandes puissances africaines.

- (1) *Afrique Football*, n° 94, novembre 1995, p. 27.
(2) *Afrique Football*, n° 95, décembre 1995, p. 40.
(3) *La Gazzetta dello Sport*, cité par *l'Informafrica* du 24 janvier 1996.
(4) *Afrique Football*, décembre 1995.
(5) Le 16 juin 1976, des émeutes éclatent à Soweto pour protester contre l'obligation de l'enseignement dans les écoles de gymnasie tout en continuant d'apprendre la langue des blancs.
(6) François Péron, *Le Monde*, 11 janvier 1996.
(7) Ignazio Ramonet, « Le football c'est la guerre », *Le Monde diplomatique*, juillet 1990.
(8) Une des deux cent cinquante ethnies du pays, cinq cent cinquante mille habitants sur une population de cent vingt millions.
(9) Lire sa nouvelle, « Voyage dans la nuit », *Le Monde diplomatique*, janvier 1996.
(10) *Génocide en Nigeria : the Ogoni Tragedy*, Saris International Publishers, Londres, 1992.
(11) *France Football*, Paris, 9-15 janvier 1996.
(12) *Libération*, Paris, 2 janvier 1996.

DANS LES REVUES

CONFLUENCES MÉDITERRANÉE. La poursuite du débat sur le choc des civilisations, sur le thème « Islam et Occident, la confrontation ? ». Avec, notamment, des réflexions sur les « zones de contact », de la Turquie à la Bulgarie en passant par les Balkans. (N° 16, hiver 1995-1996, trimestriel, 110 F. - 5, rue Emile-Beauregard, 75015 Paris.)

FOREIGN POLICY. Une stimulante recherche de Robin Broad et John Cavanagh sur l'abandon du Sud par les États-Unis, où l'on apprend, entre autres, que le fossé avec le Nord continue de s'élargir pour l'équissime majorité des pays du tiers-monde. (N° 101, hiver 1995-1996, trimestriel, 7,95 dollars, 2400 N Street, N.W., Washington, D.C. 20037-1153.)

NOTES FOR STUDY AND RESEARCH. Un dossier sur la mondialisation, la faillite du libre-échange et le rôle du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, avec des contributions de plusieurs de nos collaborateurs : Susan George, Michel Chossudovsky, James Petras, Jean-Marie Cheuvet, etc. (N° 24-25, trimestriel, abonnement un an : 45 F. - 2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil.)

DOLLARS AND SENSE. Cette livraison entièrement consacrée aux femmes dans l'économie mondiale fait le point des politiques d'austérité budgétaire, analyse l'essor des mouvements de femmes dans le tiers-monde et dénonce les « crimes de la mode ». (N° 282, novembre-décembre, bimestriel, 3,95 dollars. - Economie Affairs Bureau, One Summer Street, Somerville, MA 02143, États-Unis.)

THE ATLANTIC MONTHLY. Les visions guerrières de la droite religieuse américaine ; l'agriculture californienne inondée par l'exploitation d'une paysannerie importée ; le poids croissant de l'élite sociale dans la vie politique des États-Unis. (Novembre, mensuel, 2,95 dol-

lars. - 745 Boylston Street, Boston, MA 02116, États-Unis.)

REVISTA DE ESTUDIOS EUROPEOS. Une vision cubaine de l'évolution du système politique en Russie et en Europe centrale. (N° 33, volume IX, janvier-mars 1995. - Centro de estudios europeos, 3ra. Ave. N. 1805 entre 18 y 20, Miramar, Ciudad de Habana, Cuba.)

WARREPORT. Les dessous de la partition de Dayton et ses répercussions en ex-Yugoslavie. (N° 38, novembre-décembre 1995, abonnement un an : 28 livres britanniques. - Institute for War and Peace Reporting, Lancaster House, 33 Livingston High Street, London N1 1UH, Grande-Bretagne.)

EUROR. La revue publiée par la Fondation Journalistes en Europe consacre ses prochains reportages et entretiens au sort des quatre millions de réfugiés d'ex-Yugoslavie. (N° 80, hiver 1995-1996, trimestriel, abonnement un an : 200 F. - 33, rue du Louvre, 75002 Paris.)

MIDDLE EAST REPORT. Les vulnérabilités du Golfe, la situation en Arabie saoudite, les ventes d'armes dans la région. (N° 197, novembre-décembre, bimestriel, 5,25 dollars. - 1500 Massachusetts Ave., NW, Washington, DC 20005.)

MONDE ARABE MAGHREB-MACHREK. Israël-Palestine, l'espace en libanais ; les associations égyptiennes : une libération sous contrôle. (N° 159, octobre, trimestriel, 70 F. - La Documentation Française, Paris.)

REVUE TIERS-MONDE. « Professions

scientifiques en crise : ingénieurs et médecins en Syrie, Égypte, Algérie ». (N° 143, juillet-septembre, trimestriel, abonnement un an : 480 F. - PUE, Paris.)

L'ORIENT-EXPRESS. En tête du sommaire du deuxième numéro de ce mensuel, créé en novembre 1995 à Beyrouth par le quotidien *L'Orient Le Jour*, avec pour rédacteur en chef notre collaborateur Samir Kassir, une enquête sur la dépolitisation de la jeunesse libanaise, sur le thème : « La politique veut-elle encore le coup ? » (N° 2, décembre, mensuel, 3 000 livres libanaises. - Media Center, Accout, B. P. Achrafieh 166495, Beyrouth, Liban.)

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES. Les femmes dans la guerre civile algérienne, un texte de Monique Gadani aux travaux desquels la revue rend un long et vibrant hommage. (N° 4, novembre, trimestriel, 140 F. - C/O Delphy, Iresca, 59-61, rue Pouchet, 75049 Paris cedex 17.)

POLITIQUE AFRICAINE. Une livraison consacrée aux rapports entre l'Afrique et l'Afrique. (N° 60, décembre, trimestriel, 90 F. - Éditions Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris.)

RUPTURE. Cette courageuse revue, de Pointe-Noire consacre son dossier aux stratégies alimentaires des ménages congolais face à la crise et se penche sur la criminalisation de l'économie. (N° 5, trimestriel, 2800 FCEA. - BP 4061, Pointe Noire, Congo.)

ESPACES LATINS. Un dossier sur les luttes sociales et politiques en Bolivie et une

chronologie des faits marquants de 1995 en Amérique latine. (N° 126, décembre-janvier, mensuel, 50 F. - BP 5038, 69245 Lyon Cedex 03.)

SILENCE. A l'occasion de son 20^e numéro, la revue donne la parole aux nombreuses sensibilités de la mouvance écologiste sous ce titre : « A gauche, à droite, ailleurs ? » (Janvier, mensuel, 35 F. - 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.)

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE. Une livraison consacrée à des propositions sur la Sécurité sociale et les services publics montrant que la « société n'est pas en grève ». René Passet oppose l'« ordre des hommes » à l'« ordre du fric ». Jacques Robin explique ce que pourrait être une véritable logique de santé pour l'assurance-maladie. Une série d'articles préconisent un service public pour une société européenne. (N° 37, bimestriel, janvier-février, abonnement un an : 350 F. - 21, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.)

ESPRIT. La revue s'explique longuement sur le sens de la pétition qu'elle a lancée en novembre dernier et approfondit sa réflexion sur : « La France en grève d'elle-même, des vérités inaudibles ? ». (Janvier-février, mensuel, 82 F. - 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.)

LA NOTE DU CERC. Depuis la suppression par le gouvernement de M. Balladur du Centre d'étude des revenus et des coûts, la recension des inégalités sociales marque le pas. Pour remédier ce manque, Connaissance de l'emploi des revenus et des coûts publie une évaluation de l'équité

fiscale et de la progressivité de l'impôt. (N° 3, novembre. - 10, rue Jacques Mawas, 75015 Paris.)

DÉVIANCE ET SOCIÉTÉ. Un débat sur la lutte contre le blanchiment de l'argent. (N° 4, décembre, trimestriel, abonnement un an : 340 F. - 43, boulevard Vanhan, 78280 Guyancourt.)

LA DÉPÊCHE INTERNATIONALE DES DROGUES. Comment les narcotiques investissent massivement dans les drogues de synthèse tout en continuant d'approvisionner le marché en drogues « classiques ». (N° 51, janvier, mensuel, abonnement un an : 1200 F. - B. P. 190, 75463 Paris Cedex 10.)

RÉSÉAUX. Dossier : télévision et apprentissages. (N° 74, novembre, bimestriel, 60 F. - Paris AUST place 453 A, 38-40, rue du Général-Leclerc, 92131 Issy-les-Moulineaux.)

COMMUNISME. Lectures sur « les archives, la nouvelle histoire de l'URSS ». (N° 42-43-44, 1995, trimestriel, 165 F. - L'Age d'Homme, 5, rue Féron, 75006 Paris.)

ANKA. La revue d'art et de littérature de Turquie publie, à l'occasion du salon Expolangues 96, une étude de Nedim Gürsel sur les textes anciens et de nombreux portraits d'auteurs turcs traduits en français. (N° 26, décembre, 60 F. - 13, rue Saint-Jacques, 75231 Paris Cedex 05.)

RAISON PRÉSENTE. A partir des actes d'un colloque consacré à « L'ère et le néant, cinquante ans après », la revue consacre sa dernière livraison à Sartre (N° 117, 1^{er} trimestre 1996, 80 F. - 14, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris.)

Une version « étendue » de ce sommaire des revues est disponible sur le serveur Internet du *Monde diplomatique*. Adresse : <http://www.tna.fr/CP/MondeDiplo>

Une humanité sans

MIGRANTS, réfugiés, personnes déplacées... les catégories, distinctes en droit, tendent à se fondre dans un fourre-tout qui a nom l'étranger, accueilli, toléré ou rejeté. Phénomène moins dramatique d'apparence, sans doute plus grave à terme : par milliards, les êtres humains s'agglutinent ou vont s'agglutiner dans les mégapoles. Un mouvement qu'il serait léger de qualifier de pacifique, qui provoque des craquements alors qu'il n'en est qu'à ses débuts.

Par notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

Il avait entamé voilà trois semaines son séjour prévu pour un an, à Hong-kong. La multinationale pour laquelle il travaillait, sise à Düsseldorf, avait dû le dépêcher dans la (provisoire) colonie britannique dont les hauts techniciens chinois avaient tendance à partir pour Melbourne ou Houston, souvent d'ailleurs à la demande de leur employeur. « Travailleur immigré » : ainsi se qualifiait-il en blaguant. Ce territoire pendant longtemps refuge de Chinois fuyant le système communiste et abritant encore des milliers de Vietnamiens venus par voie maritime (opposants politiques ? exilés économiques ?) délocalisés désormais une bonne part de ses activités vers le Quangdong voisin. A ce propos, il venait d'apprendre que la firme philippine qui saisissait les documents pour sa multinationale sous-traitait depuis peu auprès d'une entreprise chinoise... Il feuilleta un journal : énigme oricelle sur les éventuelles migrations (qui ? pourquoi ? vers où ?) lors du rattachement à la Chine en 1997. Puis il se brancha sur CNN : gros plan, à nouveau, sur des masses hagarées se pressant sur une piste dans la région des Grands Lacs. Après quoi fut annoncé un reportage sur les travailleurs illégaux en Thaïlande.

Fiction, cette « histoire » ? Une actualité à peine romancée et, en dépit de l'apparence, simplifiée. Dans ce monde fluctuant des flux migratoires, les frontières s'effritent, au se brouillent. Chacun en convient, par exemple à Genève, au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), comme à l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (Unrisd), à l'Organisation internationale du travail (OIT), au Conseil œcuménique des Eglises (COE). Le monde bouge, porteur de six milliards d'humains, mais pas plus que naguère au autrefois, peut-être moins, en chiffres relatifs, que lorsque la planète accueillait un milliard seulement d'individus. Il bouge autrement et souvent les irremplaçables catégories juridiques nationales et internationales tendent à se noyer dans les eaux mêlées d'une réalité sociale agitée.

A preuve cet exemple fourni par le Costa Rica. L'agriculture de ce pays emploie depuis cent cinquante ans des saisonniers, essentiellement venus du Nicaragua. 1979 : les sandinistes

l'emportent à Managua. S'ensuit un gonflement des migrations aux motivations politiques et économiques inextricablement mêlées. Pour de claires raisons financières, il ne déplaît pas, en tout cas, au gouvernement costaricien que nombre de ces personnes se disent réfugiées ; quant aux employeurs locaux, l'apport d'une main-d'œuvre docile et bon marché ne peut que les satisfaire. 1990 : le Nicaragua en paix organise des élections pluralistes et fait à nouveau voile vers le capitalisme. Les « réfugiés » qui ne le sont plus vraiment ne rentrent pas pour autant chez eux, où le travail est une denrée rare, une rareté encore aggravée par la notation politique... qui provoque de nouveaux départs, purement économiques cette fois, vers le Costa Rica, où, désormais, séjourneraient quelque 400 000 Nicaraguayens, dont la moitié illégalement.

Une situation qui n'est plus que marginale au regard du HCR, mais préoccupe beaucoup le BIT, l'OIM, le COE, car se posent désormais clairement les problèmes de flux migratoires et de traitement des travailleurs migrants. En crise lui-même (moins toutefois que le Nicaragua), le Costa Rica entend demeurer compétitif sur les marchés agricoles mondiaux : ses employeurs ont donc tout intérêt à voir se pérenniser une situation leur permettant d'exploiter leurs salariés avec d'autant moins de scrupules que l'illégalité fait taire les récriminations. Le gouvernement se satisfait de cet état de choses s'il ne devait (sans, bien sûr, aucune contrepartie patronale et sans versement d'impôts... de la part des illégaux) financer un minimum de protection sociale (soins, écoles) au profit de cette population. Un casse-tête pour toute la région et qui montre bien comment, en une très courte période, sur une même situation géographique et socialement circonscrite, viennent se superposer et s'imbriquer plusieurs des aspects majeurs du même problème.

Les statistiques étouffent, ou effraient, le temps en tout cas d'une image télévisée : bateaux couverts d'Albanais accostant en Italie, campement de Goma aux confins zaïro-rwandais... Souvent le temps gomme dans les esprits le poids de ces réalités : 4 millions de réfugiés palestiniens, 2,2 millions de réfugiés afghans et irakiens en Iran. Ou bien, « ils » arrivent, comme impalpables, au sein de sociétés en loques, chez eux ou à côté : Libériens, Sierra-Léonais, Soudanais... Au

SCÈNE FERROVIAIRE À BOMRAY
Une foule grandissante de réfugiés devant attendre

total environ 20 millions de réfugiés (de ceux qui franchissent une frontière, fuyant guerre et persécution), 30 millions de personnes déplacées (pour ces mêmes raisons, dans leur propre pays), et quelque 80 millions de migrants - magna le plus bétroclite qui soit, du saisonnier caribéen engagé au Canada pour la cueillette au mineur sous contrat, du clandestin assemblant des tissus à l'expatrié dirigeant une banque à Kuala Lumpur.

Suit, tout ce monde confondu, deux humains sur cent. Mais, justement, cette confusion n'a aucun sens. Comme n'en a guère en soi la comptabilité des retours chez eux de réfugiés (9 millions depuis le début de la décennie) : si ne se mettent pas en place des plans de réinsertion eux-mêmes inclus dans un programme de reconstruction nationale, l'appareil du drame risque fort de n'être qu'une brève transition vers de nouvelles errances (1).

Imposer le droit de rester

Si le HCR se refuse à établir un lien mécanique entre situation économique et mouvements de population, il n'en souligne pas moins les conséquences souvent dramatiques à court terme des politiques d'ajustement structurel imposant de l'extérieur un « tout marché » et un « moindre État » : celles aussi de la pression démographique et de la destruction de l'environnement. Et, à propos des sources de la crise rwandaise, d'insister sur la densité de la population, la rareté des terres de survie épuisées, les mesures d'ajustement, les variations des cours mondiaux du café.

Le Haut-Commissariat aux réfugiés met en avant une notion à la fois éthiquement puissante et à double tranchant : le droit de rester. C'est que ce droit implique le devoir, pour la puissance publique, de créer les conditions de vie (matérielles et autres) permettant aux personnes et aux groupes de ne voir pas à se déplacer hors du pays ou en son intérieur. Mais cette notion peut, en cas de crise, être cyniquement utilisée pour cootraindre, dans des zones dites de sécurité, des populations à demeurer sur place, et donc à ne pouvoir se réfugier, quand le bon sens voudrait qu'elles puissent migrer.

Le HCR et l'OIM, tout comme la Croix-Rouge internationale (4) ou l'Unicef, se retrouvent prisonniers de graves contradictions : leurs analyses s'orientent de plus en plus vers la prise en considération des questions de fond mais, en pratique, ces organisations doivent de plus en plus faire face à des situations d'urgence au, pour user de l'image forgée par un des responsables du Haut-Commissariat, se comporter en « aspirine » alors qu'il faudrait jouer un rôle d'« antibiotique ».

On assiste depuis plusieurs années à une explosion du nombre de réfugiés ou, en tout cas, du nombre de personnes relevant de la compétence du HCR : environ 2,5 millions en 1975 ; plus de 27 millions en 1995, un total qu'il faut détailler ainsi : 14,5 millions de réfugiés stricto sensu, 5,4 millions de personnes déplacées de l'intérieur mais dont s'occupe le HCR, de même que 4 millions d'anciens réfugiés retournés chez eux ; et enfin 3,5 millions de personnes parties à l'étranger, n'ayant pas le statut

Pour être, dans son rapport de 1995, sorti de son traditionnel terrain d'analyse, le HCR s'est vu accuser de vouloir jouer le rôle d'une agence de développement (2). A l'autre « extrême », il s'est vu reprocher de continuer à distinguer par trop entre réfugiés et migrants, d'omettre que ces derniers sont rarement des voyageurs volontaires, mais le plus souvent des déracinés pour des raisons politiques, économiques, écologiques (3). Le HCR estime pourtant que « la fragmentation sociale et politique » menace de déracinement de plus en plus d'êtres humains, que l'action humanitaire ne peut tenir lieu de politique, qu'il faut s'attaquer aux causes qui « fabrique » des réfugiés et parmi celles-ci l'explicité volonté (avec sa tradition militaire) de provoquer des mouvements de population : tel a été le cas notamment dans l'ancienne Yougoslavie, dans le Caucase, au Rwanda, au Soudan (oppression de l'ethnie népalaise).

de réfugiés mais relevant du mandat de l'organisation. Explosion donc, mais qui est peut-être moins significative que les conditions dans lesquelles elle intervient.

Il est, en effet, de plus en plus difficile à qui fait une situation conflictuelle de frapper avec quelque chance de succès à la porte des pays industrialisés. Il est tout aussi difficile à des pays d'accueil du Sud, eux-mêmes fragiles et pauvres, d'héberger pendant longtemps des masses de fuyards. Et quelle solution imaginer pour ceux qui, de l'ancienne Yougoslavie au Caucase, ne disposent même plus de l'option du retour, l'objectif du conflit ayant justement été de les chasser ? Autre phénomène nouveau, souligné par le HCR : il fut un temps où les réfugiés constituaient un capital politique qu'il apparemment utile de faire fructifier (et ils en bénéficiaient) : réfugiés de la mer vietnamienne utilisés pour virifier le régime de Hanoi, réfugiés nicaraguayens, cubains, angolais. Naguère masses de manœuvre idéologique, ces populations ont perdu leur utilité maintenant que partout triomphent les représentants d'une boisson gazeuse. Quant aux territoires où les grands États n'ont d'intérêts stratégiques, ni les multinationales d'intérêts financiers, du Rwanda au Liberia, de la Sierra Leone au Soudan sud, en quoi seraient-ils dignes d'attention ?

Confronté à un tourbillon de crises inédites, le HCR dérive-t-il ? Il est en tout cas tiraillé entre sa mission originelle - protéger les réfugiés - et celle consistant à se lancer, avec l'accord d'États donateurs, dans des actions d'aide, abolissant à l'occasion les différences avec les grandes ONG humanitaires (5). Quels que soient les drames à prévenir et les souffrances à soulager, n'y a-t-il pas confusion des genres à de plus en plus planifier des actions en collaboration avec des États-majors, souvent américains, l'ONU étant de fait désemparé ?

Il reste que la union de protection des réfugiés demeure bien vivante, à preuve de récents textes dans lesquels le HCR ne scelle pas son inquiétude au sujet de l'attitude des Européens. Qui, au temps de la guerre froide, fuyait une dictature communiste se voyait accueil-

lir sans difficulté en vertu de l'article 1A de la convention de 1951 protégeant les personnes victimes de persécutions. A situation nouvelle, réponses nouvelles : l'Europe occidentale, pour qui la « menace soviétique » mais aussi l'expansion démocratique de l'œuvre appartenant au passé, fait du droit international une lecture de plus en plus restrictive.

La convention de 1951 ? Selon cette lecture, elle concerne uniquement les violences exercées par les États et non par tel ou tel groupe armé ou parti ; ne peuvent donc se réfugier les personnes échappant, par exemple, à la terreur islamiste en Algérie, ou aux exactions sans nom d'un clan libérien. Ce à quoi, fort de la morale et du droit, le HCR rétorque avec raison que la convention de 1951 ne spécifie en rien que la seule violence digne de ce nom est celle exercée par un pouvoir établi et que, de toute façon, quel État pourrait-on fuir en Somalie, en Sierra Leone, au Liberia, quand tout n'est que chaos (6) ? Le HCR rappelle qu'en Europe quatre pays de l'Union (Allemagne, France, Italie, Suède), ainsi que la Suisse et la Norvège, ne reconnaissent pas comme réfugiés les victimes de violences commises par « des agents extérieurs à l'État », et il s'agit de voir les quinze harmoniser leurs politiques dans un sens qui menace le principe de l'asile. Même inquiétude à propos de « l'utilisation de plus en plus courante de la détention des demandeurs d'asile par les pays européens » dans « des camps fermés, des prisons ou des zones de transit dans les aéroports (7) ».

Le monde industrialisé s'entoure de courtoises, se bécote de malchanceux, se ceint de douves juridiques dont la transgression relève de l'exploit : il ne s'agit pourtant en rien d'une nouveauté (8). Mais le Nord n'est pas seul en cause, loin de là, comme le prouve la violence avec laquelle tel État du Sud se « purge » périodiquement de ses communautés étrangères, contribuant un peu plus à briser les barrières conceptuelles. Car, de facto, des travail-

Sirènes sans frontières

« LES pressions migratoires ? Ne minimisons pas le rôle des messages transmis par le monde médiatique au sein d'un responsable général de l'Organisation internationale pour les migrations. Jugement qui rejoint celui de Gilles Simon (1) : « Dans le tiers-monde, quelle politique de développement et - aspect important et mal connu - quelle politique culturelle pour contrebalancer les appels implicites à la migration des messages médiatiques occidentaux ? »

Interrogations fondamentales assurément. Et qui rejoignent les débats à la fois capiteux et bariolés des années 70 sur les nouveaux ordres de l'information et de l'économie. Car les messages diffusés jour et nuit à des milliards d'êtres humains par des groupes financiers (il importe peu qu'ils soient anglo-saxons ou issus de la diaspora chinoise) n'ont en rien pour mission d'informer ou de conforter la démocratie. Leur but est de modeler des consommateurs.

Un phénomène sans précédent, qui n'en est qu'à ses débuts, et dont la conséquence la plus importante est sans doute moins l'encouragement aux migrations physiques (les lumières de la ville...) que les déracinements culturels et psychologiques, individuels et collectifs (l'émergence de catégories sociales bombardées de messages mondiaux monocolors).

RÉFLÉCHISSANT sur « l'intégration d'une tradition reçue et de projets engageant l'avenir de la communauté historique considérée comme un tout », le philosophe Paul Ricœur écrit : « L'État, précisément, c'est ce qui résiste à l'emprise du technologique sans mémoire, en composant l'héritage des générations avec les projets de modernité façonnés par les marchés, donc par la production, la consommation et le loisir » (2). Or les offensives montées mondialement contre tout ce qui, dans l'urbanisation étatique, peut ordonner, au nom de l'histoire et de la mémoire, le refus d'un dressage en uniforme n'ont-elles pas pour objectif de saper de génétiques racines ?

L'effacement logique de cette évolution est une généralisation du déracinement, ou plutôt l'émergence brutale et massive de générations n'ayant pas à subir l'arrachement puisées produites hors-soi. Le monde de ce que Hens Magnus Enzensberger a appelé « l'énéphébie secondaire (3) », ce produit d'une « nouvelle phase de l'industrialisation », d'une économie « dont le problème n'est plus la production mais la vente » et qui a moins besoin désormais d'une armée de réserve disciplinée que de « consommateurs qualifiés » ayant la télévision pour « média idéal ».

J. D.

(1) Entrevue à La Croix, 17-18 décembre 1995. Auteur de *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, PUF, Paris, 1995.
(2) Paul Ricœur, *La Critique et la Conviction*, Calmann-Lévy, Paris, 1995, p. 151.
(3) Hens Magnus Enzensberger, *Mittelmass und Wohl*, 1988. Édition française, *Médiocrité et folie*, Gallimard, Paris, 1991, p. 79.

(1) Cf. le rapport « The Challenge of Rebuilding War-torn Societies », Institut de recherches des Nations unies pour le développement social, Genève, 1995.

(2) Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, *Les Réfugiés dans le monde. Enquête de situation*, Édition française, La Découverte, Paris, 1995, 265 pages, 120 F. Autre source essentielle d'informations : *World Refugee Survey 1995*, US Committee for Refugees, Washington, 1995.

(3) Communiqué du COE, 16 novembre 1995.
(4) Cf. Jacques Decornoy, « Sur tous les fronts, la Croix-Rouge internationale », *Le Monde diplomatique*, décembre 1995.

(5) Jusque, parfois, dans la manière de récolter des fonds. Sous le titre « Le HCR veut vendre tout enchaînés l'aide aux réfugiés », *Le Nouvel Observateur* de Laitaine (8 décembre 1995) a le premier fait état du projet du Haut-Commissariat d'organiser le 8 mai 1996 à Zurich une sorte de vente aux enchères d'un certain nombre de projets soumis de firmes helvétiques, qui les parviennent. L'unique idée suggérée par le comité consultatif suisse consistait à vendre le HCR.

(6) Lire à ce sujet les impressions d'André de la revue *Refugiés* (publiée par le HCR), n° 101, III, 1995, Genève.

(7) HCR, communiqué du 23 novembre 1995.
(8) Par exemple, les États-Unis ont donné en 1994 un plan législatif un brin coup d'arrêt aux possibilités d'immigrer, et surtout en fait et principe cette loi lors de la crise de 1993. Par exemple ainsi les difficultés rencontrées par les Allemands fuyant le nazisme en France et leur bureaucratie des représentations étrangères ont-elles été vives. Cf. le témoignage d'Anna Seghers, *Transit*, Aufbau Berlin, Weimar, 1983 (traduction française, nouvelle édition, Autrement, Paris, 1995).

سكرا في الوطن

سكن في الازم

FUGIERS DE LA GUERRE
humanité sans

ET MIGRANTS DE LA PAIX domicile fixe



leurs migrants expulsés en masse devinrent des réfugiés, fussent-ils renvoyés chez eux : quand, parce que le boom pétrolier s'est épuisé, le Nigeria met à la porte, entre 1983 et 1985, 1,5 million de personnes ; quand, pendant la crise du Golfe, l'Arabie saoudite se débarrasse de 800 000 Yéménites ; quand, plus récemment, en août 1995, la Jordanie décide d'exclure de quinze secteurs de l'économie les étrangers. En conséquence, 70 000 d'entre eux ont dû quitter le royaume pendant le seul mois d'octobre dernier (9).

Quand le quêté d'un refuge cesse-t-elle ? Où la migration commence-t-elle ? Où se situe la distinction entre la fuite d'une situation conflictuelle armée et celle d'une situation conflictuelle d'ordre socio-économique ? Deux citations de documents récents ayant trait à l'Afrique montrent le caractère des distinctions. Dans un texte consacré aux « réfugiés africains » (10), il est écrit : « Les réfugiés en Afrique continuent, comme par le passé, à fuir leur pays pour toute une série de raisons : conflits armés, rivalités ethniques, détérioration, voire effondrement de la situation économique (...). Ces dernières années, le nombre de réfugiés et de personnes déplacées en Afrique a augmenté à un rythme vertigineux. On compte plus de 7 millions de réfugiés et trois fois plus de personnes déplacées sur le continent. »

politiques dont l'Afrique détiendrait le triste record, il existe une forte migration économique liée aux difficultés d'emploi dans les pays d'origine. » Présentant de son côté la situation actuelle en Afrique, la FAO recense quatorze pays « confrontés à des crises alimentaires exceptionnelles (12) » : dans trois cas, la seule sécheresse et des difficultés logistiques sont rendues responsables de la disette ; partout ailleurs, sans que les distinctions apparaissent clairement, sont mentionnés des « déplacements de population rurale », des « troubles civils », la présence de réfugiés ou de « personnes vulnérables ».

Assiste-t-on, ou sommes-nous à la veille d'assister à une explosion du nombre de migrants internationaux ? Posée de la sorte, la question reflète surtout l'inquiétude, spontanée ou provoquée, ressentie en pays industrialisés face aux populations du Sud. Elle doit en effet pour le moins être relativisée à l'aune des précédents historiques, dont certains sont miroirs de l'époque actuelle.

An siècle dernier et jusqu'à la seconde guerre mondiale, les Occidentaux ont constitué la masse des migrants et organisé les migrations issues d'autres peuples. Plus de 50 millions de personnes ont quitté l'Europe en cent ans : les îles Britanniques (40 %), la Norvège (36 %) et jusqu'à la Suisse se vidaient, pour des motivations d'ordre économique surtout, auxquelles s'ajoutaient parfois les persécutions (pogroms dans l'est du continent). Une main-d'œuvre que l'Amérique du Nord, le Brésil, l'Argentine, l'Afrique du Sud, l'Australie attendaient. Par millions, d'autre part, des Chinois et des Indiens étaient prêts, par des moyens rarement conviviaux, d'aller travailler de Manille à Pégé, de Malaisie au Soudan et aux Caraïbes, en Afrique du Sud ou sur les chantiers des chemins de fer nord-américains.



RÉFUGIÉS MOZAMBICAINS SUR LA VOIE DU RETOUR
Point de développement local, ils risquent de repartir

infiniment de la population, mais qui pèsent lourdement en termes de pouvoir économique, de transfert (ou non) de savoir, et de division internationale du travail.

Fait plus gros de conséquences mais rarement noté tant il remet en question les dogmes dominants sur la « modernité » : un développement rapide a des effets sociaux déstabilisateurs qui renforcent les pulsions migratrices. Un chercheur américain résume ainsi ce phénomène capital : « La modernisation rurale qui accroît la productivité agricole contribue (...) à désintégrer les réseaux sociaux et les rapports économiques traditionnels et, par conséquent, favorise l'exode des populations des campagnes vers les villes. L'urbanisation rapide produit des marchés du travail saturés et une distribution inéquitable des revenus. En même temps, le cadre urbain avive les aspirations, véhicule des informations sur les migrations internationales et les moyens d'y prendre part pour ceux qui n'ont accès qu'à des travaux mal payés en marge de l'économie nationale (20). »

Un constat qui permet d'aboutir, à partir d'une évocation du sort des réfugiés, à celle des migrants, non plus seulement internationaux, mais intracités, aux sociétés. Personnes déplacées certes par les grands travaux, l'exploitation des forêts, les multiples naufrages de l'environnement. Mais — et l'Occident aura montré la voie de manière radicale en quelques décennies —, plus encore par les gigantesques exodes ruraux et la massification de milliards d'êtres humains dans les cités sans forme ni fin. La statistique est approximative, mais il y aurait 80 millions de Chinois entrés entre les villes côtières. Et dans quelle catégorie faut-il ranger les 700 000 personnes sans domicile fixe des États-Unis, désormais interdites de séjour dans plus de 40 cités soupçonnées d'insécurité ? L'étranger peut aussi surgir de l'intérieur... Et où classer les près de 2,7 millions de citoyens de l'Union européenne qui, fente de domicile, ont recours à des associations d'hébergement ?

Sauf à se résigner ou pire, la révolution démographique en cours devra susciter, dans le domaine des migrations comme dans tous les autres, une pensée et des projets d'action sans antécédents. Par-delà la nécessaire organisation de flux de population, qui changent de sens lorsqu'un milliard d'humains d'hier succèdent sept ou huit milliards de leurs enfants, leur « droit de rester », à l'évidence, pour condition la remise en cause d'un développement qui broie les racines et détruit la terre qui les porte.

JACQUES DECORNOY.

L'injustice qui déracine

Dans sa déclaration du 22 septembre 1995 sur « la question des personnes déracinées », le Conseil oecuménique des Églises, dont le siège est à Genève, écrit notamment :

« Plus d'une personne sur cinquante est actuellement réfugiée ou migrante dans le monde (...). Les personnes déracinées sont les personnes qui sont forcées de quitter leur lieu de vie traditionnelle — tous ceux et celles qui fuient la persécution et la guerre, qui sont déplacés à cause de la destruction de leur environnement naturel —, forcées de chercher des moyens de subsistance en ville ou à l'étranger (...). »

Nous sommes révoltés par la violence et l'injustice qui déracinent des êtres humains et par le souffrance que ce déracinement provoque (...). Les civils sont de plus en plus souvent victimes de la violence égarée par le fait que les belligérants se procurent de plus en plus aisément des armes et des mines antipersonnel (...).

L'effondrement des conditions économiques et sociales qui permettaient aux gens de subvenir à leurs besoins dans leur pays et dans leur communauté traditionnelle accélère le déplacement des populations. La dégradation des conditions de vie s'explique en particulier par la mondialisation de l'économie (...). D'importantes innovations technologiques contribuent à rationaliser la production et les services, mais favorisent aussi une croissance qui n'est pas équilibrée d'emplois. Dans toutes les régions du monde, le chômage permanent ne fait qu'augmenter, il marginalise, exclut, pousse les gens à se déplacer (...).

L'endettement croissant accompagné de mesures d'ajustement structurel imposées de l'extérieur et d'une politique fiscale restrictive rend la lutte pour la survie plus difficile encore (...). Quelque 10 millions de personnes sont déplacées chaque année, victimes des plans de « développement » comme la construction de barrages qui provoquent l'inondation de vastes superficies ou le remplacement de l'agriculture de subsistance par l'agriculture commerciale mécanisée (...).

La destruction de l'environnement naturel, telle que la déforestation, la destruction du sol superficiel, la désertification et la dégradation de la terre arable sans possibilité de récupération, rend invivable le cadre de vie traditionnel. On estime que quelque 10 à 25 millions de personnes ont été déplacées pour des raisons écologiques (...).

En même temps qu'augmente le nombre des personnes déracinées (...), on voit fléchir de plus en plus la volonté de les protéger (...). La tendance un peu partout est de fermer les yeux sur les causes et les conséquences du déplacement forcé des personnes (...).

Au fil des besoins

TOUT autres se présentent les migrations internationales d'après 1945. Si l'on exclut les très-vastes mouvements de population provoqués par les conséquences, directes ou indirectes, du conflit (ils concernent quelque dix millions d'Allemands, six millions de Japonais contraints de regagner l'archipel des centaines de milliers de juifs puis de Palestiniens, d'énormes masses d'Indiens et de Pakistanaïes), il apparaît que les besoins de certaines économies européennes ont pour beaucoup façonné les flux : Espagnols, Portugais, Italiens, Yougoslaves partant travailler vers le nord, arrivées de très nombreux Maghrébins et Turcs en encore (vers le Royaume-Uni) de citoyens d'Asie, des Caraïbes du Commonwealth. Autre zone d'appel, outre le traditionnelle Amérique du Nord : les États du Golfe (13).

Pour les pays riches, le tournant va s'amorcer en 1973 : « choc » pétrolier, amorce de crise. Le Sud va continuer d'alimenter, pour les trois quarts environ, le gros des migrations internationales, mais elles vont tendre à se faire clandestines en Occident ainsi que dans les nouveaux pays industrialisés ou en passe de le devenir (Malaisie, Thaïlande). C'est que le Nord — l'Europe occidentale notamment — a produit des chômeurs par dizaines de millions et a de moins en moins besoin de main-d'œuvre (locale ou extérieure) en raison des révolutions technologiques et

ficative : fruit pourtant de dix années de débats, la très importante convention, votée par l'Assemblée générale des Nations unies le 18 décembre 1990, sur la protection des travailleurs migrants et de leurs familles attend toujours d'être ratifiée massivement par les États (17). Elle ne l'a été jusqu'à présent que par l'Égypte, la Colombie, en Afrique du Sud ou sur les chantiers des chemins de fer nord-américains.

Si les pays riches cherchent à assécher les flux migratoires ayant les populations pour acteurs, ils laissent en revanche opérer à leur guise les décadences de l'économie transnationale. Gil- das Simon écrit à ce propos : « *Soutenu par un système financier mondial qui a déjà aboli les frontières étatiques, un marché unifié se met en place où s'organisent sur une base planétaire la recherche, la conception, la production et la consommation des biens et des services. Cette nouvelle organisation économique du monde s'exprime sur le plan migratoire par la mondialisation des flux humains, la généralisation des migrations de spécialistes, le drainage des élites professionnelles et leur redistribution spatiale dans et par les pôles plus développés du système économique mondial (18).* »

Analyse qui rejoint celle d'Allan F. Findlay, professeur à l'université de Glasgow, pour lequel la liberté d'émigrer a de moins en moins de réalité, les décisions étant prises par les États et surtout par « ceux qui maîtrisent et développent les nouvelles technologies et les modes de production dans lesquels elles interviennent ». De plus en plus les marchés de l'emploi « ne reposent pas sur la « libre » concurrence, mais principalement sur des transferts géographiques de compétences au sein de l'entreprise, entre le siège et les succursales, ce qui explique sans doute la part croissante des migrations internationales de main-d'œuvre qualifiée (19) ». Des flux extrêmement volatils, qui concernent une fraction

Dès lors, le Nord, agité de surcroît en mains maîtresses par des courants xénophobes, se ferme à l'étranger, toutes « tendances » confondues dans le vocabulaire commun (réfugiés, demandeurs d'asile, demandeurs d'emploi...). Sur la base de rapports montrant comment, à partir des pays-carrefours (Guatemala, République dominicaine, Russie, etc.), des centaines de milliers de personnes tentent de gagner illégalement les États-Unis, Washington aimerait voir les États « menacés » coordonner leurs actions (14). Et d'annoncer qu'au cours de l'année fiscale 1995, 1 271 390 Mexicains ont été appréhendés lors de franchissements illégaux de la frontière (ils sont des millions à être venus grossir dans leur pays l'armée des chômeurs après la dévaluation du peso en décembre 1994). Cependant que, dans des milieux de droite liés à des secteurs de pointe, d'anciens s'insurgent contre la mise en place d'une réglementation qui priverait toutes sortes de Silicon Valleys de cerveaux, voire de « génies » extérieurs (15).

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, des milliers de salariés immigrés du secteur de l'habillement (chiffre d'affaires annuel : 282 milliards de dollars) subissent l'« esclavage » (le mot est de M. Robert Reich, ministre américain du travail) (16). « Omission » signi-

(9) Dépêche Reuters datée d'Amman, *Financial Times*, 28 novembre 1995.

(10) « Réfugiés africains. Quelle réponse à la crise ? », document HCR-Organisation de l'unité africaine, Addis-Abeba, octobre 1995.

(11) Abdoulaye Bana Diop, en introduction au dossier « Dynamiques migratoires et recompositions sociales en Afrique de l'Ouest », *Mondes en développement*, n° 91, 1995, Paris-Bruxelles.

(12) « Situation alimentaire et perspectives de récoltes en Afrique subsaharienne », n° 3, octobre 1995, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome. Les pays où les troubles et les déplacements de population expliquent la crise sont : l'Angola, le Burundi, l'Érythrée, le Liberia, le Malawi, le Mozambique, le Rwanda, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan et le Zaïre.

(13) Sur les mouvements de population, deux études fondamentales : Peter Szalka, *Les Travailleurs immigrés. Études des migrations internationales de main-d'œuvre*, BIT, Genève, 1995, 346 pages, 45 FF. Et Gil- das Simon, *Géographie des migrations internationales dans le monde*, PUR, Paris, 1995, 430 pages, 243 FF.

(14) Lire notamment : « US Target World Traffic in Migrants », *International Herald Tribune*, 29 décembre 1995, et « Enforcement Reduces Illegal Crossings From Mexico », *International Herald Tribune*, 25-26 décembre 1995.

(15) George Gilder, « Geniuses From Abroad », *The Wall Street Journal Europe*, 21 décembre 1995.

(16) « Slaves to Fashion », *Malinational Monitor*, Washington, octobre 1995.

(17) Pour une étude de ce document, lire *Proclaiming Migrants Rights*, COE, Genève, mai 1991.

(18) Gil- das Simon, *op. cit.*, pp. 94 et 95.

(19) Lire Allan Findlay, « Les nouvelles technologies, les mouvements de main-d'œuvre très qualifiée et la notion de fuite de cerveaux », in *Migrations internationales. Le tournant*, OCDE, Paris, 1993, 300 pages, 293 FF.

(20) Michael S. Teitelbaum, « Les effets du développement économique sur les pressions à l'émigration dans les pays d'origine », OCDE, *op. cit.*

ESPRIT

Janvier-février 1996

Le totalitarisme : un cadavre encombrant

Jean-Philippe Béja, François Bélarida, Jean-Michel Besnier, Pierre Bouriez, Ian Kershaw, Daniel Lindenberg, Martin Malia, Marie Mendras, Yves Plasseraud, Suzanne Pourchier



La France en grève d'elle-même

Les faiblesses de l'État sanitaire français

Aquilino Morelle

Testament d'un moribond

Mohammed Khair-Eddine

Le numéro : 82 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 560 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - ☎ 48 04 08 33



Si la progression du réseau Internet est spectaculaire au Nord, elle l'est encore davantage dans le Sud. Malgré les immenses difficultés, dues notamment au nombre réduit de lignes téléphoniques, les pays en voie de développement cherchent à se saisir de ces nouvelles technologies pour rompre leur isolement, notamment en matière scientifique. Encore faut-il qu'Internet ne soit pas subordonné aux seuls intérêts mercantiles et que les chercheurs puissent jouer, dans son extension, le même rôle décisif qu'aux États-Unis ou en Europe.

Par PASCAL RENAUD et ASDRAD TORRES *

L'irruption tonitruante du secteur commercial sur Internet a largement accru le nombre de personnes ayant accès à ce réseau. Pourtant, le principal moteur de son extension géographique reste le milieu de la recherche. Presque tous les pays sont concernés, à l'exception d'une petite trentaine, en majorité africains, qui demeurent totalement à l'écart (1).

Les dernières statistiques publiées par Internet Society (2) montrent que le taux de progression est nettement plus élevé au Sud qu'au Nord (3), notamment en Afrique. Alors que ce taux fléchit en Amérique du Nord, une nouvelle vague de pays font leurs premiers pas dans le réseau des réseaux. Il s'agit essentiellement de pays à revenu intermédiaire ou « émergents » d'Amérique latine et d'Europe de l'Est.

Pour encourager que soient ces chiffres, ils ne doivent pas faire oublier le vertigineux décalage entre le Nord et le Sud en matière d'équipement et notamment du nombre de machines installées. Que pèsent, par exemple, les mille ordinateurs reliés à Internet en Chine face aux quatre millions recensés aux États-Unis ? Cet écart trouve en partie son origine dans les niveaux de développement. Mais la stratégie politique, économique et militaire des grandes puissances a considérablement ralenti la dissémination des techniques informatiques. Voici quelques exemples : les États-Unis, la plupart des logiciels et des matériels sur lesquels Internet est fondé étaient encore considérés comme « technologies sensibles ». Ainsi, le département américain de la défense soumettait-il à de sévères restrictions d'exportation les stations de travail (4) qui constituent les nœuds du réseau et les moyens indispensables à la transmission des données.

La pénurie n'altère nullement la

* Respectivement chercheur à l'Institut français de la recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom), associé à l'Unitat, et professeur associé au département des sciences de l'information et de la communication, université Rennes-II.

Calendrier des fêtes nationales

29 février 1996

4 SRI LANKA	Fête de l'indépendance
6 NOUVELLE ZÉLANDE	Fête nationale
7 GRENADINE	Fête de l'indépendance
11 IRAN	Ann. de la révolution
16 LITUANIE	Fête nationale
18 GAMBIE	Fête de l'indépendance
22 ST-LUCIE	Fête nationale
23 BRUNÉI	Fête nationale
24 GUYANA	Fête nationale
25 ESTONIE	Fête de l'indépendance
26 ROUMANIE	Fête nationale
27 RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Fête de l'indépendance

LE MONDE diplomatique

FRANCE (y compris DOM-TOM, et pays à accords postaux*)	1 AN	2 ANS
Tarif spécial	210 F	380 F
Tarif normal	185 F	315 F

ÉTRANGER	1 AN	2 ANS
VOIE NORMALE (y compris Union européenne par avion)	270 F	500 F
VOIE AÉRIENNE	265 F	490 F
Tunisie	290 F	540 F
Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse, Algérie, Maroc)	310 F	580 F
DOM, Afrique francophone	330 F	620 F
États-Unis, Canada, Moyen-Orient	375 F	710 F
Amérique centrale et Amérique du Sud, Mexique, Japon, Chine, autres pays d'Asie	390 F	740 F
Océanie, Australie	415 F	790 F

* Afrique, Asie, Europe, Caraïbes, République centrafricaine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie.

Un tarif spécial est réservé aux étudiants, lycéens, chômeurs, retraités sur présentation d'un justificatif.

Offre spéciale pour les abonnés à l'édition hebdomadaire.

ROMPRE L'ISOLEMENT GRÂCE AU Internet, une chance

1996, si l'on en croit l'état d'avancement des projets et le succès rencontré par les informaticiens dans les milieux universitaires, culturels et même économiques. Malgré des infrastructures de télécommunication peu développées (le nombre de téléphones est généralement inférieur à un pour cent habitants), plusieurs projets engagés dès le début des années 90 - portés notamment par les établissements de coopération scientifique telle que l'Orstom en France (9) et des organisations non gouvernementales telles que GreenNet au Royaume-Uni - ont permis à des pays parmi les moins avancés de faire leurs premiers pas sur le réseau. Au total ce sont plusieurs centaines d'organismes, notamment universitaires, qui en bénéficient.

Cette association de l'Afrique au cyberspace reste bien modeste et les services sont généralement réduits à l'échange de courrier électronique. Les coûts des télécommunications y sont trop élevés pour que les usages puissent se généraliser, même au sein de la communauté des chercheurs et universitaires. Problème classique du sous-développement, la faible densité des utilisateurs ne permet pas d'exploiter, comme au Nord, des « liaisons spécialisées » à coût forfaitaire qui permettraient précisément d'enclencher un cercle vertueux. Les technologies d'Internet rendent cependant possible à des établissements partageant une unique ligne téléphonique entre cinquante enseignants et chercheurs et dix administratifs d'ouvrir à chacun une boîte aux lettres électronique. Cette dernière leur permettra de rester en contact étroit avec la communauté scientifique internationale. Ainsi disparaît peu à peu le pouvoir dont usent certaines hiérarchies de distribuer des « faveurs » à travers l'accès au téléphone ou à la télécopie.

Contrairement à une idée largement répandue, la diffusion des technologies des informaticiens dans les milieux de l'enseignement supérieur et de recherche dans les pays du Sud est loin d'être un gadget. « Si je peux disposer, de manière fiable et non limitée, d'un accès à Internet à Yaoundé, je préfère travailler dans mon pays même avec un salaire trois fois inférieur à celui des chercheurs européens », déclarait récemment un chercheur camerounais qui venait de terminer sa thèse en France. Partagé par de nombreux scientifiques, ce point de vue dessine l'un des enjeux d'Internet au Sud. Il ne s'agit pas d'un simple mirage ou d'un raccourci sur la voie du développement mais d'une possibilité réelle de limiter la fuite des cerveaux.

Les limites du « parachutage »

DANS des pays où il n'y a ni bibliothèque universitaire digne de ce nom, ni centre de documentation - en dehors des agences culturelles ou scientifiques étrangères -, Internet transformerait radicalement les conditions de travail des chercheurs. Pour la première fois, dans les pays les plus pauvres, les moins avancés technologiquement, il serait possible d'accéder à toute la richesse informationnelle des centres de recherche et des universités les plus avancées du Nord. Il ne s'agit pas simplement de consulter des banques documentaires ou des encyclopédies, ni de visiter les musées virtuels. Internet est, de plus en plus, un moyen privilégié, voire exclusif, pour accéder à la production scientifique courante : thèses et rapports de recherche dans leurs versions intégrales, programmes de recherche

des laboratoires, composition des équipes et adresses électroniques de leurs membres (10).

Ici, se dessine un deuxième enjeu. Dans un monde scientifique interconnecté, ceux qui resteront à l'écart risquent de passer de la marginalité à l'exclusion totale. Internet porte en germe la possibilité pour le Sud d'avoir accès aux sources d'information dans les mêmes conditions que le Nord. Plus immédiatement, sans gommage des frontières de la marginalité (11), de nouvelles pratiques de communication peuvent en modifier les contours. Il serait présomptueux de prédire les effets qu'aurait la mise en relation directe de chercheurs du Nord et du Sud, ou leur participation conjointe à des débats internationaux. Tout comme

il serait stérile d'en nier a priori l'impact.

Il ne faut cependant pas se bercer d'illusions. Aux États-Unis, le développement de réseaux informatiques interuniversitaires a commencé à la fin des années 70, pour aboutir en 1983 (12) à la forme actuelle de l'Internet, à une échelle réduite. Il a fallu encore dix ans pour que des outils d'une grande simplicité apparaissent (notamment la « toile » et le courrier électronique) et que son usage se généralise. Certains voudraient faire croire que, moyennant la mise à disposition de liaisons internationales à haut débit, fournies par des satellites ou des câbles sous-marins, l'Afrique se brancherait rapidement sur le cyberspace (13). La logique du « parachutage » technologique qui sous-tend cette approche n'a jamais permis de réel développement chez les bénéficiaires de l'aide.

une situation où l'essentiel de la production scientifique réalisée en Afrique est publiée en Europe ou aux États-Unis, qu'il s'agisse de revues scientifiques ou de données recueillies sur le terrain. La reconnaissance des contenus est une étape indispensable pour que la communauté scientifique africaine s'affirme et définisse ses propres objectifs. Les technologies d'Internet peuvent y contribuer en offrant de larges capacités de diffusion pour un investissement minimum (15). Leur impact sera d'autant plus important si ce combat « militant » pour la maîtrise des contenus se place à la marge de l'information marchandise, hors de portée des grands groupes multimédias de l'édition scientifique.

La mise en place de réseaux associatifs exige cependant un réel transfert de technologie. C'est-à-dire un développement plus long et moins spectaculaire qu'une démonstration de navigation



Les universités africaines éprouvent déjà de sérieuses difficultés à régler leurs factures téléphoniques courantes. Elles n'ont donc pas les moyens de se payer les lignes internationales de transfert de données. Le développement de ces liaisons, proposé ou mis en pratique par divers organismes, ne sera un atout pour le développement que s'il s'insère dans un dispositif plus large. En effet, l'objectif visé à travers Internet ne saurait se résumer à l'ouverture de « kiosques multimédias », c'est-à-dire de services d'informations en ligne où les utilisateurs sont cantonnés au rôle de consommateurs de services télématiques. Les solutions proposées au plan national et régional souffrent des mêmes limitations. Il est donc plus que temps de se demander à qui peuvent profiter les « backbones » (14) et autres infrastructures, sur place, les établissements scientifiques n'ont ni les compétences ni les équipements pour s'y raccorder ?

En effet, les ramifications locales sont à la base de toute mise en réseau. Aux États-Unis comme en Europe, les réseaux informatiques de la recherche ont avant tout démarré par l'association de réseaux de campus où les utilisateurs étaient à la fois consommateurs et producteurs d'informations. Outre plus qu'au Nord, les pays du Sud ne pourront faire l'économie de la constitution de réseaux locaux, irriguant et développant leurs réseaux de compétences. Car, bien au-delà de l'accès à l'information, l'enjeu majeur est la production des données et la maîtrise des contenus. A quoi bon « fluidifier » la circulation de l'information si cela ne fait qu'amplifier

multimédia interactive. À Dakar ou à Cotonou, il ne repose pas sur la vente de solutions « clés en main » mais sur des collaborations à long terme entre organismes du Nord et du Sud, et entre établissements du Sud (16). Mais comment convaincre les agences de coopération qu'Internet n'est une chance pour le Sud qu'à condition de faire naître dans ces pays un potentiel technologique et scientifique qui permettra d'en tirer profit ? Comment convaincre les bénéficiaires que les installations les plus performantes ne bénéficieront à leur pays que dans la mesure où elles s'intégreront dans un environnement scientifique préparé à les accueillir ?

Le contexte actuel de réduction de l'aide internationale favorise les initiatives à court terme, plus médiatiques et moins onéreuses. Dans le même temps, le fort vent de libéralisme, porté notamment par la Banque mondiale, encourage les États à abandonner leur monopole dans les télécommunications et à privatiser leurs opérateurs nationaux. Les financements privés sont devenus

(1) Le Monde diplomatique organise, dans le cadre du Salon Imagina, à Monte-Carlo, le 22 février, une rencontre sur Internet et les relations Nord-Sud (voir annonce ci-contre). De plus, un groupe de discussion sur ces questions est lancé par notre journal. Lire Carlos Alberto Alonso, « Au service de la société civile », et Roberto Bissio, « Cyberspace et démocratie », Le Monde diplomatique, juillet 1994.

(2) Sur les six premiers mois de 1995, la progression du nombre de « domaines Internet » est de 53 % en Afrique (celle de la seule Afrique du Sud, n'est que de 35 %), 51 % en Asie (dont 44 % en Chine et en Inde), tandis qu'elle n'est que de 40 % en Europe de l'Ouest, et de 35 % en États-Unis.

(3) Des micro-ordinateurs très puissants.

(4) http://www.rnp.net.br (Pérou) ; http://www.enet.net (Équateur) ; gopher://gopher.mil.su.se/701 (Roumanie) ; http://www.cnet.co.cr (Costa Rica) ;

(5) http://www.rnp.br (Roumanie National de Perou) ;

(6) http://www.rnp.br (Roumanie National de Perou) ;

(7) Depuis un an, l'Association des universités paraguayennes ou universités de langue française (AUFELF) s'est engagée à son tour dans Internet en ouvrant des points d'accès au réseau dans ses centres de documentation (contenus SYRHO).

(8) Voir notamment l'Exposé national supranational (http://www.ens.fr) et l'Institut national de recherche en informatique et automatique (http://www.inria.fr/activites-fr.html).

(9) L'Afrique, par exemple, produit moins de 0,3 % de la production scientifique mondiale. Lire Chastell et Wast, *Afrique scientifique des années 80*, Orstom-Éditions, Paris, à paraître en février 1996.

(10) Lire à ce sujet Christian Buisson, *Et Dieu crée l'Internet*, Édition Eyrolles, Paris, 1995.

(11) Projets Iridium, Globalstar, etc.

(12) L'Internet, « épine dorsale », ne désigne pas les grandes artères d'interconnexion à Internet sur lesquelles peuvent se reposer un grand nombre de ramifications locales. Plusieurs éditions se sont tenues en 1993 à Washington sur l'idée de la mise en place d'un « African backbone ».

(13) Un micro-ordinateur de type PC486 ou Macintosh suffit pour réaliser un serveur multimédia « WEB » et en gestionnaire de contenus de boîtes aux lettres électroniques.

(14) Des établissements du Sud comme l'Unitat en Tunisie, ou l'association Red Científica Peruana ont une riche expérience qui pourrait être mise à profit en Afrique.

سكندرية

2/11/96



JAVIER BUÑO. - « Le Militaire républicain » (1938)

LES BRIGADES INTERNATIONALES

Qui étaient-ils ?

Ernest Hemingway, dans *Pour qui sonne le glas*, et André Malraux, dans *L'Espoir*, ont illustré la geste des combattants des Brigades internationales, ces quelque 35 000 étrangers venus en Espagne défendre leurs idéaux antifascistes. Parmi eux, Josef Broz « Tito », Willy Brandt, Walter Ulbricht, Arthur London, Henri Rot-Tangy, Laszlo Rajk, Luigi Longo, Georges Dimitroff, Pietro Nenni, Palmiro Togliatti, André Marty, Pierre George - le colonel Fabien -, le maréchal Malinovsky et tant d'autres.

Ces hommes, les communistes et les autres, les petits, les sans-grade, qui viennent par milliers en Espagne de tous les continents, par les bateaux, les trains, qui passent les frontières avec des papiers vrais ou faux, qu'on refuse, qu'on emprisonne et là, qui s'échappent, qui repartent, à pied, à bicyclette, qui vont à ce rendez-vous de la solidarité qu'est l'Espagne comme à une terre promise, qui s'y battent courageusement dans des conditions très dures, dont beaucoup, presque un tiers, 10 000, ne reviendront pas, qui sont-ils ?

Eh bien, dans leur grande majorité, ce sont de très braves types ! Ce sont des convaincus, des sincères, des simples au sens noble du mot. A Paris, à New York ou à Londres, ils ont assisté à de grandes manifestations où l'on criait : « Des avions ! des armes pour l'Espagne ! ». Ils sont partis. Ils sont de cette sorte d'hommes si rares et si précieuses : ceux résolus à mettre leurs actes dans l'obéissance de leurs choix, c'est-à-dire à payer le prix.

Ils ne calculent pas : ils croient. Ils sont venus pour vaincre le fascisme. Ils sont généreux, même quand ils l'ignorent. Ils sont un peu naïfs.

Ils ne vaincront pas, mais ce ne sera pas faute d'obstination et de courage. L'échec viendra d'ailleurs.

Bien entendu, parmi eux comme dans n'importe quelle grande réunion d'hommes, il y a des déséquilibres, il y a des ténors. Ils se tromperont parfois. Si des crimes furent commis, la responsabilité ne doit pas être imputée à la grande majorité des volontaires, mais aux conditions de cette guerre, à la brutalité de ce temps, et à certains des chefs.

Une cinquantaine de nations seront représentées dans les Brigades internationales : des Cubains, des Néo-Zélandais, des Australiens, des Noirs, des Arabes, des Chinois, des Finlandais, des Luxembourgeois, des Vietnamiens...

(Extrait de Jacques Delpey de Bayac, *Les Brigades internationales*, Fayard, Paris, 1968, pp. 34 et 85.)

Une alliance antifasciste

Par GABRIEL JACKSON *

VICTORIEUX lors des élections législatives de février 1936, le Front populaire espagnol constitue le noyau dur de la défense de la République pendant la guerre civile (juillet 1936-avril 1939) et représente avant tout une alliance de type antifasciste. Elle rassemble à la fois des jacobins républicains comme Manuel Azana, plus intéressés par la question des droits politiques, de l'élimination des privilèges et de la lutte contre la corruption que par des considérations économiques ; des socialistes réformistes comme Julien Besteiro et Indalecio Prieto, dont le priorité était l'obtention d'un droit de travail et de réformes sociales et éducatives améliorant le sort de la classe ouvrière ; des socialistes révolutionnaires comme Luis Araquistain, qui insistent sur la propriété collective des moyens de production mais rejettent le modèle stalinien ; et enfin des communistes (et leurs compagnons de route) persuadés que le système soviétique représentait un modèle pour l'humanité entière.

Même incomplet, ce survol des composantes du camp républicain permet d'appréhender l'étendue des différences politiques qui séparaient les acteurs du Front populaire. Mais il y avait malgré tout, entre eux, un socle commun, sans doute plus important que les lignes de fracture. Car tous sans exception voyaient dans le fascisme un ennemi à la fois démocratique, violent et réactionnaire contre les libertés publiques et les réformes sociales apparues en Europe depuis la Révolution française. Tous avaient compris, bien avant les classes politiques diri-

* Historien américain, auteur, entre autres, de : *La République espagnole et la guerre civile*, editorial Critica, Barcelona, 1977, et de *Historia de un historiador*, Anaya, Madrid, 1993.

geantes du reste du continent, la nature intrinsèquement destructrice du régime nazi ou l'impact de l'Allemagne depuis janvier 1933.

Le besoin d'unité face à la menace d'une conquête de l'Europe par l'Allemagne hitlérienne poussa les diverses composantes du Front populaire à rechercher un terrain intermédiaire entre démocratie bourgeoise et socialisme marxiste. Pendant que les communistes étaient prêts à admettre les aspects progressistes de la démocratie parlementaire et du capitalisme, les réformistes et les jacobins, pourtant conscients du caractère dictatorial du régime de Staline, admettaient les avancées économiques et sociales nées de la révolution soviétique.

Le programme de réformes économiques et politiques, et en particulier la réforme agraire, périt sous les coups de la rébellion militaire franquiste. Mais, durant la guerre civile, les gouvernements de Front populaire de Francisco Largo Caballero (socialiste de gauche, surnommé le « Léon espagnol ») et de Juan Negrin opposèrent au nazisme la seule vraie résistance armée qu'il rencontrerait jusqu'à ce que Hitler, après le 1^{er} septembre 1939, obligeât les démocraties européennes à défendre leur existence. Pendant ce temps, en France, un autre gouvernement de Front populaire, issu des élections de mai 1936 et stimulé par les grandes grèves de juin 1936, mettait en œuvre un programme de réformes sociales qui, allant des droits syndicaux, amélioration des conditions de travail et congés payés, esquivait de première ébauche à ce qui serait l'Etat-providence européen de l'après-guerre.

Mais, plus que tel ou tel programme, en Espagne, dans le camp républicain, un sentiment de solidarité entre classes sociales et idéologies régionales prévalait. Car si un patron de presse fortuné comme Indalecio Prieto et un psychologue

mondialement célèbre comme Juan Negrin s'étaient uniquement préoccupés de leur intérêt personnel, il n'y aurait jamais eu de Front populaire. Si des nationalistes basques comme Manuel de Irujo et catalans comme Josep Tarradellas n'avaient pas su apprécier la dimension espagnole et internationale de la menace fasciste, il n'y aurait pas eu de Front populaire. Enfin, si la gauche socialiste, les communistes et les anarcho-syndicalistes avaient continué, comme avant 1933, à traiter les socialistes réformistes de « sociaux-fascistes », il n'y aurait jamais eu de Front populaire.

Entre 1933 et 1939, les principaux gouvernements européens choisirent de traiter par une politique de conciliation les ambitions de Mussolini et de Hitler. Le premier fut « apaisé » lorsqu'il occupa l'Ethiopie en 1935 ; les deux dictateurs purent sans encombre intervenir militairement contre la République espagnole entre 1936 et 1939 ; enfin, Adolf Hitler fut autorisé à évaluer la Tchétchélovaquia démocratique. Inspiré par les dirigeants conservateurs britanniques, le monde occidental semble juger que le Führer serait contrôlable. Et peut-être même utile tant qu'il servirait de contrepoids à une Union soviétique perçue comme une menace principale et permanente.

En revanche, les dirigeants de la gauche, républicains ou marxistes, comprenant que le fascisme serait l'ennemi le plus dangereux contre tout espoir de réforme ou de révolution. Et il ne s'agissait pas pour eux simplement de reconnaître les agresseurs potentiels et de réagir à leurs actes. C'est parce qu'ils avaient compris la nature dictatoriale, élitiste et raciste de ces régimes que les forces constitutives du Front populaire s'attachèrent à transformer la société dans leurs pays. En Espagne comme en France, elles luttèrent pour améliorer le niveau de vie et les perspectives d'emploi de la très

grande majorité du peuple. Loin de ne porter que sur le pouvoir de l'institution militaire et les privilèges de l'élite, le débat interne aborda la question des moyens d'aboutir à l'égalité des chances et de transformer en réalité l'espérance généreuse qu'impliquait la mot « solidarité ».

La solidarité signifiait que chacun disposerait des mêmes droits. Elle impliquait aussi que les travailleurs de l'industrie, les ouvriers agricoles, les employés, les Basques, les Catalans, les Galiciens et les Castillans seraient également reconnus, qu'ils soient des individus ou qu'ils se constituent librement en collectivité. Elle signifiait même la commencement d'une égalité entre les sexes (qui, toutefois, n'impliquait pas encore la reconnaissance des droits des homosexuels). Enfin, lorsque survint l'épreuve de la guerre civile, cette solidarité fut, à l'échelle individuelle, internationale : venus de cinquante nations différentes, 35 000 volontaires - les Brigades internationales - cherchèrent à arrêter Hitler, en Espagne, à temps pour que ce résultat n'edgât pas les souffrances d'une guerre mondiale...

Mais, dans notre monde dézabulé et rongé par le pragmatisme, que reste-t-il de l'exemple du Front populaire ? L'effondrement de l'Union soviétique, l'échec lamentable du « socialisme réel » en Europe de l'Est et la crise des Etats-providence ont débouché sur un climat économique et social caractérisé par la dureté et la concurrence.

Le Front populaire, c'est vrai, accumule les erreurs, souvent coûteuses. Il se perdit dans de dramatiques polémiques internes portant sur la question de la fin et des moyens ; il démontra une grande ignorance des questions économiques. Mais toutes ses composantes croyaient fermement en la solidarité, en la justice sociale, en la responsabilité mutuelle. Or, la solidarité, n'est-ce pas justement ce qui fait actuellement le plus défaut ?

UN CONFLIT QUI A

Il y a soixante ans, l'aube

Dès la victoire du Front populaire en Espagne, le 16 février 1936, le compte à rebours de la guerre commence. Ce conflit va bouleverser le monde et révéler la profonde crise de l'Europe comme la fera, plus récemment, la guerre de Bosnie. L'histoire veut que, soixante ans après, la droite espagnole ait des chances de reconquérir le pouvoir lors des élections du 3 mars prochain.

LAND and Freedom, le superbe film du réalisateur Ken Loach, est récemment venu rappeler aux générations les plus jeunes ce que fut la guerre d'Espagne, dont on célèbre cette année le sixième centenaire du déclenchement. En racontant l'itinéraire politique d'un ouvrier au chômage de Liverpool, militant du Parti communiste, le cinéaste britannique a voulu rendre hommage à tous ceux qui, pendant les trois ans que dura le conflit espagnol (18 juillet 1936-1^{er} avril 1939), décidèrent de tout quitter pour aller défendre les idéaux démocratiques qu'incarnait la République, attaquée par une insurrection militaire-fasciste.

Ken Loach rappelle aussi que si l'affrontement majeur opposait le fascisme à la démocratie, dans le camp de celle-ci se heurtaient, avec une aussi grande violence parfois, les partisans de tout sacrifier à la victoire militaire et ceux qui faisaient de la révolution un objectif préalable. Le héros du film combat pour la révolution socialiste et la dictature du prolétariat au sein d'une milice du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), une organisation fondée par des dissidents du Parti communiste, qui cherchera par tous les moyens à la liquider.

Tout avait commencé, pour ainsi dire, le 14 avril 1931 avec la proclamation de la République. De ce régime, les citoyens espagnols attendaient beaucoup : la modernisation du pays, l'épanouissement des libertés et la fin de la suprématie des trois pouvoirs - Eglise, armée, aristocratie terrienne - qui dominaient depuis des siècles. Le contexte, celui de la grande crise de 1929, n'était guère favorable. Dans les campagnes, où environ 50 % de la population active vivaient de l'agriculture, les paysans sans terre voulaient ardemment une grande réforme agraire. Dans les grands centres miniers ou manufacturiers - Asturies, Pays basque, Catalogne et Madrid - les ouvriers espéraient voir leurs conditions de vie et de travail s'améliorer, et le sort de leurs enfants se transformer. Le premier syndicat du pays - la Confédération nationale du travail (CNT) - était d'obédience anarchiste, prônait l'abstention aux élections et réclamait une révolution radicale.

Les premiers gouvernements du nouveau régime, lequel s'était doté d'une

Constitution moderne et socialement ambitieuse, entreprirent une série de réformes progressistes allant dans le sens de ce que souhaitait une majorité de la population. Très vite, elles furent freinées par des tentatives répétées de coup d'Etat militaire. Dès 1934, la droite au pouvoir gela toute réforme et tenta même de revenir sur les concessions faites de 1931 à 1933 en s'alliant à l'extrême droite, qu'elle fit entrer au gouvernement en la personne de José María Gil Robles, sorte de Mussolini espagnol.

Pour s'opposer à cette alliance, la gauche déclencha une grève générale qui allait prendre dans les Asturies, en octobre 1934, une forme insurrectionnelle et déboucher sur une véritable Commune révolutionnaire. Le gouvernement fit appel au général Franco, à la Légion étrangère et aux troupes coloniales. La répression dépassa en horreur toutes les atrocités connues jusqu'alors. Environ un millier de mineurs furent tués, et plus de trente mille personnes (parmi lesquelles de très nombreux dirigeants de gauche) furent incarcérées, et eurent à subir toutes sortes de mauvais traitements et de tortures. Mais, dans l'esprit de la classe ouvrière, l'insurrection des Asturies, où avaient combattu côte à côte socialistes, communistes et anarchistes, prenait peu à peu valeur d'épopée.

C'est au nom de ce combat commun et parce qu'un scrutin majoritaire implaçable poussait à la constitution d'alliances électorales que, en janvier 1936, les principaux partis de gauche signèrent le pacte de Front populaire. Il rassemblait : l'Union républicaine, la Gauche républicaine, le Parti socialiste ouvrier d'Espagne (PSOE), le Parti syndicaliste, le Parti communiste, le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), Baqueria catalane et les Anarchistes galiciens. Pour l'essen-

tiel, son programme - que résumait le slogan : « Pain, Paix et Liberté » - était celui des républicains. Un programme modéré qui n'envisageait ni nationalisation des terres ni des banques ni contrôle ouvrier sur l'industrie. Il proposait cependant de réaliser la réforme agraire, de développer les grands travaux pour favoriser l'irrigation, et d'en finir avec l'analphabétisme. Il comportait surtout une exigence : amnistie totale pour les insurgés d'octobre 1934, libération des 30 000 ouvriers incarcérés et réintégration avec indemnisation de tous les travailleurs chassés de leur emploi.

Cette exigence rencontra une haineuse approbation populaire. Même les anarcho-syndicalistes de la CNT, qui s'étaient maintenus à l'écart du Front populaire et de la campagne électorale, n'appelaient pas, pour une fois, au boycottage des élections.

Aux législatives du 16 février 1936, les ouvriers votèrent massivement. Et face au Front national (qui rassemblait royalistes, traditionalistes, CEDA de Gil Robles et Phalangie fasciste), le Front populaire l'emporta. Immédiatement, sans attendre les décisions administratives, de puissantes manifestations populaires s'organisaient devant les prisons où étaient détenus les ouvriers révoltés de 1934. Certains établissements, à Valence, à Oviédo, étaient pris d'assaut, et les condamnés libérés. Dans toute l'Espagne des grèves commencèrent immédiatement, pour la réintégration des travailleurs licenciés, pour des augmentations de salaires, pour l'amélioration des conditions de travail. Dans les campagnes, les paysans occupèrent les domaines des grands propriétaires et entreprirent de les cultiver pour leur propre compte. Un peu partout, des églises, des convents furent brûlés. Le pays entier plongea dans une atmosphère de revendications et de violence.

De la République à la dictature

- 1931 : Proclamation de la République.
- 1932 : Tentative de coup d'Etat du général Sanjurjo.
- 1933 : Adolf Hitler devient chancelier d'Allemagne.
- 1934 : Début des « deux années noires » : le gouvernement Llorca revient sur les réformes sociales et institutionnelles ; insurrection d'octobre aux Asturies, très brutalement réprimée.
- 1936
- 16 février : Succès du Front populaire aux élections législatives.
- 3 mai : Victoire du Front populaire au Franco.
- 18 juillet : Soulèvement militaire en Espagne contre le gouvernement.
- 1^{er} août : La France et le Royaume-Uni proposent à l'Europe le programme de « non-intervention en Espagne ».
- 1^{er} octobre : Franco devient le chef du camp insurgé qui l'Allemagne et l'Italie aident massivement.
- 7 novembre : Echec de la première tentative franquiste d'occuper Madrid.
- 1937
- 8 février : Chute de Malaga.
- 26 avril : Destruction de Guernica.
- 3 mai : Violents affrontements entre anarchistes et communistes à Barcelone.
- 1938
- 19 juin : Prise de Bilbao par les troupes du général Franco.
- 30 septembre : Accords de Munich pour le désarmement de la Tchécoslovaquie.
- 30 octobre : Fin du Front populaire en France.
- 11 novembre : Les Brigades internationales quittent l'Espagne. Dictature de Franco.
- 1939
- 26 janvier : Prise de Barcelone par les franquistes.
- 1^{er} avril : Fin de la guerre d'Espagne.
- 1^{er} septembre : Début de la seconde guerre mondiale.

هكذا من الالهي

سكزا من الاصل

MARQUÉ LE SIÈCLE

de la guerre d'Espagne

Ni les socialistes ni les communistes ne voulurent entrer au gouvernement du Front populaire, constitué essentiellement par des républicains. Ceux-ci vont très vite se révéler incapables de satisfaire les demandes ouvrières et paysannes que certaines organisations d'ultra-gauche soulevaient. L'extrême gauche se désolidarise de la gauche. L'extrême droite mise sur le désordre pour pousser l'armée au coup d'Etat. Les phalangistes pratiquent ouvertement le terrorisme, assassinant de nombreuses personnalités du camp démocratique. L'extrême gauche riposte par d'autres meurtres politiques. L'Espagne s'achemine vers la guerre civile.

Elle éclate les 17 et 18 juillet 1936, après qu'un coup d'Etat militaire dirigé par le général Franco fut mis en échec dans les plus grandes villes d'Espagne - Madrid, Barcelone, Bilbao, Valence - où la rébellion des garnisons est étouffée par les citoyens en armes. La guerre va durer trois ans et sera l'événement politique le plus important dans tout l'Occident au cours des années 30, avant le début de la seconde guerre mondiale.

Dans le territoire demeuré républicain jusqu'en 1939 - comprenant pour l'essentiel, Madrid, la Catalogne, l'Aragon et le Levant - une véritable révolution a lieu : une révolution radicale et singulière, à l'atmosphère pareille, où les anarchistes notamment mettent sur pied des expériences sociales inédites (1). C'est, dira l'historien américain Stanley G. Payne, « la seule révolution violente et profonde ayant eu lieu dans un pays d'Europe occidentale, la seule vraiment pluraliste, impulsée par des forces distinctes, souvent rivales et naturellement hostiles ». Ces forces sont essentiellement trois : anarchistes, socialistes et communistes. Par moments, elles se feront une guerre sans merci.

L'enjeu principal de la guerre est : démocratie ou fascisme. Dans une Europe où, soutenue par l'Italie mussolinienne et l'Allemagne hitlérienne, l'extrême droite représente la menace principale contre les libertés, l'Espagne est le seul pays où le fascisme peut être combattu par les armes. C'est pourquoi des milliers de démocrates du monde vont spontanément y aller combattre - notamment au sein des Brigades internationales - aux côtés des républicains pour tenter de stopper le fascisme.

L'Italie et l'Allemagne ont très vite choisi leur camp. Dès la fin juillet 1936, elles apportent une aide massive, en hommes et en matériel, au général Franco, lui permettant de remporter ses premières victoires militaires. Les démocraties occidentales, en revanche, n'aident pas la République. Pas même la France, où gouverne pourtant également un Front populaire issu des élections de mai 1936. Léon Blum, président du conseil, se contente d'apporter une aide secrète réduite, et fait adopter par l'Europe, avec le soutien actif du Royaume-Uni, le principe

d'une « non-intervention », systématiquement bafoué par l'Italie et l'Allemagne. Seule l'Union soviétique consentira à vendre des armes, en quantité limitée, à la République, ce qui va se traduire peu à peu, sur le terrain, par une plus grande influence des communistes.

La guerre donna lieu à des crimes de masse et à des atrocités qui éurent le monde. Dans le camp républicain, au cours des semaines qui suivirent l'insurrection militaire, des milliers de prisonniers de guerre furent assassinés, de religieux et de personnes bâillonnées qualifiées de « bourgeois » ou de « fascistes » ; ces crimes inexcusables ne furent jamais le fait des autorités légitimes. En revanche, dans le camp franquiste, une politique officielle de terreur de masse destinée à effrayer les populations civiles fut mise sur pied : les premiers grands massacres eurent lieu dès 1936 lors de la prise de Malaga, puis de la prise de Badajoz, où des centaines de personnes furent fusillées dans les arènes.

L'engagement des intellectuels

ADÉS notamment par les phalangistes, les franquistes pratiquèrent dans les territoires qu'ils contrôlaient une féroce épuration politique. Tous les partisans du Front populaire, ainsi que les anarchistes, les francs-maçons, les libres penseurs, les intellectuels de gauche et les athées, étaient incarcérés, souvent torturés, parfois fusillés. « Pour sauver l'Espagne », déclara le général Franco, je ferais fusiller la moitié de la population s'il le fallait. Ses partisans avaient déjà fusillé le plus grand poète espagnol, auteur de *Noches de sang*, Federico García Lorca, dont la mort consterna le monde. Même des auteurs

catholiques comme Georges Bernanos ou François Mauriac dénoncèrent ces crimes que rien ne justifiait. Comme rien ne justifiait la destruction du paisible village basque de Guernica, rase par les avions allemands de la légion Condor, le 26 avril 1937.

Venus de partout, des écrivains, des artistes, des cinéastes apportèrent leur soutien à la République. D'André Malraux à Ernest Hemingway, de John Dos Passos à Wynton H. Auden, d'Arthur Koestler à George Orwell, d'Alejo Carpentier à Pablo Neruda, de Boris Ivens à Roman Karmen, des dizaines d'intellectuels allèrent en Espagne pour crier : « No pasarán ! » (ils ne passeront pas) et soutenir le « cause sacrée de la justice » qu'incarrait à leurs yeux la République.

Aidés par l'Allemagne et l'Italie, les franquistes ne pouvaient que l'emporter militairement sur une République que les démocrates européens avaient lâchement abandonnée. La défaite militaire ne changea rien aux convictions des démocrates. Le philosophe espagnol Miguel de Unamuno, auteur du *Sentiment tragique de la vie*, l'avait dit devant le général Millán Astray (dont le cri de guerre était : « Vive la mort ! ») dès juillet 1936 : « Vous vaincrez, mais vous ne convaincrez pas. »

L. R.

(1) Cf. *Un autre jour. L'Espagne rouge et noire*, un film de Richard Prost, 1995.



MANIFESTATION EN FAVEUR DE LA RÉPUBLIQUE, MADRID 1936
Tous ensemble pour stopper le fascisme

« No pasarán ! »

Dans un passionnant essai - intitulé *Pasionaria y los siete enanitos* - qu'il tient de sa mère à Dolores Ibárruri - *Pasionaria* - (1895-1989), dirigeante mythique du Parti communiste d'Espagne, l'écrivain Manuel Vázquez Montalbán reproduit l'appel que cette « femme indomptable » lança du balcon du ministère de l'Intérieur à Madrid, dès le 19 juillet 1936, et dont le mot d'ordre - *No pasarán !* (Ils ne passeront pas !) - allait devenir la consigne de tout le camp républicain et de tous les antifascistes du monde.

Ouvriers ! Paysans ! Antifascistes ! Espagnols patriotes ! Face au soulèvement militaire fasciste, tous debout ! Défendons la République ! Défendons les libertés populaires et les conquêtes démocratiques du peuple !

Par les communistes du gouvernement et du Front populaire, le peuple connaît la gravité du moment actuel. Au Maroc et aux Canaries, les travailleurs sont en lutte aux côtés des forces restées fidèles à la République, contre les militaires et les fascistes inséparables.

Au cri de : « Le fascisme ne passera pas, les bourreaux d'octobre ne passeront pas ! », les ouvriers et les paysans de diverses provinces d'Espagne s'incorporent à la lutte contre les ennemis de la République. Les communistes, les socialistes et les anarchistes, les républicains démocrates, les soldats et les forces demeurées loyales à la République ont infligé les premières défaites aux fascistes qui traînaient dans la boue de la trahison l'honneur militaire dont ils se glorifiaient tant.

Tout le pays vibre d'indignation devant ces misérables qui veulent plonger l'Espagne démocratique et populaire dans un enfer de terreur et de mort.

Mais ils ne passeront pas !

L'Espagne entière s'apprête au combat. A Madrid, le peuple est dans la rue, soutenant le gouvernement et le stimulant avec son énergie et son esprit de lutte, pour que les militaires et les fascistes insurgés soient totalement écrasés.

Jeunes, préparez-vous au combat !

Femmes, héroïques femmes du peuple ! Souvenez-vous de l'héroïsme des femmes des Asturies en 1934. Lutez vous aussi aux côtés des hommes pour défendre la vie et la liberté de vos enfants contre le fascisme menaçant !

Soldats, fils du peuple ! Restez fidèles au gouvernement et à la République, lutez aux côtés des travailleurs, aux côtés des forces du Front populaire, aux côtés de vos parents, de vos frères et de vos camarades ! Lutez pour l'Espagne du 16 février, lutez pour la République, aidez-les à vaincre !

Travailleurs de toutes tendances ! Le gouvernement met entre vos mains des armes pour sauver l'Espagne et le peuple de l'horreur et de la honte que représenterait la victoire des bourreaux d'octobre couverts de sang.

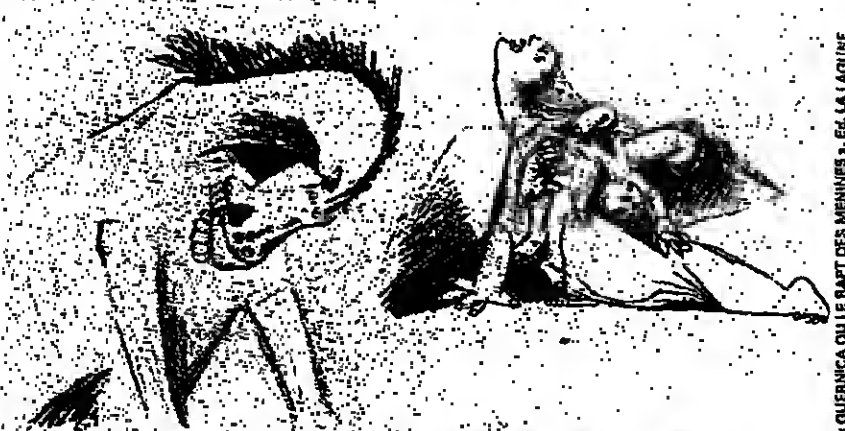
Que nul n'hésite ! Soyez tous prêts pour l'action ! Chaque ouvrier, chaque antifasciste doit se considérer comme un soldat en armes.

Peuples de Catalogne, du Pays basque et de Galice ! Espagnols de partout ! Défendons la République démocratique, ensoignons la victoire obtenue par le peuple le 16 février.

Le Parti communiste vous appelle au combat. Il appelle tout spécialement les ouvriers, les paysans, les intellectuels à occuper un poste de combat pour écraser définitivement les ennemis de la République et des libertés populaires. Vive le Front populaire ! Vive l'union de tous les antifascistes ! Vive la République du peuple ! Les fascistes ne passeront pas ! Ils ne passeront pas !

(Extrait de Manuel Vázquez Montalbán, *Pasionaria y los siete enanitos*, Planeta, Barcelone, 1995, pp. 398 et 399.)

* NDLR : il s'agit d'octobre 1934.



PICASSO. - « Cheval, mère et enfant mort », dessin pour « Guernica » (6 mai 1937)

Madrid 1936 - Sarajevo 1996

Par
JUAN
GOYTISOLO *

La préparation du coup d'Etat militaire et de la guerre civile remonte au 16 février 1936, jour de la victoire du Front populaire aux élections législatives.

Ce qui survint par la suite était prévisible, et de multiples témoignages montrent que cela obéissait à un plan établi à l'avance avec grand soin. Les deux pouvoirs de fait - l'Eglise national-catholique, avec son esprit de croisade hérité de la séculaire lutte contre l'« infidèle » ; et l'armée, dont les idéaux de caste et la trahison avaient été forgés au cours des années 1921-1926, lors de la très dure guerre coloniale du Rif - se sentaient menacés dans leurs privilèges par la politisation croissante du peuple. Tous deux jugeaient que les fureurs « essences hispaniques » inventées à l'époque de la Reconquête risquaient d'être balayées par les nouvelles valeurs de la moderne société industrielle.

Chaque situation historique est unique, et les événements de 1936 en Espagne n'admettent pas, en toute rigueur, une comparaison avec les événements survenus en Bosnie depuis 1992. Toutefois, il existe une série de points de contact - des convergences et une série de divergences - qui permettent d'établir un parallèle éclairant entre les deux situations. Observons tout d'abord le rôle central joué par l'idéologie dans le conflit espagnol : socialisme et démocratie contre fascisme, c'était un affrontement intellectuel majeur qui se prolongeait sur la scène européenne, était débouché sur la seconde guerre mondiale. En Bosnie, c'est le facteur ethnique qui a pris la place naguère occupée par l'idéologie, au point même d'obscurcir l'enjeu du conflit.

Le gouvernement de Sarajevo combat au nom des mêmes principes civiques et politiques qui fondent les grandes démocraties européennes ; en revanche, les motivations des ultranationalistes serbes (et croates) ne peuvent être identifiées au populisme fasciste.

* Ecrivain espagnol, auteur, entre autres, de *Cahiers de Sarajevo*, La Née bleue, Strasbourg, 1994 ; *La longue vie des Marx*, Fayard, Paris, 1993 ; et *El Sato de los siglos*, Alfaguara, Madrid, 1995.

ciste, ni à celui de la Phalange espagnole : elles sont fondées sur des notions primitives et frustes comme « la terre, le sang, l'unité tribale » érigées au rang de valeurs suprêmes. Des notions qui, comme le sait tout lecteur de Lope de Vega, furent celles des Vieux Chrétiens d'Espagne, précurseurs des grandes « purifications ethniques » lors des expulsions massives des juifs et des musulmans en 1492 et en 1609.

Pour mieux comparer les événements de 1936-1939 et ceux de 1992-1995, nous devons tenir compte également du contexte historique. Les idéologies antiques et modernes (fascisme et communisme) se sont respectivement effondrées en 1945 et 1989. Depuis la disparition du rideau de fer et la fin de la guerre froide, il n'y a plus d'idéologies, ni d'Etats s'affrontant à l'échelle planétaire. La soumission du pouvoir politique à l'irrationalité des marchés a vidé la démocratie de sa substance (et très peu de gens sont désormais disposés à mourir pour ce type de démocratie).

Passivité des démocraties

La mythologie nationaliste serbe reproduit de manière prodigieuse celle de la caste des Vieux Chrétiens d'Espagne imbibés de haine à l'égard des juifs et des musulmans. Les chansons de geste de la Reconquête ont leur exact équivalent dans le « poema » des Serbes ; saint Jacques devient saint Sava ; l'« usurpateur » arabe est ici le Turc ; la destruction de l'Espagne sacrée lors de la bataille de Guadalete (711) se retrouve dans « la perte de la Serbie celtique » au cours de la bataille du Champ des Merveilles (1389) ; la figure tragique de Don Rodrigue dans celle du prince Lazar, etc.

La volonté de venger des « affronts historiques » vieux de plusieurs siècles sert de prétexte à la guerre de l'Eglise orthodoxe et des nationalistes serbes, comme elle avait stimulé celle de l'Eglise et des ordres militaires espagnols au cours de la dernière phase de la Reconquête, quand furent élaborés les *Statuts de pureté de sang* en vigueur jusqu'au XIX^e siècle. Idées que l'on vit subitement réapparaître en 1936, lors de la guerre civile espagnole que

Franco appela à « croisade contre la conjuration communiste-judo-maçonnique ».

Autre parallèle évident : la résistance héroïque de la population civile de Madrid et celle de Sarajevo. Cette résistance, inattendue, réussit à défaire les plans de ceux qui, aussi bien en 1936 qu'en 1995, misaient sur la victoire rapide du plus fort. La guerre se prolongea et permit de démasquer les complices de l'agression barbare.

Le gouvernement de Front populaire espagnol comme celui, démocratique et multithématique, de Bosnie-Herzégovine ont connu un sort comparable. Dans les deux cas, un pouvoir légitime, reconnu internationalement, fut attaqué par l'armée ou par une faction armée au nom de valeurs rétrogrades. Dans les deux cas, au lieu d'être soutenu par la communauté internationale et par les grandes démocraties, ce pouvoir fut victime de leur passivité, leur lâcheté à leur cynisme. La politique de non-intervention s'est traduite dans la pratique, aujourd'hui comme hier, par l'embargo sur les armes imposé à la République espagnole et appliqué avec la même rigueur au gouvernement de la Bosnie-Herzégovine. Dictée en 1936 comme en 1992 par le Royaume-Uni et la France, cette « non-intervention » fut en réalité une forme particulièrement brutale d'intervention dans la mesure où elle a favorisé l'agresseur et puni l'agressé.

Une lecture croisée des déclarations du ministre républicain des affaires étrangères, Julio Alvarez del Vayo, à la tribune de la Société des nations en 1936, et de celles de M. Alija Izetbegovic devant le Conseil de sécurité de l'ONU en 1994, laisse pantois. Avec pratiquement les mêmes arguments, leurs voix clement dans le désert pour défendre les principes de légalité et de justice, au milieu de l'indifférence des ministres Georges Bonnet et Lord Halifax à Genève, ou des représentants de M. John Major et du président François Mitterrand à New York. La stratégie anachronique de ces derniers - favoriser la reconstitution d'une Serbie forte pour faire contrepoids à une Croatie et une Slovaquie supposées pro-allemandes - a permis le plus grand génocide perpétré en Europe depuis la seconde guerre mondiale. De la même manière, l'attitude de leurs prédécesseurs à la fin des années 30 permit la victoire du général Franco, le renforcement de l'axe Hitler-Mussolini, et n'évita point la guerre.

La grande différence entre les deux conflits réside peut-être dans l'attitude, radicalement différente, des opinions publiques à l'égard des événements de Madrid et de ceux de Sarajevo. Tout autant que les Espagnols, les démocrates bosniaques combattent au nom des valeurs établies par la Révolution française qui sont à la base de nos libertés et de notre cohésion sociale. Pourquoi alors une si farouche mobilisation populaire et intellectuelle en faveur de la République espagnole, et un si timide engagement des citoyens et des intellectuels européens à l'égard de la Bosnie ?

La désinformation programmée, les préjugés anti-musulmans et le neutralisme du langage - les constantes références aux « haïnes interethniques », aux « parties en conflit », au « quipier balkanique » - n'expliquent qu'à moitié tant d'inhibition et d'atrophie morale. L'un des grands succès diplomatiques du défunt président Mitterrand aura consisté à escamoter le génocide en Bosnie et à remplacer la nécessaire intervention militaire par une politique d'aide humanitaire aux victimes de l'horreur.

Le grand échec de l'Europe

PAS de Brigades internationales en Bosnie (à l'exception de quelques combattants venus de pays islamiques), mais un pont aérien qui permit de prolonger l'agonie des habitants de Sarajevo. La perte de la foi dans les valeurs démocratiques, défendues solitairement par le gouvernement bosniaque, explique peut-être la désertion, l'aveuglement et la surdité des écrivains du monde. Les érudits des Malraux, Orwell, Koestler, Dos Passos, Neruda, Simone Weil, Nicolas Guillen, Auden, Spender, et de tant d'autres, se comptent sur les doigts d'une main.

Le grand échec de l'Europe et la dévaluation de la démocratie sont des signes annonciateurs d'un futur tragique. L'incertitude et le pessimisme nous conduisent vers de nouvelles défaites, et dissipent une fois encore les idéaux et les espoirs que souleva dans le cœur de tant de citoyens, il y a soixante ans, la victoire en Espagne du Front populaire.

QUE RESTE-T-IL DE L'ÉLAN POPULAIRE ?

Une expérience reniée

Par
EDUARDO
HARO TECGLÉN *

L'HISTOIRE officielle espagnole présente le Front populaire, cette coalition républicaino-socialiste qui remporta les élections législatives de février 1936, comme une totale création de l'Internationale communiste. Le Komintern (1) aurait tout mis en œuvre par le biais de son représentant sur place, le Parti communiste d'Espagne (PCE), pour noyauter et diriger en sous-main, dans un sens favorable à l'Union soviétique, la gauche « bourgeoise et socialiste » (ces deux termes n'étant pas, à l'époque, pléonastiques comme ils le sont devenus après 1945).

Cette « histoire officielle » est une version élaborée par la droite qui prend forme dès 1936, se répand durant la guerre civile, est répétée entre 1939 et 1975, et demeure largement acceptée après le rétablissement de la démocratie en 1978. Cette interprétation répulsive du Front populaire conduit les grands médias à mettre en garde contre tout type d'alliance conjoncturelle, à l'échelon local ou national, pouvant rapprocher les socialistes du PSOE (2) et les dirigeants d'Izquierda unida (Gauche unie) (3).

Une telle lecture de l'histoire attribue déjà la Révolution des Asturies de 1934 à un « front populaire occulte » qui aurait jeté le masque en février 1936 pour instaurer dans le pays « un climat insurrectionnel ». En face, la droite militaire, phalangiste, monarchiste et capitaliste - véritable « front national », allié à Hitler et à Mussolini - ne pouvait que répondre par un « soulèvement », autrement dit par une contre-révolution.

Cette version fut étayée, à l'époque, au sein même de la République, par des dirigeants de tout premier plan comme Niceto Alcalá Zamora, premier président élu en 1931, et même par Manuel Azaña, président sous le Front populaire. Ce dernier et son premier ministre Santiago Casares Quiroga (4), au début de la rébellion militaire, les 17 et 18 juillet 1936, refusèrent de livrer des armes au peuple, puis ne lui fournirent que des fusils défectueux (5).

L'histoire de la guerre civile telle qu'elle a été écrite par divers auteurs du camp républicain continue de soutenir que les communistes cherchèrent à profiter du conflit pour tenter de « soviétiser » l'Espagne. Une idée adoptée glo-

balement par beaucoup d'historiens de la période post-franquiste, à de rares exceptions, notamment celle de Manuel Tuñón de Lara. C'est pourquoi le parti de M. Felipe Gonzalez, à la veille de son arrivée au pouvoir, en 1982, multiplia les déclarations affirmant qu'il n'y aurait pas en Espagne de programme commun de la gauche comme en France, et qu'il ne favoriserait en aucune manière la constitution d'un nouveau Front populaire. Le succès électoral du PSOE ne souleva donc aucune réticence dans les milieux conservateurs.

Le PSOE continue de refuser tout contact avec le Parti communiste, malgré les conversions successives de celui-ci, ses changements profonds, et ses abjurations de la révolution d'Octobre, de Marx et de Lénine. Les socialistes ne veulent d'aucun accord, même à la base, qui comporterait une ramification directe ou indirecte du Parti communiste ; ils ont même dénoncé, rétrospectivement, les alliances établies avec le PCE dans la clandestinité au début des années 70, à la veille de la mort du général Franco.

Dans ce même esprit, le PSOE a évité de célébrer la personnalité de ses vieux militants, des « socialistes historiques » revenus d'exil ou sortis de quarante ans de marginalisation sous la dictature ; des hommes ayant connu l'alliance ouvrière aussi bien aux Asturies en 1934 que pendant la période du Front populaire. Enfin, le PSOE après 1982 a fait du zèle en supprimant toute référence à la guerre civile, en omettant de poser la question des responsabilités politiques ou criminelles, et en évitant de rappeler que ce conflit reste le point de départ de toute construction démocratique en Espagne.

Tirant de telles leçons du conflit, le PSOE a décidé que son action serait indépendante de sa doctrine, et s'adapterait désormais à la conjoncture. Il a choisi très tôt de s'allier aux États-Unis, de s'intégrer à l'OTAN (dont le secrétaire général, M. Joaquín Solana, nommé à la fin de 1993, est un de ses dirigeants historiques) et de s'annexer fermement à l'Union européenne, en adoptant toute la panoplie idéologique occidentale. Dès 1982, le PSOE s'est jeté à corps perdu dans la guerre froide avec la conviction que celle-ci se terminait et que l'Espagne pourrait faire partie du noyau des vainqueurs.

Contenir les fascismes

UNE telle présentation de la guerre civile, faite depuis soixante ans, offre donc une vision fort négative du rôle du communisme soviétique ou de l'aide de l'URSS. Telle est la pensée dominante ; elle correspond à l'idéologie qui gouverne le monde actuel, et c'est même probablement ce que pense désormais du conflit espagnol la Russie néo-bourgeoise.

Qu'y a-t-il de vrai dans le rôle attribué au Parti communiste et dans l'affirmation qu'il encourageait une révolution ? Indiscutablement, l'expression et l'idée même de Front populaire ont été forgées par l'Internationale communiste, qui lance cette stratégie en 1934, lorsqu'elle comprend que les partis

communistes et les syndicats ouvriers ne suffiront pas, à eux seuls, à contenir les « révolutions » fascistes d'Italie et d'Allemagne, qui risquent de s'étendre à la France après les journées d'émeutes à Paris en février 1934 et les manifestations insurrectionnelles des ligues, des Croix-de-feu, des Camelots du roi et autres disciples de Maurras...

En Espagne, dès 1934, le fascisme gagnait rapidement ; en particulier au cours des deux années noires - « el biénio negro » - qui séparent les élections de 1934 de celles de février 1936. C'est l'époque du gouvernement d'Alexandre Lerroux - un radical, sorte d'Edouard Daladier (6), mais en plus populiste et plus démagogue - et de José María Gil Robles (chef de la Confédération espagnole des droites autonomes, CEDA). Ces hommes nomment à la tête des principales régions



PHOTOMONTAGE DE JEAN CARLO POUR LE SOUTIEN À L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE (1937)

militaires et aux postes-clés du système de défense des généraux connus pour leurs penchants putschistes, dont Franco lui-même. Gil Robles, en particulier, aspire à devenir le Mussolini espagnol ; il met en avant ses affinités avec le dictateur italien, « latin et méditerranéen », et adopte comme base idéologique le catholicisme.

Nombreux étaient les prétendants au rôle de Mussolini espagnol : de José Antonio Primo de Rivera, fils du dictateur des années 20, phalangiste violent et aventurier, jusqu'à José Calvo Sotelo, un conservateur d'indéniable envergure, en passant par des personnages vaguement guignolesques, comme l'infatigable docteur José María Albizu, chef du parti nationaliste de Burgos... Tous se rendirent à Rome, ou parfois simplement à Madrid, pour négocier clandestinement avec les représentants du fascisme ou du nazisme. Gil Robles - ministre de la défense de la République - avait mis sur pied des Jeunesses d'action populaire (JAP), avec uniforme et organisation de type paramilitaire...

La révolution de 1934, dite des Asturies, était effectivement le résultat d'une alliance ouvrière : les communistes la soutenaient et les socialistes en faisaient partie. La répression d'octobre, confiée aux généraux - dont Franco - qui allaient diriger par la suite le soulèvement militaire, fut d'une brutalité exceptionnelle. Elle se caractérisa par des tortures et des exécutions massives, et fut suivie par des procès politiques et des condamnations à mort - plus tard commuées - visant non seulement les chefs de l'insurrection, mais également des hommes politiques du Parti radical et de gauche qui ne devaient quitter leur cachot qu'après la victoire du Front populaire, passant directement de la prison à des postes au sommet de l'État.

La droite fasciste, ou préfasciste,

Bibliographie

- Environs vingt mille ouvrages ont été écrits sur la guerre d'Espagne. Parmi les plus importants citons :
- Luis Romero, *L'Aube de la guerre d'Espagne*, Robert Laffont, coll. « Ce jour-là », Paris, 1968.
 - Hugh Thomas, *La Guerre d'Espagne*, Robert Laffont, Paris, 1961.
 - Pierre Broué et Emile Témime, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Éditions de Minuit, Paris, 1961.
 - Gabriel Jackson, *La République espagnole et la guerre civile*, editorial Crítica, Barcelone, 1977.
 - Burnett Bolloten, *La Guerre civile espagnole. Révolution et contre-révolution*, Alianza editorial, Madrid, 1993.
 - Paul Preston, *Revolución y guerra en España, 1931-1939*, Alianza editorial, Madrid, 1986.
 - Stanley G. Payne, *Franco, el perfil de la historia*, Espasa-Calpe, Madrid, 1992.
 - Paul Preston, *Franco. A Biography*, HarperCollins Publishers, Londres, 1993.

contesta les résultats électoraux de février 1936 : la coalition de gauche obtint 4,6 millions de voix et la droite 4,5 millions, auxquelles elle prétendait ajouter les 400 000 suffrages du centre. En raison de la prime au parti vainqueur prévue par la loi électorale, la gauche obtint 278 députés et la droite seulement 131 (plus 10 au centre et 10 au Parti nationaliste basque).

Frustée d'une victoire par les urnes, la droite porta la lutte dans la rue. La « dialectique des poings et des revolvers » prônée par José Antonio Primo de Rivera devint la forme naturelle du débat politique. Entre-temps, les républicains se demandaient s'ils devaient pactiser avec les socialistes de gauche ou uniquement avec les socialistes du centre ; les socialistes de gauche ne souhaitaient pas s'entendre avec les communistes, les trotskistes et les anarchistes non plus. Ces trois derniers groupes devaient tragiquement s'affronter dans les premiers mois de la guerre, les communistes l'emportant grâce à l'aide logistique reçue de l'URSS.

Lorsque Manuel Azaña fut élu président de la République, il était évident qu'il irait vers toutes sortes de compromis. Pendant les cinq mois qui précédèrent la guerre civile, Azaña ne tenta jamais de faire passer les réformes sociales contenues dans le programme du Front populaire ; son objectif se bornait à rétablir dans leurs droits toutes les victimes politiques de la législature

antérieure et de la répression d'octobre 1934. Il essaya de trouver des points d'accord avec les centristes - il y en eut notamment avec Portela Valladares, premier président du gouvernement après les élections - et avec les représentants de la droite modérée, cherchant à éviter à tout prix la catastrophe qu'il voyait venir.

De février à juillet 1936, le Front populaire poursuivit cette ligne excessivement timide qui avait tant fait de mal à la République depuis 1931 : modération sociale, isolement des communistes, répression brutale contre les anarchistes et attitude infiniment plus tolérante à l'égard des terroristes d'extrême droite. Toute la droite était alors extrémiste, et la conspiration monarchico-cléricalo-fasciste, à laquelle participaient aussi des républicains ayant répudié le Front populaire, était plus que notoire. L'« histoire officielle » aime rappeler les « convents incendiés ». Ce n'est malheureusement pas faux, mais elle omet de relier les expéditions armées qui partaient de certains de ces convents. J'en parle en tant que témoin, les ayant vues de mes yeux.

Une fois la guerre civile commencée, la modération politique se poursuivit. Les gouvernements de la République avaient un besoin vital de l'aide des démocraties européennes (qu'ils ne trouvèrent jamais), et ils ne cessèrent de vouloir isoler les communistes et les anarchistes, lesquels à leur tour se livraient à une impitoyable lutte d'extermination entre eux.

La République ne devait trouver aucune aide, ni en Europe ni aux États-Unis. Au mieux, quelques vagues résolutions, au nom de la « non-intervention » (lire, page 27, l'article de Juan Goytisolo, qui établit un parallèle avec le récent calvaire de la Bosnie), prirent courtoisement les troupes italiennes et allemandes d'avoir la bonté de se retirer. Elles devaient, comme on sait, rester jusqu'à la fin, contribuant pleinement aux atrocités répressives finales, notamment aux massacres d'Alicante, perpétrés par les troupes mousolinniques. Elles participèrent d'ailleurs, de manière spectaculaire, au grand « défilé de la victoire » organisé par Franco à Madrid en 1939, parade surveillée par les avions allemands de la Légion Condor qui avaient détruit Guernica...

Le bilan du Front populaire n'est probablement pas positif. Son effort pour concilier l'idée républicaine avec un socialisme modéré, en bonne entente avec la droite civilisée, était voué à l'échec. Est-ce une raison pour renier l'espoir que fit naître dans le cœur de tant de citoyens espagnols son programme d'émancipation sociale ?

(1) KOMMOunistischekeel INTERNational, l'Internationale communiste, fondée par Lénine en mars 1919 et dissoute par Staline en mai 1943.

(2) Parti socialiste ouvrier espagnol, au pouvoir en Espagne depuis 1982.

(3) Coalition politique rassemblant, autour du Parti communiste, divers courants de gauche.

(4) Chef du parti autonomiste galicien, il était président du gouvernement au moment du coup d'État du 18 juillet 1936. Père de la coexistence avec le fascisme.

(5) Ce triste épisode fut réitéré par le Front populaire français, qui accepta de vendre, clandestinement, à la République espagnole des armes dont un grand nombre devaient se révéler défectueux.

(6) Edouard Daladier (1884-1970), homme politique français, radical, président du conseil (premier ministre) en 1933 et en 1938. Signa, en septembre 1938, les accords de Munich, qui démissionnèrent la Tchécoslovaquie en faveur de l'Allemagne de Hitler.

BERTOLT BRECHT

Mon frère était aviateur

Dès le début de la guerre civile, l'Allemagne nazie aide la rébellion militaire. Adolf Hitler envoie notamment en Espagne la tristement célèbre Légion Condor, escadron aérien qui met au point la technique d'attaques par « tapis de bombes » dont elle se servira pour détruire la petite ville basque de Guernica le 27 avril 1937, tuant plus de 2 000 personnes. L'écrivain antifasciste allemand Bertolt Brecht (1898-1956) compose alors un poème pour dénoncer l'œuvre de mort de certains de ses compatriotes.

Mon frère était aviateur.
Il regut, un beau jour, un ordre de route.
Il a fait ses bagages
Et en avant vers le Sud l'a conduit le voyage.

Mon frère est un conquérant.
Notre peuple manque d'espace vital
Et conquérir des terres est
Chez nous un vieux rêve.

L'espace que mon frère a conquis
Est quelque part dans le massif de Guadarrama.
Il est long d'un mètre quatre-vingts
Et profond d'un mètre cinquante.

(Traduit par René Winzen. Extrait de : Romanosero de la résistance espagnole, anthologie poétique par D. Puccini, François Maspéro, Paris, 1962, page 409.)

Tous
comptes faits

L'UN de nos historiens officiels, François Furet, s'est déjà acharné à essayer de démontrer l'existence d'une « complicité » entre communisme et fascisme. L'éclat médiatique adage désormais d'aller plus loin et d'essimer les deux idéologies.

C'est ici qu'intervient l'historien Stéphane Courtois. Totalement rompu à l'étude du stalinisme que, du stalinisme, il a acquis tous les travers, il n'hésite pas : pour avoir contracté des alliances avec un Parti communiste en qui il ne voit rien d'autre que le main du KGB et de Staline, « le plus grand criminel de ce siècle », c'est « une sorte de négationnisme » qui entacherait l'action passée et présente ? - d'une « large part de l'opinion française, en particulier la gauche » (1). Égrenant ensuite, mais avec le ton de l'eudécia, une suite de lieux communs (« Force est de constater qu'il n'y a pas eu [en France] quarante millions de résistants »), l'historien reproche à Gilles Perrault et à Arthur London d'avoir, par leurs livres antistaliniens, rempli « la fonction d'apoteuroses du communisme : ils permettaient de rejeter les excès du stalinisme et de préserver l'idéal communiste et révolutionnaire. Comme si les deux n'étaient pas inséparables ».

Il n'est pas difficile de voir où Stéphane Courtois veut en venir. Il s'agit, en leur imputant une filiation criminelle, celle du Goulag, de désigner pour toujours l'action de ceux qui voudraient renverser « le capitalisme et donc la démocratie ». Mais voilà : emporté par son élan, notre historien va trop loin. Car après avoir réitéré les colonnes de Thierry Wolton contre Pierre Cot, il laisse échapper ce trait : « Aujourd'hui, les historiens polonais découvrent que Staline, compte non tenu des juifs, a tué à peine moins de gens que les nazis que Hitler ». Ainsi va le monde : on commence en dénonçant la « négationnisme », on finit en faisant le détail des morts du nazisme.

S.H.

(1) Le Monde, 26 décembre 1995.

سكنا من الاصل

Tourner la douloureuse page des Sudètes

Par **ANTONIN LIEHM ***

* Ancien membre du comité de rédaction de *Literární Noviny*, Prague ; directeur de *Lettre internationale* ; professeur à l'École des hautes études en sciences sociales, Paris.

ARRIVE ce qui devait arriver. Faute des préalables exigés par un tel geste politique, la majorité de la nation pour laquelle Munich demeure, de surcroît, le symbole par excellence de l'injustice inverse, ne comprend absolument pas la démarche de son président. L'extrême droite et l'extrême gauche s'efforcent de mettre à profit cette

Ainsi, au lendemain de son élection, le président Havel monta dans l'avion et s'envola non pas vers Bratislava, la capitale de l'autre moitié - slovaque - de l'Etat tchécoslovaque, mais vers Munich. Arrivé là-bas le 2 janvier 1990, devant les micros et les caméras de télévision et au nom de la vertu tchèque enfin retrouvée, il présenta aussitôt aux plus hauts représentants de la République fédérale des excuses pour l'injustice et la souffrance infligées aux Allemands par les Tchèques.

incompréhension. Et la question allemande - voire l'agitation de l'épouvantail des revendications sudéto-allemandes - reste l'un des principaux arguments opposés à l'actuel gouvernement, accusé de vouloir brader les intérêts nationaux et de mettre en danger, par faiblesse, la sécurité du pays.

Noble mais insuffisamment préparé, le geste politique de M. Vaclav Havel produisit aussi une réaction du côté allemand. Les Allemands, en particulier les Allemands des Sudètes, voyant leur position renforcée, en profitèrent pour augmenter leur pression sur le gouvernement. Elles tenaient beaucoup à ce que le traité germano-tchécoslovaque, signé après la réunification des deux Allemagnes, ne comporte aucune clause stipulant que les deux parties renoncent à toute revendication territoriale ou concernant les biens — une telle clause existe dans le traité germano-polonais. Elles obtinrent gain de cause : une formulation de style « opposer les deux parties » fut adoptée, et le traité fut signé. L'histoire dira si ce fut un litige « d'honneur », de fait, et non un litige « d'intérêt », de fait, et non un litige « d'intérêt ».

L'évolution politique de la Tchécoslovaquie, puis de la Tchéquie en a été affectée à son tour. Alors que pour les Allemands le problème tchèque n'est que marginal, pour les Tchèques la question allemande occupe une place centrale. Le fait qu'elle soit ou non réglée ouvre de vastes possibilités de manœuvres visant à tirer profit, ou même à ébaucher de certains traits séculaires de la psychologie nationale.

Bref, le problème sudeuto-allemand empoisonnait l'atmosphère politique. L'ambivalence de l'attitude tchèque affaiblissait la position du gouvernement, lors de tout contact ou négociation bilatérale, à un tel point qu'en dernier ressort le président Havel a jugé nécessaire de s'adresser à la nation. L'occasion lui en fut offerte le 18 février 1995, lorsqu'il prononça (*lire l'encadré à droite ci-dessus*, dans le

(1) NDLR — Abandonnée par la France et la Grande-Bretagne à Munich, fin septembre 1938, la Tchécoslovaquie fut envahie par les troupes nazies, qui occupèrent d'abord les Sudètes (octobre 1938), puis tout le pays (mars 1939). La Slovaquie s'élevait en Entz (« indépendant »). 60 millions : 25 000 exécutions et 200 000 déportés — presque tous les juifs et une bonne partie des Tzigans purent fuir vers l'Occident. L'Ordre tchèque, Lidice, un village séduit en centres après l'assassinat du « protecteur » Heydrich en mai 1942. Or, de ce drame, le « parti allemand » ne dit rien. En 1939 et 1940 vainqueur des élections législatives de 1935 comme de celles, municipales, de 1938, le mouvement de Konrad Henlein jouissait de la confiance de l'immense majorité de la population allemande. Le chef du parti, le populaire député au Reich servit d'argument à Hitler pour faire occuper les Occidentaux. Après quoi, les partisans de Henlein, non contents d'accueillir les troupes nazies en Bédouins, se mirent à commettre des actes de sabotage, à commencer par l'exécution de la population tchèque des Sudètes. Au lendemain de la guerre, la plupart des trois millions d'Allemands des Sudètes furent expulsés de Tchécoslovaquie.

En Tchéquie, les capitaux allemands sont les principaux investisseurs, créateurs potentiels d'un nombre important d'emplois, notamment dans les anciens Sudètes. Les Allemands forment le plus gros contingent des quelque cent millions de visiteurs annuels chaque

Toutefois, en ce moment décisif, chez les deux époques, les démons du passé sont loin d'avoir été exorcisés. Pour ce faire, il faudra à l'évidence non seulement du temps, mais aussi, des deux côtés, beaucoup de courage politique, toujours et encore mis à l'épreuve par l'approche des élections, prévues pour juin 1996 en Tchéquie et pour 1998 en Allemagne. Comme par celle de l'élargissement à l'Est des l'Union européenne, n'en sera pas, en Allemagne, moins insinuant, l'attitude de la RFA à l'égard de la candidature tchèque dépendra de la réponse que Prague donnera aux revendications allemandes concernant les Sudètes ?

« Le temps des excuses est terminé »

« Nos relations avec l'Allemagne et avec les Allemands présentent une sorte de particularité supplémentaire qui en fait quelque chose de plus que l'un des nombreux chapitres de notre diplomatie : elle est l'ontologie intégrante de notre destin, pour ne pas dire de notre identité. L'Allemagne est une source de notre inspiration comme elle est la source de notre souffrance ; elle est à l'origine d'évidents traumatismes, à l'origine enfin de nombreux préjugés et de multiples illusions. C'est une chose eue que nous établissons nos propres critères, et si, pour nous, elle est le principe de notre plus grand espoir, pour d'autres elle constitue notre plus grand danger. »

En ce qui concerne les Allemands, leur attitude à l'égard des tchèques n'a guère varié. L'importance même si elle est peut-être plus significative que celle que certains d'entre eux veulent bien admettre : traditionnellement, elle fait partie des tests révélateurs de la manière dont eux-mêmes se perçoivent. Les rapports entre l'Allemagne et nous n'ont pas été à l'image de ceux que l'Allemagne entretenait avec le reste de l'Europe ? Aujourd'hui, alors que l'Allemagne, depuis peu réunifiée, cherche sa nouvelle identité et s'efforce de retrouver son sein de l'Europe et dans le monde, ce constat prend toute sa signification.

[illegible]

Le temps des excuses est terminé, commence le temps d'une recherche concrète de la vérité. Les excuses adressées par les représentants de l'Allemagne démocratique à toutes les nations ainsi qu'à leurs propres concitoyens pour les torts causés par le nazisme avaient une portée considérable et elles ouvriraient la voie à une nouvelle coexistence. Ce que nous avons dit, de notre côté, sur l'expulsion d'après-guerre avait le même but. Néanmoins, j'estime qu'aujourd'hui nous n'en sommes plus là. [...]

S'il y a une dette sous la forme d'indemnisation des victimes survivantes de l'arbitraire nazi, qu'elle soit payée. Mais, jamais, personne ne sera en mesure de nous dédommager [...]. Personne ne pourra nous rendre d'aucune manière les dizaines de milliers de victimes torturées et assassinées, ou réparer les dommages moraux, politiques et économiques que nous ont valus Munich, l'occupation allemande et la guerre avec toutes ses conséquences politiques.

Occupation allemande et la guerre avec toutes ses conséquences politiques. Nous n'aurons pas non plus la naïveté de vouloir présenter une génération actuelle de l'Allemagne démocratique la facture de toutes les injustices que nous ont infligées une partie de leurs pères, grands-pères, ou même grands-pères, de même que nous ne facturons pas une partie de l'ex-Union soviétique à l'Allemagne démocratique. Nous ne sommes pas non plus naïfs au début des années du communisme. Aussi tenons-nous nous plus naïve encore toute tentative de nous réclamer un dédommagement, matériel ou autre, en réparation de l'exécution d'entre les quatre. (...)

non de l'expulsion d'après la guerre. [...] Les lieux qui ont été choisis pour ces lieux, de même que leurs descendants, sont les mêmes hommes qui les ont choisis. Ils sont les bienvenus en tant qu'invités honorent le sol qui a vu naître des générations de leurs ancêtres, invités prenant soin, en collaboration amicale avec nos citoyens, des lieux pour lesquels ils éprouvent un attachement. Le jour où les Tchèques et les Allemands s'établiront librement n'importe quel endroit de son territoire en participant à la construction d'une patrie de la sorte librement choisis n'est peut-être très éloigné. De bonnes relations entre les nations, et donc aussi notre réconciliation, ne peuvent se faire que si les deux nations ont des choses à offrir l'une à l'autre. Le territoire de la masse en foule sous des drapeaux collectivistes et d'invoquer, dans leur ombre, l'esprit des guerres tribales. [...] »

(18 février 1995.)

futuribles

Au sommaire des derniers numéros

- Concurrence, régulation, service public, *M. Bouteux* n°205
- L'utopie de Thomas More revisitée, *N. Morgan* n°205
- La réduction du temps de travail en France,
J.Y. Béglin, G. Cette, A. Ottavi, C. Tuchsirer n°205
- La Chine en 1995 : mutations et crises. Une tentative
d'analyse du risque politique, *P. Hayez* n°204
- Eurotunnel : le défi managérial et financier, *A. Bénard* n°204
- Politique scientifique et technologique. Réflexions sur le
rapport de l'OCDE 1994, *P. Bonnaure, R. Barré* n°204
- Les nouveaux risques infectieux, *G. Duclé* n°203

Commande à Futuribles - 65, rue de Verenne - 75341 Paris cedex 07 - France
Tél: (33 1) 42 22 63 10 - Fax: (33 1) 42 22 65 54 - Minitel: 36 15 S.J.FUTURIBLES
Prix du n° France: 70F - Étranger: 75F - Abonnement 1 an (11 n°) France: 640F - Étranger: 690F

En un royaume avili...

JACQUES DECORNOY,

B. C.

ABONNEZ-VOUS

Signature _____

D. V.

SERGIO CAROZZO.

Il y a l'histoire de ceux qu'on appelle « les acteurs » : ceux qui font, le marabout. Phénomène écrit, en tout cas pas « à chaud », il y a l'histoire des anonymes, des militants, des citoyens, de tous ces sels de la terre qui disparaissent dans l'indifférence. D'où le grand intérêt de ce très long dialogue (enrichi de précieux documents) établi entre Bernard Cassès et Marcel Chahoud Regguy, lui-même issu d'une famille musulmane marseillaise, net en Algérie devenu et toujours demeuré chrétien, défenseur foudroyant de toutes les causes (anticolonialistes, sociales, culturelles), engagé depuis longtemps dans le mouvement Esprit, impitoyable pourfendeur dans son enseignement au lycée comme dans ses activités politiques, d'orientation, de médiation, de dialogue.

Il y a aussi les formes, et qui a su aussi bien converser avec les sans-voix du prolétariat qu'avec Jean Anouilh, Louis Massignon ou les plus audacieux des compositeurs.

J. D.

AG

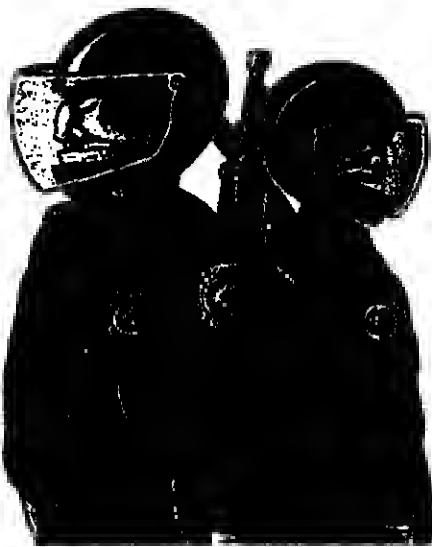
PHILIPPE LEYMARIE

Ph. L.

BERNARD FRÉDÉRIC.

(1) Le roman d'Evguén Popov s'inscrit parfaitement dans la tradition de la satire russe. Plus précisément, il renoue avec une école qui a donné au Zochimbenko (1895-1958) ou au couple Ili et Petrov (1897-1937 et 1902-1942), tous trois *maîtres-humainistes* entre l'ordinaire et le fantastique, surtout pour Ili et Petrov, savants alchimistes d'une ironie mordante. Né en 1946, Popov a publié ses premiers écrits en 1976, puis il participe, en 1980, à la rédaction de l'annuaire *Métropole*, interdit en URSS. Exclu de l'Union des écrivains, il ne pourra pas être publié avant 1987.

هكذا من الاصل



Terrorisme et République

Par
M^{re} HENRI
LECLERC *

QUE le terrorisme soit un ennemi mortel pour les démocraties, voilà un point qu'il convient d'énoncer avec conviction. Et notamment avant d'analyser les conséquences politiques et juridiques des actes sanglants qui ont, à l'été et à l'automne derniers, provoqué en France tant de souffrance et tant de peur. Mais, si la nécessité de le combattre est évidente, la seule question qui vaille la peine d'être posée est de savoir comment.

La démocratie ne peut accepter de dialoguer avec ceux qui la combattent en bafouant ouvertement ses principes, sauf à entériner, totalement ou partiellement, sinon le bien-fondé de leurs actes, en tout cas leurs motivations. Mais elle ne saurait non plus résister à ces assauts qu'en respectant les principes sur lesquels elle s'est construite. Sinon, elle y perdrait son âme.

Souvenons-nous du déclenchement de la révolte algérienne pour l'indépendance : la seule négociation, c'est la guerre, rétorqua alors le pouvoir, car l'Algérie, c'est la France. Au nom de ces principes, il se précipita dans une terrible aventure sans s'encombrer des scrupules ni des protestations de ceux qu'on n'appelait pas encore des « droits-de-l'homme ». Il fallait « employer tous les moyens » pour combattre ceux qui assassinaient aveuglément des civils et faisaient exploser des bombes dans les stades comme dans les bars. On connaît la suite. Menacée d'une dictature militaire, la République se réfugia dans les bras d'un père sévère qui réforma les institutions à sa convenance, avant de se décider à résoudre le problème... par le dialogue et la reconnaissance du bien-fondé des revendications des terroristes de la veille.

Suite à la vague d'attentats aveugles qui fit dix morts et des centaines de blessés, M. Jean-Louis Debré intervint avec, dans le propos, cette mâle assurance qui convient de tout temps aux ministres de l'intérieur confrontés au désordre et au crime. L'Etat, proclama-t-il, ne doit pas bais-

* Président de la Ligue des droits de l'homme.

ser sa garde, malgré les succès obtenus. Il lui faut être efficace et impitoyable, démontrer sa force.

Or voici le même Jean-Louis Debré en Corse. Son voyage fait suite aux centaines d'attentats à l'explosif qui ont provoqué des dizaines de millions de francs de préjudice aux particuliers et à la collectivité, et aux dizaines d'assassinats dont la police et la justice (sous la houlette pourtant de la section antiterroriste du parquet de Paris) se sont montrés incapables de découvrir les auteurs. Et pourtant, le ministre évite soigneusement les condamnations et parle de dialogue. Il semble ainsi, au nom de la République, justifier les moyens grâce auxquels les violents sont devenus des interlocuteurs. La raison d'Etat passe décidément toujours avant les principes.

Combattre le terrorisme, donc, mais avec quels moyens ? Tout le monde s'accorde, ou tout au moins le devrait, sur des principes universels indérogables : doivent être à jamais proscrits la torture, l'exécution sommaire, l'enlèvement de personnes, le crime contre des groupes déterminés. Les droits fondamentaux reconnus par les lois de la République et affirmés par notre Constitution, les engagements internationaux en matière de droits de l'homme doivent également guider l'action de la justice. D'autant plus que ceux qui combattent la démocratie par l'intimidation ou par la terreur la présentent comme une simple apparence.

Les terroristes ont certes peu de chance de renverser la République, mais ils peuvent en saper les fondements, ternir son image ou l'amener à renier les principes qui fondent sa légitimité. Si, face à la violence, l'Etat se doit d'être actif et efficace, il appartient aux citoyens de rester vigilants. Et de ne pas tolérer des dérapages qui risquent de mener, peu à peu, à l'abîme.

Comment l'Etat a-t-il fait face à la vague terroriste en France ? Avec efficacité : des centaines de personnes emprisonnées, un réseau démantelé, une organisation mise à nu, des méthodes d'action analysées. Finalement, les attentats ont cessé : leurs auteurs ont été mis hors d'état de nuire, leurs émules possibles en sommeil. Sont-ce là les résultats des mesures extraordinaires adoptées ou de procédures d'exception ?

A en croire la presse, les terroristes ont été vaincus grâce à l'exploitation d'empreintes digi-

tales relevées sur des engins explosifs, à l'utilisation de filatures systématiques et d'écoutes téléphoniques ordonnées et contrôlées par l'autorité judiciaire, aux recoupements systématiques et patients d'une multitude d'informations, bref à un travail de police traditionnel s'appuyant sur des moyens techniques modernes. Toutes ces méthodes s'inscrivent dans la procédure pénale de droit commun, qui fixe les formes selon lesquelles on peut arrêter, accuser ou détenir les personnes.

Fallait-il pour autant mettre en scène ce grand spectacle, déstabiliser des catégories entières de la population livrées aux soupçons, afficher jusqu'aux portes des écoles le visage d'ennemis publics ? Pourquoi qualifier des juges, qui se doivent d'être impartiaux, d'« antiterroristes » et déployer la troupe dans les rues ? Quel besoin avait-on de renforcer encore une loi d'exception en attirant l'attention du législateur et, par-delà, celle de l'opinion publique sur les risques que feraient courir les étrangers à la paix publique ?

Lorsque la République est menacée, la Constitution et les lois prévoient des états d'exception. Outre la guerre qui, quoi qu'on dise, consiste à faire prévaloir la force sur le droit, et l'article 16 qui confère tous les pouvoirs au président de la République, il y a l'« état de siège », qui substitue l'autorité militaire à l'autorité civile dans l'exercice du maintien de l'ordre ; l'« état d'urgence » proclamé en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public et qui étend considérablement les pouvoirs de la police ; il y a même la « mise en garde » (1).

En revanche, aucune loi, aucun décret ne fonde le plan Vigipirate - de quels « pirates » s'agit-il d'ailleurs, et de quelle « vigilance » ? Le gouvernement a invoqué de vagues circulaires, presque inconnues, couvertes par le secret défense et dont on croyait qu'elles dataient de 1978. A tort : on vient d'apprendre qu'elles résulteraient de directives non publiées du premier ministre et du secrétaire général de la défense nationale en 1995.

La peur est mauvaise conseillère

QUOI qu'il en soit, c'est en leur nom qu'a été mis en place un vaste dispositif intervenant directement dans la vie quotidienne des citoyens. Selon les chiffres communiqués à la mi-décembre par le ministre de l'intérieur, 13 800 militaires auraient été mobilisés, 3 millions de personnes contrôlées par la police ou l'armée dans un pays où la liberté d'aller et de venir a pour fondement essentiel la liberté du passant anonyme, 21 450 personnes interpellées, 19 972 personnes non admises sur le territoire national, 2 324 reconduites à la frontière. Bref, il s'est agi d'une opération de surveillance généralisée des populations jugées dangereuses, une campagne, de « nettoyage » qui visait d'abord les populations étrangères soupçonnées par postulat.

Simultanément se concrétisait le rêve de M. Alain Marsand, ancien « juge antiterroriste » devenu député : une « Task Force » judiciaire. Le vocabulaire militaire n'a ici rien d'anodin. Des juges enfermés dans un couloir bardé de protections, selon une structure presque hiérarchisée sous la houlette d'un chef juge ; une section du

parquet pratiquement détachée de la hiérarchie traditionnelle, et en relation directe avec le ministère de l'intérieur ; une compétence réservée, des règles spéciales de procédure qu'on ne cesse d'élargir, des cours d'assises spéciales dont on a chassé les citoyens au prétexte qu'ils seraient trop lâches ; des arrestations qu'on multiplie alors que les avocats se plaignent de ne pas pouvoir prendre connaissance du dossier.

Voilà un système d'exception, subrepticement mis en place depuis la vague d'attentats de septembre 1986 et qui déteint sur le droit commun, étendant par exemple ses règles spéciales aux affaires de proxénétisme et de trafic de stupéfiants. Tout cela est-il vraiment nécessaire ?

Sont-elles nécessaires, ces attitudes dignes du Far-West, ces affiches de personnes recherchées, ces tenues de parachutistes ? Et ces images du corps de Khaled Kellal, troué de onze balles et retourné du pied ? Qui s'est soucié des conséquences de ce tragique spectacle sur les jeunes des banlieues, tout à coup solidaires de celui dont on sait, depuis la diffusion de son entretien avec le journal *Le Monde* (2), qu'il était, avant de sombrer dans le crime, l'un d'eux, si proche de ce qu'ils ressentent, de leur révolte contre les humiliations quotidiennes et les soupçons ?

Loin de contribuer à déjouer le complot terroriste, cette dérive a renforcé le mur d'incompréhension, accru les déchirements de la société. Elle a, en particulier, renforcé l'audience de ceux qui proposent à la révolte de prendre, non les chemins de la citoyenneté mais ceux de la haine, non les voies de l'intégration mais celles de la subversion sanglante.

En faisant irruption au cœur de la vie quotidienne, le terrorisme fait naturellement peur. Mais, pour le citoyen, la peur est mauvaise conseillère. Les débordements n'ont suscité que peu de réactions, l'opinion publique approuvant massivement l'Etat. Néanmoins, les grandes centrales syndicales - à l'exception notable de Force ouvrière (FO), pourtant si présente, peu après dans le mouvement social de décembre dernier - ont en le courage, tout en dénonçant avec fermeté le terrorisme, d'exprimer ensemble le risque de xénophobie et de dérive. Le pouvoir prend goût à l'exception. Il rêve toujours de surveiller plus les citoyens. Malgré les succès remportés contre le terrorisme, le plan Vigipirate se prolonge.

Qu'on y prenne garde. Les auteurs d'attentats ne se contentent pas de tuer, de blesser, d'intimider. Ils sèment aussi. Même perdus, leurs batailles révèlent la qualité et la nature de la démocratie. Le terrorisme naît toujours de la révolte, ultime recours de ceux que notre société accule au désespoir et qui n'ont plus la parole. Si la démocratie, au mépris de ses principes fondamentaux, leur répond en déployant des soldats, en soupçonnant en bloc telle ou telle catégorie, en se lançant dans la chasse au faciès, d'autres crises éclateront, d'autres hommes et d'autres femmes tomberont, et la peur grandira encore. Ce redoutable cycle du terrorisme aveugle et de la répression généralisée risque d'engager la République sur des chemins périlleux.

(1) Système plus souple donnant des pouvoirs spéciaux, notamment de réquisition des personnes et des biens, au gouvernement en cas d'agression interne ou externe, sans restriction directe des libertés publiques.

(2) *Le Monde*, 7 octobre 1995.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :
Courrier des lecteurs.

PAGE 3 :
Les simulacres de la politique américaine, par Serge Halimi.

PAGES 4 et 5 :
L'Australie, fragile paradis, par Florence Beaugé.

PAGES 6 et 7 :
L'image brouillée de la cause indépendantiste en Nouvelle-Calédonie, par Alban Bensa.

PAGES 8 et 9 :
VILLES : Fiévreuses banlieues, par Camille Bonnerive. - Replis communautaires à Sarcelles, par Akram Ellyas. - Leipzig, un modèle remodelé, par Pascal Thibaut. - Turin, ou le ghetto au centre, par Paolo Griseri.

PAGE 10 :
Moscou vers l'avenir... via le passé, par Andreï Gratchev.

PAGE 11 :
La société tunisienne privée de parole, par Jacqueline Boucher.

PAGES 12 et 13 :
ALGERIE : Les mirages d'une victoire militaire, par Bruno Caillies de Salles. - Fausse éclaircie, suite de l'article de Salima Ghazali. Nouveaux écrits sur le génocide rwandais, par Philippe Leymarie.

PAGES 14 et 15 :
AFRIQUE DU SUD : Dangereux récits pour le pouvoir, par Pierre Beaudet. - Electricité et démocratie, par Patrick Compehoux. - Le grand écart des syndicats, par Anne Dresse.

PAGE 16 :
En Amérique latine, la « sale guerre » perdure, par Maurice Lemoine.

PAGES 17 à 20 :
MODESTES PROPOSITIONS POUR SORTIR DE LA CRISE... Taxer les revenus financiers, par Christian de Brie. - Prélèvements facultatifs, inégalités obligatoires (S. H.). - La « clause sociale », un moyen de mondialiser la justice, par Bernard Cassen. - Inventer un nouveau système, par Paul Slindt. - Une Bourse mondiale des devises, par Ruben Mendez. - Et si le franc retrouvait sa liberté ? par Dominique Carabiel.

PAGE 21 :
L'Afrique sous la coupe du football (C. de B.). Dans les revues.

PAGES 22 et 23 :
MIGRATIONS : Une humanité sans domicile fixe, par Jacques Decroisy.

PAGES 24 et 25 :
Internet, une chance pour le Sud, par Pascal Renaud et Astrad Turris. - Un exemple tunisien (P. B.).

PAGES 26 à 28 :
Il y a soixante ans, l'ombre de la guerre d'Espagne (L. B.). - Une alliance antifasciste, par Gabriel Jackson. - Madrid 1936-Sanjuvo 1996, par Juan Goytisolo. - Une expérience ratée, par Eduardo Haro Tenorio.

PAGE 29 :
Tchèques et Allemands. Tourner la douloureuse page des Sudètes, par Antonín Liehm.

PAGES 30 et 31 :
LES LIVRES DU MOIS : « Testament à l'anglaise », de Jonathan Coe (J. D.). - « L'Ami du patriote », d'Evgenii Popov, par Bernard Frédéric.

Ce numéro comprend un encart, paginé I à IV, consacré à la filialisation du *Monde diplomatique*.

Le *Monde diplomatique* du mois de janvier 1996 a été tiré à 257 000 exemplaires.

CENTRE D'ETUDES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES
Formation spécialisée pour dirigeants

MARS - JUILLET 1996

Cycle de relations internationales approfondies

2 soirs par semaine, 1 samedi matin par mois + dîners-débats

Formation sanctionnée par un diplôme de 3^e cycle

Renseignements : à l'ECOLE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES
Etablissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899

54, avenue Marceau, 75008 PARIS
Tél : (1) 47-20-57-47

Février 1996